

DIRECTEUR : Jacques FAUVET  
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY  
DIRECTION  
RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS  
TELEPHONE : 246-72-23  
Adresses télégraphiques : JOURMONDE PARIS

# Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

N° 1751  
Canada, 0,70 \$ c.m. ; Côte d'Ivoire, 150 C.F.A. ;  
Ouzbékistan, 5,5 \$ ; Égypte, 0,80 LE ; Grèce,  
45 dr. ; Indonésie, 150 Rp. ; Liban, 150 P.L. ;  
Portugal, 20 esc. ; Roumanie, 3,70 F. ; Singapour,  
125 C.F.A. ; Thaïlande, 2 \$ ; Turquie, 100 L. ;  
250 m. ; Yémén, 0 \$ ; U.S.A., 0,70 \$ U.S.  
ABONNEMENT : Six mois Un an  
France ..... F 80 F 120  
Étranger ..... F 115 F 190  
(Taxes avion page 9.)  
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

## Trêve pour la C.E.E.

La semaine passée, les Britanniques, en refusant l'offre de compensation budgétaire qui leur était soumise par leurs partenaires pour 1982 et en s'obstinant à essayer de bloquer les prix agricoles, avaient fait une fausse manœuvre. Très vite, ils ont corrigé le tir : M. Pym, évitant tout litige, a accepté lundi ce qu'il avait refusé huit jours plus tôt. Les Britanniques appliquent la nouvelle grille des prix agricoles, versent normalement ce qu'ils doivent au budget européen et, pour clore le tout, viennent d'accepter, pour 1982, un allègement de leur contribution budgétaire de 850 millions d'ECU, sensiblement inférieur à ce qu'ils réclamaient. La Communauté fait ainsi l'économie d'une crise.

Le gouvernement de Londres, engagé à fond dans le conflit des Malouines, est le premier à pouvoir tirer avantage d'une coalition européenne ainsi retrouvée : le ton sur lequel les sanctions économiques contre l'Argentine ont été reconduites a été comme par hasard plus chaleureux que la fois passée, même si la défiance persistante de l'Angleterre ne rend pas cette solidarité beaucoup plus convaincante qu'auparavant. Absorbée par la guerre de l'Atlantique sud, Mme Thatcher pouvait difficilement s'embarrasser d'une querelle ouverte avec ses alliés européens. Il reste que, habitué à voir les partenaires du continent tout à fait à son service, le gouvernement britannique a été surpris par la révolte des Neuf et, par conséquent, à agir avec efficacité. La semaine dernière a été une grande semaine pour la Communauté, dans la mesure où celle-ci a refusé de se laisser imposer une décision par un État membre, a prouvé M. Cheysson. La longue phase d'incertitude des Neuf face aux exigences britanniques semble achevée.

Les difficultés avec le Royaume-Uni ne le sont pas pour autant. La trêve ne met pas un terme à la lancinante négociation sur l'abaissement budgétaire. Rien n'affirme que Londres, en acceptant une compensation forfaitaire de 850 millions d'ECU pour 1982, ait renoncé à voir sa contribution nette au cours des années suivantes couverte aux deux tiers par les pays partenaires. Resterait à des montants plus élevés sera néanmoins difficile. Les Neuf viennent indéniablement de marquer un point. C'est vrai en particulier de la France, dont le gouvernement, pourtant moins hier placé que son prédécesseur, ne serait-ce que parce que l'entente avec la République fédérale était moins évidente, — a fait sensiblement mieux que celui-ci.

Le débat budgétaire n'est cependant qu'une manifestation de la mauvaise intégration du Royaume-Uni dans la C.E.E. Si bien que l'accord de lundi laisse posé le problème de la nature de la présence du Royaume-Uni dans la C.E.E. « Il faudra le traiter par exemple à l'occasion des politiques nouvelles », estime M. Cheysson, qui a apparemment en tête des formes d'Europe à plusieurs vitesses ou, pour parler comme M. Delors, à géométrie variable.

Les conséquences du vote institutionnel auquel les Britanniques vont contraindre les Neuf seront probablement limitées. Il est au moins acquis qu'un État membre ne pourra plus invoquer son intérêt essentiel pour une raison qui ne serait pas en lien direct avec le sujet en discussion. Pour le reste, la majorité des gouvernements ne veut pas renouer, y compris pour des questions de gestion, à la règle de l'unanimité. Tout ou plus peut-on espérer qu'il en sera fait un usage plus raisonnable.

(Lire nos informations page 6.)

(Mercredi 26 mai.)

## Inquiétude en Argentine

Buenos-Aires admet que les Britanniques sont solidement établis aux Malouines

Le haut état-major argentin a admis, le lundi 24 mai, que la tête de pont établie par les troupes des chocs britanniques sur l'île orientale des Malouines, à quelques 80 kilomètres de Port Stanley, était plus importante et plus solide qu'il ne l'avait reconnu jusqu'à présent. Les Argentins précisent même que cette tête de pont a une superficie de 150 kilomètres carrés alors que le ministre britannique de la Défense l'évalue à 25 kilomètres carrés seulement. On ajoute à Buenos-Aires que des combats au corps à corps ont lieu autour de San Carlos, ce que l'on ne confirme pas à Londres de source militaire.

Une nouvelle bataille aérienne a eu lieu lundi dans le chenal qui sépare les deux îles Malouines en face des plages de débarquement. Londres affirme avoir abattu huit appareils argentins et reconnaît que certains de ses navires pourraient avoir été touchés, tout en précisant que la frégate Antelope, torpillée dimanche, a coulé lundi. Buenos-Aires affirme avoir endommagé plusieurs unités de la Royal Navy, dont le *Canberra*, transformé en transport de troupes et en navire-hôpital.

Cependant les Dix ont réaffirmé leur solidarité politique et diplomatique au Royaume-Uni dans le conflit des Malouines. Les huit pays qui appliquent des sanctions économiques contre l'Argentine ont décidé de les reconduire pour une durée indéterminée.

## Le gâchis

par MICHEL TATU

Près de trois cent mille Anglais avaient manifesté l'autisme de la semaine dernière à Londres contre la guerre nucléaire. Ils étaient moins de trois mille, le 23 mai, contre la guerre des Malouines. Le rapprochement de ces deux faits montre les limites du pacifisme moderne, mais on ne saurait conclure trop vite à la réhabilitation des guerres dites « fraîches et joyeuses » d'aujourd'hui.

D'abord parce qu'il n'y a plus de guerre joyeuse à l'époque moderne — à supposer qu'il y en ait eu dans le passé — et que les pertes essayées des deux côtés ont vite fait de changer la comédie en drame. Mais aussi parce qu'aucune guerre, même lointaine, ne peut plus être limitée à l'avance : il n'y a plus de face-à-face exclusif dans le système international actuel, et ce dernier, s'il n'a pu éviter le gâchis des Malouines, ne devrait pas tarder à imposer à nouveau sa logique aux belligérants.

L'effacement à grande échelle du conflit est d'abord un désastre pour l'État-Uni, qui, après une série d'erreurs ou d'échecs plus ou moins catastrophiques, se retrouvent perdants sur tous les terrains à la fois.

Après le secrétaire d'État M. Posen de Cuddegar prit le relais, mais il n'y avait aucune chance pour que l'impuissance des Nations unies combattit le vide laissé par la puissance des États-Unis. (Lire la suite page 3.)

## C.G.T., C.F.D.T. : les congrès vus de la base

La C.F.D.T., à partir du 25 mai à Metz, puis la C.G.T. du 13 au 18 juin à Lille, vont tenir leur congrès confédéral. Comment les militants de base voient-ils ces événements ?

Pour répondre à cette question, Michel Noblecourt s'est rendu à Longwy, à Nantes et à Limoges. Des voyages riches d'enseignements sur ce que pense et ressent « la base », notamment au sujet de l'unité d'action. Cette question prend toute son importance au moment où la direction de Citroën engage une procédure de licenciement à l'encontre de dix-sept militants C.G.T. : elle leur reproche d'avoir participé au blocage des entrées de trois usines de la région parisienne.

D'autre part, M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., acceptant l'invitation de la C.F.D.T. et invitant en retour cette dernière à son congrès de Lille, écrit à M. Maire que « la situation rend plus nécessaire que jamais le maximum d'unité possible » et suggère qu'après les congrès une rencontre ait lieu entre les deux organisations.

### I. — Longwy : le débat esquissé

par MICHEL NOBLECOURT

(C.G.T.) o'vmet plus Une « normalisation » interne à la C.G.T. et une intervention des forces de police ont eu raison d'elle. Longwy est vraiment retombée dans l'oubli. Et pourtant, en ce 30 avril 1982, il flotte en cette cité un lourdement industrielle par son architecture comme un petit air de fête. Effectivement, un jour de marche ou moins ordinaire d'un 1<sup>er</sup> mai unitaire ? Pour ce 1<sup>er</sup> mai de changement, la C.G.T., la C.F.D.T. et le FEN ont voulu défilé ensemble pour

## Grave échec pour l'Irak

La reconquête de Khorramchahr par l'Iran est un tournant dans la guerre du Golfe

La reconquête de Khorramchahr, après vingt mois d'occupation irakienne, par les troupes iraniennes, annoncée lundi 24 mai par Radio Téhéran, a été confirmée mardi matin par un porte-parole militaire irakien, qui a annoncé que les forces irakiennes avaient achevé leur retrait de la ville de Khorramchahr vers la frontière internationale. Bagdad avait affirmé lundi soir que les combats se poursuivaient toujours dans la ville portuaire du Khouzistan, dont la chute est un échec majeur pour le régime du président Saddam Hussein.

Dans la soirée, l'imam Khomeiny a lancé à nouveau un avertissement aux pays arabes qui soutiennent l'Irak (l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Égypte notamment). « Je préviens les gouvernements de la région que notre pays parle maintenant à partir d'une position de force... Si vous ne cessez de prendre vos ordres des États-Unis, il n'y aura que de la reconnaissance de votre part... Ne faites rien qui nous obligerait à remplir le devoir que nous impose le Coran ».

## La troisième proie...

par ERIC ROULEAU

Tandis que les bombardiers irakiens pilonnent par vagues successives les aéroports et installations stratégiques, que des unités d'infanterie et de blindés défilent sur le sol irakien à l'heure du 23 septembre 1980, le président Hussein était loin de penser que vingt mois plus tard les forces irakiennes victorieuses menaceraient à leur tour l'intégrité territoriale de la province, en l'espace de deux semaines.

La jonction plus au nord avec les maquisards kurdes de M. Abdel Rahman Ghasssemlou, des combattants au sein des forces armées et de la population devaient donner le coup de grâce au régime khomeiniste.

Deux séries d'appréhensions d'ordre militaire ou politique circulent à l'époque dans les États-majors et les chanceries étrangères : à l'origine de ce bel optimisme, les Irakiens, disaient-ils, seraient accueillis en libérateurs par les Arabes du Khouzistan et, d'une manière générale, par une population lassée de l'anarchie, de la révolution, exécutée par les difficultés économiques, le chômage et la misère, révoltée par la tyrannie d'un « vieillard et la répression sanguinaire des mollahs ».

L'armée islamique, disait-on encore, ne tarderait pas à s'effondrer sous l'effet du premier choc. Suspense de par ses origines impériales, elle avait été décapitée, complètement épurée, humiliée, et se trouvait en pleine réorganisation au moment de l'invasion irakienne. De surcroît, l'embargo américain la privait d'armements et de pièces

de rechange. La plupart des avions de combat étaient cloqués au sol. L'artillerie et les blindés étaient concentrés au Kurdistan ou sur la frontière soviétique, à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations.

### L'incompétence de l'état-major

Les forces irakiennes avaient tout en main, apparemment, pour l'emporter. Outre l'effet de surprise dont elles bénéficiaient, elles disposaient d'un armement soviétique aussi moderne qu'abondant, d'un matériel supplémentaire livré sans entrave par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la France, entre autres, de fonds considérables — qui ont atteint la somme d'une trentaine de milliards de dollars — fournis par l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe. L'armée de M. Hussein avait tout, sauf des officiers compétents.

Les observateurs militaires occidentaux ont, chaque fois, eu à se demander pourquoi l'état-major de Bagdad avait choisi d'attaquer en priorité le port de Khorramchahr, sur l'estuaire du chok El-Arab, plutôt que la base aérienne de Dezful, position stratégique de première importance pour contrôler l'ensemble du Khouzistan, y compris Khorramchahr, et de priver ainsi le reste du pays de son ravitaillement pétrolier. Pourquoi ce changement soudain de stratégie ? Pourquoi ce changement de cible ? Pourquoi ce changement de cible ? Pourquoi ce changement de cible ?

(Lire la suite page 2.)

## POINT

Le P. S. face à l'« inflexion »

Les socialistes, comme les communistes, ne sont pas hostiles à un inflexionnement de la politique économique et sociale du gouvernement : mais pas à l'importe quelles conditions. Celles-ci touchent à la forme (le P.S. veut une discussion préalable avec le gouvernement) et au fond (que ceux qui dans le pays parlent volontiers d'austérité commencent par l'admettre pour eux-mêmes. Tel est le sens de la réplique donnée dimanche par M. Lionel Jospin au discours prononcé vendredi par M. Pierre Mauroy devant les groupes et sections socialistes d'entreprise).

Le pouvoir avait été dûment prévenu : voyant venir de nouveaux indices, constatant que la reprise mondiale n'était pas au rendez-vous, craignant donc de voir l'exécution de la pression du P.S. avoir insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'une programmation de l'action gouvernementale et d'une concertation avec le parti.

Le P.S. a le sentiment de ne pas avoir été entendu, et il reproche au gouvernement de n'avoir imposé aucune « contrepartie » aux patrons, grands et petits, alors qu'il envisage de demander des sacrifices à tous les salariés.

Même si le pouvoir minimise la portée de l'inflexionnement et ne prétend corriger que le dérapage des salaires, c'est un vrai débat qui s'engage avec la principale formation de la majorité. Il appelle au moins une réflexion d'ordre institutionnel.

M. Jean Lecanuet s'est demandé si le langage de M. Delors — patience, solidarité, effort — correspond à l'expression de « sentiments personnels » ou à un « langage » politique. On peut, en effet, se poser la question. Tant il est vrai que la logique institutionnelle aurait voulu qu'un inflexionnement fut annoncé, après avoir été décidé, par le chef de l'État lui-même. Quitte à ce que chacun mette en musique la nouvelle orientation, si nouveau il doit y avoir. Or rien de tel ne s'est produit : le ministre de l'économie a pris une position qui a le mérite de la clarté, le premier ministre y a fait droit ; le P.S. a posé ses conditions.

Il appartient au chef de l'État d'arbitrer, à son retour d'Afrique, si aura d'enlever l'occasion de trancher lors de sa prochaine conférence de presse.

(Mardi 25 mai.)

## UNE EXPOSITION AU GRAND PALAIS

### Naissance de l'écriture

Avant l'écriture, les hommes étaient dans le préhistoire, avec l'écriture, ils ont accédé à l'histoire. Cette révolution — la naissance de l'écriture — est le thème d'une exposition organisée au Grand Palais à Paris, jusqu'au 9 août, par les départements des Antiquités orientales et des Antiquités égyptiennes du musée du Louvre. Une belle présentation aura pu être faite. Quel est le plus ancien écrit ? Les deux commissaires de l'exposition, Mme Béatrice André-Léclercq pour le Proche-Orient et Mme Christiane Ziegler pour l'Égypte, ont réuni, avec l'aide de deux architectes M. Jean-Paul Boulanger et Mme Geneviève Ranslet, une présentation didactique qui n'est jamais ennuyeuse.

Les commissaires ont été aidés, certes, par la beauté ou la rareté extraordinaires des pièces exposées. Le couteau de Djehet El Arak et une lame de silex très finement

Un sculpteur a fait du grand intendant Mañakheta, assis sur ses talons, une statue-cube. Le code de Hammurabi, gravé sur une stèle de basalte haute de 2,25 mètres, est surmonté d'un fin bas-relief, où le roi est en adoration devant une

NE REBYEOL.

(Lire la suite page 10.)







# LA GUERRE DES MALOUINES

● A NEW-YORK, l'Irlande a déposé, lundi 24 mai, auprès du Conseil de sécurité un projet de résolution qui invite instamment l'Argentine et la Grande-Bretagne à cesser complètement les hostilités pendant soixante-douze heures. Le projet prie le secrétaire général de l'ONU d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices en conformité avec la résolution 502 du Conseil (qui prévoit le retrait des forces) et sur la base de l'acquis des efforts qui ont été déployés jusqu'au 20 mai, jour où il a renoncé à sa médiation. Le Brésil a également soumis un projet de résolution demandant un cessez-le-feu immédiat.

Ces projets ont été déposés après la réunion du Conseil de sécurité de lundi 24 mai, au cours de laquelle tous les intervenants se sont prononcés pour la reprise de la médiation du secrétaire général.

● A LONDRES, la position britannique à l'égard de ces propositions n'est pas encore connue, mais notre correspondant Daniel Vernet écrit : « Pour les Britanniques, accepter une trêve serait « absurde ». Mme Thatcher ne s'est pas embarrassée de pérorer pour répondre la même chose au message du pape qui plaide pour la paix : « Le monde a vu trop souvent dans ce siècle les tragiques conséquences des échecs dans la défense des principes de justice, des valeurs de la civilisation et de la

loi internationale, a-t-elle écrit. Nous voulons la paix avec la liberté, pas la paix aux dépens de la liberté ».

● DE BRUXELLES, notre correspondant Philippe Lemaître écrit : « Les ministres des affaires étrangères des Dix ont à nouveau exprimé lundi 24 mai leur solidarité avec la Grande-Bretagne. Ils ont confirmé leur « totale adhésion » à la résolution 502 du Conseil de sécurité des Nations unies et ils ont exprimé leur « fervent désir » de voir le conflit des Malouines aboutir à une solution négociée. Les sanctions économiques contre l'Argentine, qui venaient à expiration lundi soir, ont été reconduites par les huit Etats membres sans limitation de durée. L'Italie et l'Irlande continueront à ne pas les appliquer. « Ce n'est pas au moment où les combats sont engagés qu'il faut modifier les données de la situation », a commenté M. Cheysson. Pourquoi les sanctions qui, le 17 mai, avaient été prorogées pour une semaine, le sont-elles cette fois pour une durée indéterminée ? Le 17 mai, a expliqué le ministre des relations extérieures, proroger l'embargo de huit jours était un moyen de pression pour favoriser une conclusion rapide des négociations engagées par le secrétaire général de l'ONU. Ces négociations ayant échoué et les combats engagés, un délai n'aurait plus de sens, a fait valoir le ministre, ajoutant qu'« aussitôt un cessez-le-feu conclu les sanctions seraient levées ».

A la suite de cette décision les ministres des affaires étrangères d'Argentine, du Nicaragua, du Panama et du Venezuela, réunis à New-York, ont exprimé leur « forte indignation » contre la prolongation indéfinie de cette « agression économique ».

● A WASHINGTON, l'Argentine a demandé lundi la convocation pour jeudi de l'organe de consultation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR). Ce traité de défense collective, signé en 1947 à Rio de Janeiro, en cas d'agression contre un des vingt et un membres, des sanctions allant de la rupture des relations à l'utilisation de la force armée. Les ministres des affaires étrangères du TIAR s'étaient déjà réunis fin avril à la demande de l'Argentine et avaient adopté, malgré l'opposition des Etats-Unis, une résolution reconnaissant la souveraineté argentine sur les Malouines.

● A JOHANNESBURG, le quotidien libéral d'opposition « The Star », a annoncé lundi avec beaucoup de précisions que l'Afrique du Sud livrait à l'Argentine des missiles sol-sol et des pièces détachées de Mirage. Cette information n'a été ni confirmée, ni démentie par le gouvernement de Pretoria. Elle a été démentie à Buenos-Aires. L'ambassade britannique en Afrique du Sud a déclaré « tout ignorer » de cette affaire, qui provoquerait « un tollé en Grande-Bretagne si elle était confirmée ».

## Le gâchis

(Suite de la première page.)

La troisième erreur fut la prise de position radicale et sans nuances de Washington en faveur de la Grande-Bretagne, abîme consommé l'échec de la médiation américaine. Sans doute la Maison Blanche cédait-elle ainsi à la pression des médias et au Congrès qui avaient vivement critiqué la neutralité formelle observée pendant la première phase ; elle faisait aussi tout naturellement le « choix culturel » qui est celui de la quasi-totalité de l'élite américaine (1).

Mais cette prise de position, assortie d'une aide logistique, levait le dernier obstacle qui pouvait entraver la détermination de Mme Thatcher, sans fléchir pour autant la volonté des Argentins. L'Europe ayant suivi le mouvement en imposant à Buenos-Aires des sanctions sans précédent, rien ne supposait plus à l'escalade et à l'ouverture des hostilités.

Une attitude plus réservée aurait permis à l'Europe d'exercer une influence modératrice et aux Etats-Unis de maintenir une position d'arbitrage. Or Washington sera bien obligé de revenir, en partie, à cette position quand le jour viendra de mettre fin au gâchis. Il lui faudra, alors, exercer des pressions sur Mme Thatcher, qui pourra se plaindre de l'insuccès de son grand allié.

De toute manière, personne ne doute, à Washington ou ailleurs, du tort très sérieux qu'a été

porté à l'image des Etats-Unis en Amérique latine. Certains observateurs locaux ont même noté que l'« agresseur » britannique sera plus facilement pardonné, au sud du Rio Grande, que le « fils du nord-américain », c'est-à-dire la solidarité continentale comme à sa

manifeste un soutien plus concret à l'Argentine, par exemple en envoyant un de ses sous-marins couler discrètement un navire britannique dans l'Atlantique sud et en laissant l'Argentine s'en attribuer le mérite. A vrai dire, pourtant, on ne voit guère pour-

quelle que soit l'ampleur de sa victoire, Mme Thatcher devra probablement faire plus de concessions que son adversaire à la table des négociations : d'abord pour faire plaisir à ses amis américains, qui tenteront d'endiguer de la sorte la vague anti-occidentale en Amérique latine ; ensuite parce qu'elle a, comme elle l'assure elle-même, pour un principe, non pour la possession des îles. Or il est beaucoup plus facile de s'accrocher à un terrain qu'à un principe.

On l'avait déjà constaté avant la dernière escalade : comme le montrent les propositions britanniques de règlement publiées la semaine dernière, Londres a d'ores et déjà accepté de confier le pouvoir aux Malouines à un gouverneur désigné par l'ONU, assés d'un personnel nommé d'accord avec l'Argentine et fiancé d'observateurs désignés par ce pays. Autant dire que c'en est fini de l'administration britannique sur le territoire contesté et que Buenos-Aires s'y voit reconnaître nettement plus qu'un droit de regard. Autrement dit encore, l'Argentine a obtenu davantage en sept semaines, grâce à son coup de force, qu'en plusieurs années de négociations. Ce seul fait n'est-il pas une entorse au principe de légalité au nom duquel plusieurs dizaines de soldats britanniques ont déjà sacrifié leur vie ?

MICHEL TATU.

(Mardi 25 mai.)

## POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT

### Une déclaration de Tass condamne l'action de la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est sortie de son silence dimanche 23 mai, dans le conflit des Malouines. Une déclaration de l'agence Tass reprise lundi à la une de la Grande-Bretagne, sans ambiguïté la Grande-Bretagne. « Le conflit sur les îles Falkland (Malouines) ou pris une nouvelle et dangereuse tournure, écrit Tass, il ne faut pas de doute que la responsabilité de la situation qui s'est créée autour de ces îles incombe à la Grande-Bretagne, qui s'est opposée à la mise en œuvre de la résolution 502 du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur de leur décolonisation et d'un règlement négocié du différend opposant la Grande-Bretagne à l'Argentine sur la question de leur souveraineté (...). Aujourd'hui, la Grande-Bretagne a renoncé tout à fait aux négociations dont le gouvernement de l'Argentine préconise la poursuite. Ce refus de négocier ne peut pas être justifié, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les causes du conflit ».

L'agence soviétique ajoute que l'intervention armée des troupes britanniques « représente un danger pour la paix et la sécurité internationale », qu'elle est « en contradiction avec la charte de l'ONU et les normes fondamentales du droit international », que les Etats, « en premier lieu les Etats-Unis », qui ont pris ouvertement le parti de Londres en sont aussi responsables.

Tass conclut : « Des efforts sérieux sont nécessaires, notamment dans le cadre de l'ONU, pour régler le litige anglo-argentin par la voie des négociations ». Sur le fond, la position exprimée par l'agence soviétique n'est pas nouvelle puisque, déjà, la presse avait souligné le caractère colonialiste de la politique britannique, l'attitude belliciste de Mme Thatcher et le bon droit du gouvernement argentin. Cependant, c'est la première fois, à l'exception de l'intervention ponctuelle du ministère des affaires étrangères soviétiques, le 14 mai, après de l'am bassade de Moscou sur

les mesures d'exclusion aériennes et maritimes prises par Londres que l'U.R.S.S. prend position dans le conflit et qu'elle condamne explicitement l'action de la Grande-Bretagne. C'est aussi la première fois qu'elle porte un jugement global sur le litige et qu'elle prend ouvertement à son compte l'argumentation de Buenos-Aires.

Il reste que, en dépit de cet incontestable pas en avant, la réaction soviétique demeure mesurée. D'abord, le recours à une déclaration de Tass, qui a un degré d'engagement relativement faible : dans l'arsenal subtil dont disposent les autorités soviétiques, c'est une des formes d'intervention les moins solennelles.

Ensuite, le ton même de cette protestation est modéré. Cette absence d'invectives contraste avec le style habituel de la presse.

### Un lent pourrissement plutôt qu'une guerre ouverte

Moscou continue donc d'observer une certaine prudence. Il apparaît que les dirigeants soviétiques n'entendent pas se lier trop étroitement à un régime dont la nature leur déplaît et dont l'avenir est d'ailleurs incertain. Surtout, à l'approche de leurs pourparlers avec Washington sur la limitation des armements, ils ne tiennent pas à envahir une situation, même si celle-ci les contraignait parfois à aller un peu plus loin qu'ils ne le souhaitaient. « Les négociations les plus longues valent mieux que la guerre, même de courte durée », écrit Tass. Le Kremlin demeure persuadé, en effet, que son intérêt sera mieux servi par un lent pourrissement du conflit que par une guerre ouverte.

THOMAS FERENCZI.

(Mardi 25 mai.)

### La belle-mère et le petit frère

Les commentaires, à Washington, sont quasiment unanimes : quelle que soit l'issue du conflit, les Etats-Unis en sortiront perdants. La liste des dégâts présumés s'allonge de jour en jour.

● L'Argentine risque de se donner des dirigeants plus opposés à Washington. Elle se rapprocherait davantage de l'Union soviétique, qui est déjà son premier partenaire commercial, ou deviendrait un pays non aligné. Cela obligerait le Pentagone à revoir toute sa stratégie dans l'Atlantique sud.

● Les Latino-Américains accablent l'Onclé Sam d'avoir trahi l'O.E.A. Ils l'accusent à l'Europe, voire au colonialisme. « Les Etats-Unis ont préféré leur belle-mère à leur petit frère », soulignait récemment un diplomate vénézuélien. Washington aura beaucoup de mal, en tout cas, à résister aux Latino-Américains des armes « pour se défendre ». Les Argentins feront tout pour devenir une puissance nucléaire, les Brésiliens les suivront, la politique de non-dissémination sera mise en échec.

● L'Amérique centrale a été ébranlée par le conflit des Malouines, les projecteurs se sont plus longuement posés sur la situation au Salvador. Cependant, Washington s'est attiré l'animosité des pays qui étaient prêts à soutenir sa politique : l'Argentine, bien sûr, mais aussi des démocraties comme le Venezuela et le Costa-Rica. M. Reagan aura du mal à soutenir désormais ce qui n'est qu'un jeu de l'enfant, est une menace extérieure marxiste : l'« envahisseur européen » pourrait prendre la place de Cuba, et celui-ci sortir de son isolement.

M. Reagan et ses collaborateurs répètent que les dégâts sont exagérés et, d'ailleurs, réparables. Ils n'en tirent pas moins les leçons du conflit, qui a mis en lumière à la fois les limites et les dangers de leur politique.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement républicain a eu tendance à voir tous les conflits locaux ou régionaux en termes d'affrontement Est-Ouest. Les Malouines — plus encore que le Proche-Orient — démentent cette théorie. Le désarroi et l'impréparation de Washington n'expliquent-ils pas en partie son incapacité à prévenir le conflit, puis à l'empêcher de s'étendre ?

Connaissant mal l'Amérique latine, l'administration Reagan avait adressé des signaux ambigus aux généraux argentins. Ceux-ci ont cru que les Etats-Unis fermeront les yeux sur leur équipée militaire, compte tenu de l'amélioration des rapports entre les deux capitales et de leurs projets communs en Amérique centrale. Ce n'est pas du tout de M. Carter, adversaire déclaré des atteintes aux droits de l'homme, qu'une telle erreur d'interprétation aurait été commise par Buenos-Aires. « Nous avons à revoir de fond en comble notre politique latino-américaine », entend-on dire à Washington.

ROBERT SOLE.

(Mercredi 26 mai.)



(Dessin de KORE.)

propre doctrine, énoncée par Monroe au siècle dernier. Une éviction d'autant plus remarquable que la Maison-Blanche en appelait, tout récemment encore, à cette même « solidarité continentale » contre la « subversion communiste » et s'appuyait précisément sur l'Argentine pour combattre la guérilla du Salvador.

Quant à l'U.R.S.S., on a pu constater, dans certains États-majors occidentaux, quelle ne

quels des actions aussi risquées lui apparaissent nécessaires : l'Union soviétique n'est-elle pas, comme le notait récemment le Times, le pays qui a gagné la plus en faisant le moins ? De fait, en accentuant dans sa propagande le côté « post-colonial » du conflit, en présentant l'Argentine comme victime d'une coalition euro-atlantique dirigée par les Etats-Unis et l'OTAN, en encourageant les promesses d'aide directe fournies par Cuba et le Nicaragua, Moscou a déjà gagné beaucoup sans rien risquer.

Néanmoins, une escalade illimitée des hostilités ou une grave défaite de l'Argentine obligeraient, sans doute, le Kremlin à s'effrayer, sinon à agir, d'avantage. Comme le relevait encore le Times, les dirigeants soviétiques ont considérablement développé leur intérêt pour l'Amérique latine ces dernières années : leur commerce avec cette région (Cuba mis à part) a décollé de 1970 à 1977, la part qu'elle occupe dans la répartition des crédits soviétiques au tiers-monde est passée de 2 % à 25 % au cours de la même période. L'U.R.S.S. peut d'autant moins négliger l'Argentine que ce pays est son premier partenaire commercial dans la région et son principal fournisseur de blé. L'on peut donc s'attendre que la solidarité d'aujourd'hui trouvera son prolongement concret après la guerre, quelle qu'elle soit. Mais, par exemple sous la forme de livraisons d'armes destinées à remplacer les équipements détruits.

### Comme en 1956 ?

En 1956, Khrushchev avait menacé l'échec de l'opération britannique des îles du Sud. Mais elle était probablement pas pour l'obliger à se retirer du canal de Suez. Mais était Eisenhower « ébloui » ou simplement des alliés français et britanniques, puis en obligeant Israël à revenir à ses positions de départ. Aujourd'hui, M. Brejnev n'a que l'embarras du choix en matière de fusées, mais le langage est devenu plus prudent. Et ce sont encore les Etats-Unis qui, malgré leurs erreurs, détiennent le maximum d'avantage dans la région du conflit. Il ne faut donc pas se laisser aller à un optimisme un peu moins leurs préférences « culturelles », un peu plus leur intérêt géopolitique et stratégique.

C'est bien pourquoi la conclusion pourrait être paradoxale :

## LES FORCES EN PRÉSENCE

- Une flotte britannique de cent vaisseaux
- Une aviation argentine basée en Patagonie

La plus grande flotte militaire depuis la seconde guerre mondiale, dont des commandos ont débarqué aux îles Malouines, vient de se lancer, pour l'Angleterre, à la reconquête de l'archipel occupé depuis le 3 avril par neuf mille soldats argentins.

Près de cent vaisseaux, dont 21 navires de combat, ont été déployés de Portsmouth à l'île de l'Ascension dans l'Atlantique sud. On compte dans cette flotte deux porte-avions, deux croiseurs légers, six destroyers, sept frégates, trois sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire et sept navires d'assaut transportant quatre mille cinq cents soldats professionnels appartenant aux Royal Commando et à la Royal Artillery. Au moins six bâtiments sont équipés de missiles mer-mer Exocet MM 38. Il faut ajouter cinq pétroliers et tout un cortège de navires ravitailleurs, navires marchands porte-conteneurs ou ferries et deux paquebots : le Canberra avec deux mille cinq cents soldats et le Queen Elizabeth II, transportant quelque trois mille cinq cents hommes de la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie. Celle-ci est composée du 7<sup>e</sup> bataillon de Scots Guards, du 6<sup>e</sup> bataillon des Welsh Guards et du 7<sup>e</sup> Gurka Rifle unit prestigieuse composée d'officiers britanniques et de cadres et soldats d'origine népalaise.

La flotte compte sur l'appui d'une quarantaine d'avions de combat Sea Harrier, une quarantaine d'hélicoptères Sea King, Wessex et Chinook, deux escadrons de bombardiers Vulcan et deux escadrons d'avions de surveillance maritime Nimrod.

Les forces argentines, presque complètement isolées par le blocus britannique, sont évaluées à neuf mille soldats sur les Malouines, répartis en six bataillons d'infanterie, disposant d'une quinzaine de transports de troupes

blindés, de canons de 105 mm et de matériel de défense anti-aérienne. Quelques mille cinq cents hommes sont stationnés, estimant les experts dans l'île occidentale. La route a été débloquée dans l'île orientale où se trouvent la capitale, Port Stanley, et les localités de Darwin et Port-Louis.

Aucune information n'a été donnée sur la position ou les mouvements des bâtiments argentins : un porte-avions (avec quatre-vingt Skyhawks à bord), deux destroyers de type 42, sept destroyers de construction américaine, trois frégates de type A-69 de construction française et sept corvettes ; sept de ces bâtiments sont porteurs de missiles Exocet MM 38.

L'aviation argentine, basée en Patagonie, à plus de 740 kilomètres des Malouines, dispose de cinq Super-Hendard équipé de missiles air-mer Exocet AM 39, dix patrouilleurs maritimes Neptune et six avions de reconnaissance sous-marine. Elle peut mettre en œuvre soixante-huit chasseurs bombardiers Skyhawk, dix-sept Mirage III, vingt-cinq avions de combat Dagger de construction israélienne et dérivés du Mirage III, dix bombardiers tactiques Canberra, et un nombre indéterminé d'hélicoptères Puma, Chinook et Augusta.

Ne disposant pas d'une autonomie de vol suffisante pour faire aller et retour, les Mirage, Dagger ou Super-Hendard doivent être ravitaillés en vol. Mais l'Argentine n'a que deux avions ravitailleurs. Au grand maximum huit avions peuvent donc partir en mission en même temps, ce qui limite la puissance aérienne tactique argentine. Cela compense pour les Britanniques le nombre limité d'avions de combat Harrier couvrant leurs opérations amphibies.

(Lundi 24 mai.)



# DIPLOMATIE

## Le Sahara entre Rabat et Washington

Le roi Hassan II a quitté Washington, jeudi 20 mai, sans avoir conclu d'accord militaire avec les Etats-Unis. Apparemment, des difficultés sont apparues au cours de cette visite de trois jours, légèrement écourtée, quant à l'utilisation par les Américains de bases aériennes au Maroc en cas de menaces sur la péninsule Arabique. Si le principe de telles facilités ne semble pas être remis en cause, leurs modalités — et le mode de leur présentation — nécessitent d'autres discussions.

Ces modalités techniques ne pouvaient être réglées à Washington par le roi lui-même. Une grande partie de ses conversations avec le prési-

dent américain auraient porté sur le Proche-Orient et la guerre israélo-arabe. C'est aux experts qu'il revenait de préciser l'aménagement d'une zone de plusieurs bases marocaines pour accueillir éventuellement des unités de la force de déploiement rapide. Mais on peut se demander si d'autres obstacles, plus politiques, n'ont pas empêché l'accord de se conclure cette semaine, à la grande déception des responsables américains.

L'un de ces obstacles serait le montant de l'aide que les Etats-Unis fournissent au Maroc. M. Reagan voulait augmenter sensiblement, mais la commission des affaires étrangères de la Chambre des

représentants s'y est opposée, craignant que le conflit du Sahara occidental ne finisse par devenir une « guerre américaine ». Un autre obstacle serait la crainte des Marocains que leur pays ne passe pour une « base américaine », voire le « complice » des Etats-Unis lors d'une opération militaire « anti-arabe ».

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Boucif, a donné des « facilités » une présentation bien différente de celle de Washington, qui y voit un moyen pour dépecher éventuellement des troupes dans le golfe Persique, et rien d'autre.

« Il n'est pas question de bases américaines au Maroc », a déclaré M. Boucif. « Mon pays est agité par des armes perfectionnées provenant de l'Est. Il a besoin de se défendre avec des armes efficaces qui se trouvent à l'Ouest. C'est pourquoi nous demandons ».

En fait, il n'y a pas de malentendu quant à la finalité des « facilités d'escala » que Washington souhaite obtenir du Maroc, comme il en a déjà obtenu du Liban et du Soudan, en mer Rouge. Le royaume saoudien, qui n'est pas hostile à l'opération, en est convaincu. Les Etats-Unis, en cas d'échec, à venir au secours des monarchies pétrolières de la péninsule Arabique au cas où elles seraient menacées.

L'hostilité américaine à s'engager plus avant dans l'affaire du Sahara ne peut que réjouir des capitales comme Alger, Madrid ou Paris, hostiles à l'internationalisation du conflit et à l'accroissement du rôle maghrébin des superpuissances ; nul ne doute, en effet, qu'un renforcement de l'aide américaine au Maroc entraine un plus grand soutien de Moscou au Polisario. La pause dans un rapprochement maroco-américain qui inquiétait la France pourrait lui donner l'occasion d'être plus présente dans le jeu diplomatique nord-africain autour du Sahara.

(Samedi 22 mai.)

## Les discussions américano-soviétiques sur les armements stratégiques

Les récents échanges de propos entre Washington et Moscou donnent à penser que, malgré tous leurs désaccords internationaux, les deux Grands sont prêts à reprendre leurs conversations interrompues depuis près de trois ans, sur les armements stratégiques.

Sans doute M. Brejnev, dans son discours du 18 mai, n'a-t-il pas officiellement accepté d'ouvrir des pourparlers en juin, comme M. Reagan l'avait proposé, mais il a dit dans son « appel à l'Eureka » : « Peut-être attend-il de voir quelle sera l'attitude américaine aux premières négociations de Genève (sur les armements) le 20 après deux mois d'interruption. Mais, à l'évidence, le dialogue se renoue, même s'il est encore prématuré, pour toutes sortes de raisons aussi bien médicales que diplomatiques, de parler d'un sommet en octobre ».

Le nouveau nom de « START » qu'on donne à Washington aux pourparlers SALT (pour « réduction » des armements au lieu de « limitation ») reflète un peu plus qu'un caprice de président Reagan. On a vu, en effet, que pendant les dix années qui ont duré les deux phases de ces pourparlers, ceux-ci ne servaient ni à réduire ni même à limiter les armements nucléaires, mais au mieux à canaliser une course à l'armement qui poursuivait avec le moins d'entraves possible : de 1969 à 1979, le nombre de charges nucléaires « stratégiques »

(c'est-à-dire de portée intercontinentale) s'est accru de près de cinq fois dans l'arsenal américain ; la prolifération a été tout aussi forte en U.R.S.S., sans même parler des « armements » apparus sur le théâtre européen.

Une telle « irresponsabilité » est apparue de plus en plus intolérable à une opinion qui travaille, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, un fort courant de contestation sur ces questions. M. Brejnev, qui a toutes raisons d'encourager ce mouvement, a donc, lui aussi, cessé de parler de simple « limitation » pour se dire partisan de « réductions considérables ».

Les Européens ne peuvent que se réjouir de ces bonnes dispositions et prendre note de l'assurance donnée par M. Brejnev que le gel des SS-20, annoncé en mars, s'appliquait à toutes les régions « d'où une portée pourrait couvrir l'Europe occidentale », donc à une zone allant un peu au-delà de l'Oural. Mais il faudrait bien plus que cette précision et que le gel proposé par le dirigeant soviétique sur ses autres fabrications nucléaires, « pendant la durée des négociations », pour rétablir l'équilibre. Si, en effet, le vaste programme d'armement poursuivi par le Kremlin depuis quinze ans peut passer à la rigueur pour un effort de rattrapage vis-à-vis des Etats-Unis et de leur arsenal central, ce même effort a conduit, en Europe, à un déséquilibre manifeste au profit de Moscou.

(Vendredi 21 mai.)

## OUTRE-MER

### Renversement de majorité en Polynésie française

De notre correspondant

Papeete. — Dimanche soir 23 mai, la Mairie des jeunes de Papeete était en fête. Le maire de la localité, M. Gaston Flosse, député R.P.R., entouré de plusieurs centaines de militants, célébrait sa victoire aux élections territoriales. Le parti qu'il dirige, la Taharua Huruira (Rassemblement populaire), arrive, en effet, largement en tête du scrutin proportionnel, en obtenant à lui seul treize des trente sièges de l'Assemblée locale. La Taharua, qui ne dispose que de dix sièges dans la précédente Assemblée, confirme ainsi la progression qu'il avait enregistrée depuis plusieurs années en particulier aux dernières élections législatives. Avec l'appui d'élus indépendants, la parti de M. Flosse est ainsi assuré de disposer de la majorité au sein de la nouvelle Assemblée.

C'est une défaite pour les trois partis du Front uni qui, depuis 1977, dirigeait le territoire : le Huruira, de MM. John Teahiti et Jean Juvenin, député non inscrit, maître de Papeete, enregistré un recul sensible tout en conservant ses sièges. Le Mouvement social-démocrate, mené par MM. Francis Vanizette et Meco Tevane, est battu et ne sera pas représenté. Enfin, le E.A. Api, qui disposait de six sièges, en 1977, perd tout juste à en conserver un. C'est un échec personnel pour le vice-président du conseil de gouvernement, M. Francis Sanford, ancien député, qui a laissé son parti se scinder et n'a pas su préparer la relève. Les trois sièges obtenus par M. Emile Vernaudo, son jeune lieutenant dissident, en témoignent.

C'est également l'échec d'une majorité partielle divisée mais surtout désemparée en raison de plusieurs scandales : politico-financiers, dénoncés avec force par l'opposition. A l'inverse, en proposant de « mieux gérer la Polynésie » avec une équipe rassemblée et un programme de relance économique, le parti de M. Flosse a séduit les électeurs. En réclamant un statut d'autonomie interne, il s'est assuré aussi une certaine popularité.

Appelés à exercer les fonctions de vice-président du gouvernement, M. Flosse devrait abandonner prochainement son siège de député. Le statut qu'il défendait et qui lui donnait la présidence de ce conseil s'inscrit, estime-t-il, « dans le droit de la loi de décentralisation appliquée en métropole ». Favorable au maintien des liens avec la France, le député R.P.R. a déclaré : « Dans la contexte international actuel, il faut vraiment être irresponsable pour se séparer d'une grande nation protectrice », en citant l'exemple des îles Malouines. M. Flosse s'adressait ainsi indirectement au Mana Te Nui, parti socialiste autogestionnaire, qui milite pour l'indépendance et, grâce à de bons résultats, obtient trois sièges à l'Assemblée. Le Mana Te Nui arrive en troisième position à Tahiti-Moorea. En revanche, le parti socialiste polynésien (P.S.P.), qui n'obtient que 2,1 % des suffrages exprimés, a perdu certaines attitudes du P.S. métropolitain auquel il s'était fédéré.

PHILIPPE GUESDON  
(Mercredi 26 mai.)

# LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN AFRIQUE

## L'ÉTAPE D'ALGER

### Jamais nous ne confondrons présence et ingérence

#### DÉCLARE LE CHEF DE L'ÉTAT

De notre correspondant

Alger. — La volonté de M. Mitterrand d'exprimer sans tarder son sentiment sur la politique européenne de Mme Thatcher à quelque peu perturbé le début de l'escalade algérienne du chef de l'Etat. Pour bien marquer leur distance avec une affaire qui ne les concerne pas, les Algériens ont préféré que leur hôte ne s'exprime pas à l'aéroport où était venu l'accueillir le président Chadli Bendjedid, mais dans la résidence mise à sa disposition, la villa Djennat el Mithaque (1). C'est donc dans un bâtiment sur lequel flottait le pavillon français et en s'adressant uniquement à des journalistes français que M. Mitterrand a fait sa déclaration.

« Si tôt sa « mise au point » faite, M. Mitterrand a retrouvé M. Chadli Bendjedid pour un long entretien en tête à tête. Les deux présidents ont fait le point sur les relations bilatérales, en matière économique notamment. Paris souhaite voir aboutir dans un proche avenir le projet d'accord de coopération économique dont les bases avaient été jetées par M. Brahimi, le ministre algérien de la planification, et son collègue français, M. Rocard, lors de la visite de ce dernier en

janvier. Les réalisations, confiées à des entreprises françaises, représenteraient globalement une vingtaine de milliards de francs et seraient de nature, dans les prochaines années, à redresser la balance commerciale actuellement largement déficitaire pour la France en raison de ses achats de pétrole et de gaz.

Le respect des engagements. Les deux chefs d'Etat ont aussi échangé leurs vues sur la situation en Méditerranée et en Afrique. La France et l'Algérie, a déclaré à ce sujet M. Mitterrand, manifestent la même volonté de ne pas voir la compétition Est-Ouest se substituer aux problèmes posés par les relations Nord-Sud. « C'est malheureusement une tendance qui s'affirme aujourd'hui et contre laquelle nous devons nous battre », a-t-il dit. « Nous respecterons tous nos engagements passés et nous en prendrons d'autres si cela nous est demandé. Mais jamais nous ne confondrons présence et ingérence ».

M. Mitterrand a tenu à souligner que sa rencontre avec M. Chadli Bendjedid avait le caractère d'une réunion de travail amicale et non pas officielle. Ce principe avait été retenu lors de sa visite à Alger le 1<sup>er</sup> décembre

1981. « C'est une bonne chose, a-t-il dit, que les chefs d'Etat algérien et français entretiennent de bonnes relations personnelles ».

Dans les milieux proches du président français, on souligne volontiers que l'escalade d'Alger ne revêtait pas de signification politique particulière mais témoignait seulement du nouveau climat des relations franco-algériennes, un climat fondé sur la confiance et la franchise. Il ne s'agit pas pour autant, précise-t-on, de créer un « axe Paris-Alger », la France sociale-démocrate ne peut répéter les erreurs du passé et prendre le contre-pied de la politique gauchiste en effectuant un renversement d'alliance, qui ne lui est d'ailleurs pas demandé. Elle souhaite, dit-on encore, entretenir de bonnes relations avec tous les pays du Maghreb, y compris le Maroc, et M. Mitterrand se rendra avant la fin de l'année. Si l'accent a d'abord été mis sur l'Algérie, c'est parce qu'il y avait un « stock » de problèmes, mais sans en gardant le contact avec tous les pays que Paris peut le plus utilement contribuer au règlement des problèmes pendents, et surtout à celui du Sahara occidental.

La position française semble bien comprise et acceptée par Alger où l'on ne peut qu'apprécier la décision de M. Mitterrand de faire escale, à la fin de sa tournée, à Nouakchott pour souligner l'importance que Paris accorde à la sécurité et à l'indépendance de l'Etat mauritanien.

DANIEL JUNQUA  
(Vendredi 21 mai.)

### AVANT DE QUITTER LA CÔTE D'IVOIRE POUR LE SÉNÉGAL

## M. Mitterrand assure que la France entend parvenir à la stabilisation des cours des matières premières

Yamoussoukro. — Alors qu'au Niger le président de la République française avait longuement mis l'accent sur la sécurité, dès son arrivée en Côte d'Ivoire, il a attiré l'attention de M. Houphouët-Boigny

De notre envoyé spécial

sur la lutte contre les spéculations affectant les cours des matières premières, thème que le président ivoirien ne cesse de reprendre, pour sa part, devant toutes les instances internationales depuis vingt ans. Tandis que le séjour à Yamoussoukro a été l'occasion de débattre de questions extérieures, il a été essentiellement question d'économie ivoirienne à Abidjan qu'a Yamoussoukro, d'où M. et Mme Mitterrand devaient directement gagner Dakar.

« Malgré la sagesse de votre politique et les atouts que vous avez mis en œuvre, la Côte d'Ivoire a dû affronter les effets néfastes de la déstabilisation des termes de l'échange... », a dit M. Mitterrand, le 22 mai, dans son discours à l'Assemblée nationale à Abidjan. Puis, après avoir rappelé que « les matières premières représentent de loin la première source des revenus d'exportation de Côte d'Ivoire », il a précisé : « Rien n'est plus incertain que le prix d'une matière première. En dix ans, la tonne de cacao est passée de 1 500 livres à 500 livres, et le cacao, production locale importante, possède le triste record de l'instabilité : un jour à 2 dollars, il peut, quelques mois plus tard, plonger jusqu'à 20 cents ».

A propos du Stabex (1) qu'il appelle « cette invention des pays de la Communauté économique européenne, cet outil le plus symbolique des revenus de l'exportation de Côte d'Ivoire », il a déclaré : « Rien n'est plus incertain que le prix d'une matière première. En dix ans, la tonne de cacao est passée de 1 500 livres à 500 livres, et le cacao, production locale importante, possède le triste record de l'instabilité : un jour à 2 dollars, il peut, quelques mois plus tard, plonger jusqu'à 20 cents ».

« Mais, a-t-il ajouté, il y a quelques semaines, M. Charles Njindjio, ministre des affaires constitutionnelles et homme-clé du régime, préconisait au contraire de mettre un terme à l'ambiguïté de la loi sur le Stabex en légalisant le système du parti unique. M. M. M. ne semble pas plus disposé à céder. Irrité par les attaques de quelques députés radicaux qui ont tenté à profit leur immunité parlementaire pour dire leurs vérités aux dirigeants et pour révéler certains scandales financiers, le président a menacé le mois dernier de réduire les privilèges des élus et d'arrêter les « éléments rebelles ». Depuis quatre ans, il n'y a plus de prisonnier politique au Kenya. Tout en laissant le libre débat dans le cadre d'un parti unique qu'on peut qualifier de « semi-compétitif », l'équipe au pouvoir redonne les tentatives de déstabilisation ».

M. M. M. s'apprête sans doute à reprendre les choses en main. Depuis juillet dernier, sa responsabilité de président en exercice de l'O.U.A. l'a contraint à négocier la politique intérieure. Pour mieux assumer sa fonction, il a annoncé le 1983 la tenue d'importantes élections internes au parti. Il s'annonce jeudi qu'il « entreprendra, après le prochain sommet de l'O.U.A., une tournée dans le pays pour dénoncer ceux qui ne suivent pas la ligne ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
(Samedi 22 mai.)

De notre correspondant

« L'ambition et l'efficacité qui ont fait l'histoire de la Côte d'Ivoire... », a dit M. Mitterrand, le 22 mai, en fin de matinée, à la Maison du parti à Yamoussoukro, le président de la République rappelle que la France payait, pour beaucoup de matières premières depuis vingt ans. Tandis que le séjour à Yamoussoukro a été l'occasion de débattre de questions extérieures, il a été essentiellement question d'économie ivoirienne à Abidjan qu'a Yamoussoukro, d'où M. et Mme Mitterrand devaient directement gagner Dakar.

« Malgré la sagesse de votre politique et les atouts que vous avez mis en œuvre, la Côte d'Ivoire a dû affronter les effets néfastes de la déstabilisation des termes de l'échange... », a dit M. Mitterrand, le 22 mai, dans son discours à l'Assemblée nationale à Abidjan. Puis, après avoir rappelé que « les matières premières représentent de loin la première source des revenus d'exportation de Côte d'Ivoire », il a précisé : « Rien n'est plus incertain que le prix d'une matière première. En dix ans, la tonne de cacao est passée de 1 500 livres à 500 livres, et le cacao, production locale importante, possède le triste record de l'instabilité : un jour à 2 dollars, il peut, quelques mois plus tard, plonger jusqu'à 20 cents ».

A propos du Stabex (1) qu'il appelle « cette invention des pays de la Communauté économique européenne, cet outil le plus symbolique des revenus de l'exportation de Côte d'Ivoire », il a déclaré : « Rien n'est plus incertain que le prix d'une matière première. En dix ans, la tonne de cacao est passée de 1 500 livres à 500 livres, et le cacao, production locale importante, possède le triste record de l'instabilité : un jour à 2 dollars, il peut, quelques mois plus tard, plonger jusqu'à 20 cents ».

« Mais, a-t-il ajouté, il y a quelques semaines, M. Charles Njindjio, ministre des affaires constitutionnelles et homme-clé du régime, préconisait au contraire de mettre un terme à l'ambiguïté de la loi sur le Stabex en légalisant le système du parti unique. M. M. M. ne semble pas plus disposé à céder. Irrité par les attaques de quelques députés radicaux qui ont tenté à profit leur immunité parlementaire pour dire leurs vérités aux dirigeants et pour révéler certains scandales financiers, le président a menacé le mois dernier de réduire les privilèges des élus et d'arrêter les « éléments rebelles ». Depuis quatre ans, il n'y a plus de prisonnier politique au Kenya. Tout en laissant le libre débat dans le cadre d'un parti unique qu'on peut qualifier de « semi-compétitif », l'équipe au pouvoir redonne les tentatives de déstabilisation ».

M. M. M. s'apprête sans doute à reprendre les choses en main. Depuis juillet dernier, sa responsabilité de président en exercice de l'O.U.A. l'a contraint à négocier la politique intérieure. Pour mieux assumer sa fonction, il a annoncé le 1983 la tenue d'importantes élections internes au parti. Il s'annonce jeudi qu'il « entreprendra, après le prochain sommet de l'O.U.A., une tournée dans le pays pour dénoncer ceux qui ne suivent pas la ligne ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
(Samedi 22 mai.)

### L'accueil de Yamoussoukro

A Yamoussoukro même, où le président de la République française arrive avec une heure de retard par suite d'une série d'incidents techniques qui le contraignent à emprunter l'ancien personnel de M. Houphouët-Boigny, l'accueil populaire fut aussi chaleureux qu'il l'avait été dans le capital.

A l'hôtel de ville, l'un des plus luxueux et modernes des édifices construits au cours des quinze dernières années dans le village natal du président ivoirien, M. Mitterrand fut accueilli par M. Kouadio, maire de la ville, qui prononça une longue allocution. Aux

premiers rangs du public figuraient une imposante délégation d'une centaine de chefs coutumiers, chargés de bijoux d'or, certains d'entre eux, vêtus d'amples toges tissés de fils d'or, portant des cannes ou des sceptres plaqués d'or, qui portèrent à la présidence d'honneur de leur association M. Mitterrand, auquel ils remirent, à cette occasion, une série d'attributs : chapeau, qui est la réciprocité du pouvoir, bonnet, pagne, chapeaux-mouche « qui dirigent l'esprit du mal », canne, épée enroulée, « symboles de paix et de progrès ». Le tout composé de plaques de métal précieux posé sur une lame de bois. A Yamoussoukro comme à Abidjan, l'Afrique profonde était au rendez-vous.

PHILIPPE DECAENE  
(Mardi 25 mai.)















# ÉNERGIE

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE L'OPEP

## Le plafond de production reste fixé à 17,4 millions de barils de pétrole par jour

Le prix du pétrole ne changera pas d'ici à la fin de l'année, et les pays membres de l'OPEP continueront autant que nécessaire de maintenir leur production en deçà du plafond — décidé à Vienne en mars — de 17,4 millions de barils par jour. Le communiqué publié après deux jours de conférence à Quito précise en effet qu'il a été décidé « de maintenir le plafond actuel sur la production totale de l'OPEP ». Il n'est pas certain, en revan-

che, que tous les pays se soient engagés individuellement à respecter les quotas définis il y a deux mois.

Le ministre du Venezuela, M. Calderon Fournier, d'autre part, a annoncé la création d'une société multinationale avec participation brésilienne, mexicaine et vénézuélienne pour explorer et produire du pétrole dans les pays en développement.

De notre envoyé spécial

Quito. — Malgré les tirages impressionnants de la presse égyptienne sur le débarquement britannique aux Malouines (« Desembarcan los Británicos »), ce n'est pas cette guerre-là, mais celle du Golfe, qui est en tête des préoccupations de l'OPEP. Certes, les gardes du corps de Cheikh Yamani, tous d'anciens militaires nostalgiques de Sa Majesté, se relayent auprès des téléphones pour suivre l'évolution des troupes britanniques, mais les esprits sont plutôt tournés vers Khorramshahr et sa chute, que les Iraniens annoncent proche. La politique de l'Iran à l'intérieur de l'OPEP, son ministre, M. Gharazi, ne l'a pas caché, consiste à isoler l'Arabie Saoudite, à l'obliger à devenir un membre comme les autres. Point question, pour cela, de relever plus encore le niveau d'extraction de Téhéran : « Notre lutte avec l'Arabie Saoudite n'est pas sur le marché pétrolier, mais c'est un combat politique. Lors que Saddam Hussein [le président irakien] sera tombé, beaucoup de problèmes seront résolus. » Comment s'étonner alors que l'interven-

tion iranienne, le 21 mai, ait provoqué le départ courtois du ministre saoudien ? Dans un tel contexte politique, et alors que le marché pétrolier reste incertain, l'OPEP ne pouvait prendre d'autre décision que celle d'attendre.

Le comité mis en place à Vienne pour surveiller le marché continuera donc à se réunir chaque mois, décidé, s'il le faut, à convoquer une conférence extraordinaire. Et, en attendant, comme il l'avait recommandé, le plafond de 17,4 millions de barils par jour sera maintenu. Pour ce comité, les indices (marché libre, marge des raffineries) sont certes concordants pour indiquer que la tendance dépressive du marché pétrolier est enrayée, mais il faudra une hausse des prix des bruts de la mer du Nord et du Mexique — espérée pour le mois de juillet — pour être assuré que les attaques dirigées contre l'OPEP sont, pour le moment du moins, abandonnées. M. Nabil, le ministre algérien, affirme, en effet, que la baisse des prix britanniques n'a

pas été « un geste commercial mais un acte politique ».

Il n'en reste pas moins que le maintien d'un plafond global, sans plus de précision, indispose un certain nombre de pays. Le ministre irakien s'indigne que l'on n'ait pas souligné le peu de respect qu'a l'Iran des décisions de l'OPEP. Étriqué par le fémur de l'obédience syrienne et les multiples tentatives contre la dernière voie d'exportation de son pétrole (le dernier en date, en Turquie, ramonts au 7 mai), Bagdad s'irrite de ne pouvoir vendre que 400 000 barils par jour à l'étranger quand Téhéran écoule désormais plus de 1,5 million de barils quotidiennement. Le Koweït et la Libye ont fait savoir, quant à eux, qu'ils seraient prêts à produire plus. Enfin, la délégation irannienne a rappelé que son pays entendait être maître de sa production et estimé que son quota devrait être de 3 millions de barils par jour (il est de 1,2 million). Paradoxalement, la position de Téhéran se rapproche ainsi de celle de Riyad, qui continue de répéter que le niveau d'extraction du royaume relève de sa souveraineté nationale.

« L'attribution de quotas par pays, rappelle M. Nabil, était le résultat d'un compromis. Comme telle, elle ne reposait pas sur des critères objectifs. Il faudra donc sans nul doute mettre un peu plus d'objectivité dans tout cela. » Mais, à court terme, le ministre algérien juge positive cette décision de Quito qui tend à rendre permanente la programmation de la production « établie en mars dans des circonstances exceptionnelles ».

Le ministre algérien n'évite pas le débat sur le maintien de cette arme : « L'utilisation de l'instrument de production pour défendre les intérêts de l'OPEP est une discussion qui dure depuis l'origine de l'Organisation et qui a reçu une réponse cette année ».

Toutefois, ajoute-t-il, cette décision n'est pas nécessaire que dans la mesure où l'OPEP estime qu'elle n'a pas d'autres moyens pour tenir les prix.

Les ministres de l'Organisation vont donc suivre attentivement l'évolution du marché dans les semaines à venir tout en maintenant sur le métier, dès juillet, l'élaboration d'une stratégie à long terme abandonnée il y a plus d'un an. Mais ils surveilleront plus attentivement encore le conflit irakio-iranien. « Durant cette guerre, a prévenu M. Hôjati, numéro 2 de la délégation iranienne et député de Téhéran, nous avons perdu des dizaines de milliers de jeunes gens, 50 milliards de dollars d'équipement et de constructions, et il y a plus de deux millions de réfugiés. Nous continuerons notre combat pour obtenir compensation. »

BRUNO DETHOMAS.

(Lundi 24 mai.)

# MARCHÉS FINANCIERS

Les devises et l'or

## Dollar indécis, faiblesse de la livre

Le dollar s'est montré particulièrement indécis cette semaine, un jour en hausse, un jour en baisse, sans tendance bien définie. La tenue de la livre sterling a été nettement affectée par l'aggravation du conflit des Malouines, tandis que le franc français est resté sous haute surveillance.

Décidément, le mouvement de baisse du dollar, encore assez prononcé pendant la première semaine de mai, paraît stoppé, du moins pour l'instant, après le coup d'arrêt qu'il a subi il y a une dizaine de jours. L'explication paraît devoir être cherchée du côté des taux d'intérêt, qui refusent obstinément de baisser aux États-Unis. Leurs variations quotidiennes, de faible amplitude, provoquent une véritable « ondulation » du dollar. Ainsi, cette semaine, on a pu voir son cours osciller, à Paris, autour de 6 F, entre 5,96 F et 6,05 F, et à Francfort, entre 2,29 DM et 2,33 DM. Cette indécision déconcerne les milieux financiers internationaux, qui, auparavant, tablèrent sur un lent réajustement d'une devise américaine nettement surveillée, selon eux.

La livre sterling a dû être soutenue par la Banque d'Angleterre, en raison de l'approche d'un fleuve britannique aux îles Malouines, qui s'est finalement produit en fin de semaine.

Le franc français est resté sous haute surveillance, l'inquiétude des milieux financiers internationaux quant à son avenir proche restant assez vive, comme le prouve la forte tension réapparue sur les taux de l'enrofrance (le franc des non-résidents) à la veille du précédent week-end, lorsque, venant d'Helmsink, il rejoignit M. Mitterrand à Hambourg, le ministre déclara sur les ondes de France-Lux : « L'heure d'un réajustement des parités au sein du système monétaire ».

Une telle éventualité a été écartée à deux reprises par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Faisant écho à des rumeurs qui couraient à la veille du précédent week-end, lorsque, venant d'Helmsink, il rejoignit M. Mitterrand à Hambourg, le ministre déclara sur les ondes de France-Lux : « L'heure d'un réajustement des parités au sein du système monétaire ».

### La Bourse de Paris est restée en 1981 au septième rang des places internationales

An cours de l'année 1981, les cours des actions françaises ont baissé de 17 % en moyenne, a indiqué M. Bernard Tricot, président de la Commission des opérations de Bourse (COB), en présentant le rapport annuel de cet organisme, le quinquennaire du genre.

Dans le même temps, les transactions boursières enregistrées tant sur le marché officiel que sur le hors-cote ont dépassé les 150 milliards de francs, 153,4 milliards exactement, contre 125 milliards en 1980, cette progression s'étant poursuivie au premier trimestre 1982, avec un total de 53,5 milliards de francs.

Sur le marché obligataire, le ton est resté beaucoup plus calme, et le volume des émissions a même régressé à 106,9 milliards de francs, contre 111,7 milliards l'année précédente, « malgré les perturbations causées cette année-là sur le marché financier », a souligné M. Tricot, ajoutant que, pour les quatre premiers mois de 1982, les émissions ont atteint 29,3 milliards de francs, dont 10 milliards pour les emprunts d'Etat, les anticipations restant pour l'ensemble de l'année en cours autour de 120 à 130 milliards de francs.

Le fait d'ailleurs reste l'engagement des bénéficiaires des emprunts à taux variables. Alors qu'ils représentaient en 1980 quelque 24 % des émissions, soit environ 5 % des souscriptions, cette proportion est passée respectivement à 48 % et 25 % l'année dernière.

En dépit de ce bilan globalement satisfaisant, la Bourse de Paris n'a pas amélioré son classement au palmarès des Bourses internationales. Avec une capitalisation de 219 milliards de francs en 1981, en baisse de 11,6 % sur l'année précédente, elle demeure au septième rang des places internationales, après New-York, Tokyo, Londres, Toronto, les Bourses allemandes et l'American Stock Exchange.

(Lundi 24 mai.)

européen (SME) n'est pas venue. Le SME a, jusqu'à présent, très bien fonctionné, et les conditions d'un changement de parité ne sont pas réelles. Jeudi 20 mai au soir, invité de l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité », M. Delors a écarté, à nouveau, la possibilité d'un réajustement de parité au cours des prochains mois : « Nous verrons en fin d'année ». « La compétitivité française est encore bonne vis-à-vis de toutes les monnaies », a-t-il précisé, ajoutant qu'à partir de septembre prochain, les des réunions consacrées à la réforme du SME, « nous envisagerons la nouvelle situation et observerons la tenue du franc ». S'il est un mensonge permis et même recommandé à un ministre des finances, c'est bien celui qui porte sur l'opportunité et la date d'un réajustement monétaire, réajustement assez délicat, il est vrai, et dont la pré-

paration exige une concertation poussée. Un fait semble acquis, toutefois, c'est la forte perte de compétitivité du franc vis-à-vis du mark, l'écart se creusant mois après mois, ce qui fait « planer une menace sur le SME, à moins que cet écart ne soit réduit », a estimé le nouveau ministre des finances allemand, M. Manfred Laubstein.

En tout état de cause, il ne semble pas que l'annonce d'un déficit commercial record en avril (10 milliards de francs), soit de nature à raffermir le franc la semaine prochaine.

Sur le marché de l'or, les coups de canot des Malouines ont fait gagner une dizaine de dollars à l'once de métal, dont le cours dépassait légèrement 340 dollars à la veille du week-end.

FRANÇOIS RENARD.

(Lundi 24 mai.)

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 21 MAI (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.F.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc japonais	Yen	Lire italienne
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,799	—	16,627	51,894	43,627	—	39,872	6,878
Paris	1,824	—	16,644	51,531	43,574	2,283	39,891	6,879
Bruxelles	16,799	6,898	—	36,38	260,43	—	234,47	4,698
Zurich	10,989	6,825	—	318,35	261,22	13,785	234,93	4,692
Frankfurt	3,512	1,969	32,692	—	85,804	—	76,526	1,534
Berlin	3,595	1,945	32,226	—	84,362	4,485	75,872	1,518
Amsterdam	4,156	2,346	38,365	117,55	—	—	89,548	1,804
Stockholm	4,063	2,345	38,319	118,88	—	—	89,556	1,794
Bombay	79,788	43,78	1,561	22,519	18,956	—	17,478	3,487
Calcutta	4,579	2,510	42,663	136,66	111,35	—	—	2,023
Madras	4,678	2,525	42,668	132,18	111,39	8,661	—	1,972
México	225,88	1,279	212,99	625,55	585,12	—	699,41	—
Manila	234,18	1,283	213,11	661,42	586,71	29,787	590,48	—
Osaka	425,17	237,28	39,987	121,82	182,95	—	92,688	6,185
Tokyo	428,82	235,45	39,297	121,43	182,29	5,394	91,921	6,135

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 mai, 2,5316 F contre 2,5556 F le vendredi 14 mai.

Semaine du 17 au 21 mai

### L'INTERROGATION

Pour la première fois depuis la fin mars, la Bourse de Paris a légèrement décroché cette semaine (-0,8%), écartant ainsi un peu les gains laborieusement mais régulièrement acquis (près de 9 %) durant cette période de lente et longue ascension.

La perte est légère. D'aucuns la considèrent cependant comme un premier avertissement sans frais. Par trop serein de capitaine en quête de placement, le marché, selon eux, n'écouterait plus guère ces derniers temps les bruits venus de l'extérieur. Et ce n'est qu'à force de tambouriner à sa porte que la pluie aurait réussi à lui faire tendre l'oreille et regarder au-dessus le paysage.

Sans doute n'ont-ils pas entièrement tort. L'analyse mérite cependant d'être posée un peu plus loin et en la nuancée. De fait, la Bourse a baissé. Déjà sensible depuis une dizaine de jours, la pression des ventes bénéficiaires s'est accentuée, surtout mardi. Mais attribuer le phénomène à la méfiance, voire à l'inquiétude, comme certains n'hésitent pas à le faire, paraît un peu excessif dans la mesure où il a coïncidé avec l'échéance mensuelle. La liquidation générale a eu effet en lieu mercredi et, pour la seconde fois consécutive, elle a été gagnante (près de 5 %). L'on ne saurait vraiment s'étonner dans ces conditions que les investisseurs aient été tentés d'empocher leurs gains. En outre, force est de constater que les ventes parfois massives, comme en témoignent les chiffres d'affaires importants enregistrés les 18 et 19 mai, ont été bien absorbées dans l'ensemble. Ce qui tendrait à prouver que le marché n'a rien perdu de sa vitalité mais n'a guère retrouvé, non plus, beaucoup de sa lucidité.

Ni le dérapage des prix en avril ni l'aggravation du déficit extérieur le même mois, ni les appréhensions grandissantes ressenties par Wall Street devant l'éloignement d'une éventuelle reprise de l'économie, ni les mois difficiles à venir annoncés par M. Jacques Delors, ministre des finances, ni enfin le débarquement britannique aux Malouines, n'ont, semble-t-il, en le moindre écho sous les lambris du palais Brongniart.

Il reste qu'un élément de jugement fait cruellement défaut pour juger le marché. Le rythme de la semaine boursière a été rompu par le chômage du jeudi de l'Ascension. Beaucoup ayant cédé à la « tentation du pont », la Bourse, vendredi, a tourné à vide.

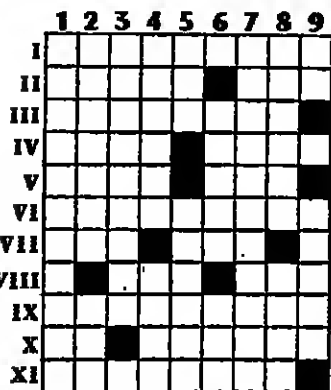
Impossible dans ces conditions, de se faire une opinion sur ses véritables sentiments quand, privée de substance, elle a du même coup échappé à l'actualité, lourde de nouvelles déprimantes en fin de semaine.

Programmé à la veille du week-end, le vrai démarrage du nouveau mouvement boursier se fera probablement lundi prochain avec le retour de la cohorte des investisseurs dispersés, comme les citadins, aux quatre coins de la France par quelques jours de vacances. Il sera intéressant de noter alors la réaction du marché. Mais la question peut se poser de savoir s'il en aura. Seul événement alarmant de dernière minute, quarante-huit heures de recul permettant de juger une situation avec plus de sérénité et tant que les liquidités abondent...

ANDRÉ DESSOT.

## LES MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1871



HORIZONTALEMENT

I. Substitut de parquet. — II. Devoir de fille soumise. De leur réunion naissent les grands courants. — III. — Sa mère la considère comme une sœur. — IV. Richesse du langage populaire. Enfant de Bohême. — V. Plus elle est drôle, moins elle est amusante. Ordre exécuté à la lettre. — VI. Forme de « crâne ». — VII. Demi-mesure ou ancienne unité de poids. Cours d'un pays rouge s'alliant avec un beau « bleu ». — VIII. Vide, dans le milieu. Un personnage qui n'a peut-être pas existé y serait mort. — IX. Un rat de bibliothèque l'est par des livres. — X. Égaré. Dispositions ornementales pour pastorales ou mélodies de

plain-chant. — XI. Mettre à plat ceux qui sont déjà lésés.

VERTICALEMENT

1. Soumet à un feu intense celles qui finiront souvent gelées. — 2. Certains dragueurs cherchent à le faire, d'autres à l'éviter. Rien que figurant en bonne part dans la tenue, en manque manifestement. — 3. Détachement de reconnaissance. — 4. Bien qu'elle soit « volée », personne n'aime la prendre. Fille par laquelle le duc de Brunswick perdit la face. — 5. Étape dans la formation d'une écroue. Manches pour quatre bras se donnant la main. — 6. On l'abaisse pour savoir à combien il s'élève. Suborné. — 7. La goutte qu'il occasionne incite à prendre de l'eau. — 8. Effectuer un réajustement. Devis du ténoriste. — 9. Préposition. Pièces de boucherie.

Solution du problème n° 1870

Horizontalement  
I. Décousures. — II. Étonnante. — III. Pal. Lias. — IV. Épire. Ta. — V. Nervure. — VI. Ascr. Nuée. — VII. Ugié. — VIII. Lisse. Cil. — IX. Lacs. Pré. — X. Elscneur. — XI. Sc. Aussi.

Verticalement  
1. Dépénalisés. — 2. Etapes. Iules. — 3. Coléreuse. — 4. On. Ivresse. — 5. Un. Ru. Le. Na. — 6. Salerne. Feu. — 7. Uni. Eu. Cras. — 8. Etat. Eviers. — 9. Sésame.

GUY BROUTY.

## ANNONCES CLASSEES



emploi international  
(et départements d'Outre Mer)

### Cadre administratif Afrique

Cette importante société minière française, recherche pour l'Afrique, un « opérationnel » qui devra prendre en charge la totalité des activités administratives, comptables et logistiques d'un établissement.

De formation supérieure juridique ou comptable, le candidat possède une expérience réussie d'au moins cinq ans dans une fonction similaire dont une partie Outre Mer. La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Aux conditions habituelles d'expatriation s'ajoutent de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe très important.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 515/82/1914 à



(réponse et discrétion assurées)

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Du 20 au 26 mai 1982

pour une

Le monde est en mouvement. Les événements se succèdent à un rythme effréné. La guerre du Golfe, la crise du pétrole, la situation en Iran, les élections américaines, les tensions internationales... Tout cela crée une atmosphère d'incertitude et de inquiétude. Mais il y a aussi de la lumière. La science avance, la culture s'enrichit, l'humanité progresse. Nous devons rester optimistes, nous devons croire en l'avenir. Nous devons travailler pour un monde meilleur, un monde plus juste, un monde plus pacifique. Nous devons unir nos forces, nous devons nous soutenir, nous devons nous battre. Nous devons gagner.

Le monde est en mouvement. Les événements se succèdent à un rythme effréné. La guerre du Golfe, la crise du pétrole, la situation en Iran, les élections américaines, les tensions internationales... Tout cela crée une atmosphère d'incertitude et de inquiétude. Mais il y a aussi de la lumière. La science avance, la culture s'enrichit, l'humanité progresse. Nous devons rester optimistes, nous devons croire en l'avenir. Nous devons travailler pour un monde meilleur, un monde plus juste, un monde plus pacifique. Nous devons unir nos forces, nous devons nous soutenir, nous devons nous battre. Nous devons gagner.

### La prochaine démission et ses répercussions

La démission de M. Delors, ministre des finances, a été annoncée. Cette décision a de nombreuses répercussions sur le marché financier. Elle crée une incertitude sur l'avenir du franc et sur la politique monétaire. Les investisseurs sont inquiets, les cours baissent. Mais il ne faut pas se laisser impressionner. M. Delors a été un ministre compétent et efficace. Sa démission est une perte, mais elle ne change rien à la situation globale. Le gouvernement continuera de mener une politique saine et équilibrée. Le franc restera stable, l'économie continuera de progresser. Nous devons rester calmes, nous devons rester confiants. Nous devons croire en l'avenir.

La démission de M. Delors, ministre des finances, a été annoncée. Cette décision a de nombreuses répercussions sur le marché financier. Elle crée une incertitude sur l'avenir du franc et sur la politique monétaire. Les investisseurs sont inquiets, les cours baissent. Mais il ne faut pas se laisser impressionner. M. Delors a été un ministre compétent et efficace. Sa démission est une perte, mais elle ne change rien à la situation globale. Le gouvernement continuera de mener une politique saine et équilibrée. Le franc restera stable, l'économie continuera de progresser. Nous devons rester calmes, nous devons rester confiants. Nous devons croire en l'avenir.



# Pour une internationale de la santé

II. — L'O.M.S., au-delà du cordon sanitaire

Par CLAIRE BRISSET

L'Organisation mondiale de la santé, qui a achevé le vendredi 14 mai, à Genève, son assemblée plénière, répond-elle aux demandes multiples que lui adressent ses cinquante-sept pays membres ? Après avoir analysé (notre précédent numéro) un certain nombre de ses lignes de force et de ses éléments de faiblesse, nous analysons la situation à laquelle elle doit faire face, aujourd'hui, par rapport à l'histoire déjà ancienne de la coopération sanitaire internationale.

Une mesure de bureaucratie, une Église, une chapelle, un club, ou bien, au contraire, un modèle de décentralisation ? La meilleure des institutions des Nations unies ? Comment trancher entre des jugements aussi contradictoires, portés sur l'O.M.S. ? Comment apprécier le pour et le contre ? Aucun sujet n'est plus sensible : la vie, la mort des enfants du monde, la souffrance des malades, le silence des agonisants, l'effacement ou le succès d'un système de soins, ont-ils réellement un lien quelconque avec la vie fébrile des fonctionnaires du siège qui, à Genève, comptent, évaluent, confèrent, commentent ?

Ce qui, en tout cas, frappe, est la sévérité du constat que l'O.M.S. porte sur la situation sanitaire mondiale, sur laquelle elle fournit des données accablantes. Alors que la population du monde augmente en moyenne de près de 2 % par an, la croissance des structures sanitaires ne peut, en aucune manière, suivre un rythme comparable. Soit parce que leur poids économique est déjà excessif : il n'est pas loin d'atteindre, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, 10 % des produits intérieurs bruts ; soit parce que l'appauvrissement croissant de nombre de pays du tiers-monde inhibe tout progrès significatif dans ce domaine.

Analysé le déséquilibre en soi-même, dans les pays industrialisés, les variations des dépenses de santé n'ont guère de chances d'enrayer

une augmentation significative de la mortalité ou de la morbidité, tout au plus des révisions des choix économiques et des réajustements politiques. En revanche, dans le tiers-monde, les difficultés financières croissantes auxquelles se heurte le développement des systèmes sanitaires, ont, en outre, une incidence directe sur l'état de santé des populations et sur la mortalité.

L'illustration la plus évidente de cette situation est fournie par les courbes d'espérance de vie : soixante-douze ans en moyenne dans les pays industrialisés, cinquante-sept ans dans le tiers-monde. Encore s'agit-il d'une évaluation globale : dans nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, l'espérance de vie ne dépasse guère quarante ans. Même déséquilibre pour la mortalité infantile, qui avait quelque peu régressé au cours des années 60, mais stagne de nouveau depuis, et reste, dix fois supérieure dans le tiers-monde par rapport au niveau qu'elle atteignait dans les pays développés.

Comme l'estiment les responsables de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), sur les cent vingt-cinq millions de nouveaux naissances qui auront vu le jour en 1982, dix-sept millions seront morts avant leur cinquième anniversaire : 95 % de ces décès d'enfants surviennent dans le tiers-monde, où se cumulent les effets de la malnutrition et des maladies parasitaires et infectieuses.

## Malnutrition et cancer

Ces données globales masquent le détail d'évolutions convergentes que l'O.M.S. ne cherche pas à dissimuler : ainsi, la bilharziose progresse à la faveur des travaux d'irrigation, et frappe à présent deux cents millions de personnes ; le paludisme est en pleine recrudescence, puisqu'il semblerait que le nombre total des cas a plus que doublé entre 1972 et 1977. La malnutrition n'a pas régressé non plus : en cent cinquante millions de personnes, elle est devenue endémique dans le monde, dix millions d'enfants, atteints de la forme aiguë qui, comme l'écrit

l'O.M.S., « aboutit généralement à la mort si l'on n'intervient pas ». Les maladies diarrhéiques, dues à la contamination de l'eau et de l'environnement, tuent chaque année de trois à cinq millions d'enfants, les infections aiguës des voies respiratoires, plus de deux millions.

Les exemples de ce type pourraient être multipliés, et l'O.M.S. ne s'en prive pas, dans les documents de travail remis aux délégués présents à Genève. Elle livre aussi un certain nombre de données sur la pathologie dégénérative, sur les maladies de la pléthore ou du vieillissement qui affectent, au premier chef, les pays industrialisés : le cancer frappe vingt millions de personnes dans le monde, entraînant une mortalité annuelle de plus de six millions. Les maladies cardiovasculaires, quoique en recul dans certains pays industrialisés, n'en viennent pas moins au premier chef des causes de décès en Occident ; l'hypertension, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète et les maladies rhumatismales chroniques accompagnent le vieillissement de la population.

## Une obsession européenne

Rassembler ces données, ce n'est pas céder à l'obsession du catastrophisme : c'est montrer, chiffres à l'appui, l'urgence absolue d'une action internationale concertée dans le domaine sanitaire. Plus que jamais, les évolutions pathologiques s'affirment comme des tendances mondiales, indissociables d'une part des migrations humaines de plus en plus massives auxquelles donne lieu l'évolution des peuples ; inséparables, en second lieu, des conditions de développement économique lui-même ou du sous-développement.

L'O.M.S., à cet égard, n'est que l'héritière d'une histoire mouvementée et déjà plus que centenaire. En fait, l'origine de la coopération sanitaire internationale se confond avec celle d'une obsession européenne : la lutte contre les maladies épidémiques, singulièrement le peste, la fièvre jaune, le choléra, venues de l'Est ou du Sud, et dont les incur-

sions périodiques sur le Vieux Continent laissent derrière elles des souvenirs terrifiants.

La peste, qui avait frappé pour la dernière fois en Europe à Marseille en 1720, puis à Messine en 1743, semblait, au milieu du dix-neuvième siècle, confinée dans un réduit balcanique. Il n'en alla pas de même de la fièvre jaune, qui avait fait quelques apparitions isolées sur les côtes occidentales de l'Europe, ni surtout du choléra, venu du Bengale, par voie de terre, à travers les steppes de l'Asie et qui ravagea la Russie blanche en 1830, la Grande-Bretagne en 1831, la France en 1832 et plusieurs autres pays de l'Europe du Nord. L'épidémie de 1832 à Paris emporta plus de 2 % de la population de la capitale.

Aussi est-ce à Paris que le gouvernement français convoqua, en 1851, la première « conférence sanitaire internationale », dans le but essentiel d'élaborer des mesures quaranténaires. Cette conférence, comme celles qui suivirent, ne parvint à rien : tant que la communauté scientifique demeurait dans l'ignorance des causes des grandes maladies épidémiques — dites « pestilentielles » — et de leur mode de propagation, il était inconcevable d'élaborer une prévention efficace.

Le choléra fut la première affection dont la médecine permit de percer l'origine : en 1883, Robert Koch, à la tête d'une mission allemande, se rendit en Égypte, où sévissait une épidémie meurtrière, puis l'année suivante à Calcutta, où il constata que les victimes de la maladie étaient porteuses de « bacilles virgules » — le vibron cholérique — qu'il identifia. Mais la communauté scientifique n'était pas prête à admettre cette réalité : une violente polémique se développa entre les « contagionnistes », qui s'adressaient à leurs patients munis de porte-poix et pratiquaient opérations et autopsies, à l'aide de longues perches, et ceux qui voyaient dans le choléra le seul résultat de la « saleté ». Sir William Gull est même, en 1885, cette formule définitive : « Il est démontré depuis longtemps

que le choléra en tant que choléra n'engendre pas le choléra ».

C'est dans cette atmosphère que s'ouvrit à Rome, cette même année 1885, la sixième Conférence sanitaire internationale, où il fut convenu, tant la question était épineuse, que l'on éviterait le sujet de l'étiologie du choléra, et que Robert Koch fut réélu au silence. Pourtant, sept ans plus tard, à la conférence de Venise, l'étiologie du choléra était admise, et la première convention sanitaire internationale signée, qui précisait les mesures de quarantaine destinées à éviter la propagation de la maladie par la voie maritime.

## Un pilier de la paix

En outre, en 1894, Alexandre Yersin découvrit le bacille de la peste, et, en 1900, la commission de la fièvre jaune de l'armée américaine mettait en évidence le rôle d'un moustique dans la propagation de la maladie. Ainsi, à l'aube du vingtième siècle, était élucidée la nature des trois principales maladies quaranténaires. Il devenait alors possible de créer un organisme chargé tout à la fois de rassembler les informations et de centraliser les décisions : tel fut le rôle dévolu à l'Office international d'hygiène publique (O.I.H.P.) établi à Paris en 1909. Outre-Atlantique, c'était en 1909, que devait devenir le bureau sanitaire panaméricain, installé à Washington.

La première guerre mondiale devait donner à cette coopération une impulsion et une orientation nouvelles : la philosophie de la Société des Nations (S.D.N.) était, la coopération sanitaire internationale apparut comme un instrument nécessaire au service de la paix, un élément majeur de réconciliation, ainsi que le précisait d'ailleurs explicitement le pacte de la S.D.N. Cette dernière constituait donc en son sein, à Genève, un organisme spécialisé, l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, dont on pensait qu'il se substituerait à l'O.I.H.P. C'était compter sans l'hostilité des États-Unis, qui avaient refusé d'em-

blée d'adhérer à la S.D.N. : aussi coexistait-il pendant l'entre-deux-guerres, deux organismes chargés des mêmes missions, l'un à Genève, l'autre à Paris, auxquels s'adjoignaient d'ailleurs, pour les Amériques, celui de Washington.

La seconde guerre mondiale devait avoir raison de ce fractionnement : plus encore qu'en 1919 donnaient l'écoulement et la volonté d'action commune. Le sentiment exprimé en 1945 par le cardinal Spellman, archevêque de New-York : « La médecine est l'un des piliers de la paix », devait se concrétiser pleinement lors de la conférence de San Francisco au cours de laquelle furent créées les Nations unies et décidé le principe de constituer « une seule organisation sanitaire internationale ».

Le 7 avril 1948, entré en vigueur la constitution de l'O.M.S., fixée à Genève, et dont le docteur Brock Chisholm, un psychiatre canadien, devint le premier directeur général. Militant passionné de l'idéal de paix et d'égalitarisme qui animait les pères fondateurs des Nations unies, il devait profondément marquer l'O.M.S., malgré la brièveté de son mandat — cinq ans —, de son empreinte personnelle. Son successeur, le docteur M. G. Candau, un Brésilien, devait rester à la tête de l'Organisation pendant vingt ans, jusqu'en 1973, date à laquelle le remplaça le docteur Halldan Mahler, directeur actuel, qui briguera, l'an prochain, la reconduction de son mandat.

Depuis trente ans, l'O.M.S. constituée à l'origine par cinquante-cinq États, s'est radicalement transformée. Composée à ses débuts d'une majorité de pays industrialisés, elle ne permettait alors l'expression des peuples du tiers-monde qu'à travers la voix des puissances coloniales. Forte aujourd'hui de cent cinquante-sept membres, parmi lesquels les pays en voie de développement sont en écrasante majorité, elle n'est plus désormais un club de nantis. Sa doctrine, son action, s'en ressentent profondément. A-t-elle gagné en démocratie ce qu'elle a perdu en efficacité et en dynamisme ?

(Samedi 15 mai.)

## III. — Une révolution

« La santé pour tous en l'an 2000 ». On conviendrait à Genève, derrière les fenêtres ensellées du siège de l'O.M.S., qu'il s'agit là d'un slogan simplificateur et, à bien des égards, d'un rêve utopique. Et pourtant, on maintient qu'il était impératif de fixer une stratégie, un objectif qui, si vague soit-il, permette d'orienter, d'ordonner les efforts, d'organiser l'action sanitaire dans le monde, et singulièrement dans le tiers-monde.

Il y a cinq ans, l'Assemblée mondiale de la santé, instance suprême de l'O.M.S., décidait, à Genève, d'adopter à l'échelle du monde cet objectif : « La santé pour tous en l'an 2000 ». Un an plus tard, à Alma-Ata (U.R.S.S.), au cours d'une réunion conjointe avec l'UNICEF, fonds des Nations unies pour l'enfance, l'O.M.S. conceptualisait l'« outil » qui permettrait la mise en œuvre de cette doctrine nouvelle : ainsi était définie la théorie des « soins de santé primaires » qui devaient constituer le pivot de la stratégie. Enfin, l'Assemblée générale des Nations unies consacrait l'ensemble, en novembre 1981, après avoir déclaré que l'amélioration de la santé faisait partie intégrante du développement économique.

Cette terminologie vague recouvre, en fait, des notions précises, dont on commence seulement aujourd'hui à mesurer les implications. Définir la santé « pour tous » comme un élément moteur du développement, c'est condamner implicitement les politiques sanitaires actuelles axées sur la technologie de pointe, hospitalière, urbaine en tout cas, et centrées sur la prise en charge du petit nombre. C'est affirmer hautement les exigences de la priorité de l'action préventive. C'est aussi proclamer que l'amélioration de la santé du plus grand nombre passe, d'abord, par l'assainissement du milieu, l'adduction d'eau potable dans les villes et les villages, la construction d'égoûts et de systèmes d'évacuation des déchets, la destruction des insectes vecteurs des parasites : bref, c'est remettre à l'honneur les progrès de l'hygiène qui ont, plus que tout le reste, fondé le « décollage » sanitaire de l'Occident, deux cents ans.

Pour parvenir à cet objectif, l'O.M.S. estime impératif de respecter deux préalables. Le premier est politique : aucun des éléments de ce qu'elle dénomme elle-même une « révolution sanitaire » ne sera réalisable sans un engagement au plus haut niveau. Si, au sommet de l'État, on continue de préférer les évènements sanitaires, vers Paris ou vers Londres, des dirigeants et de

leurs familles à des campagnes de prévention des maladies transmissibles dans les villages et dans les bidonvilles, rien ne pourra être fait. Ou si, comme ce fut le cas récemment, un gouvernement d'un pays en voie de développement demande l'aide de l'O.M.S. pour acquiescer un scanographie, alors que, selon le docteur Mahler lui-même, directeur général de l'O.M.S., ce pays pouvait, avec la même somme, vacciner l'ensemble de ses enfants contre la rougeole et éviter ainsi la mort de cinq cent mille d'entre eux pour les dix ans à venir.

Le directeur général de l'O.M.S. ne se prive pas, d'ailleurs, de rappeler ces réalités, publiquement, aux yeux des membres, comme il l'a fait il y a un an, en termes très vifs, lors de la trente-quatrième Assemblée mondiale de la santé. « J'ai le regret de vous dire, s'était-il écrit, qu'en dépit de la façon spectaculaire dont vous utilisez l'O.M.S. aux niveaux régional et mondial, très peu d'entre vous s'en servent convenablement de l'intérieur de leur propre pays. Combien de fois vous voyez-vous encore méseuser de ses ressources limitées en poursuivant l'exécution de projets fragmentaires, en demandant des bourses d'études mal adaptées à vos besoins essentiels en personnel et en réclamant du matériel et des fournitures dont l'utilité est très discutée ! Et combien de fois voyez-vous les représentants de votre Organisation se plaindre de la situation ? »

## Le préalable économique et monétaire

Le second préalable est d'ordre économique et monétaire. Si l'on veut améliorer de manière décisive la santé du plus grand nombre, il faut impérativement, estime-t-on à Genève, accroître les flux financiers affectés à l'action sanitaire, et ce à un double niveau. D'abord à l'intérieur même des pays en voie de développement. Dans les vingt-cinq États les plus pauvres du monde, les dépenses publiques de santé s'élèvent à 2,6 dollars par habitant et par an (estimation 1981). Dans quatre-vingt-cinq autres pays en voie de développement, ce chiffre s'élève à 17 dollars, alors que, dans vingt-huit pays développés, il se monte à 277 dollars. En d'autres termes, les pays les plus pauvres ne peuvent consacrer que moins de 1,5 % de leur produit national brut à

la santé, contre 6 à 10 % dans le monde industrialisé.

Mais une augmentation de ces sommes en valeur absolue dans les pays du tiers-monde n'est guère envisageable, compte tenu de la gravité de leurs problèmes économiques : il convient donc, avec les mêmes fonds, de faire autre chose. Dans un tel contexte de pénurie, le développement communautaire est l'unique voie possible.

Le second niveau d'intervention économique est celui des transferts internationaux. D'après l'O.C.D.E. et l'O.M.S., quelque 3 500 millions de dollars ont été transférés, en 1979, vers les territoires et pays en développement, au profit des actions de santé, ce qui correspond à 10,7 % de l'aide officielle au tiers-monde.

Or, si l'on veut réellement mettre en œuvre une politique de soins de santé primaires dans les pays les moins favorisés — ce qui, estime l'O.M.S., ne coûterait que 10 à 12 dollars par habitant et par an, il faudrait multiplier par sept le niveau actuel des transferts internationaux. Encore cette estimation suppose-t-elle que les pays intéressés prennent eux-mêmes en charge la moitié de cette somme, de quoi reste difficilement imaginable. Ainsi, conclut sur ce point l'O.M.S., la mise en œuvre de la stratégie des soins de santé primaires implique-t-elle non seulement un accroissement des investissements nationaux mais aussi une augmentation considérable des transferts internationaux dans le domaine de la santé, ainsi que leur réorientation vers l'action communautaire.

Ces préalables posés, l'O.M.S. a défini un certain nombre de domaines d'action prioritaires pour lesquels elle veut stimuler les efforts de la communauté mondiale. L'un des programmes auxquels elle consacre le plus d'énergie est celui qui a trait aux recherches en matière de reproduction. Sur ce point, l'Organisation se propose, d'ici à 1989, de mener à bien des études sur l'insémination à long terme des méthodes de régulation des naissances adoptées de 1970 à 1977 et d'évaluer l'acceptabilité et les effets secondaires des moyens contraceptifs qui seront utilisés d'ici à 1985. Elle se propose, en outre, d'intégrer aux dispositifs actuels « au moins six méthodes nouvelles actuellement en cours d'élaboration » et de « mener à un stade avancé d'expérimentation clinique trois autres méthodes », dont un contraceptif à usage masculin.

Second thème majeur de recherches : les maladies tropicales, à propos desquelles elle a mis en œuvre, depuis 1975, avec l'aide du

P.N.U.D. (Programme des Nations unies pour le développement) et la Banque mondiale, des projets d'études spécifiques portant sur le paludisme, la lepre, la maladie du sommeil, la bilharziose, les filariose et les leishmanioses. Comme les autres programmes de recherche de l'O.M.S., celui-ci, qui bénéficie de contributions volontaires importantes, particulièrement des pays scandinaves, ne met pas en œuvre ses propres travaux : il aide financièrement ceux qui sont menés dans les divers pays, accorde des bourses à des chercheurs, en provenance du tiers-monde notamment. Au total, six cent soixante programmes de recherche sont aidés de cette manière. Parmi les perspectives les plus prometteuses ainsi ouvertes, figure spécialement l'essor de déboucher sans trop tarder sur deux vaccins nouveaux, contre le paludisme et contre la lepre.

A l'aide de mécanismes analogues, l'O.M.S. soutient des projets de recherches portant sur les maladies diarrhéiques (dont le choléra), auxquelles elle impute entre les tiers et le quart de tous les décès d'enfants âgés de moins de cinq ans. Le programme vise tout particulièrement à diffuser les techniques simples de réhydratation par voie orale.

Le programme élargi de vaccination « qu'elle souhaite faire adopter par l'ensemble des pays du tiers-monde ne manque pas, lui non plus, d'ambition, puisqu'il vise à obtenir l'immunisation, d'ici à 1990, de tous les enfants du monde contre les six maladies-cibles les plus répandues : tuberculose, poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, et rougeole, qui tuent cinq millions d'enfants chaque année. Or, à l'heure actuelle, moins de 10 % des enfants du tiers-monde bénéficient de ces vaccinations. L'O.M.S. s'est plainte, au cours de la trente-cinquième Assemblée mondiale qui s'achève, de la faiblesse de l'engagement des États sur ce problème. Elle estime qu'il faudrait, pour que l'objectif soit atteint, investir dans ce programme quelque 300 millions de dollars chaque année, alors qu'en 1981 seulement 72 millions de dollars ont été versés, à ce titre, aux pays en voie de développement.

Quant aux projets de l'Organisation qui consistent à mettre à la disposition des États du tiers-monde les deux cents « médicaments essentiels » dont ils ont besoin, ils posent davantage encore de questions insolubles : alors que l'O.M.S. soutient par l'UNICEF, est heurtée aux multinationales productrices d'aliments infantiles et leur a fait accep-

ter, en 1981, un « code de conduite » aujourd'hui largement reconnu, elle hésite à engager un combat analogue contre l'industrie pharmaceutique. La collaboration de cette dernière sera, en effet, une nécessité, dont les pays du tiers-monde sont conscients, dans la mesure où les instruments techniques de l'auto-alimentation leur font défaut et où n'existe aucun produit de substitution accessible et bon marché. L'O.M.S. est accusée par certains, dans ce domaine, d'avoir mis une sourdine à ses revendications initiales, bref, d'avoir cédé aux pressions des multinationales. Seuls les développements de son programme dans les mois et les années qui viennent permettront de faire justice de cette accusation.

Ainsi l'O.M.S., par la nature même de son objectif, met-elle en œuvre des programmes qui touchent à tous les domaines de la pathologie, y compris dans les pays industrialisés. Elle organise et encourage les travaux d'experts en de multiples domaines, notamment en toxicologie, afin de veiller au danger potentiel que peuvent présenter des substances ébimiques présentes dans l'environnement, par exemple pour évaluer leur éventuel pouvoir cancérogène. Depuis plusieurs années, elle attire l'attention sur les risques que représentent les effluents industriels, la mécanisation de certains procédés de fabrication et l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Elle insiste aussi sur la nécessité de mieux prendre en charge les maladies mentales graves (quarante millions de personnes dans le monde, estime-t-elle) ou plus légères (deux cents millions de cas).

D'une manière générale, l'objectif que s'est fixé l'Organisation n'est pas d'apporter une assistance technique directe à ses membres, sauf dans les cas où une situation d'urgence ou de catastrophe impose une intervention. Sur ce point, l'O.M.S. compte en service ad hoc qui agit en liaison avec les autres institutions des Nations unies, en particulier le Haut Commissariat pour les réfugiés et l'UNICEF, pour adresser sur les lieux des catastrophes, personnes et médicaments. L'objectif central de l'Organisation, qui refuse jusqu'au terme d'« aide », est de permettre aux pays de se doter de structures nationales inspirées de sa doctrine, c'est-à-dire orientées vers le développement des communautés de base. Contrairement au processus longtemps entretenu à l'encontre de sa nouvelle stratégie, l'O.M.S. ne refuse pas d'admettre l'existence, dans les capitales ou les grandes villes, d'hôpitaux faisant office à la

fois de structures d'appel pour les cas complexes et de centre de formation des personnels. Mais elle critique la polarisation, sur ces structures, des maigres ressources dont disposent les pays du tiers-monde et l'aide extérieure qu'ils reçoivent.

Pour mieux faire entendre sa voix, l'O.M.S. s'est dotée de structures très décentralisées, et d'un mécanisme élastique, à l'échelon de ses bureaux régionaux, unique en son genre dans le système des Nations unies. Il reste que cet énorme appareil doit trouver les moyens originaux d'un fonctionnement adapté aux pays qui en ont le plus besoin. Faute de quoi, il continuera à limiter, sans profit pour ceux qu'il aide, l'écho de sa propre voix.

(Lundi 17 mai.)

(1) Le secrétariat désigne le personnel permanent du siège, à Genève.

## TARIF DES ABONNEMENTS

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois	1 an
<b>VOIE NORMALE :</b>		
France, DOM, TOM, ex-colonies (et Algérie) .....	95	150
Étranger .....	125	230
<b>VOIE AÉRIENNE :</b>		
Europe (y compris Turquie, Asie, Afrique, Chine, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Philippines, Maldives, Sri Lanka, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie) .....	150	260
Afrique française, Inde, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Philippines, Maldives, Sri Lanka, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie) .....	125	210
Amérique latine, Caraïbes, Brésil, Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Colombie, Émirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie) .....	142	245
Asie, Australie, Nouvelle-Zélande, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Philippines, Maldives, Sri Lanka, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie) .....	155	270
Amérique latine, Caraïbes, Brésil, Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Colombie, Émirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie) .....	190	340
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie .....	175	310

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal Le Monde.

Nous leur serons reconnaissants pour les renouvellements de jolies à leur paiement la carte d'avis d'échéance.



# SPORTS

## CYCLISME

### « TOTO » GÉRARDIN EST MORT

Louis Gérardin, qui vient de mourir à l'âge de soixante-dix ans — il était né le 12 août 1912, à Billancourt, — restera l'un des grandes figures du cyclisme français. Celui qu'on appelait toujours « Toto » avait débuté en 1928 sous les couleurs de l'Athlétique Club de Boulogne-Billancourt (A.C.B.B.), alors qu'il occupait un poste de dessinateur aux usines Renault, pour devenir, avec Lucien Michard et Lucien Fauchaux, le meilleur sprinter français des années trente.

Champion de Paris de vitesse à seize ans, puis champion du monde amateur de la spécialité en 1930, il remporta dix fois le titre de champion de France professionnel. A son palmarès, figurent également les grands prix de Paris 1939, 1941 et 1943. D'autre part, il se classa deuxième du championnat du monde de vitesse professionnel à trois reprises : en 1936, en 1947 et en 1948.

Réputé pour son élégance comparable à celle de Charles Pelissier, Louis Gérardin devait acquiescer une popularité méritée au fil d'une carrière exemplaire qui se prolongea durant un quart de siècle. Il devint ensuite conseiller technique pour la piste et forma Daniel Morelon ainsi que Pierre Trenth.

JACQUES AUGENDRE.  
(Mardi 25 mai.)

## LISEZ

LE MONDE  
diplomatique

## Sélection immobilière France

### 03 - Allier

**VICHY**  
Retraite, vacances idéales. APPARTEMENTS NEUFS du STUDIO au 5 PIÈCES. RESIDENCE « LES LILAS ». Centre ville, très paisible. Grand confort au meilleur prix.  
Agence LAGRÈRE  
16, avenue DUMAS - 03200 VICHY  
Tél. : (03) 21-80-53

### 06 - Alpes-Maritimes

**GOLFES-JUAN (A.M.)** - Studio au sous-sol, résidence luxueuse avec piscine, à 500 m des plages. 184.000 F.  
Agence MAUD COLLIN, 27, bd Foch, 06000 ANTIBES - Tél. (03) 34-70-79.

### NICE

900 m Promenade des Anglais. « LE SENTIER » - Appartements 1 à 4 pièces luxueux.  
FELIX COTÉ D'AZUR, 5, bd Gambetta 06000 NICE - (03) 38-20-86

### 17 - Charente-Maritime

A 15 km ROYAN (17), après Meschers-Talmont, à BARZAN-PLAGE, nouveau village, vue panoramique mer imprenable, les dernières villas, prix promotionnel, standing traditionnel. 170 m<sup>2</sup>, 4 pièces principales + mezzanine + cave 70 m<sup>2</sup>, terrain 700 m<sup>2</sup>, 755 000 F. 155 m<sup>2</sup>, 4 pièces principales, terrain 600 m<sup>2</sup>, prix 685 000 F. 140 m<sup>2</sup>, 4 pièces principales, ter. 500 m<sup>2</sup>, crédit 200 000 F. à 15,50 %, prix 450 000 F. Quelques villas de 4 à 7 ans, à partir de 350 000 F.  
Ecrire bureau de vente  
17120 BARZAN-PLAGE  
Tél. : (46) 90-80-71

### 40 - Landes

**ARCACHON**  
**BISCARROSSE**  
Studios, appartements meublés, villas à partir de 18 T. revenus loc. assurés. Ag. ERI Biscarrosse-Plage (58) 78-23-60.

### 50 - Manche

**COTE NORMANDE**  
**GRANVILLE (Manche)** - Dans la haute ville. Expo Sud avec vue magnifique sur port, ville et mer. Très belle propriété époque Louis XIII, 11 pièces principales + nombreuses dépendances et annexe. Cadre raffiné entièrement rénové.  
AGENCE DU LITTORAL  
50400 GRANVILLE - Tél. (33) 30-16-80.

## Les résultats

### Athlétisme

**CHAMPIONNATS DE FRANCE INTER-CLUBS**  
Les championnats de France inter-clubs se sont achevés sans surprise le 23 mai par la onzième victoire consécutive de l'équipe masculine du Racing-Club de France, à Saint-Etienne, et par la troisième victoire consécutive de l'équipe féminine du Stade Français, à Montgeron.

### Automobilisme

**GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE 1**  
1. Pirelli (Ferrari-Ford), les 1.17,12 km en 1 h 51 min. 11 sec. (122.300 km/h). 2. Pironi (Ferrari), à 1 tour; 3. De Cesaris (Alfa-Romeo); 4. Mansell (Lotus); 5. De Angelis (Lotus); 6. Daly (Williams); 7. Prost (Renault); 8. 3 tours, etc.

**CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS**  
1. Prost, 18 pts; 2. Watson, 17; 3. Pironi, 16; 4. Rastberg, 14; 5. Fittelson, 12; 6. Lund, 12 etc.

### Aviron

**REGATES DE VICHY**  
Vainqueur de seize des vingt-deux épreuves, les Sociétés ont très largement dominé les équipes internationales de Vichy, disputées les 22 et 23 mai sur le bassin de l'Allier. Le quatre de couple français (Boudoux, Galt, Peltier, Fornard) a déjà pour sa première sortie en se qualifiant pour la deuxième place par l'Italie.

### Basket-ball

**COUPS DE LA FÉDÉRATION**  
Le Cercle Saint-Pierre de Limoges, déjà vainqueur de la coupe Korac et de la coupe de la Fédération de France, a terminé sa saison en beauté en battant Villeurbanne par 118 à 100, le 22 mai à Rennes, en finale de la Coupe de la fédération.

### Cyclisme

**BORDEAUX-PARIS**  
Le Marseillais Marcel Tinazzi, âgé de vingt-neuf ans, champion de France professionnel sur route en 1977, a gagné le 22 mai Bordeaux-Paris (585 kilomètres) en devançant de 58 secondes Maurice Le Gouilou troisième l'un après l'autre.

### Tour d'Italie

Après le neuvième et dixième

étapes gagnées respectivement, au sprint, par les Italiens Moreno Argentin et Giuseppe Saronni, leur coéquipier Francesco Moser conserva le maillot rose avec 6 sec. d'avance sur Bernard Hinault et 24 sec. sur Saronni.

### Escrime

**CHAMPIONNATS DE FRANCE DE FLEURET**  
Le Cercle d'escrime Henri-IV de Charente a réussi au brillant double aux championnats de France de fleuret avec Philippe Omidi, un étudiant en éducation physique de vingt-deux ans, conquérant en finale du junior Olivier Valentini, et Veronique Brouquier, une étudiante en archéologie de vingt-cinq ans, qui s'est imposée devant la junior nigériote Marie-Christine Cabane. Pour les équipes, l'O.G.C. Béziers a gagné chez les dames et le Racing-Club de France chez les hommes.

### Jeu à treize

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Le XIII catalan a remporté son cinquième titre de champion de France en battant Saint-Estève par 21 à 8, le 23 mai à Toulouse.

### Motocyclisme

**GRAND PRIX D'ESPAGNE**  
L'Américain Kenny Roberts (Yamaha) a dominé l'épreuve des 500 cm<sup>3</sup> Grand Prix d'Espagne en devançant le Britannique Barry Sheene (Yamaha) et l'Italien Ugo Pasolunghi (Suzuki) qui précède dans la même ordre de classement le Français Jean-Louis Tournadre (Yamaha), qui conserve sa première place au championnat du monde.

### Rugby

L'équipe de France A a été tenue en échec 18 à 16, par l'Union soviétique, le 22 mai à Moscou. Les Soviétiques ont remporté un essai par O. Chvaloun (dix) et deux pénalités par Bobrov (54) et Sloussar (52). Les Français ont répliqué par un essai de Chabert (27) et une drop de Camberabero (24).

### Tennis

**CHALLENGE DU MANOIR**  
(Demi-finales)  
A. Bérion : Narbonne h. Lourdes, 15 à 9; à Lourdes : Dax h. Perpignan, 15 à 6.

### Sports équestres

**C.S.I.O. DE LUCERNE**  
Le C.S.I.O. de Lucerne n'a pas réussi aux Français. Le Grand Prix est revenu au Suisse Bruno Canali, qui a vaincu à la fois les deux autres concurrents, dont les Français Gilles Bertrams de 2 à 1 et Jean-Louis Tournadre (24), deuxième avec 0 pt et 45 sec. 86, et Frédéric Cottier (Stamboul), troisième avec 4 pts et 4 sec. 33.

### Tennis

**INTERNATIONAUX D'ITALIE**  
(250 000 dollars)  
Tietze (R.-U.) h. Araya (Pérou), 6-3, 3-6, 6-3; Gomez (Equ.) h. Wilander (Suède), 5-7, 6-4, 6-3.  
Finale  
Gomez h. Tietze, 6-2, 6-3, 6-2.

# SCIENCES HUMAINES

## Naissance de l'écriture

(Suite de la première page.)

Ici et là, quelques notes d'humour : notre orgueilleuse civilisation industrielle ne revient-elle pas au pictogramme ? Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder nos panneaux de signalisation routière. De même, nos lointains ancêtres n'avaient-ils pas déjà inventé les bandes dessinées ? Les bas-reliefs où le roi Assurbanipal a fait représenter sa victoire sur le roi d'Elam en éliminant.

Mais surtout, les deux commissaires de l'exposition ont su expliquer comment l'écriture naît d'une civilisation. Les exploits des rois, les délimitations de frontières, la correspondance diplomatique donnent le cadre de l'histoire officielle. Les codes, les lois, les contrats, les jugements dressent le cadre juridique. Les mythes, les prières, les hymnes, les rituels tracent le cadre religieux. Les textes littéraires, les traités astronomiques, les problèmes mathématiques, les récits médicaux ou pharmacologiques, les recueils magiques ou divinatoires, les comptabilités, tout concourt à faire des ensembles qu'on appelle civilisation. Sans l'écriture, peu de choses nous en seraient parvenues.

C'est en Mésopotamie, vers 3300 av. J.-C., puis dans la vallée du Nil deux cents ans plus tard, que les Sumériens d'abord les Egyptiens ensuite, ont inventé l'écriture. Certes, les deux systèmes sont très différents. Les Sumériens commencent par une représentation pictographique qu'ils transforment, après cinq ou six siècles, en une écriture idéographique et phonétique tracée en creux par un calame (un roseau de section triangulaire) sur des tablettes d'argile un peu molles. Les signes rassemblés à des clous (clou ou coin = cuneus en latin). Cette origine du support en terre crue impose son graphisme, même lorsque les signes sont sculptés dans la pierre.

Les Egyptiens utilisent brusquement, à partir de 3150-3100 av. J.-C., une écriture déjà élaborée dont on ne connaît pas les balbutiements antérieurs. Dès son apparition, le système est complexe : les dessins représentent des personnages, des animaux ou des objets, très reconnaissables le plus souvent, ont une valeur soit idéographique, soit phonétique, éventuellement alphabétique, soit déterminative (mot ou sonne, sans, par exemple). L'originalité et la beauté des signes sculptés et peints sur les monuments ou écrits à l'encre sur du papyrus avec un roseau écorcé ont frappé les Grecs qui ont baptisé ceux-ci « images sacrées » (hieroglyphes). Avec la sédentarisation et le développement du commerce, les habitants de la Mésopotamie ont dû inventer une comptabilité concrète capable de compléter la mémoire : ils ont façonné en argile, seule matière première de la région, des « calcul », c'est-à-dire des petites boules, des petits cônes, des petits cylindres, des petites galettes, auxquels étaient attribués des valeurs fixes et connues (1, 6, 10, des multiples de 6 ou de 10, selon que le système de numération était sex-

gésimal ou décimal). Pour une opération de gestion ou de commerce, les « calcul » étaient enfermés dans une boule creuse d'argile dont l'authenticité et l'intégrité étaient garanties par un sceau imprimé grâce à un petit cylindre gravé. La mémoire du porteur chargé de dériver les explications, indispensables pour comprendre ces témoins purement numériques, était aidée par la figuration de scènes symboliques.

La céramique, elle aussi, était ornée de décors souvent symboliques. Tous ces symboles, ceux des boules et ceux des vases, étaient déjà destinés à la mise par écrit de la pensée, mais ils ne traduisaient pas encore le langage.

En l'état actuel de nos connaissances, les Sumériens ont été les premiers à inventer un système graphique capable de transcrire le langage. Les premiers pictogrammes étaient facilement lus, puisqu'ils ressemblaient aux objets qu'ils représentaient. Et puis, on a noté que la juxtaposition de deux pictogrammes pouvait servir à représenter une idée abstraite devenant ainsi idéogramme. Exemple : un oiseau accompagné d'un

vol (oiseau + vol = vol)

Evolution du signe du vol

La [double] de maison Takhont

bas, et la place relative des signes est souvent décidée en fonction de l'esthétique et non pas seulement de l'ordre phonétique ou grammatical. Sur les papyrus, des écritures cursives plus rapidement tracées se développent : vers 1000 avant notre ère, le hiéroglyphe qui est utilisé pour des textes administratifs et juridiques, et surtout, à partir de 650 avant J.-C., le démotique. Le démotique, où ne se reconnaissent plus du tout les hiéroglyphes, est jusqu'au premier siècle de notre ère pour tous les usages courants de l'écriture, contrats, comptes, ouvrages scientifiques, correspondance, littérature et même décrets royaux. La fameuse pierre de Rosette, gravée en 186 avant J.-C. sous Ptolémée V Epiphane, grâce à laquelle Champollion déchiffra les écritures de l'ancienne Egypte, comporte une inscription bilingue : en grec, en hiéroglyphes et en démotique.

**YVONNE REBEYROL.**  
« Galeries nationales du Grand Palais, avenue du Général-Leclerc, Paris (89), jusqu'au 9 août.

**POUR LE JEUNE PUBLIC...**  
Le service d'action culturelle de la direction des musées de France a pensé au jeune public. Dans une salle didactive, des panneaux résument l'exposition. Et surtout, dans un atelier où leur est réservé, les enfants peuvent s'initier aux écritures cunéiformes et hiéroglyphiques. Une école égyptienne et une école sumérienne ont été reconstruites, et là, avec le matériel de leurs lointains condisciples (argile et calame, ou papyrus et roseau), les écoliers d'aujourd'hui apprendront pendant deux heures les techniques des scribes.

En outre, deux visites-contraintes d'une durée de quarante-cinq minutes chacune sont prévues, la première pour les moins de huit à quatorze ans, la seconde pour les adolescents de plus de quatorze ans.

(Vendredi 21 mai.)

## « Vos vacances... votre séjour en France »

### Paris

**ENTRE L'ETOILE et la TOUR EIFFEL**  
Toutes les chambres avec toilettes privées et télévision couleur  
Tél. 553-41-15  
Tél. : Ambotex 613-843

**Hôtel Victor Hugo**  
79, RUE LAURISTON 75116 PARIS  
Toutes les chambres avec toilettes privées et télévision couleur  
Tél. 553-41-15  
Tél. : Ambotex 613-843

**79, RUE LAURISTON 75116 PARIS**  
Toutes les chambres avec toilettes privées et télévision couleur  
Tél. 553-41-15  
Tél. : Ambotex 613-843

**19, rue Copernic - 75116 PARIS**  
Tél. 553-76-01 - Tél. Rég. 620223  
76 chambres  
av. salles de bains en marbre  
télévision couleur  
radio, réveil, bar

**Auvergne**  
VACANCES ACTIVES EN AUVERGNE  
Ancienne ferme conf. prom. forêt, océan, fabrique pain four à bois, tissage, macramé, dentelle aux fuseaux. Pension compl. 899 F par semaine tout compris. Tél. (73) 72-02-16. LA FONTAINE DES THOLLES 63200 SAINT-GERMAIN-LEZ-HERM.

### Montagne

**CHAILLES-LES-BAUX (Savoie) 73190**  
**HOTEL-RESTAURANT CHATEAU DE TRIVIEZ**  
Ouvert tous les jours toute l'année. Chambres avec le confort d'aujourd'hui et le charme d'autrefois dans un parc de 4 ha.  
29 chambres avec bains-douches, w.c., chauffage central, climatisation. Salles pour réceptions. Parking le plus vaste.  
Tél. : (73) 85-07-27.

**LA CLUSAZ**  
Haute-Savoie  
La fraîcheur des forêts - Le calme des Alpes - Tous les sports - Village d'été  
Locations appartements et chalets  
Agence THEBAUD (56) 02-41-57  
74200 LA CLUSAZ

**Provence**  
Aux portes de la PROVENCE et au pied des CÉVENNES, maison de repos et de retraite pour VALÉRIE. Grand séjour, 90 chambres tout confort (couples ou personnes seules). 60 jours d'été. PISCINE. Surveillée. Régime adapté. Régime assés (4 menus au choix). CLIMAT IDEAL. Tarifs très réduits. Documentation gratuite.  
RESIDENCE CLAIR OIS  
615, Haut-Breil, 81000 ALBI.  
Tél. : (16) 56-52-11-80.

**ROUSSILLON 66200 GORDES**  
LE MAS DE GARRIGON Week-end ou séjour de repos et détente dans un petit hôtel de charme au pied du Luberon. Haut confort. Cuisine de femme. Piscine. Tennis et équitation à proximité. Demi-pension. Accueil : Christian Reeh (90) 75-53-28.

السلامة العامة

URGENT

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11

522-28-11



# LE FESTIVAL DE CANNES

«YOL», DE YILMAZ GÜNEY

## L'épopée d'un cinéaste

Un film surprise avait été annoncé. Il s'agit de Yol, du cinéaste turc Yilmaz Güney, évadé de prison depuis le mois d'octobre dernier. Il a été présenté en compétition au moment où près de trois cents travailleurs turcs manifestaient devant la Carlton pour dénoncer « la justice militaire fasciste ».

Yilmaz Güney n'est plus tout à fait un inconnu, non seulement à Paris et en France, après la succès du Troupeau (Grand Prix du festival de Locarno 1979), mais à Cannes même, où, assurément, son premier film de quelque importance fut monté dès 1971 : *Unut* (l'Espoir), qui connut ensuite une carrière parisienne dans un cinéma de la rive gauche.

Film très simple, essentiel, où l'acteur le plus connu de Turquie à l'époque, passé derrière la caméra, comme trente ans plus tôt Vittorio de Sica en Italie, réalise l'œuvre la plus étonnamment fidèle à l'esprit du néo-réalisme, celui du *Valer de bicyclette*, et, en même temps, dépourvu de tout esprit de servilité, entièrement original, authentique, née de l'expérience même de Güney. *Unut* était une épopée décrite de la misère, de l'impuissance face au destin, face à la société telle qu'elle est conçue.

Yilmaz Güney, alors — il aime le rappeler — travaillait dans une industrie (il en peut ainsi qualifier un simple artisanat fait de bouts de ficelles) qui produisait annuellement quelque deux cent cinquante films. Lui-même, en 1965, interprète jusqu'à dix-sept rôles (certains disent vingt-sept). Il a grandi, développé sa personnalité, dans le pire cinéma commercial d'Europe, à l'image d'autres pays comme l'Inde, l'Égypte, l'Indonésie, les Philippines, et même un temps la Grèce, où personnellement le film avait pour mission d'enrichir au plus vite les poches de producteurs sans scrupules et de nourrir l'imaginaire de foules au seuil de la pauvreté absolue.

L'admirable, pour Yilmaz Güney, est d'avoir su, en une douzaine d'années, mener son art à un niveau de sophistication qui ne rend pas déplacée la comparaison avec Vittorio de Sica. Quand, coup sur coup, en l'espace d'un peu plus de trois ans, paraissent deux films de qualité du Troupeau, *Unut* (1979), présenté au Festival de Berlin et *Yol* (la Voie 1981), trois films tournés à partir de la prison où

était incarcéré Güney se succèdent, un phénomène unique dans l'histoire du cinéma surgit soudainement : un cinéaste capable de créer par l'inton médiaire d'un exécutant, chargé de la stricte mise en scène d'un sujet entièrement conçu par lui, Yilmaz Güney, suivi par lui de A à Z, monté même dans une certaine mesure, pour les deux premiers films, nous assurant-on à l'époque en Turquie, à l'intérieur de sa prison.

### Sans avis

Avec Yol, que Yilmaz Güney, lors de sa conférence de presse à Cannes, nous demande de traduire de plusieurs manières, le voir, mais aussi la direction, l'œuvre, le problème s'est soudain trouvé modifié, après le coup d'État des militaires du 12 septembre 1981. Transféré dans une prison semi-ouverte d'où il pouvait plus facilement s'échapper, mais où il risquait sa vie, le cinéaste réussit trois mois plus tard à s'enfuir définitivement et à passer à l'étranger. Le film déjà tourné, mais non encore monté, par son ancien assistant Serif Goren, part lui aussi à l'étranger, où, début 1982, Güney peut se mettre au travail sur ce qu'il appelle la post-production, dans des conditions techniques dont il n'aurait pu rêver auparavant. C'est ce film enfin achevé, monté, sonorisé, qui nous est livré aujourd'hui au Festival de Cannes, en compétition, sans avoir demandé l'avis des autorités turques.

Les histoires, Yilmaz les prend toujours dans sa vie la plus immédiate. Le processus de Yol reste exemplaire de la façon dont l'auteur débore ses scénarios, à même la vie. Il a demandé à ses camarades de détention, dans son avant-dernière prison, de raconter leur expérience, leur découverte de la Turquie, lors de ces permissions que leur accordaient les autorités à tour de rôle. Au départ, le cinéaste pensait tourner un film de six heures, avec onze destins entremêlés. La sagesse l'a conduit à se contenter de cinq. Au montage, en Suisse, Güney a actualisé le film, éliminant la mise en liberté provisoire de ses détenus après le 12 septembre dernier. L'œuvre est perturbée, elle l'était déjà avant : personne ne remarqua le tournage de Serif Goren, ne distinguant les vrais

des faux soldats, il s'inscrivait tout naturellement dans le paysage.

Cinq prisonniers partent donc en permission, l'un d'eux est arrêté par la police, ayant perdu ses papiers. Les quatre autres poursuivent : l'un est abattu par son beau-frère, un troisième voit son frère tué par des gardiens et ne rentrera pas, un quatrième vit encore avec sa fiancée des rapports patriarcaux. Le cinéaste perd sa femme. Chacun, qu'il en prenne ou non conscience, découvre moins l'oppression soldatesque, l'arbitraire en uniforme, que l'héritage de toute une tradition qui enchaîne l'homme misérable à sa terre et à des préjugés barbares. L'action, la multiplication des personnages et des situations, nous laisseraient pour moment un peu déconcertés si le sentiment n'était aussi fort, la vision parfois, proprement lyrique : l'homme reste un loup pour l'homme, pas tant à cause de l'exploitation capitaliste ou de quelque autre angréage socio-politique, mais parce que la société turque engendre la violence comme une seconde nature.

### Un malade en sursis

Une seule vision épuise mal un travail aussi foisonnant, une frappe riche mille contradictions. Nous devrions voir vers la fin du Festival, à la Quinzaine des réalisateurs, un autre film turc intitulé d'Ali Özgenc, l'auteur de *Hazal*, rentrait dans son pays pour tourner au moment même du coup d'État et sachant ce qu'il attendait : la prison. Ce film, pourtant, *Cheval, mon cheval*, a été mené à terme et monté par Zeki Ökten, qui avait déjà signé la mise en scène, du Troupeau pour Yilmaz Güney. L'œuvre reste grave, le cinéaste turc est un malade en sursis. La solidarité des amis de la Turquie, et du cinéma turc, en France, et donc à Cannes, peut jouer un rôle décisif.

LOUIS MARCOTTE.

(Mardi 18 mai.)

## «PETITES GUERRES»

### Maroun Baghadi invente le cinéma libanais

Le cinéma libanais n'existe pas, si ce n'est sous forme d'un dictionnaire de films commerciaux par an et, surtout, de feuilletons de télévision destinés au monde arabe, et obéissant aux divers commandements du monde arabe. Ce cinéma, Maroun Baghadi vient de l'inventer. Né à Beyrouth, d'une famille chrétienne, il a trente ans, il a fait à Paris des études de sciences politiques et à l'IDHEC. Il appartient à une génération qui veut se définir dans un pays en plein chaos.

«Même avant la guerre, dit-il, l'artiste était un peu dans la société libanaise. Et, aujourd'hui, il est encore plus absurde de vouloir être cinéaste au Liban. Nous n'avons pas d'infrastructure cinématographique et, surtout, il n'y a pas de lieux pour les cinéastes, les cinéastes, les marchands d'armes. Pourtant un courant se dessine timidement : des jeunes qui cherchent entre chose, du côté de l'art. Mon film a pu exister grâce à la participation bénévole de ceux qui y ont travaillé, à la contribution financière de quelques amis et à des crédits pour le matériel et la développement en laboratoire. Je suis couvert de dettes. Tant pis. Nous avons tourné à Beyrouth-Ouest pendant deux mois, beaucoup de Libanais ont fait de la figuration, les trois principaux personnages, Soraya, Nabil et Tala, sont des comédiens non professionnels. Tout le budget a donc été consacré à la technique, à la réalisation.

«Être présent à Cannes, dans la sélection officielle d'un certain regard, est, pour moi, une grande chance. J'ai voulu montrer le visage de tout les Libanais, en dehors de toute connotation partisane. Et j'espère qu'il reste encore, au Liban, un peu de tolérance pour accepter des images qui ne reflètent pas le machisme qu'on a imposé.

Au contraire du Fausseur, de Volker Schlöndorff l'ivision et constat d'un intellectuel européen tourmenté et culpabilisé. Petites guerres, de Maroun Baghadi, est, en effet, le film d'une réalité ressentie dans son quotidien, sur place, sans les codes idéologiques et les explications de l'Occident. Le point de vue subjectif du réalisateur et de ses interprètes irrémédiables, justement, parce qu'ils vivent à l'intérieur de cette société) rompt une illusion et trouve la simple réalité humaine.

Dans les ruines, le danger permanent, un paysage social bouleversé

«MISSING», DE COSTA-GAVRAS

## Une tragédie moderne

A l'aube, les chars se sont mis en route. Ils ont investi les principales villes du pays. Le gouvernement a cédé à la force. Ce sont les militaires qui, maintenant, détiennent le pouvoir. Un putsch. Un putsch dans un pays d'Amérique latine dont le nom ne sera suggéré qu'à la dernière image, mais que nous devinons être le Chili de 1973. Les soldats entrent dans les maisons, fouillent, immovent, s'emparent des suspects. Il y a des arrestations, des cadavres, des disparitions par milliers.

Au nombre des disparus, un citoyen américain, Charles Horman, arrêté chez lui pendant une absence de sa femme. Journaliste, Charles s'intéressait beaucoup à la situation politique du pays. Généraliste, enthousiaste, il ne cachait pas sa sympathie pour le gouvernement qui vient d'être renversé. Avant-il eu connaissance de secrets compromettants ? A-t-il commis des imprudences ? Sa femme, Beth, l'ignore. Du moins espère-t-elle que la nationalité américaine de Charles lui permettra d'être rapidement libéré.

Avec une rigueur impeccable, le beau film de Costa-Gavras s'organise autour de trois thèmes qui se rejoignent et se combinent au fil de l'intrigue. Tout d'abord l'enquête, le suspense, la montée de l'angoisse. Affolée, perdue dans ce pays étranger, d'autant plus étranger pour elle qu'il vient soudain de passer avec l'horreur, Beth cherche désespérément à savoir où est son mari, ce qu'on lui reproche et les risques qu'il court. Questions auxquelles les fonctionnaires de l'ambassade américaine, saisis de l'affaire, répondent de façon évasive, tout en assurant que la malentendu ne tardera pas à se dissiper.

Venant de Washington, où il a alerté ses amis politiques, la père de Charles n'a pas tardé à rejoindre Beth. C'est lui qui va donner au film sa seconde dimension. Homme d'affaires, adapté de la Christian Science, Ed est un pur produit de l'establishment américain, un bour-

geois imbu de préjugés sociaux et moraux, qui n'aime guère sa belle-fille et a toujours considéré Charles comme un rêveur, un inconscient, un « idéaliste pleurnichard » dont il n'y a pas grand-chose à attendre. Mais un fils est un fils, et Ed attend bien sauver Charles.

La voici donc qui multiplie à son tour les démarches, sans plus de succès que Beth. Ensemble, ils visitent un hôpital, pénètrent dans un stade où sont parquées des hordes de prisonniers, parcourent un hall immense transformé en morgue : aucune trace du disparu. Charles est-il seulement encore en vie ? La question maintenant se pose, atroce pour Beth, mais pour Ed également, qui, indigné par ce qu'il voit et ce qu'il entend, a peu à peu découvert, aux côtés de Beth, que ce fils mal aimé et plus ou moins méprisé était digne de son respect autant que de sa tendresse.

### Histoire vraie

Charles a été torturé et tué par les gens de la junta. Ed et Beth finiront par l'apprendre. Ils deviendront aussi que, dès le premier jour, les diplomates américains, d'abord muets dans les principes, puis métamorphosés quand ils n'ont rien fait pour le sauver. Pourquoi cette insistance ? Ordres supérieurs, Secrétaire d'Etat. Complicité inavouée, inavouable, avec le nouveau régime. Charles savait trop de choses pour qu'on la laisse en vie.

Cet aspect politique du film (sa troisième ligne de force) a provoqué quelques remous à Washington. Le département d'Etat a pris la peine de publier une longue protestation. Mais Costa-Gavras est formel : comme le livre de Thomas Hauser (1), duquel *Missing* est tiré, son scénario repose sur des documents authentiques. L'histoire de Charles Horman est une histoire vraie. Le public américain ne

(1) Publié en France aux éditions Ramsay, 226 pages, 70 francs.

JEAN DE BARONCELLI.

(Vendredi 21 mai.)

«PARSIFAL», DE SYBERBERG

## Le cinéma total

COMME la maison, pourdrée de flocons de neige, enfilée dans la boue de verre qui tombe de la main du citoyen Kane mourant (image du film d'Orson Welles), la maquette du Parsifalhaus, le théâtre de Bayreuth voué au culte de Wagner, est placée au sein d'un globe tenu par Kundry et recouvert par ses longs cheveux roux, vers la fin du film de Syberberg. Le haut lieu sacré, mystique, où Parsifal, la dernière œuvre de Wagner, fut représentée, pour la première fois, le 28 juillet 1882, se trouve en somme écarté de ce film où il figure, par ailleurs, un temple en ruine.

Auteur complet de *Ludwig*, regretté pour un roi vierge, Karl May et Hitler, un film d'Allemagne, représentations de fantasmagorèmes qui étaient déjà, dans une certaine mesure, des « drames musicaux », Hans-Jürgen Syberberg a eu, lui, Richard Wagner pour coauteur. Mais il a réinventé un monde cinématographique à sa propre manière, un monde de toiles peintes et de décors bizarres, extravagants, où le notion d'espace réel ou théâtral a disparu.

Tourné dans les studios de la Bavière à Munich, ce film, c'est Parsifal selon Syberberg. Ici, bien loin de Bayreuth, malgré la texte et la musique de Wagner comme langage des personnages et accompagnement musical. Rien de commun donc — on pourrait s'en douter — avec les conceptions de Joseph Loey pour le film-opéra du Don Juan de Mozart. Syberberg, qui s'est toujours pris aux mythes de la culture allemande — elle a, selon lui, depuis les rêves de Louis II de Bavière (protocole de Wagner), engendré, par une sorte de fatalité historique, Hitler et le nazisme, — a désacralisé Parsifal, cette « messe » toujours célébrée en Allemagne, depuis sa création.

A vrai dire, il ne propose pas, comme cela se fait beaucoup dans nos jours dans les théâtres lyriques ou non, une lecture, il donne sa vision en termes de cinéma total. Il reste encore fidèle, dans une partie du premier acte, à son goût pour le kitsch révélateur de la mythologie mais glisse, peu à peu, vers un lyrisme baroque, s'épurant, au troisième acte, avec la rédemption de Kundry et l'enchantement du vendredi saint » en tableaux préfabriqués. Et pourtant, il n'a pas cherché par sa mise en scène la beauté esthétique, mais une sorte d'expressionnisme en couleurs, remplaçant la légende mystique du Graal et de Parsifal la pur dans un temps indéfini, un univers suspendu dans une traversée de l'histoire du monde, qui figurent, au premier acte, les effluves de cinquante nations, depuis le Moyen Âge, dont la draperie à croix gammée.

Le jardin enchanté des fleurs apparaît d'abord comme une imagerie à la Médée ; ensuite, la caméra extrêmement mobile (il y a beaucoup de plans-séquences dans ce film) glisse à travers des rochers, univers sauvage peuplé de femmes douloureuses, parfois nues, prisonnières. Le rocher est, d'ailleurs, avec les ruines, le thème décoratif dominant de cette œuvre, foisonnante de trouvailles visuelles. Les wagnériens considèrent sans doute comme un sacrilège le dédoublement de Parsifal en deux personnages, un jeune homme avant la lettre de Kundry, une jeune fille après, tous deux acteurs débutants ayant, pour le chant, la même voix, celle de Rainer Goldberg. Mais rien n'est gratuit chez Syberberg.

Outre sa mise en scène visionnaire, l'originalité fondamentale de ce Parsifal tient surtout, comme si la film avait été fait pour elle, à la manière dont Syberberg a dirigé Edith Clever, la Marquise d'O de Rohmer, la femme geuchère de Peter Handke, Clytemnestra chez Peter Stein), dans la robe de Kundry. Sorcière grimaçante, pécheresse lutant, dramatiquement, contre les ordres de Klingsor le magicien, séductrice décevante, pour tenter Parsifal, un sein maternel, qui est aussi la pomme d'Eve, femme vieille et meurtrie, nouvelle Marie-Madeleine, Edith Clever donne, avec la voix d'Yvonne Milton, toute la mesure d'un grand talent tragique, menant, jusqu'au bout de ses forces, cette figure féminine devenue pour le réalisateur le personnage révé, la prophétesse, esprit de Wagner.

J. S.

(Jeudi 20 mai.)

«MOONLIGHTING», de Jerzy Skolimowski

## Une maison nommée Pologne

On ne savait pas grand-chose de ce film, sinon que Jerzy Skolimowski l'avait réalisé. Au début de cette année, à Londres où il réside, et que les personnages en étaient des Polonais arrivés en Angleterre à l'époque de « l'état de guerre » dans leur pays. Or c'est une œuvre plus surprenante, plus forte et surtout plus dérangeante, à bien des égards, que certaines de celles dont la compétition officielle tire son prestige.

*Moonlighting* commence en comédie burlesque : le 5 décembre 1981, quatre Polonais, Novak, un contre-maître qui est le seul à parler anglais, et trois ouvriers maçons débarquent à Londres, de l'avion de Varsovie, avec tout un matériel (outils, sacs de ciment) et un permis de séjour d'un mois. Ils viennent travailler « au noir » pour le compte de leur riche patron. Celui-ci a acheté une maison dans une tranquille rue londonienne. Il veut la faire remettre en état, du haut en bas, sans passer par la main d'œuvres anglaises, trop coûteuses. En revanche, les « clandestins » gagneront, eux, en un mois, plus qu'en un an en Pologne.

Cette situation est traitée en farce. On dirait l'arrivée des Max Brothers. Novak (Jeremy Irons, l'acteur

anglais à moustache, vedette masculine de la *Maitresse du lieutenant français*) traite ses trois « zozos » (de vrais Polonais, ceux-là) dans une équipe frauduleuse, donne, d'une cabine publique, des coups de téléphone de conspirateur à Varsovie, organise le travail, la vie quotidienne et les kinkis. Les Polonais font un bruit à enlever tout le quartier, les cloisons s'effondrent, la maison devient le chantier de la pagaille. Bref, au lieu de passer inaperçus, ces travailleurs clandestins sèment la perturbation. On s'attend à ce qu'ils se fassent pincer. Mais le film prend son tournant, son sens, au moment où Novak, est informé, par la télévision et les journaux, de l'intervention militaire en Pologne, le 12 décembre. Plus de liaisons téléphoniques, plus d'activités. Novak cache les événements à son équipe, il dirige, presque sans repos, des travaux intensifs pour terminer dans les délais prévus. La situation devient absurde : Les clandestins sont des exilés malgré eux. Novak prend toutes les initiatives. On lui vole sa bicyclette, il en vole une autre, il invente une stratégie pour dérober de la nourriture dans un supermarché.

Skolimowski a tourné, très vite, sous le coup de la colère, d'une blessure intérieure, une sorte d'allégorie qui met en cause non seulement un système économique et politique ayant conduit ces ouvriers polonais à une aventure insensée, mais encore l'indifférence des démocraties occidentales à la tragédie polonaise. Sa mise en scène est marquée par un humour amer, Novak et ses hommes deviennent les Robinsons d'une maison nommée Pologne, dont la révélation (pour qui, pour quel ?) s'effectue, après une phase de confusion comique, en même temps que la « normalisation » dans leur pays.

Ce film est une gifle à la bonne conscience du monde extérieur et des médias. Que veut dire, en Angleterre ou chez nous, le mot « Solidarité » ? Les Polonais sont toujours seuls.

JACQUES SICLIER.

(Samedi 22 mai.)

### URGENT

Pour JUILLET ou AOUT  
Organisation de séjours  
linguistiques  
recherche

### PROFESSEURS D'ANGLAIS et d'ALLEMAND

avec licence et minimum  
2 ans d'expérience

Pour encadrer groupes en  
GRANDE-BRETAGNE et R.F.A.

### LEC

52, rue de Londres - PARIS 8<sup>e</sup>

Tél. 522-28-11

Du 20 au 26 mai 1982

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »







## Dossier : les centrales solaires

PAGE V.

## Felix Rohatyn : un banquier contre Reagan

PAGE X.

AUJOURD'HUI • Les enfants de Maghrébins entre la différence et l'indifférence (III) ; Croquis (IV).

DEMAIN • Des « boutiques de sciences » en gestation ; Des arbres qui poussent plus vite (VI) ; Crible (VII).

ÉTRANGER • Une si jolie petite guerre au Salvador (VII) ; Pérou : Coctica, le bout du monde ; Reflets du monde (VIII).

CLEFS • Signes : rêver sa ville (IX) ; Jürgen Habermas, défenseur de la « modernité éclairée » (X) ; Généalogie : l'état civil en Grande-Bretagne (XI) ; Poésie : Joseph Guglielmi (XII).

SERVICES • Consommation ; Associations (XIII) ; Audiovisuel (XIV).

DISQUES • Classique ; Rock et variétés ; Jazz (XV).

NOUVELLE • Mon père, par Roland Jaccard (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 612 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 30 MAI 1982

# Le Monde

D I M A N C H E

## Des chrétiens au parti communiste

Il y a des communistes qui me disent que le parti n'existerait pas sans les jeunes chrétiens qui, génération après génération, sont venus lui apporter les capacités militantes qu'ils avaient acquises dans les mouvements de jeunesse catholique... Le vieil homme qui parle ainsi est un jésuite. Un homme qui pèse ses mots. Sa vie, depuis 1940, a constamment été mêlée à celle des communistes et du parti communiste mais il n'en a jamais été membre. « Personnellement, dit-il, ce qui m'intéresse dans la confrontation de ces deux mondes, le chrétien et le communiste, c'est ce qu'ils ont de plus étranger. »

Javier 1982 : « Y aura-t-il toujours un chrétien pour venir colmater les brèches ? » s'irrite un communiste dissident, démissionnaire d'importantes fonctions à la C.G.T. Un prêtre de la Mission de France, Bernard Lacombe, vient d'accepter de devenir membre du bureau confédéral de la centrale. Il n'est pas membre du parti communiste, mais ses déclarations, d'une simplicité quasi biblique (1), le situent dans sa mouvance. D'autres, dans l'anonymat, font des démarches analogues, que ce soit à la C.G.T. ou dans le parti. Seraient-ils plus communistes que les communistes, ces chrétiens du P.C. ?

Ce n'est pas si simple. Parmi ceux qui ont manifesté publiquement leur désaccord avec la ligne actuelle du parti ou ont été écartés de leurs responsabilités pour une autonomie de pensée jugée excessive, il y a aussi des chrétiens : des gens comme Louis Géhin, secrétaire général pendant douze ans de la C.G.T. de Renault Sandouville, ou comme Georgette Vaehrer, membre du bureau de l'union départementale (U.D.) C.G.T. du Rhône (2). Il y a également des hommes et des femmes qui ne sont plus chrétiens mais ont été longtemps des militants chrétiens : Antoine Spire, membre pendant dix ans de la direction des Editions sociales, la maison d'éditions du comité central ; Chantal Rogerat, la rédactrice en chef récemment écartée d'Antoinette, le mensuel féminin de la C.G.T. ; Louisette Blanquart, qui fut rédactrice en chef d'Antoinette, puis journaliste à l'Humanité, Jean-Louis Moynot, qui était jusqu'en septembre 1981 secrétaire confédéral de la C.G.T....

Une première remarque s'impose : les chrétiens du P.C. existent ! Leur nombre est limité mais nullement négligeable.

Peu ont de grosses responsabilités dans le parti ou la C.G.T., mais beaucoup en ont au niveau local. Faute de statistiques, il faut aller voir ce qui se

Un certain nombre de chrétiens, et particulièrement de catholiques, sont membres du P.C.F. ou sont très proches de lui. Les uns ont « sauté le pas » vers l'athéisme, d'autres parviennent à concilier leur appartenance à une Eglise et à un parti qui se réclame du marxisme, proclamé en 1936 « intrinsèquement pervers » par le pape Pie XI. Qui sont-ils et comment s'explique leur itinéraire ?

MARIE-CLAUDE BETBEDER



passé dans les quartiers et les usines. Là, de proche en proche, on en découvre un peu partout. Il n'est personne ou presque qui ne connaisse un prêtre-ouvrier, une « sœur », un membre de l'A.C.O. (3), un (e) jockey ou ancien (ne) jockey (4) qui fait partie de telle cellule, du comité de section, de l'union locale C.G.T...., communiste ou si proche que la différence n'est pas sensible à beaucoup de ceux qui les connaissent.

Il y a ainsi, au moins dans les grandes concentrations ouvrières, une assez forte « présence » d'hommes et de femmes qui assument plus ou moins complètement la double étiquette chrétienne et communiste. Plus ou moins complètement... : les classifications nettes sont à peu près impossibles. Certes, il y a des cas simples : celui de gens qui se réfèrent explicitement à Jésus-Christ, ont un minimum de pratique religieuse, et possèdent une carte régulièrement timbrée du P.C. Ils constituent le noyau de cette enquête ; mais s'arrêter à eux défigurerait la réalité. Entre eux et ceux qui sont radicalement athées existe toute une gamme de positions intermédiaires qui ne cessent d'évoluer. Et la seule frontière importante en la matière paraît bien passer entre ceux qui n'ont jamais connu qu'un christianisme sociologique et ceux qui ont vécu, à un moment quelconque de leur vie, une conviction religieuse forte.

Une strate importante des effectifs athées du parti est en effet composée d'hommes et de femmes qui ont été - en général au temps décisif de leur jeunesse - des militants chrétiens convaincus. Leur communisme en a gardé une tonalité particulière : Nicole T., issue d'une famille bourgeoise, a voulu par conviction religieuse s'insérer dans la classe ouvrière et a épousé un ouvrier. Devenue veuve, elle a adhéré au parti communiste et a été élue conseillère municipale. Maintenant, installée dans un grand ensemble, elle y a de multiples activités et sa porte est toujours ouverte au gens de son voisinage qui veulent lui faire part de leurs problèmes.

(Lire la suite page IV.)

- (1) Cf. l'article de Michel Noblecourt, dans le Monde du 23 mars 1982.
- (2) Mme Georgette Vaehrer, membre du P.C. et responsable « femmes » de l'U.D.-C.G.T. du Rhône, s'est donnée la mort le 20 octobre 1981 après son exclusion du bureau. Elle avait écrit une « Lettre aux travailleurs » pour expliquer son geste qui provoqua de sérieux remous.
- (3) Action catholique ouvrière.
- (4) JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.

## Enrichissez-vous !

par BRUNO FRAPPAT

Les riches d'un côté, les pauvres de l'autre. C'est trop injuste. Et pourquoi ne serions-nous pas tous riches ? Vieux rêve qui explique, à peu de choses près, toutes les guerres, les révolutions et les crimes.

Aujourd'hui c'est possible, mais pacifiquement. Non par la vertu du socialisme ambiant, qui prend (un peu) aux riches pour donner (un tout petit peu) aux pauvres. Non : la manne, qui n'a rien de céleste, nous arrive par la poste. Chèque après chèque, sou par sou, les Français gagnés par une fièvre de solidarité inter-bancaire et interrégionale, s'enrichissent les uns les autres. C'est le grand jeu de la chaîne des espérances folles et, littéralement, géométriques.

Ainsi fonctionne le « Cercle d'or », une chaîne d'enrichissement mutuel qui étend ses mailles de Dunkerque à Menton et de Thionville à Bayonne. C'est la chaîne des espérances folles et, littéralement, géométriques. Si vous n'avez pas encore été sollicité par le « Cercle d'or », cela ne saurait tarder. Un anchoisi, un membre de votre famille, un collègue sûr, vous détaillera bientôt la mécanique de la richesse. Il vous vendra une liste de douze noms moyennant 200 francs. Sous son contrôle, vous adresserez à la personne figurant en tête de liste 200 francs. Ensuite, il vous restera à placer votre nom sur la liste, en douzième position, à recopier deux fois la liste non sans avoir éliminé le premier nom. Ces deux listes, vendez-les, à votre tour, à deux personnes de confiance et attendez sagement les semaines et les mois.

Le calcul est aisé. Un document aussi anonyme qu'officiel qui accompagne toutes les listes le dit : vous pouvez, à terme, gagner jusqu'à 1 640 000 francs. C'est écrit et c'est scientifique : « Quand vos amis composeront leur liste, vous serez n° 11 sur 4 listes, n° 10 sur 8 listes » et, de proche en proche, vous serez, si tout va bien (et pourquoi tout n'irait-il pas bien ?) n° 1 sur 4 096 listes ». Lisez encore : « Lorsque ces 4 096 personnes vendront chacune le concept (sic) à deux personnes, il y aura donc 8 192 personnes qui vous enverront 200 francs chacune. » Total : 1 638 400 francs. Par la grâce des amis - des amis - des amis. Merci aux 8 192 généreux et anonymes donateurs !

Le bonheur à peu de frais. Mais, attention, c'est une affaire sérieuse. Gare aux amateurs qui rompent leurs chaînes et honte aux indécis qui les retardent. Le mode d'emploi du « Cercle d'or » recèle une morale de l'efficacité et de la volonté qui paraît bien portée par des vœux venus d'outre-Atlantique : « La plupart des gens connaissent le succès non parce qu'ils ont été prudents, mais parce qu'ils ont su à quel moment ils devaient agir. » Et encore cette menace pour les médians : « Si je laisse passer cette chance, combien de temps faudra-t-il pour qu'une opportunité [en français, on dit : occasion] semblable se présente à moi ? »

Le « Cercle d'or » a des centaines de milliers d'adeptes. Il a fait des ravages dans l'Est et

le Sud-Est, la région parisienne a été touchée, l'Ouest vacille. Des ouvriers ont cotisé, des employés modestes, mais aussi des médecins, des magistrats, des artistes. Face à la chance, il n'y a plus ni classe, ni race, ni religion. La confiance est générale, nationale. On vend des listes dans les salons cosués du seizième arrondissement, on voit des ménagères surmenées tenter, dans leur H.L.M., de convaincre des voisins qui tirent le diable par la queue. Le « Cercle d'or » pousse ses tentacules dans les campagnes les plus reculées, les banlieues les plus sombres.

Trop tard ! Trop tard pour l'enrayer, trop tard pour convaincre. Trop tard pour faire comprendre que s'il devait se trouver des gagnants dans cette boule de neige, ils ont déjà leur magot. Trop tard pour expliquer que, si les centaines de milliers de Français qui ont joué le jeu (de la fortune) devaient gagner, il faudrait multiplier leur nombre par... 8 192. Et que pour rendre un million de Français millionnaires, il faudrait plus de huit milliards de donateurs qui, eux-mêmes, pour s'enrichir, devraient attendre que la croissance démographique devienne géométrique...

Des plaintes ? Aucune. Au ministère de la justice, à l'intérieur, on s'inquiète, mais on a beau fouiller : personne ne se plaint. Les millionnaires frustrés ne savent pas encore qu'ils le seront. Ils ont tous entendu parler du cousin de la tante à Jules qui a entendu dire par sa femme de ménage qu'une concierge avait gagné 8 000, 10 000, 20 000 francs.

Qui se plaindrait ? Et de qui ? D'un ami, d'un parent ? Affaire privée. Et d'ailleurs, on vous le certifie, cela viendra. La pompe va s'amorcer. Ça bloque un peu pour l'instant, mais les échecs tomberont avant l'été. Gare aux déçus ! Un journaliste de l'Est républicain, pour avoir publié un article caustique mais véridique, a reçu un tonnerre de lettres d'injures et de menaces. Mais point de chèques !

On s'entre-tue aux Moulins, à Khorramshahr, la France est assassinée au Liban, la Pologne pleure mais ne rompt point, la crise est partout et l'espérance nulle part. On ne croit plus à l'au-delà. Reste à investir dans l'illusion certaine du gain, le hasard démocratique, le facile Loto, la loterie plus nationale que jamais et le P.M.U. égalitaire.

Promesses de richesses, rêves dominicaux, vacances ultramarines, machines à rêver, vidéo - mégalo - vidéo - mégalo - loisirs, machines à ça, machines à sous : la chance vous guette, travailleurs des villes et des champs, peuple de gauche ! Seizez-les !

En 1981, les Français ont dépensé plus de 7 milliards de francs au Loto, 655 millions à la loterie nationale et 19 milliards au P.M.U. Total : 27 milliards. En 1982, la France (les Français) aura accordé 5,90 milliards de francs aux affaires culturelles et 17 milliards à l'aide publique au tiers-monde.

Les affamés s'en plaignent ? Ils n'ont qu'à adhérer au « Cercle d'or ». Et, comme les Français, imaginer qu'un pauvre plus un pauvre ça doit mathématiquement donner deux riches.



# COURRIER

## La carte des régions

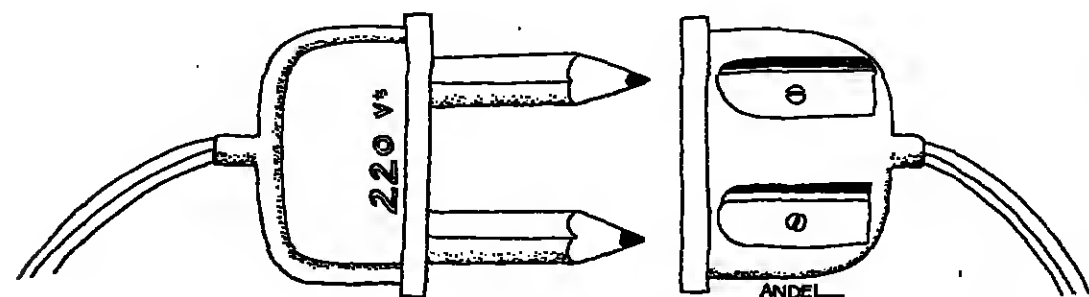
Au sujet de la carte des régions françaises (*Le Monde Dimanche*, 21 avril 1982), il faut refaire un peu l'histoire. Les dates de 1956 à 1960, auxquelles remonte le découpage, ne sont pas les plus importantes, car il ne s'est rien passé jusqu'en 1964, année de la création des Coder. Mais celles-ci, institutions mineures sans capacité financière, n'ont guère fait qu'occuper le terrain et développer l'esprit régional, ce qui n'est cependant pas négligeable.

Seule la loi de 1972, en créant l'établissement public régional

## Pertes

Je me promenaux dans les jardins du parc du Luxembourg lorsqu'un petit gars s'est approché de moi et, sans autre préambule, m'a dit : « Monsieur, j'ai perdu 3 francs. » Il avait six ou sept ans, était correctement habillé, l'air d'un petit ange avec ses cheveux blonds et son regard clair. Deux semaines plus tard, samedi dernier donc, c'était en dehors du parc, près de la place Saint-Sulpice. « Monsieur, j'ai perdu 4 francs. » Il tenait déjà compte de l'inflation.

ANDRÉ VILLE  
(Paris.)



(E.P.R.), a ouvert, avec un budget régional, une ère d'action concrète. De 1974 à 1982, il y a déjà eu neuf budgets régionaux, votés par des assemblées politiques après avis des comités socio-professionnels. Cet événement a une portée historique qui va bien au-delà de la modestie des ressources. En effet, pendant cette période, la vie régionale est née et s'est développée, discrètement mais en profondeur, à travers la création ou la mise en valeur de nombreux organismes régionaux (C.C.I., chambres d'agriculture, chambre de métiers, groupements d'employeurs, unions régionales de syndicats, etc.).

Ces entités régionales ont montré depuis dix ans une activité considérable, mise en œuvre par nombre d'hommes compétents et disposant de moyens parfois importants. Tout ce foisonnement a pour cadre les circonscriptions existantes. Il est « accompagné » par le budget régional, aux ramifications très nombreuses dans les budgets publics, parapublics ou privés.

La remise en cause du découpage, non seulement détruirait un édifice encore fragile quoiqu'il soit important, mais représenterait, au niveau des redistributions financières territoriales, un casse-tête inextricable.

Pour mieux apprécier une telle éventualité, il suffit de considérer la solidarité inébranlable du département et des très nombreuses activités situées dans ce cadre bicentenaire, et l'on comprend que tant de gouvernements et les Républiques successives aient toujours renoncé à s'attaquer à cette citadelle. Les régions n'en sont pas encore, mais leurs fondations sont déjà trop implantées pour en modifier les frontières, sans que les inconvénients l'emportent sur les avantages. D'autant qu'aux imperfections actuelles s'en substituerait nécessairement de nouvelles, objet de critiques réitérées.

Je n'évoquerai que pour mémoire l'aspect politique de l'affaire : chacun sait qu'un problème, fût-il d'une simplicité évidente, risque d'être compliqué à l'infini par les querelles byzantines que suscitent, toujours les intérêts politiques contradictoires.

Pour l'ensemble de ces considérations, mon opinion sur la carte des régions est catégorique : les obstacles au changement sont tels qu'il ne saurait avoir lieu.

JACQUES FAVIER,  
délégué F.O. au C.E.S.R.  
de Bourgogne.

## Freud, Dostoïevski

J'ai été très intéressé par le commentaire que le docteur M. Benezecq a fait de l'article consacré à Soudi et je ne puis que m'associer aux réserves qu'il fait à propos des vues génétiques de Soudi. En revanche, je suis tenté d'en faire d'autres concernant la théorie du parricide dans ses relations avec l'épilepsie de Dostoïevski.

Cette conception, défendue pour la première fois par le psychanalyste allemand J. Neufeld, ne peut être défendue que si on admet que les crises dont souffrait l'écrivain étaient hystériques et qu'il était épileptique. Je dirai, pour être concis, que le concept d'hystéro-épilepsie n'est plus guère admis et que Freud, quand il y a recours, est encore sous l'influence des idées de Charcot, dont il a suivi l'enseignement de 1885 à 1886. Il est difficile de parler d'hystérie dans le cas de Dostoïevski, tant la description faite par des observateurs est parlante. Ainsi, Strakhov (in *Cahier de l'Herne*, p. 311) : « Soudi, de ses lèvres entrouvertes s'échappa un son étrange... et il s'effondra sans connaissance au milieu de la chambre. » D'ailleurs, c'est grâce à la précision des descriptions qu'on trouvera dans l'ouvrage de J. Cattaui (1) qu'Henri Gastaut a pu modifier son opinion diagnostique quant à la nature de l'épilepsie dont l'écrivain était atteint. Dostoïevski décrit de façon très différente les crises d'épilepsie et les attaques d'hystérie de ses personnages.

Faut-il ajouter que le caractère héroïque de Dostoïevski, qui subit sans broncher, d'oc sans faire de crise d'hystérie, le simulacre d'exécution et l'interminable baignage agrémenté de monnaies de flagellation, rend cette hypothèse intenable. Enfin, des travaux soviétiques récents (Fedorov, cité par Cattaui) tendent à faire admettre que Mikhaïl Andréïevitch, père de l'écrivain, a succombé à une crise d'apoplexie et n'a pas été mis à mort et émasculé par ses serfs.

De toutes les façons, Freud ne dit-il pas lui-même qu'« Elle (la psychanalyse) doit malheureusement déposer les armes devant les problèmes de l'écrivain » ?

Docteur CYRILLE KOUERNIK.  
(Paris.)

(1) J. Cattaui. *La Création littéraire chez Dostoïevski*. Paris, Inst. Ed. Slaves, 1978.

## Romans roses

Dans *le Monde Dimanche* du 11 avril 1982, Tatiana Tolstoï, auteur de « romans roses », plaide sa cause avec humour. La dame en a par-dessus la tête des moralisateurs, des intellos, des esthètes et du M.L.F. qui, au minimum, lui donnent des leçons, et, au pire, l'insultent. Après tout, n'est-ce pas, quoi de répréhensible ? Le rêve est là pour permettre l'évasion. De quel droit interdictionnons-nous à tant de femmes de se délasser, les doigts de pied en éventail, sur la ligne Pont-de-Sèvres-Babamas-Mairie-de-Moutreuil ?

Non, nous ne comprenons pas. Nous ne comprenons pas l'étonnement de Madame Tatiana Tolstoï, ni sa colère.

Implicites dans sa diatribe, certains arguments de l'« écrivain » me rappellent des discours déjà entendus par-ci, par-là :

« L'intrigue sentimentale (des romans roses) est toujours la

même (...) Damnable ? Damnable.

Comme tous les récits des conteurs populaires qui transmettent la tradition orale sans jamais s'écarter d'une trame toujours identique.

Ainsi donc il y aurait une « culture populaire ». (...) Affirmer l'existence d'une culture populaire c'est garantir au peuple un esprit ressemblant plutôt à de la sauce blanche. La culture populaire c'est le chanteur minable des hit-parades, c'est le journal à sensation ; c'est le cinéma d'épouvante... et c'est le roman rose, ce roman-photo sans les photos. La « culture po-

ulaire » est une des armes les plus redoutables contre l'émancipation du peuple. C'est l'anticulture. Ou la culture antipopulaire, comme vous voudrez.

« (Les lectrices) ne peuvent discernier un univers fictif de la

## PARTI PRIS

### Diplomatie

Il y a des gens qui croient, sur la foi de quelques formules du type « j'attachais du prix » pour dire « je veux », que le langage diplomatique était utilisé à l'intérieur des chancelleries comme il l'est, en grande pompe, à l'extérieur.

MM. Claude Cheysson et John Doherty les ont démentis. Le ministre français des relations extérieures et le diplomate américain ont montré que, lorsqu'ils s'adressent, l'un aux agents du département, l'autre à ses supérieurs hiérarchiques, une certaine élocution de plume est fort bien admise. Dès lors qu'il s'agit, bien entendu, d'étrangers : des Anglais dans le cas de M. Cheysson, de M. François Mitterrand dans celui de M. Doherty.

A vrai dire, il n'y a rien de nouveau. Il n'est que de lire au cours des siècles les lettres à la Sérénissime République des ambassadeurs de Venise sur la cour de France ou celles de Mercy d'Argentan à M. de Marigny, impérial Marie-Thérèse sur les difficultés conjuguées de son gendre Louis XVI pour s'en rendre compte.

La langue diplomatique, au cours des siècles, a pris grand plaisir à cacher les réalités les plus graves sous les mots les plus pompeux et les plus bénins en apparence. Mais ceux qui en usent ont toujours eu besoin d'y voir clair et de parler clair. Entre eux.

S'ils cessent d'être à la tête du monde d'un langage codé, de bapteme et de froufrou, car qui sait si elle n'est pas protégée aussi bien par l'hypocrisie bien tempérée que par la dissimulation nucléaire réciproque ?

JEAN PLANCHAIS.

plulaire » est une des armes les plus redoutables contre l'émancipation du peuple. C'est l'anticulture. Ou la culture antipopulaire, comme vous voudrez.

« (Les lectrices) ne peuvent discernier un univers fictif de la

réalité. Elles prennent pour argent comptant des histoires délectables. »

Non, T. Tolstoï a raison d'ironiser : les lectrices de romans roses ne sont certes pas d'irréductibles demeurées, ni même les pires des idiotes. Le vieux prétexte du respect : on voudrait nous faire croire que les salauds sont ceux qui parlent d'éducation des masses. (...) Mais bref : là n'est pas le plus important. Il faudrait mettre beaucoup de mauvaise volonté pour ne pas comprendre l'évidence suivante : même en possédant assez de présence d'esprit pour distinguer le réel de la fiction, le véritable problème est que la lectrice de romans roses s'échappe dans un rêve destiné à la maintenir dans sa réalité. Je suis bien d'accord pour dire que le rêve est nécessaire, mais pas n'importe lequel. Au lieu de jeter dans les yeux de l'ouvrière de la poudre de perlimpinpin, des songes creux d'évasions chimériques, il serait mille fois plus souhaitable de la faire rêver à un monde où elle s'épanouirait enfin. Un rêve qu'elle saurait réalisable.

Le roman rose n'a rien à voir avec la littérature. Celle-ci n'est pas un paradis artificiel, un lieu en carton-pâte destiné à faire oublier la vie (la vraie). L'imagination n'est pas gratuite. La littérature romanesque, sous peine de tomber dans la fange d'une sous-culture sans objet et sans risque, ne doit pas se contenter de répondre aux attentes faciles. C'est exactement tout le contraire. Elle doit nécessairement être réaliste ; de ce réalisme qui n'a aucun rapport avec celui que Tatiana Tolstoï teinte de ridiculiser mais qui consiste, (...) à s'enfoncer tout droit dans la pénombre des faux débats et des idéologies jusqu'à rencontrer la réalité. Et il est bien connu (surtout depuis Sartre et Qu'est-ce que la littérature ?) que montrer la réalité signifie déjà la placer dans un processus dynamique. Combien de temps faudra-t-il encore répéter que la littérature ne doit en aucun cas « faire oublier » que cela est inacceptable et que, à l'inverse, elle doit faire prendre conscience ?

LAURENT LEFILS.  
(Vincennes.)

## VOUS ET MOI

### Bon voyage monsieur Lavoisier

Lavoisier, Noir amérain, soixante-trois ans. Barcelone, la gare Tarragona, 9 h 30 du matin. Juillet. Le soleil est là, la chaleur est là. Lavoisier est là. Petite valise à la main droite, deux bouquins dans la main gauche. La souris aux lèvres.

Sur la voie 6, le Catalen-Telgo pour Genève.

Il est 9 h 55, départ. Assis devant lui, moi. On ne s'arrête pas de bavarder pendant les dix heures du voyage. Après les présentations : l'interroge : « Savez-vous que Lavoisier était un grand chimiste français ? »

— Bien sûr, Guillotiné le 8 mai 1794. Ce sont les risques d'une révolution.

Né à La Nouvelle-Orléans où ses grands-parents ont connu l'esclavage, M. Lavoisier était devenu employé de la poste à New-York, où il avait appris le français, l'allemand et l'espagnol.

« L'Europe, cet énorme empire des Blancs, ça m'a toujours fasciné. Alors, un jour, après ma retraite, j'ai décidé de la connaître. Et comme j'adore les trains... »

Oui, les trains. Un de ses deux bouquins était l'Indicateur officiel des chemins de fer suisses. L'autre, *L'Or de Bleis Cendrars*.

« Vous savez, Cendrars est toujours en train de partir, de voyager. Il faut le lire dans un rapide en pleine vitesse. Comme lui j'ai décidé de cultiver l'optimisme. Alors je zigzague à travers l'Europe en train. Je l'aime tellement que chez moi, à New-York, j'ai un train électrique. Paradoxalement, c'est ma thérapeutique contre la nervosité du monde moderne. » Ainsi, M. Lavoisier avait fait du train sa maison roulante, parcourant la ville de l'Europe avec une curiosité tenace.

« C'est très simple. Il faut avoir de la volonté et être bien renseigné sur les horaires. Pour dormir, je prends toujours un train de nuit. Pas besoin de couchette. Avec

cette carte de transport valable trois mois, je peux aller à Paris quand je veux et en première classe. C'est fantastique. Le jour, si je ne m'arrête pas dans une ville, je voyage souvent en seconde. Rien de mieux pour connaître les gens du pays. Mais le soir, on allonge les banquettes, on dort plus confortablement en première. Et à mon âge... »

J'ai encore appris que M. Lavoisier allait chercher son linge à Genève, et que, pour dormir, il prendrait le train de 22 h 13 pour Paris, où il allait savourer un petit déjeuner et revoir les impressionnistes au Musée du Jeu de pousse.

Après, je saurais dans le Jean-Jacques Rousseau pour Lavoisier qu'il arriverait vers les 21 heures, à temps pour manger une sandwich maitre-d'hôtel au buffet de la gare et repartir par l'Express de 23 h 54 pour Milan, où la Scala m'attend avec *La Traviata* — in extenuis — car ça m'a-t-elle, l'opéra se fait rare.

Mais tous ces va-et-vient doivent vous fatiguer énormément, non ?

— Mon cher ami, pendant trente-huit ans je me suis laissé emporter par une vie de routine épuisante. Maison-travail, travail-maison, bonjour, bonsoir, comment ça va, tout va bien, télé, cinéma, femme, enfants, petits-enfants, maison-travail, travail-maison, etc., etc., et ces ex-citers pouvaient remplir une cathédrale. Un jour, je me suis rendu compte que j'avais soixante-dix ans, que j'avais rien vu de ce que je voulais faire, rien vu de ce que je voulais voir, et comme je n'en ai pas pour très longtemps... C'était maintenant ou jamais. Oui, c'est fatigant. Mais cette fatigue est remplie d'un tel bonheur que je ne la sens presque pas. Ça sont trois, parfois même six mois, d'une vie intense, mais je la vis passionnément. Je ne veux plus perdre un train. Je ne peux plus me permettre de perdre un train.

Nous nous sommes séparés à Genève. Je reverrai encore plusieurs fois M. Lavoisier à Domo-dossola où, venant de l'Italie, il allait jusqu'à Berne prendre une douche aux bains publics de la gare. A Munich où, par l'express de nuit, il allait à Copenhague et, puis par je ne sais plus quel train jusqu'en Laponie pour ne pas rater le soleil de minuit. A Vienne, où il sortait de l'Orient-Express où l'entraînait A. Medrid, enfin où il allait prendre un train pour la Côte sud et ne se rappelait plus si c'était à Dijon ou de nouveau à Genève qu'il avait laissé son linge sale.

Madrid, midi, gare Chemartin, buffet de la gare, Lavoisier et moi. « Si j'avais votre âge je rentrerais dans un train à Libonne et j'irais jusqu'à Vladivostok. N'est-ce pas formidable ? Libonne-Vladivostok ? C'est Rhodes, que d'ailleurs j'ai mis dans ma liste noire, à eu tout de même cette grande ambition de faire une voie ferrée de Cap-Town au Cap. Vous vous imaginez cela : du sud au nord de l'Afrique en train ? Cela pourrait être merveilleux parce que l'Afrique est le seul continent qui a encore une âme. Ça n'est pas moi qui vous le dis, c'est ce fut Henri Miller. Mais il se fait tard et moi je veux me baigner dans la Méditerranée. Au revoir mon ami. »

Il est parti vers le sud, moi vers l'ouest. Lui, M. Lavoisier, Noir américain de soixante-trois ans, le sourire aux lèvres. Moi, encore jeune et en bonne santé, frustré, désespéré.

Dès le prochain arrêt, dès le prochain gare, je partirai avec toutes mes forces à la recherche de ce train perdu, ce train dans lequel je veux, nous voulons, nous devons tous entrer.

Maison-travail, travail-maison, maison-gare-train-départ... pour au moins essayer, et essayer et encore essayer de vivre. « Bon voyage, monsieur Lavoisier. »

PEPE DINIZ.

## Psy

S'il est en ce moment beaucoup question de sectes et de leurs ravages, parle-t-on assez des très fâcheux effets de certaines psychothérapies et psychanalyses sur des sujets qui, la plupart du temps, n'en auraient nul besoin ? La fille d'un ménage de mes amis (oiseau « cadre supérieur, grande école », âgée d'une vingtaine d'années, s'était confiée à un psychanalyste, censé lui insuffler la confiance en soi dont elle manquait peut-être encore (jolie, intelligente, études universitaires couronnées de succès). Pour quel résultat ? Elle a « ouvert les yeux », et s'est rendu compte qu'elle était malheureuse, depuis longtemps, sans que nul ne s'en doute, même pas elle, auprès d'une mère possessive et d'un père égoïste — et aussi que la grande liberté dont elle jouissait auprès d'eux n'était qu'apparence trompeuse. En fait, elle leur était trop attachée, ce qui était anormal, et elle devait rompre le plus vite possible des chaînes d'autant plus dangereuses que dissimulées sous des fleurs. Quand les parents, éberlués par son changement d'attitude et par le jargon dans lequel elle exprimait ses états d'âme — sans pouvoir, et pour cause, avancer aucun grief précis, — ont voulu prendre contact avec le psychanalyste (tout disposés à profiter de ses conseils), celui-ci s'y est refusé : à eux de « s'interroger » pour comprendre leurs manquements...

Pour finir, la jeune personne a totalement rompu avec ses parents, les a, au véritable sens du terme, reniés, ainsi que le resto de sa famille. Il y a un an de cela, et mes amis, au désespoir, n'ont que la consolation de souhaiter qu'elle se trouve désormais parfaitement bien dans sa peau grâce à ce traitement draconien... Il est, bien entendu, impossible d'intervenir pour que de tels « psy » ne puissent plus jouer d'une totale impunité. Si, toutefois, ma lettre pouvait mettre en garde une seule famille et lui éviter une aussi douloureuse épreuve, je ne l'aurais pas écrite en vain.

Sans doute quelques rares psychanalystes peuvent-ils améliorer l'état de gens très atteints, mais la majorité des autres ont un rôle néfaste. C'est d'ailleurs l'avis qu'exprime dans ses ouvrages le professeur Baruk, éminent psychiatre : les psychanalystes créent une race de « persécutés », qui rejettent sur leur environnement (et d'abord sur leur famille proche) la responsabilité de toutes leurs frustrations, véritables on fabriques, et qui ne connaissent ni le dialogue ni le pardon.

A. Z.  
(Paris.)

## L'enveloppe

Un de mes amis, jeune professeur auxiliaire, écologiste et végétarien, vient de se voir infliger une amende de 200 F par le tribunal d'App, pour avoir jeté un papier dans notre belle campagne française.

Ma malhonnêteté a été, par un bel après-midi de septembre finissant, de passer le dernier — avant les gendarmes — au bord de ce pré de Boux.

C'est en pure perte qu'il s'est déplacé et expliqué : son enveloppe, coiffant le tas d'ordures du tout un été, le désignait en toute logique comme le responsable de ce mètre cubo de boîtes de conserves et autres détritus, et signait sa condamnation.

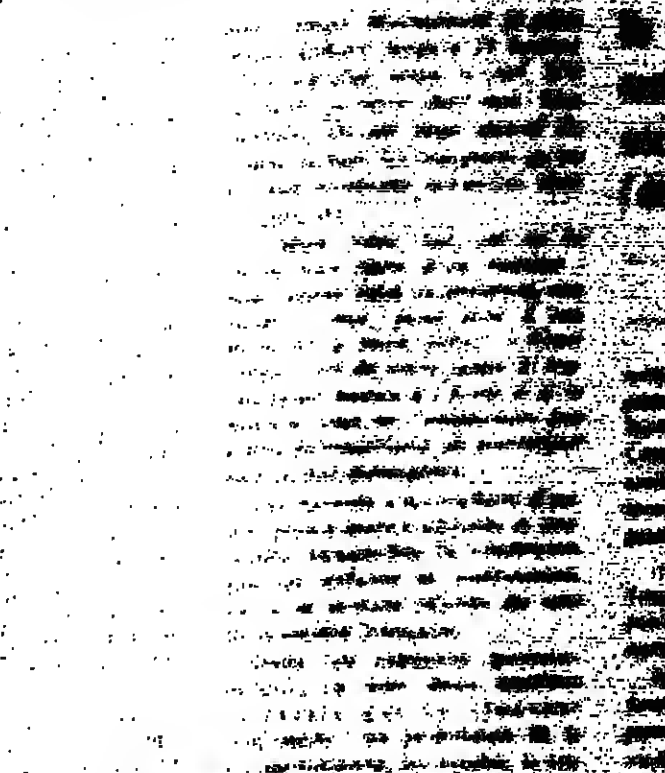
CHRISTINE ROSSET.  
(Alsace-Provence.)

Inscrit dans  
"PARIS PAS CHER"  
Fabricant vend directement  
ses bijoux au poids.

Cours du 19 mai :	
chaîne de cou	146 F le gr.
alliance	182 F le gr.
bracelet bébé	191 F le gr.
medaille	206 F le gr.
sauvart	258 F le gr.
gourmette	174 F le gr.
chevaliers	171 F le gr.
Choix en bagues, boucles d'oreilles, alliances brillants.	
Achat vieux bijoux.	

LE BIJOU D'OR  
1, rue Saligny 191 1er étage  
Mo Cadet, T. 246.46.98  
Catalogue sur demande

## Enfants de Maghré



Enfants de Maghré... (The text in this section is mostly illegible due to the quality of the scan and the angle of the page.)

مركز لدراسة



# AUJOURD'HUI

## Les enfants de Maghrébins entre la différence et l'indifférence

Il y a environ cinq cent mille de moins de vingt-quatre ans. Pour les désigner, on utilise toute une série de qualificatifs plus ou moins ambigus : « enfants illégitimes », « enfants de nulle part », « Génération zéro » ou « deuxième génération ».

La migration maghrébine, essentiellement composée d'hommes seuls à l'origine, ne cesse de se transformer, au fur et à mesure des années, en un phénomène familial.

Plus du tiers des Maghrébins avait moins de dix-sept ans lors du recensement de 1975. C'est dire le changement des données du problème pour les États, les peuples et les individus des deux côtés de la Méditerranée.

Alors que les parents (surtout le père) étaient venus travailler en France, les jeunes, eux, veulent y vivre.

Pourtant, cela ne paraît pas évident pour tous. Djamel, vingt-trois ans, éboueur, s'en inquiète à juste titre :

« Le père était en dessous du plancher : on le rejetait. Le fils, lui, il veut se mettre sur le toit : on ne l'accepte pas non plus. Qu'est-ce qu'on tolère alors dans cette société ? »

Pour bon nombre d'enfants de Maghrébins, la discrimination commence dans le milieu scolaire.

Le cas de Bachir, vingt ans, tourneur, est de ce point de vue révélateur : « L'école, moi, je l'ai mal vécue. Je n'avais pas le goût d'étudier parce que j'étais mal reçu par le professeur. Je devais passer en sixième. Les maths, j'aimais ça et j'étais bon élève. J'avais une copine. Souvent elle copiait sur moi. Nous étions en C.M. 2. Elle est passée en sixième et moi, la directrice ne m'avait même pas présenté. »

« J'ai fait les sixième et cinquième de transition. Comme ils voyaient que je n'avais rien à apprendre, ils m'ont dirigé en cinquième normale, et en quatrième j'ai quitté. Ensuite, je suis entrée en P.J.T. (Préparatoire jeunes travailleurs). Au bout d'un certain moment, ils m'ont dit : « Qu'est-ce que tu veux qu'on t'apprenne à toi ? » Des maths, j'en avais plein la tête ! »

« Et ils m'ont orienté ! Je voulais devenir monteur-câbleur en électronique, mais ce n'était pas possible d'après ce qu'ils disaient. Alors, j'ai appris le métier de tourneur et j'ai eu mon C.A.P. »

« Ce n'est pas pour me vanter, mais j'en ai dans la tête ! J'aurais pu poursuivre loin mes études. Malheureusement, il y a des tas de choses qui nous empêchent, en tant qu'immigrés : certains professeurs, le racisme et le reste... »

En dépit de brillantes réussites individuelles, le pourcentage des échecs scolaires parmi les jeunes Maghrébins est particulièrement élevé.

Il s'ensuit un certain malaise au sein même de la famille. Louisa, dix-huit ans, élève en comptabilité, explique pourquoi :

« Les parents veulent que leurs enfants arrivent à être des ingénieurs, des docteurs. Ils ne comprennent pas lorsqu'ils voient les garçons devenir peintres en bâtiment et les filles dactylos. »

La déception est à la mesure des grands espoirs fondés sur l'école, ultime chance d'accès à une promotion sociale tant attendue.

Filles et fils de prolétaires, les enfants de Maghrébins réalisent, en tous cas, que pour réussir leur vie, il leur faudrait surmonter beaucoup d'obstacles. Ils savent plus que d'autres, de par l'expérience qu'ils vivent, ce que signifie l'exploitation de l'homme par l'homme, le pouvoir de l'homme sur la femme.

Farida, vingt ans, chômeuse, raconte comment elle essaie de le faire comprendre à ses parents :

« Au début, je ne pouvais pas sortir. Ça s'est amélioré ces der-

niers temps. Maintenant, je peux rester dehors jusqu'à 21 heures. C'est surtout selon le ciel. S'il est noir, je reste chez moi. Mes parents, ils ont peur quand ils voient la nuit. Ils craignent qu'an ait des relations sexuelles avec les garçons. »

« Mon frère, lui, on ne le laisse rien faire à la maison ; nous avons saisi ce prétexte, ma sœur et moi, pour dire à ma mère et à mon père : « Vous voyez, c'est de votre faute. Il travaillerait mieux à l'école si à la maison vous ne l'empêchiez pas d'être débrouillard, de participer aux tâches ménagères. »

Les parents s'accrochent d'autant plus à leurs traditions et coutumes, auxquelles ils voudraient que les enfants se conforment, qu'ils se sentent rejetés du sein de la société française.

Dans les rapports parents-enfants, ce sont deux modèles culturels qui se trouvent confrontés : les problèmes de la vie quotidienne, les études, le tra-

ils sont un demi-million à souhaiter à la fois de rester différents et d'être acceptés. Ahsène Zehraoui, sociologue de l'immigration maghrébine, analyse l'état d'esprit de la génération née en France.

AHSÈNE ZEHRAOUI

constate amèrement Bachir, on pense à quelqu'un de perdu, sans haine, qui n'a plus rien. Cette image misérabiliste que la société, à l'instar des parents, leur donne d'eux-mêmes, les jeunes la rejettent.

« On dit que nous sommes délinquants, remarque Bachir, parce que nous refusons de nous mettre à genoux. »

Selon Louisa : « Certains enfants deviennent délinquants parce qu'ils sont rejetés par la société. Ils n'ont pas d'argent et

que lui, il est reçu avec le savoir et moi comme une maladie incurable. J'ai été au chômage. Ils ne m'ont jamais dit : « Viens un boulot pour toi ». Moi, je suis le « mauvais statut ». »

### Repérables

Les enfants de Maghrébins, venus ou nés en France, estiment avoir les mêmes droits que les jeunes Français. Aussi s'expliquent-ils difficilement certaines

La question de la nationalité et du service militaire pour les Algériens, source de tensions dans certaines familles et de conflits psychologiques au niveau individuel, s'inscrit dans ce contexte.

En vertu du statut de l'Algérie (considérée comme une province française) durant la période coloniale, les enfants nés en France, de parents algériens, après 1963, sont, en effet, citoyens français jusqu'à leur majorité. C'est seulement à l'âge de dix-huit ans qu'ils ont la possibilité de demander la rupture des liens d'allégeance, pour prendre la nationalité des parents.

Pour Nadia, dix-sept ans, lycéenne : « C'est un problème pour les gens et surtout pour la loi. Depuis que je suis petite, je ne me suis jamais sentie arabe ou française. Pour moi, ça n'a aucune signification. »

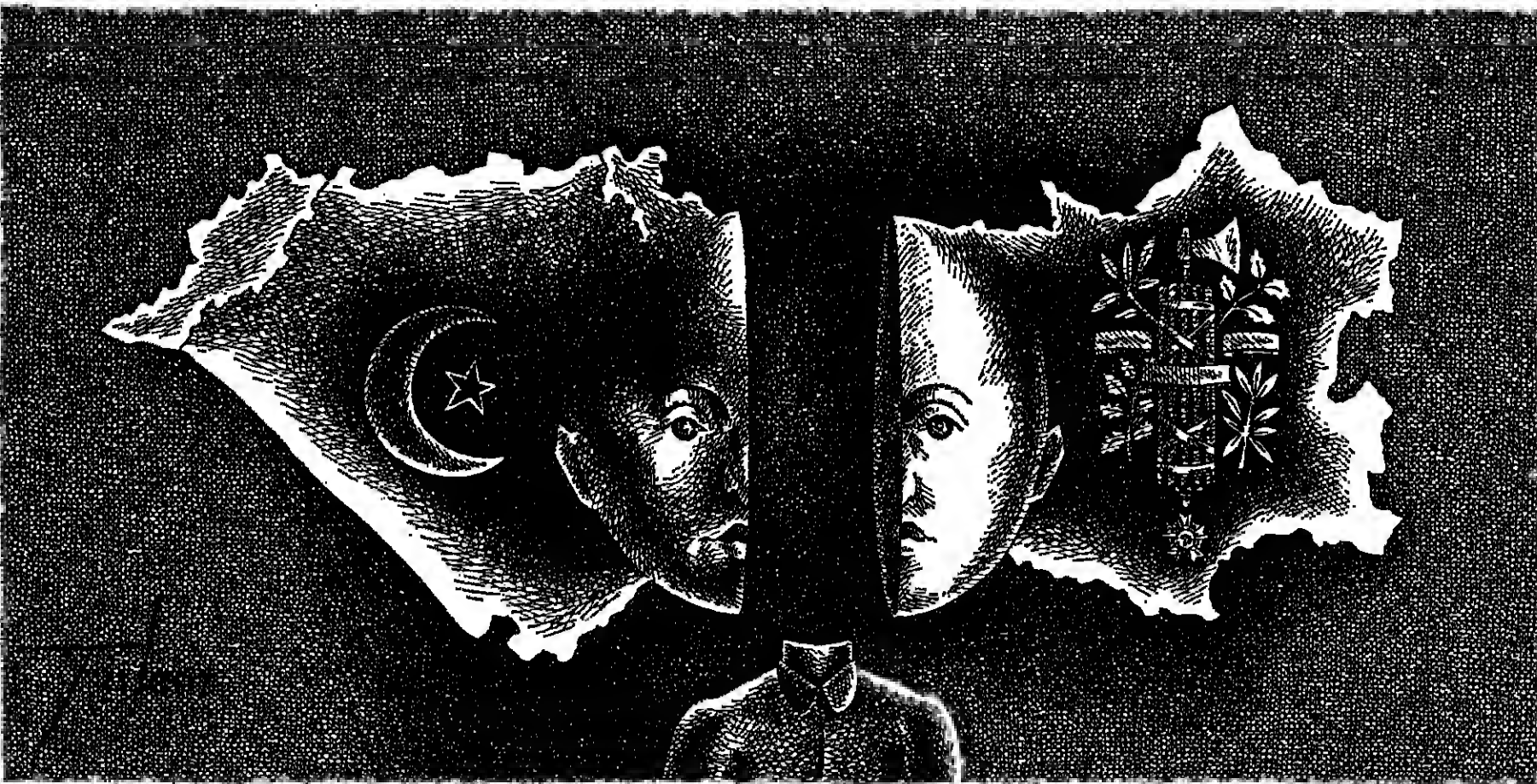
« Je suis de nationalité française : mes deux frères, ma sœur

d'immigrés n'ont la possibilité d'apprendre les langues des pays d'origine que dans le cadre du tiers-temps pédagogique, et les efforts déployés pour promouvoir la culture populaire maghrébine restent limités.

Il est vrai que, jusqu'à présent, les sociétés française et maghrébine, les immigrés eux-mêmes, avaient tendance à considérer le phénomène migratoire comme une sorte d'accident de parcours sur les chemins de l'histoire. L'idée de l'insertion définitive est encore actuellement difficilement admise par certains.

La colonisation n'est pas étrangère à ce type de perception et de réaction. C'est que les rapports du passé entre le Maghreb et la France continuent d'imprimer les comportements du présent.

Les anciens, lorsqu'ils quittaient leur terre natale, pensaient rarement s'installer. Tout au long de leur séjour, ils rêvent de retourner dans le pays d'origine.



JULEM

vail, les sorties et le mariage des filles peuvent donner lieu à des malentendus et à des conflits graves.

Ainsi, les filles, refusent de devenir femmes au foyer, comme leurs mères. Elles revendiquent le droit de sortir, d'exercer une activité professionnelle et de choisir librement leur époux (1).

« Si les parents ne nous laissent pas sortir, c'est à cause du mariage », raconte Larissa. Les mères ne sont pas racistes, mais ils veulent quand même que ce soit un musulman. Le père veut « caser » sa fille, après il sera content. Il dira : « J'ai fait mon devoir. » Moi, je ne sais pas encore. Je sais que ce sera à moi de décider. »

Le fait que la majorité des enfants ne parlent pas la langue parentale (l'arabe dialectal ou le berbère) aggrave les incompréhensions, accentue les tensions qui débouchent parfois sur de véritables drames.

Autre refus : la reproduction de la force de travail.

« Ce n'est pas parce que mon père a été terrassier que je suis obligé de prendre la pelle et la pioche », explique Saïd, vingt-deux ans, agent commercial, qui ajoute : « J'espère en quelque temps, en faisant un boulot honnête, amasser autant d'argent que mon père en vingt ans. »

Les enfants de Maghrébins ont hérité de deux histoires en négatif : celle du père, l'immigré simple forcé de travailler et celle de la mère, femme sans voix. Êtres, dont on connaît mal le passé, la culture. « Quand on dit immigré,

on des problèmes dans leur famille. Ils font du bruit pour montrer qu'ils existent. » Nourredine, dix-neuf ans, étudiant en droit, analyse encore plus clairement les causes de cette délinquance de la misère : « Je n'ai personnellement pas de problèmes, précise-t-il, mais les délinquants, il y en a et il y en aura toujours dans une société où certains jeunes vont de l'école au chômage et du chômage à la prison. »

La situation sociale d'une majorité de familles immigrées reste précaire. Farida en dresse le constat : « Je vis à Vitry dans une cité pas très joyeuse. Il n'y a pas tellement de loisirs. C'est plutôt du béton. Les enfants s'amuse dans la rue. En général les familles immigrées ont beaucoup d'enfants. Ils les mettent dehors parce que, justement, le logement est assez serré. Moi, je vis dans une H.L.M. en F4. Nous sommes onze enfants. Mon père est manœuvre. Il est en accident de travail et ma sœur travaille dans un bureau. On essaie quand même de se débrouiller pour pouvoir payer ce qu'il faut. C'est-à-dire la carte orange, la nourriture, le loyer et tout... »

Mais ces difficultés ne sont-elles pas aussi celles des enfants des familles ouvrières françaises qui partagent en partie les mêmes conditions sociales que les immigrés ? « La différence entre moi et un jeune Français (pour moi, nous sommes tous égaux), explique Bachir, c'est

réactions à leur égard : « Toute ma jeunesse, j'ai souffert d'avoir les cheveux frisés et le teint bronzé, raconte Djamel. Je suis facilement repérable surtout pour la police. Quand il y a des contrôles, le premier visé c'est toujours moi, même lorsque je suis bien habillé. »

« Ce qui est malheureux, ajoute Bachir, c'est qu'ils n'essaient vraiment pas de savoir qui nous sommes. Le raciste, c'est celui qui insulte l'autre sans le connaître. Pour moi, ce n'est pas l'être humain, le Français qui veut cela. Les gens sont commandés par les gras portefeuilles, ceux qui sont bien dans leur vie. L'être humain, c'est comme l'ordinateur. L'ordinateur, on lui met un fichier et il répond. L'être humain, on lui plante des choses dans la tête et il les répète. »

« Nous, malgré que nous ne sommes pas dans des clubs, nous sommes des révolutionnaires contre le racisme. On a fait comprendre à des Français que l'immigré, c'est un être humain. Rien de plus, rien de moins. Nous en avons convaincu plusieurs. Mais ceux qui sont au-dessus, on ne peut malheureusement pas les connaître : ils nous considèrent comme les déchets de la société. »

Pour les enfants de Maghrébins le droit à la différence, c'est la reconnaissance du droit à être comme tout le monde.

Or on veut constamment les contraindre à se situer, à se définir entre deux cultures, deux sociétés, deux pays.

et mes parents sont algériens. Cela m'est imposé. Je n'ai pas choisi mon pays de naissance. »

Seuls les Algériens se trouvent dans cette situation pour le moins paradoxale. Car, pour ne parler que des Maghrébins, les enfants nés de parents tunisiens ou marocains, gardent la nationalité du père jusqu'à leur majorité. Ils peuvent alors opter pour la nationalité française.

Tout se passe comme si l'on voulait nier à ces jeunes la possibilité d'être « quelque part entre deux », pour reprendre l'expression de René Allio.

### Accident de parcours

Au demeurant, les moyens mis en œuvre facilitent-ils un choix toujours douloureux ? Pour le moment, conformément à une circulaire de 1975, les enfants

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérants :  
Jacques Favret, directeur de la publication  
Claude Jélin.

Imprimerie  
du « Monde »  
15, rue de Valenciennes  
75001 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
I.S.S.N. : 0395-2037.



# Des chrétiens au parti communiste

(Suite de la première page.)

Il est sans doute dur de le dire à propos d'une femme généreuse, d'une patience et d'une gentillesse inusables : mais, bien qu'elle soit devenue athée, elle a exactement le comportement des « dames d'œuvres » chrétiennes de jadis : le même dévouement un peu inquisitorial, le même paternalisme, le même type de prosélytisme... Marcel, lui, est un ancien prêtre de paroisse. Venu d'un coin de Bretagne où l'Eglise était encore à l'apogée, il y a une trentaine d'années, de régenter la vie quotidienne, il a été dans sa paroisse de banlieue un curé fort autoritaire. Devenu par la suite communiste, athée et permanent d'une union locale C.G.T., il dirige le syndicat comme naguère sa paroisse, en dictant ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire, et en répercutant plus fidèlement que personne, avec la rigidité du docteur, qu'il n'a jamais cessé d'être, toutes les consignes venues de l'appareil.

De même, on ne peut pas tracer de frontière rigide entre les chrétiens du P.C. et ceux qui, à

certain nombre d'entre eux soient amenés à franchir le pas décisif aux alentours de 1950.

Les uns le font par appartenance de classe. On les trouve en particulier dans les régions catholiques du Nord, qui se révèlent plus ouvertes au communisme que les milieux laïques traditionnels : « Cela donne un certain type de militants qui se trouvent assez à l'aise dans le stalinisme, qui attachent beaucoup d'importance à l'esprit de communauté et se saignent plus de justice sociale que de libertés qu'ils disent valantiers farmentés (7). »

Les autres se veulent communistes parce que chrétiens, au terme d'un long cheminement qui a souvent son origine dans la JOC ou dans la lecture du livre de l'abbé Godin, *France, pays de mission*. Pour eux, la foi implique un engagement radical « au service de la classe ouvrière », un don de soi aux « plus pauvres » en qui s'incarne le Christ. Il n'y a pas de frontière entre le religieux et le politique. Pourtant, ils peuvent rarement exprimer leurs convictions, car

La troisième vague sera postérieure à 1968, mais elle s'annonce déjà dans les années précédentes : le marxisme se répand partout sous des formes diverses. Jean XXIII et Vatican II ouvrent les portes de l'Eglise au monde moderne. Du côté communiste, la résolution du comité central d'Argenteuil, en 1966, déclare : « Le marxisme apprécie les changements qui se manifestent dans le monde chrétien. » Marx n'a-t-il pas écrit que la religion n'est pas seulement répression mais aussi protestation ? « L'importance de l'histoire des prières-ouvriers n'a pas été saisi sur le moment par le parti, reconnaît André Moine, collaborateur du comité central. Elle a été vue seulement comme une manœuvre de l'Eglise. A la réflexion, et face à la pratique, on s'est rendu compte qu'il y avait autre chose que ces prières, avec leur foi, réussissaient à caler au mouvement ouvrier. Quant au Concile, il a bien fallu le considérer comme un tournant véritable ! » Sous l'impulsion notamment de Roger Garaudy, des débats s'organisent entre intellectuels chrétiens et communistes.

Les barrières vacillent. « A ce moment-là, note Antoine Spire, j'étais à la JEC : il y avait une sorte de fascination parmi les chrétiens pour le P.C. Nous aspirions à une action sur les structures à l'intérieur d'une grande organisation capable d'imposer leur transformation. Lui-même adhère à la fin de 1967.

Mai 1968 est un moment difficile pour les étudiants communistes mais ils récupèrent vite leur influence. Dès juillet, assure-t-il, le vent tourne : il peut parler de l'engagement communiste

l'humanité une « Lettre au Nazarene » : « Je m'adresse à toi, à Nazarene, avec le respect que ton prestige m'impose, à moi qui, humblement, partage la foi dans la destinée de l'homme... »

Il règne une certaine euphorie, à ce moment-là, dans les milieux communistes au sujet des chrétiens (12) : André Moine, citant Maxime Gremetz, parle de « cohérence » et de « correspondance profonde entre les aspirations de millions de chrétiens et les aspirations des communistes », alors que le rapprochement concerne seulement une petite frange militante. Certes, on sait depuis un sondage IFOP-Le Point de 1973 que 64 % des prêtres de moins de quarante ans votent à gauche, et, depuis une enquête *Figaro-Sofres* de la même année, que 44 % des Français estiment qu'un chrétien et communiste (proportion qui passera à 46 % en 1982). Mais les travaux menés à cette époque par Guy Michelat et Michel Siman démontrent que conservatisme et pratique religieuse sont toujours aussi étroitement liés (13).

## La double appartenance

En février 1979, le parti communiste marquait néanmoins une étape supplémentaire dans sa renouveau à l'athéisme militant, en modifiant l'article premier de ses statuts. Désormais, « l'adhésion au matérialisme n'est pas une condition d'admission au parti ». Et, en octobre 1980, à Marseille, Maxime Gremetz en venait à affirmer que le marxisme n'est pas un athéisme, mais seulement un système de

tant, et c'est peut-être ce qui les caractérise le plus profondément, des gens de l'unité : unité de la classe ouvrière par-delà la coupure entre socialistes et communistes, cégétistes et cégétistes, chrétiens et athées : unité de l'Eglise par-delà les classes ; et même unité entre ces deux univers dont ils représentent l'unique et étonnant point de jonction.

Le prix qu'ils paient pour cette soit d'unité, face aux multiples contradictions qui les tiennent en tenaille, semble bien être leur assujettissement à une logique de la simplification : Dieu, ou plutôt Jésus, est l'humanité souffrante, le parti communiste est l'instrument concret de sa défense et de sa libération : le christianisme est l'amour, le parti, l'efficacité. Très exactement cette « simplicité biblique » qui transparaît dans les propos de Bernard Labadie. Conséquence première de cette attitude : les mots pour dire la double identité sont quasi immuables. En une quarantaine d'années, ils n'ont pratiquement pas changé. Pas plus d'ailleurs que n'ont changé les attitudes profondes, ainsi que la double empreinte d'un certain mysticisme et d'une acceptation globale des structures et de ce qu'elles véhiculent.

## Des noces mystiques

Du mysticisme, les témoignages sont innombrables. « J'adhérais au P.C. au début de 1949, raconte Emmanuel Le Kny Ladurie (15), qui en est aujourd'hui fort loin. C'était une conversion... Toutes proportions

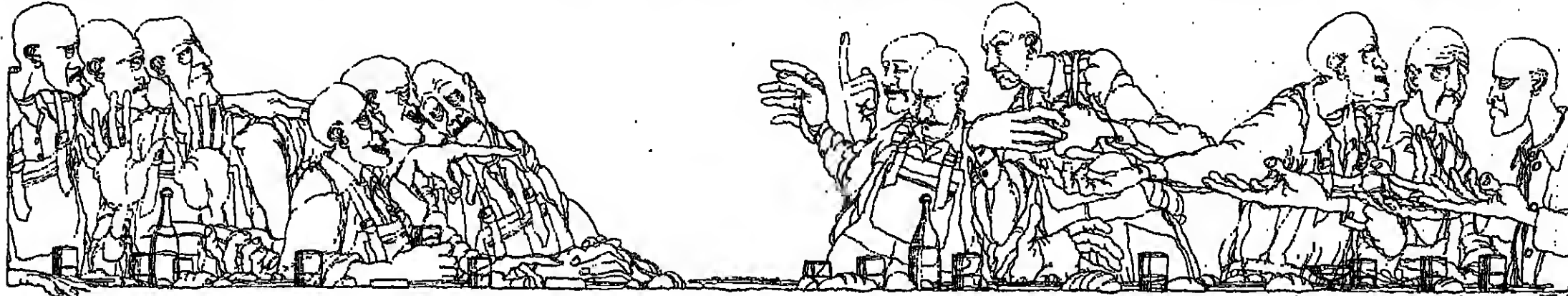
priori, la logique interne des mouvements d'Action catholique, parce qu'ils poussaient leurs membres à prendre leur milieu en charge, ne pouvait les amener qu'à une émancipation religieuse et politique. Or la JOC et l'A.C.O. ont échappé aux crises qui ont, de fait, secoué tous les autres mouvements, et elles se sont toujours pliées au fonctionnement de l'institution.

Il leur a manqué, pense R. Du-long, les deux éléments qui ont fait de la JAC un vigoureux agent de transformation du milieu rural :

« Une église puissante et conservatrice. L'Eglise en milieu ouvrier était faible. Une fois passé le temps des anathèmes, elle a vite compris qu'elle devait laisser à la petite troupe qu'elle influençait une liberté de fait dans ses choix politiques.

Un champ social ouvert. Le milieu que la JAC avait la charge d'influencer ne disposait d'aucun syndicat ou parti capable de prendre en charge son indispensable transformation. Ses initiatives n'ont donc pu s'y déployer librement et prendre de l'envergure. Le champ social proposé à la JOC était, lui, occupé par le P.C. et la C.G.T. Il était très difficile d'y faire sa place au soleil, même si le développement de la C.F.D.T. a finalement démontré que ce n'était pas impossible. La volonté de changement des militants chrétiens s'est donc trouvée en quelque sorte pré-dirigée vers le P.C. et la C.G.T. : et leur itinéraire, canalisé d'une institution à une autre institution.

D'ab la propension à penser le parti comme une Eglise dont il est nécessaire de rester solidaire



la C.G.T., partagent sa vision politique. Tel ou tel a renoncé à prendre « sa » carte du parti pour éviter des conflits familiaux ou par crainte de se couper de son entourage : tel autre, parce qu'il est plus à l'aise dans le militantisme syndical ; tel autre, encore, parce qu'il se juge plus utile au parti en restant à sa périphérie.

## La main tendue

L'aventure des chrétiens communistes a commencé en 1936. L'héritage triomphe en Allemagne, le P.C. a pris conscience du danger et éreinte des alliances, la JOC, lancée quelques années plus tôt pour « recueillir la jeunesse ouvrière au Christ », a pris un départ vigoureux. Le 17 avril, à la radio, Maurice Thorez « tend la main » non pas aux chrétiens mais aux ouvriers chrétiens, appel qui se prolongera à l'intérieur du parti par des débats qui manifestent une réelle volonté de rupture avec l'antichristianisme commun à toute la gauche et même à une bonne part des milieux simplement républicains.

L'attitude des communistes par rapport à la religion ne change pas pour autant : on propose une alliance entre exploités « malgré » l'obstacle que constitue la croyance. Un mois plus tôt, une encyclique de Pie XI a proclamé le communisme « intrinsèquement pervers ». Tout est donc en place, mais... les acteurs restent en coulisse. Il faudra la Résistance pour qu'ils s'en sortent et que les mains se serrent effectivement. « En Bretagne, par exemple, raconte Alexandre Adler (5), en particulier dans les Côtes-du-Nord intérieures et le Finistère, il y a eu de nombreux F.T.P. (6) qui étaient des chrétiens fervents : il s'est ainsi constitué des zones « rouges » sur une base catholique. A la Libération, les esprits sont plus tournés vers une collaboration avec le P.C. que vers l'adhésion proprement dite. Il faudra les tensions liées à la guerre froide, qui se traduisent, côté catholique, par des condamnations en rafale de tous les « compagnons de route » du parti — pour qu'un

l'athéisme est virulent dans le P.C. de l'époque. « Cette génération qui a dû faire des ruptures si importantes est restée marquée par une liberté d'esprit particulière », observe Louisette Blanquart, entrée elle-même au parti en 1948.

L'A.C.O., qui naît en 1950, se définit comme un lieu de réflexion pour militants chrétiens diversément engagés dans le mouvement ouvrier ; mais l'extrême limite tolérée est la participation à la C.G.T., et il semble bien que, jusqu'en 1968, il n'y ait pas eu ou presque de communistes à l'A.C.O. et à la JOC. En revanche, brutalement stoppés dans leur action par une décision romaine de 1954, un certain nombre de prêtres-ouvriers sont entrés au P.C. dès cette époque. En outre, ici et là, commencent à se constituer des groupes informels, donc autonomes, où les communistes auront vite leur place ; par exemple à Grenoble et à Lyon.

## La troisième vague

La guerre d'Algérie va relancer le mouvement. Les deux seules forces de protestation qui se manifestent alors dans le champ politique sont le P.C. et un certain nombre de chrétiens : jeunes de la JEC (8) de la Route (9), lecteurs de *Témoignage chrétien*, de la *Leitire* (10)... ils sont d'autant plus attirés par le parti qu'ils sont minoritaires et que l'Eglise s'efforce de bloquer leurs initiatives. Mais « c'est une rencontre ratée, fait remarquer Antoine Spire. Les chrétiens sont à la recherche d'un parti progressiste aux côtés duquel agir en faveur du tiers-monde, mais ils trouvent en face d'eux un P.C. inquiet de l'opinion de la majorité des Français, qui va finalement choisir d'apporter son soutien à Guy Mollet et de mettre une saurine à sa politique de soutien à l'Algérie. Les plus résolus des chrétiens vont alors le dépasser sur sa gauche : ce sont les premiers signés avant-coureurs du gauchisme chrétien... »

Malgré les déceptions, le fait d'avoir lutté côte à côte conduira des chrétiens à rejoindre ensuite le P.C. (11).

dans un camp de JEC où tous les jeunes sont gauchistes et y faire entendre ses critiques sans difficulté.

En marge de l'Eglise officielle, de petits groupes d'étudiants, communistes ou non, commencent à former des « communautés de base » : les plus religieux font également partie d'associations qui cherchent à développer un « militantisme spirituel ». C'est le moment où le parti va enregistrer sa plus forte vague d'adhésions, chrétiennes, en milieu ouvrier ou étudiant. La secousse de 1968 et les espoirs liés à la signature du programme commun vont entretenir le flux pendant plusieurs années. Les initiatives des communistes en direction des chrétiens se succèdent, elles aussi, sans discontinuer.

Deux exemples parmi d'autres : en 1974, Georges Marchais participe au rassemblement de la JOC ; et, le 25 décembre 1975, André Wurmser publie dans

pensée qui refuse de s'appuyer sur des prémisses religieuses.

Au terme de ce long parcours, la double appartenance a cessé d'être un périlleux exercice de haute voltige. Il arrive aux chrétiens de s'interroger sur la politique du parti, sur l'antichristianisme de certains de leurs camarades. Mais leur conscience religieuse semble tout à fait en paix. « Depuis une dizaine d'années, assure un prêtre communiste du Havre (14), non seulement des chrétiens gardent leur foi [à l'intérieur du P.C.] et estiment qu'elle s'est révaluée, mais des camarades non croyants deviennent ou redeviennent chrétiens.

Produits d'une triple évolution — du P.C., de l'Eglise et de la société française, — issus aussi bien de la grande bourgeoisie et des milieux intellectuels que de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, les chrétiens communistes forment un ensemble particulièrement hétérogène. Ils sont pour

## CROQUIS

### Malaise

Le train était presque vide quand elle est entrée. Elle avait l'air heureuse de retrouver sa tranquillité intérieure après une journée lourde de labeur. Avec bonhomie, elle a survolé rapidement les différentes places qui lui étaient offertes. Elle a opté pour le milieu du wagon, côté fenêtre, et dans le sens de la marche.

Après avoir pris ses aises, elle s'est empressée d'étaler son magazine de romans-feuilletons. Mais la lumière artificielle devait lui sembler insuffisante, ou peut-être était-elle fatiguée, en tout cas, sa soif de lecture a fait long feu.

Elle a entrepris d'observer autour d'elle, quand, tout à coup, son regard a été figé par l'expression d'un terreur sourde et indescriptible.

La ligne directrice de son champ visuel aboutissait sur un

homme jeune, masqué par des lunettes à miroir, avec une bouche hargneuse, et vêtu d'une veste de blue-jean. S'agissait-il simplement d'un rejeton de l'impérialisme yankee, ou était-on vraiment en présence d'un espion endurci ? La voyageuse paraissait plutôt pencher pour la deuxième hypothèse. Ses yeux ont viré violemment et elle se sent posée sur moi.

Lui a demandé gentiment combien il manquait d'arrêter pour la station de Belgrano. Elle m'a dévisagé avec méfiance, puis a répondu sèchement : « Trois. »

J'aurais voulu parler longuement avec elle, mais à Buenos-Aires la psychose de la répression paralysait tout élan de communication.

CAROLINE VARGAS.

DOSSIER  
Les con  
solai

EN FRANCE

A L'ÉTRANGER

Europe



## DOSSIER

# Les centrales solaires

L'énergie solaire peut-elle se substituer au nucléaire ? Un certain nombre de centrales électro-solaires ont été réalisées, démontrant qu'il était possible de produire de l'électricité grâce au soleil. Mais à quel prix !

MARTINE CHARTIER

## EN FRANCE

Confrontés à la crise pétrolière des années 73-74, les pays industrialisés ont tourné les yeux vers le ciel. Ils ont redécouvert le soleil, source de chaleur et d'électricité. Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, les pétroliers et les grands producteurs d'électricité s'engagent, même timidement, sur la voie solaire. Tout reste à découvrir. L'abandon, à un moindre coût, de charbon et de pétrole a fait oublier toutes les connaissances acquises dans ce domaine depuis près d'un siècle. Parallèlement aux petites installations destinées à l'habitat, se développe un courant de recherches sur des unités de plus grande importance. Les centrales solaires s'inscrivent dans ce programme.

L'une des filières actuellement explorées fait appel à la thermodynamique. La production d'électricité nécessite de très hautes températures, de l'ordre de quelques centaines de degrés centigrades. Pour ce faire, la concentration solaire doit favoriser la constitution d'un point chaud. Ce dernier est utilisé comme source de chaleur pour la conversion électrique. Deux systèmes sont l'objet d'études et de réalisations,

les centrales à collecteur unique dites « à tour » et les centrales à collecteurs distribués.

Dans le premier cas, le rayonnement est collecté par une multitude de miroirs, les héliostats. Après réflexion, ceux-ci transmettent le flux solaire à une chaudière située au faîte d'une tour. La chaleur ainsi recueillie (entre 250 et 550 °C) est portée par un fluide qui la cède à de l'eau. La vapeur résultant de l'opération est transférée à une turbine.

Les Soviétiques semblent avoir été les premiers en ce domaine. Leur projet, formé dans les années 50, consistait à disposer les héliostats sur des rails tournant une tour. En France, c'est en 1976 qu'une équipe du Centre national de la recherche scientifique, animée par le professeur Félix Trombe, est parvenue à produire de l'électricité grâce au champ d'héliostats du tour solaire d'Odeillo (Pyénées-Orientales).

Cette installation qui fonctionne depuis 1970, dispose de soixante-trois capteurs de 45 mètres carrés chacun. En remplaçant le dispositif du four par une chaudière, une puissance de 64 kW a été symboliquement délivrée au réseau.

La version « centrale à collecteurs distribués » se révèle moins performante que la première. Les températures obtenues varient de 100 à 250 °C. Les capteurs de forme parabolique cylindrique ou cylindro-parabolique sont tapissés, sur leur face interne, de miroirs concaves. Le flux solaire est absorbé et concentré dans le capteur lui-même pour chauffer le fluide. Une installation de ce type est en cours d'achèvement à Vignola, en Corse.

## La collecte du rayonnement

L'héliostat est l'élément important du système. La disposition de chacun d'entre eux est calculée avec la plus grande précision. Pour ce faire, il est fait appel à l'informatique. Toutes les données disponibles — ensoleillement, météorologie, topographie des lieux, l'orientation des miroirs, hauteur de la tour — déterminent, grâce à l'ordinateur, le positionnement de chaque héliostat. Il doit sans arrêt, avec le maximum d'efficacité et sans faire de l'ombre à son voisin, se lancer à la poursuite du soleil. Les miroirs pivotent autour de deux axes : l'un horizontal, l'autre vertical. Un microprocesseur commande un groupe d'héliostats et transmet ses ordres au moteur électrique dont il dispose. Ainsi, en cas de vents violents, l'héliostat doit se placer en position de « survie », à l'horizontale, miroirs face contre terre.

Enfin, le stockage, sous forme chimique ou thermique, est un atout de la filière thermodynamique. Encore faut-il que le soleil brille suffisamment longtemps. L'utilisation d'un appoint constitué par les combustibles fossiles (gaz, fuel, charbon) est sérieusement envisagée.

## Thémis

La centrale solaire à tour française étend ses deux cent héliostats au creux d'un cirque pyrénéen. Située à Targasonne, près du four d'Odeillo, Thémis — du nom du programme qui l'a inspirée : Thermo Hélio Electrique Mégawatt projet-bis — bénéficie d'un ensoleillement annuel de deux mille quatre cents heures. En production normale, ses 2,5 mégawatts (MW) électriques devraient alimenter en électricité quelque quatre cents foyers.

Elle a pourtant failli ne jamais voir le jour. La collaboration engagée en 1976 entre le C.N.R.S. et E.D.F. débouche sur la définition du programme THEM. La construction d'une centrale de ce type est alors envisagée. Pour des raisons budgétaires, les

pouvoirs publics repoussent le projet et demandent son redimensionnement. En 1979, il est finalement décidé la création du Centre national d'études solaires (CNE-SOL) doté d'un instrument de conversion thermodynamique de 2 MW. Le Commissariat à l'énergie solaire (COMES), nouvellement créé, rejoint les deux partenaires. Le groupe Cathel (composé des sociétés Heurtey, Babcock, Renault, Saint-Gobain) est chargé de la fabrication des héliostats.

Les 10 000 mètres carrés de surface réfléchissante sont composés de capteurs de 54 mètres carrés à deux panneaux supportés par des fûts en béton. Une plaque de béton de 8 mètres carrés ancre l'ensemble dans le sol. Les miroirs sont constitués d'un verre épais sur lequel repose un mince plaquage de verre argenté. Un treillis métallique assure la rigidité de l'ensemble.

La structure est calculée pour résister à des vents de 50 kilomètres-heure. Au-delà de cette force, les héliostats doivent se mettre en position de survie. Thémis a déjà été victime des mauvaises conditions météorologiques. En décembre dernier, deux tempêtes se sont abattues sur la centrale. Tous les héliostats n'ont pas répondu à l'appel de détresse. La grande surface des panneaux offre donc ce cas où une partie du vent qu'il est impossible à l'appareil de résister. Une quinzaine d'entre eux ont plié sous la charge et cassé net.

La chaudière est logée au sommet d'une tour de 101 mètres de hauteur. Ce récepteur solaire, cavité de 4 m x 4 m d'ouverture, est tapissé de tubes métalliques dans lesquels circule le fluide caloporteur (des sels fondus), l'une des particularités de Thémis. Ce fluide est un mélange de nitrate et de nitrite de potassium et de sodium ; il est aussi utilisé pour le chauffage. En charge totale, ce dernier assure à la centrale une autonomie de cinq heures.

Onze capteurs THEK (Thermo Hélioelectrique Kilowatt) conçus par le département d'héliophysique de l'université de Marseille, que dirige Georges Péri, renforcent le dispositif. Les sels se cristallisent à 140 °C. Ces gigantesques capteurs de 75 mètres carrés maintiennent leur température à 250 °C, évitant ainsi l'emploi d'une chaudière auxiliaire.

5 550 centrales pour 10 % des besoins

Les centrales en cours d'expérimentation sont depuis trop peu de temps en fonctionnement pour

qu'il soit permis de juger de leur rentabilité au plus économique. Les obstacles techniques rencontrés résultent de l'utilisation de techniques nouvelles — notamment les héliostats — qui pour, après de multiples essais, être maîtrisés. Le prix d'une centrale solaire et de sa production future demeurent une inconnue. Différents éléments sont à prendre en compte. D'importants travaux de tuyauterie et le génie civil (fondations des capteurs et de la tour) exigent un investissement lourd (soit de 20 à 30 % du coût total). Cependant, des améliorations sont attendues. En augmentant la puissance de la centrale, les charges devraient, proportionnellement, faiblir. L'effet de série devrait faire chuter le prix des héliostats et des appareils de commande automatique.

Le coût actuel des héliostats, environ 3 000 F/m<sup>2</sup>, devrait atteindre 1 000 F/m<sup>2</sup> assez rapidement. Les spécialistes américains sont plus optimistes, le fixant à 600 F/m<sup>2</sup>. La partie thermique, très proche des matériels employés pour une centrale thermique, ne fera pas pencher la balance du bon côté. En tout état de cause, l'électricité solaire ne peut être mise en compétition avec l'électricité produite par des centrales classiques ou nucléaires. Le prix du kilowatt-heure solaire dans le cas de Thémis est de 5 à 7 F, voire même 10 F selon les sources, amortissement et exploitation inclus.

Conçue comme un produit exportable lors de l'élaboration du projet, Thémis se révèle donc être un ouvrage coûteux (1) pour les acheteurs potentiels, les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. Une fois passé au banc d'essai, la filière thermodynamique, sous toutes ses formes, pourrait cependant se révéler nulle en France. Des industries lourdes, géographiquement isolées dans le sud du pays, pourraient en bénéficier. Selon les estimations de Maurice Clavier, directeur du PIRSEM (2), ce sont quelque 5 550 centrales de type Thémis qu'il faudrait installer en France pour couvrir 10 % de la consommation énergétique, soit 389 kilomètres carrés (un peu plus de deux fois l'étang de Berre). Les États-Unis, qui disposent d'importantes étendues désertiques, projettent des installations de 100 MW.

(1) Estimations E.D.F. septembre 1979 : 128 millions de francs (financement E.D.F., COMES, région Languedoc-Roussillon). Le coût de Thémis approche aujourd'hui 160 millions de francs.

(2) Programme interdisciplinaire de recherche sur les sciences de l'énergie et les matières premières, C.N.R.S.

## A L'ÉTRANGER

### États-Unis

Un petit nombre de centrales solaires sont en cours de réalisation dans le monde (1). La plus puissante d'entre elles est américaine. « Solar one » aura une puissance électrique de 10 MW. « Elle est la seule, note Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie solaire, qui soit véritablement une centrale, car conçue pour produire de l'électricité au moindre coût. » La tour encadrée par mille huit cent dix-huit héliostats de 39 mètres carrés est installée sur le site de Barstow, près de Los Angeles en Californie. Solar One est née de la collaboration entre l'Etat (par le biais du département de l'énergie) et une société privée, la compagnie Edison. Le champ d'héliostats a été réalisé par la société aéronautique Douglas Astronautics. La chaudière fonctionne avec de l'eau et produit de la vapeur surchauffée.

Ces dernières années, la conversion thermique de l'énergie solaire a reçu 40 % des crédits alloués par le gouvernement aux énergies renouvelables (solaire et éolienne). Le coût estimé de la centrale de Barstow se situe à près de 800 millions de francs.

### Espagne

L'agence internationale de l'énergie dépendant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a choisi une province désertique au sud de l'Espagne, près d'Almería, pour la réalisation de deux centrales de 300 kW chacune. Neuf pays ont participé à ce projet. Les deux centrales, inaugurées en septembre 1981, sont situées côte à côte. La première est à collecteurs distribués. Des miroirs paraboliques à concentration font converger l'énergie solaire dans des tubes de verres noirs contenant le fluide caloporteur.

La seconde dispose d'une tour de 43 mètres dotée d'une chaudière vers laquelle converge le rayonnement collecté par quatre-vingt-quatre héliostats. La surface totale de verre est de 3 655 mètres carrés. Le fluide caloporteur utilisé est du sodium liquide porté à 530 °C.

La production de ces deux centrales devrait alimenter en électricité mille cinq cents personnes vivant dans la région. Tout près de là, un projet national espagnol est en cours de réalisation : une centrale à tour complète par deux cent soixante-trois héliostats, qui devrait être achevée au début de l'année 1983.

### Italie

La centrale Eurélios se dresse sur le site de Catania, en Sicile. Sa mise en service est intervenue en avril 1981. Construite sous l'égide des Communautés européennes, Eurélios, avec ses cent quatre-vingt-deux héliostats, est le fruit d'une collaboration entre l'Italie, la France et l'Allemagne. La chaleur concentrée par des miroirs de 23 et 52 mètres carrés porte à 512 °C la température de l'eau contenue dans la chaudière. Le stockage thermique, de petite dimension, est constitué pour moitié par de la vapeur et pour l'autre sous forme de sels fondus.

Cette installation semble rencontrer quelques problèmes ac-

## La mer Morte, un vaste capteur

La filière thermodynamique fait aussi l'objet d'études en Israël. La mer Morte, dont la température en sel est très élevée, se caractérise par une température de l'eau en surface de 20 à 25 °C. Les couches plus profondes atteignent 80 à 90 °C. La forte salinité de ces eaux limite les effets de la convection naturelle. La température y est constante l'été comme l'hiver, le jour comme la nuit. Des « bassins solaires » de 1 kilomètre carré ont été aménagés pour éviter la formation de vagues et le mélange des eaux de différentes densités. Une installation pilote de 300 kW borde l'un de ces bassins qui fait office de capteur d'énergie solaire. L'eau chaude

puisée dans la mer Morte permet d'actionner une turbine à vapeur et de produire de l'électricité.

Le ministère de l'énergie envisage la construction de centrales de 5 MW, voire même 20 MW, fonctionnant selon le même principe. Une difficulté de taille fait obstacle à ce projet. Un volume important d'eau — environ 1 milliard de mètres cubes par an — s'évapore. Les eaux du Jourdain, destinées à l'agriculture, ne peuvent combler ce manque. A certains endroits, la profondeur de mer n'est plus que de 3,5 m. Les Israéliens envisagent, pour cette raison, la percée d'un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte.

### Japon

Au Japon, deux centrales de 1 MW ont été couplées au réseau électrique à l'automne dernier. Construites sur l'île de Shikoku à Nio-Cho, elles doivent pouvoir alimenter sept cents ménages en courant électrique. La centrale à tour se caractérise par la petite

surface de ses capteurs. Les huit cent sept héliostats (ont 16 mètres carrés. La chaudière fonctionne avec de l'eau portée à 250 °C. La centrale de type miroir parabolique utilise deux mille quatre cent quatre-vingt miroirs plans de 3 mètres sur 1,5 mètre sur lesquels tombe le rayonnement solaire. Ce dernier est alors renvoyé sur les capteurs cylindro-paraboliques qui leur font face.

Ces deux expériences s'inscrivent dans le cadre des recherches entreprises sur les systèmes de production d'énergie thermique solaire, le projet Sunshine. Les autorités japonaises ont d'ores et déjà fait leurs comptes. Le coût du kilowatt-heure produit par ce moyen est de dix fois supérieur à celui produit par une centrale thermique classique. Des études sont actuellement en cours pour améliorer la technique et produire les différents éléments en série. La construction de centrales industrielles est sérieusement envisagée par le Japon.

(1) L'Union soviétique entreprend actuellement la réalisation d'une centrale à tour de 3 MW en Crimée, sur le littoral de la mer d'Azov.

## LES CENTRALES SOLAIRES A TOUR DANS LE MONDE

NOM	THEMIS	SSPS	EURÉLIOS	CESA 1	NIO	CRIMÉE	SOLAR ONE
Localisation	Targasonne (France)	Almería (Espagne)	Adriano (Sicile)	Tarbes (Espagne)	Nio (Japon)	Crimée (U.R.S.S.)	Barstow (E.-U.)
Puissance (en kW) ...	2 000	800	1 000	1 000	1 000	5 000	10 000
Héliostats (nombre) ...	201	93	112/70	273	807	1 600	1 818
Surface par unité ...	53,7	39,3	23-52	36	16	26	39,3
Surface totale (m <sup>2</sup> ) ...	10 793	3 655	6 216	9 828	12 912	40 000	71 447
Hauteur de la tour ...	101	43	55	80	68	80	80
Fluide caloporteur ...	sels fondus	sodium	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur surchauff.	eau/vapeur surchauff.
Type de stockage ...	sels fondus	sodium	vapeur + sels fondus	sels fondus	eau pressurisée	eau pressurisée	huile + pierres
Durée de stockage	5 heures	2 heures	30 min.	3 heures	3 heures	3 heures	3 heures

\* D'après les chiffres recueillis par Claude Etievant, chef du groupe d'évaluation des systèmes énergétiques renouvelables au C.N.R.S.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), Programme interdisciplinaire de recherche sur les sciences de l'énergie et les matières premières (PIRSEM), 15, quai Anatole-France, 75007 Paris, téléphone : 555-92-25.
- GESER (Groupe d'évaluation des systèmes énergétiques renouvelables au C.N.R.S.), grande voie des Vignes, 92200 Châtenay-Malabry, tél. : 661-64-24.
- Electricité de France, Direction des études et recherches, 2, rue Louis-Murat, 75008 Paris, tél. : 256-94-06.
- Agence internationale de l'énergie, 2, rue André-Pascal, 75016 Paris, tél. : 524-98-73.
- Commissariat à l'énergie solaire (COMES), 208, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél. : 545-67-60.



# DEMAIN

## Des « boutiques de sciences » en gestation

Après le droit, la santé, la gestion... des universitaires créent des « boutiques de sciences ». Ils attendent une reconnaissance officielle.

RICHARD CLAVAUD

LES peintures de certaines salles de classe sont-elles toxiques ? Toutes les vaccinations sont-elles efficaces et sans danger ? Par quels sociologues ou quels urbanistes un comité de quartier peut-il se faire aider pour participer à un projet de rénovation urbaine ? Les vapeurs de chrome et de nickel dégagées lors du soudage de tôles en inox sont-elles nocives ?

Lorsque des comités d'entreprise, des collectivités locales, des associations, sont confrontés à de telles questions, ils ne savent pas à quelle porte frapper pour faire entreprendre des recherches. Leurs moyens limités ne leur permettent pas de s'adresser à des bureaux d'études et, jusqu'à présent, ils n'ont pas eu accès aux laboratoires. La recherche publique et para-

publique travaille essentiellement pour l'Université, l'industrie et les services de l'Etat. Pour qu'elle s'ouvre à des demandes provenant d'acteurs sociaux peu solvables qui veulent maîtriser l'évolution de leur cadre de vie et de travail, il faut créer de nouveaux lieux de rencontre. Les « boutiques de sciences » pourraient être de ces lieux.

Une boutique est un local géré par deux ou trois permanents qui reçoivent les demandes de renseignements. Son rôle est d'abord d'aider les individus à bien cerner leur problème afin de déboucher sur un projet de recherche précis. C'est ensuite de servir de médiateur entre ceux qui se posent des questions et ceux qui, théoriquement, détiennent les réponses. Elle dispose pour cela d'un réseau de correspondants scientifiques volontaires pour

intégrer ces demandes à leurs travaux. Lorsque la recherche est terminée, un rapport est remis au demandeur et, si le sujet le mérite, il peut être largement diffusé. Ce travail devrait être en grande partie gratuit, sauf si le commanditaire peut en tirer un bénéfice commercial.

Des comités se sont créés dans plusieurs villes de France pour lancer de telles boutiques, notamment à Lyon, Paris, Marseille, Grenoble, Lille, Strasbourg et Clermont-Ferrand (1). Ils se regroupent actuellement au sein d'une fédération. Chaque groupe veut cependant conserver son autonomie et ne s'appellera pas nécessairement « boutique de sciences ». On se méfie de toute tentative hégémonique qui viserait à contrôler un réseau comme cela se passe dans d'autres secteurs de l'expérimentation sociale. La boutique de Lyon regroupe une trentaine de volontaires, celle de Paris-Jussieu une cinquantaine.

La plupart de ces groupes n'ont déjà reçu de nombreuses demandes de recherches. Les réseaux sont prêts. Mais il manque une structure de fonctionnement et des financements. « Nous voulons que notre action soit reconnue comme partie intégrante de notre travail de scientifique », expliquent Jean Dentsch et John Stewart, de la boutique de Paris-Jussieu, et non comme du bénévolat.

### Création de postes

Les recherches entreprises dans ce cadre doivent donc se faire pendant les heures normales de travail et être prises en compte par la hiérarchie pour l'évolution des carrières. Le bénévolat est utile pour lancer des projets, mais ne permet pas un fonctionnement régulier et durable (2).

Les financements pourraient venir des institutions représentées dans les boutiques, de

contrats signés avec les collectivités locales ou des ministères, des futurs conseils régionaux de la recherche, et d'organismes comme le CESTA (Centre d'études des systèmes et technologies avancées), qui a déjà été contacté par la boutique de Lyon. Pierre Clément, qui s'occupe de cette dernière boutique, espère que l'on va bientôt trouver une solution : « Nous demandons de petits moyens par rapport à des projets plus ambitieux. Cela ne sera certes pas révolutionnaire, mais nous comptons bien enclencher de manière irréversible une autre façon de fonctionner dans la recherche ». A titre d'exemple, la boutique de Paris-Jussieu demande 30 000 F de budget d'équipement, autant pour le fonctionnement annuel, quatre postes (quatre mi-temps, le reste sur la base de vingt chercheurs donnant chacun 10 % de leur temps, soit une demi-journée par semaine), et bien entendu l'accès aux laboratoires de l'université et du C.N.R.S.

Les discussions en cours avec les pouvoirs publics portent annuellement sur les financements et les créations de postes, mais aussi sur les statuts des boutiques : structure inter-universitaire, association loi 1901, fondation ou groupement d'intérêt public ? Ce dernier type de structure, dont la création a été annoncée récemment par le ministère de la recherche et de la technologie, pourrait être une solution efficace, mais d'après les promoteurs des boutiques elle ne pourra pas fonctionner avant la fin de 1983. Ils affirment également que le budget de l'éducation nationale est clos jusqu'à cette date, ce qui laisse peu d'espoir sur un éventuel financement de la part de ce ministère.

Alors, que faire ? Tant le monde crie : « Halte au bénévolat », mais les pouvoirs publics soumis aux contraintes budgétaires demandent de patienter encore un peu. Point positif, le

courant semble passer entre les divers interlocuteurs. Aux Pays-Bas existent déjà vingt-cinq boutiques de sciences dont s'inspirent d'ailleurs les projets français. La boutique d'Amsterdam est reconnue officiellement par l'Université. Depuis sa création en 1977, elle a déjà reçu plus de mille demandes, dont la moitié n'ont fait l'objet de recherches.

### Du discours aux actes

La mise en place des boutiques de sciences est difficile, car elle souffre de la rigidité de nos institutions et de l'isolement dans lequel a été maintenue la recherche. Certains chercheurs se sont enfermés dans leur tour d'ivoire, d'autres n'ont jamais pu disposer de moyens correspondant à leurs ambitions. Des organismes qui auraient dû répondre à des demandes dans des secteurs comme les maladies professionnelles, les conditions de travail, les nuisances diverses, n'ont qu'imparfaitement rempli leur mission. Ainsi il ne faut pas s'étonner du nombre de propositions d'études que reçoivent les premières boutiques de sciences.

Le terrain pour que naisse une recherche plus proche des préoccupations des individus a été préparé depuis quelques années par des promoteurs des enseignements « science et société », par des syndicats, des groupes militants comme le G.S.I.E.N. (Groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), les groupes d'information santé, biologie, informatique et libertés, les écologistes, les mouvements de consommateurs, etc. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la situation politique qui, à travers la mobilisation des citoyens et la volonté des pouvoirs publics, peut permettre de passer des discours aux actes.

Les promoteurs des boutiques de sciences ont écouté avec le plus grand intérêt ce qui s'est dit

pendant le colloque national sur la recherche et la technologie qui s'est tenu au début de l'année. « Le fait est, en outre, dans le rapport du groupe « Apport culturel de la recherche scientifique et technologique », que les syndicats, les associations et les mouvements sociaux « encore faiblement appareillés (qui se nomment : écologie, féminisme, organisations de consommateurs, etc.) ne disposent présentement ni de l'autorité ni des ressources qui leur permettraient d'adresser de nouvelles demandes aux institutions scientifiques ou de développer leurs propres recherches. Et pourtant il faut faire droit à leurs besoins (...) faut-ce au prix de réorganisations institutionnelles majeures notamment en établissant des relais sociaux entre les démarches éparses dans notre peuple et les agences spécialisées dans la recherche. Bref, en essayant de rattraper le retard social de la recherche ». Si un accord intervient, les premières boutiques seront opérationnelles dès le mois d'octobre.

(1) Lyon : Boutique de sciences, Université Lyon-I, 69622 Villeurbanne cedex. Téléphone : (78) 89-81-24 poste 38-72.

Paris : Boutique de sciences, U.E.R. de génétique, Université de Paris-VI, tour 42, 1<sup>er</sup> étage, 4, place Jussieu, 75230 Paris Cedex 05. Tél. : 535-45-01.

Atelier travaillant, CLISACT, 40, Jean-Paul Roux-Fouillet, appartement 96, 11, avenue Faidherbe, 93310 La Pré-Saint-Gervais.

Marseille : Office régional pour la spécialisation de la science et de la technologie, Université de Provence, 3, place Victor-Hugo, 13331 Marseille Cedex.

Grenoble : N. Nèschke, Centre d'études médicales de Grenoble, boîte postale 85, 38040 Grenoble Cedex.

Lille : Bernard Maitre, Université Lille-I, bld. SN 5, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

Auvergne : Information scientifique et technique, 18, rue Clos-Notre-Dame, 63000 Clermont-Ferrand.

(2) Voir « Les boutiques naissent », Le Monde Dimanche du 25 janvier 1981.

### FORÊTS

## Des arbres qui poussent plus vite

Fertiliser le sol des forêts ne suffit pas pour obtenir une meilleure croissance des arbres. Les chercheurs de l'INRA obtiennent de bons succès par la voie génétique.

PATRICK BENQUET

DEUX chiffres : la France possède la moitié de la forêt européenne et pourtant le déficit de notre balance commerciale, concernant le bois, est de 11 milliards de francs par an. Un constat : nous consommons de plus en plus de bois. Une seule solution : faire produire plus, mieux et plus vite nos forêts.

Au-delà de leurs missions de protection des arbres contre les agressions multiples qui les guettent (insectes, maladies...) et de reboisement des zones décimées par les incendies et autres catastrophes, les chercheurs de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) s'attachent depuis de nombreuses années à explorer systématiquement, et avec de plus en plus de succès, toutes les possibilités d'accélérer la croissance des arbres, d'améliorer la qualité et la

quantité du bois et leur résistance aux maladies. Alors que les 70 % productifs des 14 millions d'hectares de la forêt française fournissent en moyenne 3 m<sup>3</sup> de bois par hectare et par an, certaines espèces aujourd'hui atteignent déjà le chiffre de 25 m<sup>3</sup> par hectare et par an.

Pour ce faire il existe deux grandes méthodes résumées par Pierre Bouvarel, chef du département des recherches forestières à l'INRA : « ou bien on donne plus à manger aux arbres, c'est la fertilisation ; ou bien on crée des arbres qui ont un plus gros appétit : c'est la génétique ».

La fertilisation se fait par adjonction dans le sol d'engrais chimiques (des sels minéraux) qui augmentent la croissance des arbres producteurs de bois sans nuire. Cette méthode donne des résultats particulièrement positifs dans les cas de création de fo-

rêts (reboisement). Elle s'est généralisée dans les régions où elle s'est avérée efficace comme dans les Landes entre 1960 et 1970, où l'utilisation d'engrais phosphatés a permis en vingt ans de doubler la production des pins. Mais le prix des engrais ne cessant d'augmenter, le bilan économique — aujourd'hui positif — entre les coûts (engrais) et les gains (en bois) risque un jour de s'inverser.

D'où la mise au point d'une méthode de fertilisation biologique : la mycorhization, dérivée d'une découverte due aux chercheurs de l'INRA et qui éliminerait beaucoup des problèmes rencontrés du dimanche qui font la cueillette des champignons dans les sous-bois humides. Les racines blanches ou jaunes qui étoient les pieds des arbres ne sont en effet que la partie visible et la plus petite de cette plante faite pour l'essentiel d'un épais réseau souterrain de filaments blancs — le mycélium — organe reproducteur du champignon, étroitement associé aux racines de l'arbre.

C'est une association à bénéfice réciproque : le champignon, qui n'a pas de chlorophylle, retire son énergie de l'arbre qui, lui, voit sa surface de racines considérablement augmentée par le mycélium, ce qui favorise l'absorption des éléments minéraux du sol et du phosphate en particulier. « Thus les arbres vivent en symbiose avec des champignons », explique Pierre Bouvarel. Mais certains sont plus efficaces que d'autres. Il restait à les isoler et à les inoculer aux arbres produits dans les pépinières. Les recherches ont commencé, il y a cinq ans, et les premiers résultats sont positifs. Actuellement, la sélection des champignons adéquats se fait au niveau mondial et l'INRA travaille avec Rhône-Poulenc à la mise au point d'une technique de « mycorhization artificielle », la « pitule champignon » en quelque sorte.

Fertiliser c'est bien. Mais agir sur la génétique des arbres c'est encore mieux. La « voie gé-

né» réside d'abord dans la sélection. De même qu'on sélectionne depuis longtemps déjà les variétés de blé, on recherche maintenant les arbres qui ont « des caractéristiques héréditaires d'une croissance rapide ». Certaines espèces exotiques, par exemple, donnent en France d'excellents résultats.

### Clonage

Comment procède-t-on ? Il faut sélectionner parmi toutes les espèces qui couvrent la terre celle qui pourrait donner les meilleurs résultats dans notre pays. Puis, au sein de cette espèce, on sélectionne à nouveau la variété la mieux adaptée, la plus performante. La constitution génétique de chaque variété est le produit d'une sélection naturelle

au cours des millénaires et se transmet intégralement de générations en générations. Ce choix de la variété est extrêmement précis. Les graines du pin Douglas, par exemple, qui est massivement utilisé pour le reboisement en France, est sélectionné — dans l'Ouest américain — en fonction de la région française où il sera implanté. Ce pin produit dans notre pays 13 m<sup>3</sup> par hectare et par an. Depuis trente ans cette méthode de sélection est utilisée pour une trentaine d'espèces (chênes, hêtres, pins, peupliers, mélèzes, épicéas...) et la réglementation actuelle impose la récolte des semences dans des régions d'origine très précisément délimitées.

Plus efficace encore que la sélection, « l'amélioration génétique » pose des problèmes plus délicats. « A l'intérieur de chaque population, explique Pierre

Bouvarel, il y a des individus meilleurs génétiquement. On cherche à les sélectionner et à les multiplier pour le reboisement ». Deux méthodes sont utilisées : le bouturage direct et le « clonage » (copie végétative). Dans le premier cas, on plante directement en terre une bouture de l'arbre sélectionné. L'inconvénient de cette méthode est que, à l'origine, il y a un seul « individu ». Si par malheur il est porteur d'une maladie ou d'un insecte bien adapté, toute la plantation est condamnée.

Avec le clonage l'écueil est évité : « On fait pousser dans un verger à graines plusieurs boutures de l'arbre sélectionné et l'on attend qu'elles se croisent. Le père et la mère étant des champions, les rejetons le seront également ». Ces « vergers à graines » existent déjà. « A la fin de ce siècle prédit Pierre Bouvarel, la moitié des reboisements français proviendront de ces champions ». Actuellement, on maîtrise déjà le clonage du merisier et du chêne. Pour les espèces rebelles au bouturage, des expériences *in vitro* (en tubes) sont en cours à partir de petits morceaux de bourgeons ou de branches.

La technique du clonage permettra dans l'avenir de procéder à des hybridations (entre, par exemple, le peuplier européen et américain) et même de fabriquer des variétés « multiconales » : l'arbre parfait en quelque sorte, totalement adapté aux besoins de l'homme et à son environnement.

On n'en est pas encore là ! L'arbre universel — une seule espèce pour tout le monde — n'est ni souhaitable ni souhaité. Mais chaque année, la forêt mondiale diminue de 10 millions d'hectares (à peine moins que les 14 millions d'hectares de la forêt française), ces chiffres dramatiques justifient les travaux promoteurs de l'Institut agronomique français.

« Un des plus grands cancérologues de notre temps et un maître de la radio-biologie. »  
JEAN BERNARD

**RAYMOND LATARJET**  
de l'Institut

**D'ABORD, VIVRE**

Dans cette autobiographie subtile, dense d'informations, l'auteur offre au lecteur une riche matière à penser.

**BUCHET/CHASTEL**  
18, rue de Condé - 75005 Paris

**Le pollen et l'hygiène personnelle**

La pollution de l'air est une menace pour la santé. Le pollen, en particulier, peut provoquer des allergies. Pour se protéger, il est important d'adopter certaines mesures d'hygiène personnelle.

**Le pollen et l'hygiène personnelle**

La pollution de l'air est une menace pour la santé. Le pollen, en particulier, peut provoquer des allergies. Pour se protéger, il est important d'adopter certaines mesures d'hygiène personnelle.

**Le pollen et l'hygiène personnelle**

La pollution de l'air est une menace pour la santé. Le pollen, en particulier, peut provoquer des allergies. Pour se protéger, il est important d'adopter certaines mesures d'hygiène personnelle.



CRIBLE

par Annie Battie

## REPÈRES

### Étoiles à vendre

Vous ne pouvez vous offrir une vraie propriété sur terre ? Une agence californienne, Name a Star, vous propose d'acheter une étoile pour 25 dollars. Vous pourrez la choisir sur catalogue et lui donner un nom. Vous recevrez une carte céleste avec l'adresse de l'étoile et un certificat d'enregistrement. Il y a 250 000 étoiles à vendre. Aucune n'est visible à l'œil nu. Name a Star, 5089 Mecca Avenue, Tarzana, California, 91356.

[The Futurist, 4916 St. Elmo Avenue, Bethesda MD 20814 - 5089 U.S.A.]

### Du sucre à partir du petit lait

Après cinq ans d'études et un investissement de 1 million de livres, les chercheurs de l'Office britannique de commercialisation des produits laitiers ont mis au point une biotechnologie qui permet d'extraire du glucose et du galactose du petit lait (habituellement donné aux porcs, ou jeté).

Utilisations possibles : sucrer un grand nombre de produits : friandises, aliments pour bébés, gâteaux, sauces, yaourts, entre autres. Le prix de revient est inférieur à celui de tous les autres produits sucrants.

[Science et vie, n° 776, 5, rue de la Baume - 75008 Paris. Tél. : 563-01-02.]

### Jouer au Bingo pour mieux manger

Une nouvelle version du Bingo (Loto), si populaire au Canada, non seulement distrairait les joueurs mais leur apprend, de plus, à mieux se nourrir. La Bingo-santé, conçu par M<sup>me</sup> Denise Blouin, diététiste, informe les joueurs sur les quatre groupes d'aliments (produits laitiers, légumes-fruits, céréales et viande), afin de les aider à faire un meilleur choix et à varier leur alimentation. Il s'adresse à tous les groupes d'âge. La ministre des affaires sociales du Québec a réalisé la production du matériel, soit quelque 120 cartes de Bingo classiques adaptées à l'alimentation.

[Hebdo Canada, direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.]

### La boîte miraculeuse

Au Zimbabwe, les techniciens expérimentent un nouvel appareil de cuisson à faible consommation d'énergie. C'est un simple fourneau de carton qui fonctionne sur le principe de la conservation d'air chaud comme les marmites à vapeur. Cet appareil pourrait permettre d'économiser la moitié du combustible actuellement utilisé dans le pays pour la cuisson, déclare Avis Chikwana, directrice du projet expérimental.

C'est une femme d'Afrique du Sud qui lui donne l'idée de cette « boîte » miraculeuse : qu'elle crée en 1980. Depuis lors, elle en a fait des démonstrations dans tout le pays. Cet appareil, constitué d'une boîte en carton et de deux couvercles, ne coûte que 13 dollars. Il faut 3 mètres de coton pour faire les couvercles, que l'on peut bouillir avec de l'herbe, du coton, du sautoir moussé, des bas de nylon, des morceaux de papier journal ou de toutes sortes de matériaux disponibles.

[Forum du développement, Nations Unies, Palais des nations, CH-1211 Genève 10.]

### BOÎTE A OUTILS

#### Evolution ou révolution

La microélectronique sert-elle à l'origine d'une évolution ou d'une révolution de la société ? Le dernier rapport du Club de Rome - *Microelectronics and society* - réalisé sous la direction de Günter Friedrichs et d'Adam Shiff, penche en faveur de la deuxième hypothèse. La pénétration de la microélectronique sera totale. L'étude brosse le tableau des interactions avec le développement technologique en général, avec les spécificités nationales. Elle évoque les occasions à saisir, les risques en matière d'emploi ; Alexander King formule les questions cruciales de l'introduction : le principal objectif sera moins l'emploi tel qu'on l'avait jusqu'ici que l'occupation dans un sens plus large. Des chapitres rédigés par des auteurs différents traitent notamment de l'impact sur l'en-

treprise, sur le travailleur et son lieu de travail, sur le tiers-monde, sur la guerre, sur la société de l'information. On ne peut dire cette fois que le club de Rome est « catastrophiste ». Il ouvre vraiment des pistes.

[Pergamon, 24, rue des Ecoles, 75240 Paris.]

### La monnaie électronique.

Le Conseil économique et social, après s'être saisi du problème de la « monnaie électronique », vient de remettre ses conclusions dans un rapport dont l'élaboration a été confiée à la section des finances, qui a désigné Nicola Gauras en qualité de rapporteur. Après une analyse des facteurs de l'information des relations financières, et une description des systèmes électroniques de paiement actuellement en cours, le rapport décrit le comportement actuel et prévisible des acteurs à l'égard de ce type de paiement (banques et organismes financiers, commerçants, consommateurs), évoque la dimension industrielle de son extension, les aspects juridiques et monétaires, et termine par une série de propositions.

Les deux grandes préoccupations du C.E.S. dans l'élaboration du rapport ont été la recherche d'un équilibre entre la sécurité de paiement électronique et la vie privée du citoyen, et, d'autre part, la dimension économique et sociale du développement de ce mode de paiement. Compte tenu de la prise en compte des risques probables (transfert de charges vers les commerçants, libertés individuelles menacées...) et de la mise en œuvre de certaines dispositions qu'il développe, le C.E.S. estime que la monnaie électronique peut apporter à la collectivité nationale une « plus-value nette » par rapport aux autres modes de paiement. Il considère que le paiement électronique réduit le coût collectif des transactions et améliore leur sécurité. L'estime donc que son développement progressif et maîtrisé est souhaitable, mais que ce développement ne s'opérera sans heurts et dans des délais satisfaisants que si sont remplies un certain nombre de conditions permettant d'adresser une juste répartition des avantages attendus et de limiter les risques inhérents à tout processus d'information.

[Conseil économique et social, 1, avenue d'Iéna, 75775 Paris. Cédex 16. Tél. : 723.72.34.]

### Les petites et moyennes entreprises

« Les petites et moyennes entreprises constituent une partie importante des économies ; définies comme des unités de moins de cinq cents salariés, elles fournissent la majorité des emplois industriels dans la plupart des pays membres. Il leur appartient de tirer parti des ressources technologiques disponibles pour résoudre leurs problèmes spécifiques et assurer leur prospérité. Ce faisant, elles contribuent à celle des économies nationales. » Le Comité de la politique scientifique et technologique de l'O.C.D.E. vient de publier une étude sur « l'innovation dans les petites et moyennes entreprises ». Ce travail vise principalement à : situer la rôle des petites et moyennes entreprises dans le progrès technique contemporain, suivant les différentes positions qu'elles occupent dans les structures industrielles ; identifier les caractéristiques des environnements propices à l'innovation ; préciser le contenu de politiques gouvernementales propres à stimuler l'innovation dans les petites et moyennes entreprises. Il fait l'objet de trois rapports analytiques et d'une brochure synthétique (44 p.) à l'intention du grand public.

[O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris, Cédex 16.]

### Définir une politique de l'environnement

Le ministère de l'environnement a lancé une consultation prospective sur les problèmes d'environnement afin de définir les objectifs d'une politique basée sur une anticipation des problèmes futurs et un consensus des citoyens concernés : entrepreneurs, chercheurs, responsables politiques et responsables de mouvements associatifs, fonctionnaires locaux et nationaux. Un questionnaire d'une dizaine de pages a déjà été diffusé en France et en Europe. Il a été mis au point par la groupe de prospective du ministère.

On peut l'obtenir au 39 ter, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél. : 633.60.31.

# ETRANGER

## Une si jolie petite guerre au Salvador

Ecrivain et journaliste, Claude Courchay vient de passer plusieurs semaines en Amérique centrale et se trouvait notamment au Salvador au moment des élections. Il donne ici sa vision d'une guerre civile. Loin des mythes.

CLAUDE COURCHAY

UNE guerre, avant, se raconte le soir à la veillée. Un vieux briscard vous ramène ses campagnes dans les forêts, en tirant sur sa bouffarde. Maintenant, un conflit se consomme en direct sur télé-couleurs. Le modèle du genre reste le Vietnam. Ah, les fleurs oranges du napalm, les gosses grillés en tre potage et élaoutis ! C'était quelque chose...

Les Etats-Unis (d'Amérique du Nord) en ont gardé la nostalgie. Leur presse doit donc, de temps en temps, leur en resservir une. La dernière en date a été le Salvador.

Bien sûr, pas question d'y mettre le paquet sans justifications. Pour le Salvador, c'était facile. Il s'agit du « back-yard », de l'arrière-cour, des U.S.A. Et puis l'enjeu en vaut la peine. Après cinquante ans de coupe d'Etat, la démocratie allait-elle avoir sa chance, grâce à de véritables élections ? Et enfin, les dominos, ces chers dominos. Si le Salvador tombe, Guatemala, Honduras et Mexique suivront.

Reprenez ces arguments. Comme arrière-cour, le Salvador, c'est un peu juste : 250 kilomètres de long sur 100 de large, avec des volcans. Ou parcourez de golf un peu grand.

De véritables élections ? Il ne se présentait que la D.C. (démocratie chrétienne) et des partis d'extrême droite. Tout candidat de l'opposition aurait été immédiatement liquidé. La gauche a pris le maquis et boycotté la « farsa electoral ». Et le Salvador, c'est un bien petit domino.

Il n'empêche, l'alibi restait les élections. Et la finalité, ce que la presse américaine appelle le « bang-bang », le show militaire. Elle était là pour en fournir coûte que coûte. Et elle a tenu parole.

Elle en avait les moyens. Le gros de la presse campait au Camino Real, à San-Salvador, un Sheraton avec air climatisé et piscine. Pour des raisons de sécurité ; fondées, il faut le reconnaître. Dans ce petit pays, les groupes de tueurs paramilitaires sévissent en toute impunité. Et pour des raisons d'information. Les nouvelles arrivent au Camino. C'est le centre nerveux. Bien sûr, la concurrence joue sauvagement. Mais si vous voyez une équipe filer, c'est qu'il se passe quelque chose quelque part.

Sacré Américain. Ils étaient donc là, en force, avec leur gilet pare-balles, leurs talkies-walkies, leurs interprètes et leurs cohortes de sherpas.

Chaque chaîne de télé U.S. disposait de six équipes au complet. De plus, dans chaque ville, ils laissent un gars en permanence pour alerter en cas de coup dur. Ils disposaient d'un récepteur spécial pour capter les messages radio de la police et de l'armée. Ils ne risquaient pas d'être pris au dépourvu. Sur quatre cent vingt journalistes, le Camino comptait quatre cents Américains. D'autres, qui n'avaient pu trouver place dans cet hôtel, venaient tout de même prendre leur breakfast pour essayer de glaner des tuyaux.

Le résultat ? Assez comique. Cette guerre se jouait à trois : l'armée, la guérilla et la presse.

L'armée : douze mille hommes environ, c'est pas fameux. Ces conscrits, mal payés, mal entraînés, ne font pas le poids. Ils achèvent leur croissance en attendant la quille. Seuls trois bataillons en veulent vraiment, le

bataillon Atlacatl, formé aux Etats-Unis, et deux autres. En gros, deux mille hommes. Les autres gardent des pouts.

La guérilla doit compter dans les six mille hommes. Elle a un moral bien meilleur, elle connaît intimement mieux le terrain, mais elle n'a guère que deux mille hommes vraiment opérationnels. C'est donc une très petite guerre.

Quant à la presse, ses six cents hommes disposaient de minibus et de voitures de location, ornés de grands « TV » scotchés sur toutes les vitres, sans compter les drapeaux blancs et les panneaux « Prensa internacional ». Beaucoup plus mobile que l'armée et la guérilla, elle écumait le pays en permanence.

A peine un malheureux groupe de *muchachos* se pointait-il au détour d'un sentier, hop ! de mini-bus l'interceptait. D'autres suivaient. Les reporters bondissaient, mitraillaient à bout portant les guérilleros interloqués. Un groupe de soldats entreprenait-il de fouiller un bus ? Même chose. Pendant que les passagers, mains collées contre la tête brillante, se faisaient palper amoureusement, les caméras ronronnaient.

A Chalatenango, une embuscade de la guérilla avait envoyé au tapis une vingtaine de civils et une dizaine de militaires. Les cadavres des civils gisaient sur le trottoir, sous des couvre-lits bleus ou roses. Odeur intenable. Sanglots. Brousses de mouehes. Mais il y avait plus de photographes que de mouehes.

### Escarmouches

Le lundi 15 mars, un petit groupe de *subversivos* attaque en pleine nuit le quartier de Cuscatenango et le marché de Mexicopolis. L'armée et la garde nationale arrivent. Quand la presse déboule, tire. Droit devant, une route en pente. En bas, deux bus placés en travers. C'était pas mal, mais ça manquait d'action. Il fallait bien progresser. Les militaires n'étaient pas chauds. Les journalistes, si. Tout ce joli monde a fini par avancer, mais c'étaient les reporters les plus pressés. On pouvait se demander qui accompagnait qui. Plusieurs fois, des gradés, agacés, ont essayé d'arrêter la presse. Sans succès.

L'acharnement des confrères s'explique. Tout le monde attendait un festival d'escarmouches, avant les élections. Or elles étaient rarissimes. Tout ce que nous avions à nous mettre sous la dent, c'étaient quelques camions grillés, sur la route du littoral, ou quelques bus dynamités en ville. Rien de bien terrible.

Certes, l'armée lançait des opérations d'urgence. Elle ramassait sa poignée de 105, ses quelques hélicoptères, ses bataillons vedettes, et elle nettoyait un de ses secteurs de prédilection, le volcan de Guazapa ou le Morazan. Avant, elle bloquait le région, et aucun journaliste ne pouvait entrer, sauf Harry Mattison, de Time. A lui les belles photos prises d'hélico et les cadavres frais. C'est ça, les monopoles. Inutile de dire que ses petits camarades n'étaient pas ravis. Une fois le cirque terminé, la presse pouvait venir interroger le colonel vainqueur.

Nos malheureux *newsmen* se trouvaient frustrés. Ils étaient là pour fournir de la guerre. Le boss attendait. Ils donnaient donc un petit coup de pouce. Nous faisons régulièrement la route du littoral, entre le pont de

truit sur le rio Lempa et Usulután. Il y a là plusieurs groupes de guérillas, dans les collines. La nuit, ils croissent des tranchées en travers de la chaussée, ils placent des branches d'arbre sur le bitume. Et, au matin, ils préviennent un péage sur les bus et les camions qui se présentent. Le cas échéant, ils crament trois ou quatre semi-remorques. La routine...

### Tranchées

L'armée arrive sans se presser vers 10-11 heures. Les soldats descendent de leurs camions et se lancent résolument à la chasse à... le pastèque. C'est la saison, et il fait soif.

Bref, un matin, nous tombons sur une tranchée fraîche, modèle standard, 40 centimètres de large sur 1 mètre de profondeur. Derrière, des ramures, et quelques véhicules en attente. Un car de TV arrive. Un journaliste descend, micro au poing. Dos à la tranchée, il parle. Son camarade le filme.

« Nous sommes sur la route du littoral. La guérilla vient de couper cette route. Elle a posé des *booby-traps* (pièges) et des mines. La population ne peut se rendre à son travail... »

Or il n'y avait rien. Juste une petite tranchée. Mais les télé-spectateurs américains, faute de mieux, auront eu leur ration de mines ce jour-là.

Il fallait également fournir du maquisard. A une ou deux exceptions près, tous les reportages sur les insurgés proviennent du km 83, toujours sur cette même route du littoral.

A 3 kilomètres environ du rio Lempa, en roulant vers La Unión, vous voyez une borne : km 83. En face, un chemin de terre, coupé par une tranchée. C'est là. Pendant quinze jours, à peu près, on pouvait s'y rendre comme à la foire à la ferraille. Au bout de vingt minutes de marche, quelques *muchachos* très jeunes vous interceptaient. Au bout d'une heure, vous étiez au camp. Toutes les télé et pas mal d'hélicos y ont défilé.

Parfois, c'était plus subtil. Les guérilleros vous prenaient en charge plus loin, et vous faisiez croustiller cinq ou six heures, de nuit, à travers des ravins. Ça revenait au même. Vous pouviez enfin voir les joyeux casiers au repos. Admirez leur menu : tortillas et frijoles. Et partager leurs puces. Ça, les puces, ils en avaient pas. Et des coriaces.

Si jamais l'armée ou les paramilitaires vous coïnaient ensuite, sur le chemin du retour, pas la peine de vous passer au sérum de vérité. Ils n'avaient qu'à regarder vos avant-bras, plus bardés de piqûres que ceux d'un morphinomane invétéré.

Pourquoi le km 83 ? Parce que c'était bien situé, près de la route. Et photographique : une éminence, de la brousse, des choux...

Au fait, qui se bagarrait, contre qui ? Du côté de l'armée, c'est clair. Les fils de bourgeois échappaient à la conscription. Seuls les gosses de pauvres et les paysans se faisaient ramasser.

Du côté de la guérilla, vous aviez affaire à des volontaires. Mais tout jeune provenant des classes pauvres, entre douze et dix-sept ans, est considéré comme un rebelle en puissance et, de ce fait, virtuellement condamné à mort par les tueurs d'extrême droite. Les deux journaux locaux présentent, chaque jour, de nombreuses photos de disparus, enlevés par des inconnus en armes. Donc, pour pas mal de gosses, la guérilla n'est pas seulement une possibilité, elle reste une nécessité.

### Pauvres contre pauvres

Le Salvador n'est pas le Nicaragua, où tout un peuple se bat contre un homme, Somoza, et sa garde nationale.

Ici, c'est une guerre civile, pauvres contre pauvres. Et c'est aussi une guerre de classes d'âge : *muchachos* contre adultes.

Un proverbe, probablement cubain, dit : « Pour un guérillero tué, trois se lèvent. »

Vous pouvez remplacer guérillero par soldat. Sauf quand l'armée vient l'asticoter à domicile, dans ses fiefs, la guérilla ne cherche pas vraiment à cartonner. Dès qu'elle tue un soldat, elle a tout un village contre elle. On ne peut à la fois prétendre libérer un peuple et massacrer ses enfants. Nous avons assisté à des funérailles à Chalatenango et à El Transito. Chaque fois, toute la population était derrière les cercueils des soldats morts.

Parce que, enfin, ces soldats, par paquets, statiques, près des camions brûlés ou des ponts, quelles belles cibles... Vu le terrain, ils étaient terriblement faciles à descendre, sans aucun risque. Sauf celui de braquer la population contre vous. Donc, les *subversivos* tentaient des coups spectaculaires : prendre une Antel (P.T.T.), une mairie. Mais ils ne cherchaient pas le beau score.

Plus la guérilla se contenait, plus la presse mettait le paquet. Pour la petite affaire de Mexicopolis, la presse mexicaine s'est arrachée. Il y avait de quoi burler des titres énormes.

### ILS ATTAQUENT LES FAUBOURGS.

Comme si une armée en marche venait d'atteindre une ville. Et fait, deux douzaines de gosses venaient de sortir leur fusil d'une cache. Ils ne venaient pas attaquer la ville : ils y étaient. Quant aux récits de l'action, on se serait cru à Stalingrad, en mieux.

En France, ce ne devait pas être mal non plus. Nous avons reçu des coups de fil affolés :

« Alors, qu'est-ce qui se passe, mon poussin ? (1). »

Justement, il ne se passait rien. Ou si peu... Il se passait que la presse refaisait la guerre civile du Vietnam, parce qu'elle était payée pour ça.

Et du coup, elle a mis complètement à côté de la plaque, question élections. Tous les politologues annonçaient un pourcentage très bas de votants, quatre cent mille au maximum. La guérilla avait interdit de voter. Elle allait couper le pays en deux...

Pourtant, si vous interrogez les gens, ils vous disent, tous, qu'ils voteraient. Pour qui ? Ils ne le disaient pas. Ils avaient peur de parler, avec raison. Mais ils ont voté. Ils l'ont fait parfois sous les balles. Et voter, dans ces conditions, signifiait voter contre la guérilla.

On a compté un million et demi de bulletins. Pourquoi ?

Les Salvadoriens ont été assez de cette guerre. Ils sont profondément fatigués. Le pays est ruiné. Les entreprises ferment. Les *mamies* américaines ne viennent plus dépenser leurs dollars. San-Salvador est une ville morte. Il devient de plus en plus difficile de se déplacer à travers le pays.

Les gens veulent travailler. Ils veulent vivre. D'accord, ils ont jamais connu la démocratie. Ils souffraient du fascisme. Mais ils en avaient l'habitude. A présent, avec la guerre, c'est pis.

Alors, si un d'Aubuisson raconte qu'il va gager cette guerre, vive d'Aubuisson ; 60 % des Salvadoriens ont voté pour l'extrême droite parce qu'ils croient encore au miracle.

En Algérie française, entre 1958 et 1962, beaucoup de pieds-noirs ont cru au père Noël.

L'avenir ? Il n'est pas gai. L'armée ne peut gagner, parce que les raisons qui ont poussé toute une partie du peuple à se soulever sont toujours là. La guérilla ne peut l'emporter parce qu'elle n'en a tout simplement pas les moyens. Pour le moment, la situation est bloquée.

Cette guerre coloniale livrée à domicile continue. A deux niveaux. La presse s'est focalisée sur celui des opérations au grand jour. Il reste peu élevé. Elle l'a gonflé, mais ça reste tout de même une guerre de poche.

La véritable guerre, c'est celle des tueurs, des inconnus armés, en civil qui enlèvent au grand jour tous les « suspects ». Suspects de quoi ? Allez savoir. Nous ne sommes plus dans le domaine du rationnel. Chez les gorilles, tout peut se produire, n'importe quand. Pour beaucoup de Salvadoriens, le simple fait de se réveiller vivant est une victoire.

Un pays ne peut vivre en apnée. Il ne peut non plus massacrer sa jeunesse indéfiniment. Il faudra bien qu'un nouveau Salvador ait sa chance un jour. Le jour où le Congrès américain, par exemple, en aura assez de jouer aux dominos.

Malheureusement pour lui, le Salvador fait partie du monde libre. Libre de se faire massacrer sans problèmes. Il y a tout de même eu trente-deux mille morts en deux ans. Six cent mille exilés. Cinq cent mille regroupés dans le pays lui-même. Dix prêtres ont été massacrés par les tueurs de droite, l'archevêque Romero, assassiné alors qu'il célébrait la messe.

Ah ! s'il s'agissait de la Pologne... Le Salvador paie très cher sa liberté. Espérons qu'un jour il retrouvera celle de vivre en paix.

(1) N.D.L.R. - Cet appel ne parvenait pas du Monde Dimanche.



# Ceatcca, le bout du monde

**S**EPT HEURES TRENTE. El señor Edwin Bustamante Arena s'impatiente. Nous sommes à Cuzco, « nombril du monde » pour les Incas, perché dans les Andes du sud-est du Pérou. Petit, râblé, très brun, la moustache abondante, l'air décidé, cet agronome fils de député ne manque pas d'autorité. La veille, il nous avait convoqué dans son bureau de l'Institut national de planification pour nous décrire par le menu son activité : implanter dans cinquante et une communautés paysannes de cette région des Andes, aux villages difficilement accessibles, un « projet intégral de services de base pour l'enfance » (Proinsebi). Cela grâce à l'aide technique et financière de l'UNICEF.

Chaque « projet » comprend quatre secteurs d'activité, en pratique étroitement imbriqués : l'éducation, la santé, l'agriculture, la pêche. Objectif : sortir ces communautés de la malnutrition et des maladies endémiques qui atteignent en particulier les enfants. Ainsi que de l'analphabétisme. Et donc éviter l'exode vers Lima. Le señor Bustamante souhaitait nous montrer ce « projet » in situ.

Et nous voilà dans la Toyota Land Cruiser de l'UNICEF, en compagnie de son délégué à Cuzco, M. Gareth Lyo Davies, un jeune Anglais, en direction de Ceatcca, village situé à 4 000 mètres d'altitude environ.

Nous quittons bientôt la route nationale pour la piste qui, traversant la Cordillère, mène au-delà de Ceatcca, à Maldonado, dans le Madre-de-Dios, région des chercheurs d'or. La Toyota grimpe lentement. Trous, crevasses, caillasse. Alternance de forêts d'eucalyptus et de champs cultivés, à plus de 3 000 mètres. Au-delà, végétation rare, domaine des alpagas et des champs de papas (pommes de terre), légume national. Le paysage est saisissant. Vert, plutôt rond. Au loin, neiges éternelles sur des sommets de 6 000 mètres et davantage. La campagne est presque riant. Il est vrai que nous sommes proches de l'équateur. A gauche ou à droite, d'impressionnants à-pic.

## Trois croix dans un virage

Dans un virage, trois croix, sommairement plantées, signalent aux valeureux conducteurs qu'un de leurs prédécesseurs, imprudent ou malchanceux, est tombé dans le vide avec deux compagnons. Peut-être leur rappellent-elles aussi les vertus de la tempérance.

Soudain, droit devant nous, énorme, un camion. Il avance en crabe, le châssis complètement faussé, l'avant toujours au bord de la pente, tandis que l'arrière semble flotter la montagne. Seul moyen de transport collectif à emprunter la piste, les camions, plus usagés les uns que les autres, emmènent matériel et passagers, tous au vent, frigniflés. Dans la cabine, à côté du conducteur, deux, parfois trois privilégiés, qui n'ont payé le voyage plus cher. Derrière, une barre de bois fixée dans le sens de la longueur permet à chacun de se tenir debout ou comme il peut dans les soubresauts. Des faucons décrivent de grands cercles autour de la piste, comme dans les films à suspense. On rabat les rétroviseurs pour se croiser. Ça passe.

Quatre mille deux cents mètres, le col. Les sommets semblent tout proches. Devant, de vastes vallées, complètement enclavées, où des champs sont cultivés par des paysans munis de boues et d'autres instruments antiques. Ici, des fèves, des choux, des salades, et surtout des oignons, riches en vitamines.

Au fin fond des Andes péruviennes, une visite à des villages indiens perdus que l'UNICEF s'efforce d'aider.

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU

broutent dans des champs en jachère.

La descente commence. Quelques centaines de mètres plus bas, arrêt. Une vingtaine de paysans sont occupés dans un champ. Ils cultivent collectivement la parcelle de l'un d'entre eux. Ils s'occuperont ensuite de la terre d'un autre. Et ainsi de suite. C'est la règle de cette communauté. Son président vient vers nous, reconnaissant ses hôtes, et les accompagne vers une étendue de culture de papas. Dans un coin, une expérimentation a été réalisée grâce à l'UNICEF, qui a fourni de nouvelles semences. On creuse, on arrache, on examine, on compare. Vietnam, la « patate UNICEF » est plus grosse, moins terreuse, plus juteuse. Et elle pousse plus vite. Bref, on en mangerait. L'expérience sera poursuivie et étendue puisqu'elle est concluante. Le señor Bustamante espère convaincre les paysans, grâce à ces papas plus « performantes », de cultiver d'autres légumes, pour varier l'alimentation et obtenir ainsi un meilleur équilibre nutritionnel. Il emporte les pièces à conviction. Tout le monde se congratule.

Virage. Nouvel arrêt brusque. Plus de piste. Disparue. A la place, un trou. Nous regardons, sidérés. « Descendez », dit le chauffeur, « je vais passer tout seul ». Lentement, les quatre roues motrices aidant, la Toyota descend dans le trou, puis remonte de l'autre côté. Nous réembarquons.

Enfin, nous arrivons, fourbus, broyés, dans la vallée de Ceatcca. Voilà près de quatre heures que nous roulons. Nous avons fait 46 kilomètres. L'épreuve est rude, mais indispensable pour saisir la réalité. Comment aider ces populations ? L'absence de communications impose la réponse. Ici, nulle décision technocratique d'une administration lointaine (et d'ailleurs peu capable), ou l'aide dirigée de l'extérieur, n'a de chances de succès durable sans l'adhésion et la participation des intéressés. Seule, la prise en charge de son développement par la Communauté elle-même peut aboutir. Ce constat fonde la stratégie d'intervention de l'UNICEF : tous les animateurs des différents secteurs (éducation, agriculture, santé, etc.) sont élus par les communautés traditionnelles.

Devant nous, à flanc de colline, au milieu des champs, un « wawa-wassi » - jardin d'enfants - peint en vert. Modeste bâtiment rectangulaire, recouvert de tôles ondulées - une grande salle, une cuisine, une réserve, - il a été construit par la communauté de Ceatcca, sur un terrain communal, avec du matériel fourni par l'organisation internationale (1). Toute proche, l'école primaire. Devant les bâtiments, entourés d'un muret de boue séchée pour éviter que moutons et lamas n'entrent dans l'école, un magnifique robinet sur un socle en ciment. Tout neuf. Il est alimenté par l'eau qui descend de la montagne, retenue dans des bacs installés plus haut par l'UNICEF et qui filtrent les eaux. L'eau courante, au centre de l'ensemble scolaire, sera un moyen d'attraction de la population et d'éducation des mères et des enfants à l'hygiène. Derrière, un « jardin éducatif », comme dans la plupart des wawa-wassi, destiné à montrer aux familles les diverses cultures possibles et leurs mérites respectifs. Ici des fèves, des choux, des salades, et surtout des oignons, riches en vitamines.

Arrivée au bourg de Ceatcca. La place principale ressemble à un décor de western mexicain. Carrée, toute en terre, écrasée de soleil. Partes étroites, volets fermés, un bangar d'un côté, quelques femmes assises au pied d'un lavoir proche de la carcasse d'un vieux Dodge. Au-dessus d'une porte, une inscription : restaurant la Estrella.

Nous entrons dans une sorte d'étable, divisée en deux par une cloison faite de sacs de pommes de terre cousus les uns aux autres. Nous ne saurons jamais ce qu'il y a derrière, mais peut-être est-ce mieux ainsi. Il fait sombre. Une odeur écœurante flotte. Sur une table, un demi-porcelet dé-

De mai à décembre, une trentaine d'enfants de trois à six ans, plus ou moins assidus, sont accueillis tous les matins, du lundi au vendredi, pour y être éveillés, socialisés et préparés à l'école, par un « promoteur d'éducation » bénévole. L'après-midi, ils retournent dans leur famille, certains ayant déjà des tâches domestiques. La cuisine installée dans le wawa-wassi permettra de leur servir sur place petit-déjeuner et déjeuner, et de rééquilibrer ainsi leur mode de nutrition (plus de protéines et de vitamines, moins de bouillies). Les repas sont préparés à tour de rôle par chaque mère de famille, qui découvre à cette occasion des rudiments d'équilibre alimentaire.

## On dort tout habillé

Il est vrai que la vie ici est rude : pas d'eau courante, pas de W.C. ; de l'électricité quelques heures par jour et seulement dans le bourg, vendue par un particulier qui la produit avec un bloc électrogène. Mais rien dans les fermes isolées. Le froid, en particulier à partir de 13 heures jusqu'au matin, qui empêche de se laver (mais qui, heureusement, détruit certaines bactéries ou en empêche la prolifération). Les maisons sont si froides que chacun dort tout habillé dans une seule pièce commune aux hommes et aux animaux, au sol en terre battue.

Nous nous apprêtons à descendre au village quand nous apercevons au loin, descendant la colline, une femme qui nous fait de grands signes. C'est la sage-femme de la communauté. Déjà âgée, toute sèche, un chapeau à large bord sur la tête, robe noire, mains et pieds douteux, elle nous parle de son travail. Elle nous montre un cahier où elle note scrupuleusement chaque jour ses interventions de « soins primaires », fautes, écorchures, etc. Elle tient aussi régulièrement le registre des femmes enceintes. Dans sa main, un grand cabas en plastique noir, fourni par l'UNICEF, qui contient son matériel pour les accouchements. Doit-il être stérilisé ? L'a-t-il jamais été ? Tous les jours est-il qu'elle étale tout sur l'herbe.

Elle est fière de sa situation, car dans les communautés andines les sages-femmes sont surtout des hommes. Pour des raisons d'autorité. L'UNICEF a dû, pour commencer à former des jeunes femmes : les parturiantes et peut-être aussi leurs maris préférés, faire appel aux plus âgés - hommes ou femmes, - à l'hygiène douteuse. D'une politique de formation systématique de « sages-femmes » pour réduire la mortalité, encore très élevée, chez les nourrissons et chez les accouchées.

Arrivée au bourg de Ceatcca. La place principale ressemble à un décor de western mexicain. Carrée, toute en terre, écrasée de soleil. Partes étroites, volets fermés, un bangar d'un côté, quelques femmes assises au pied d'un lavoir proche de la carcasse d'un vieux Dodge. Au-dessus d'une porte, une inscription : restaurant la Estrella.

Nous entrons dans une sorte d'étable, divisée en deux par une cloison faite de sacs de pommes de terre cousus les uns aux autres. Nous ne saurons jamais ce qu'il y a derrière, mais peut-être est-ce mieux ainsi. Il fait sombre. Une odeur écœurante flotte. Sur une table, un demi-porcelet dé-

coupé attire les mouches. Une vieille sans âge, cachée dans la pénombre, nous regarde. Elle finira tout à l'heure nos assiettes. Edwin Bustamante nous invite à essayer soigneusement assiettes et couverts. Uoe soupe grasse et des côtelettes du défunt cochon de lait nous sont servis. La première bouillie, les secondes grillées : c'est mieux ainsi. Une infusion de coca pour finir.

Halte au centre de santé avant de partir. Depuis cette petite maison blanche entourée d'eucalyptus argentés, plutôt avenants, l'infirmière, aidée de trois « promoteurs de santé », fait face à tout. Elle accueille chacun avec un sourire qui cache une solide énergie. Une moto, dont elle se sert pour aller dans les fermes, est soigneusement rangée. Dans le hall, des affiches didactiques sur les préceptes d'hygiène essentiels (faire hantiller l'eau, construire des latrines, lutter contre la diarrhée, la rage, désinfecter une plaie). A côté, une salle de soins qui fait aussi fonction de laboratoire d'analyses. Devant la fenêtre, un microscope et des plaquettes d'analyses. Une autre pièce contient un réfrigérateur à kérosène pour conserver médicaments et vaccins.

Une mère arrive avec ses deux filles, en costume rouge et or, toutes trois le visage ensanglanté. Dispute familiale - le père était ivre. Mais l'infirmière, qui a l'œil plus exercé que nous, constate que le sang est sec. Les blessures datent de plusieurs jours : elle invite ses visiteuses à aller... se laver. Au fond, la petite pièce où elle vit pendant un mois durant, avant de redescendre en ville quelques jours.

## « On laisse faire la nature »

En quelques minutes, il fait nuit. Au Pérou, pas de crépuscule, la nuit tombe vite et tôt (vers dix-huit heures). Il va falloir revenir aux phares.

Le froid nous saisit soudain. Nous commençons à remonter. De temps en temps, non loin de la piste, nous apercevons des silhouettes sombres, à proximité de maisons basses, sans fenêtre ni cheminée, pour mieux se protéger. Car il fait froid à 4 000 mètres. Si froid qu'un enfant sur deux en meurt dans la première année de sa vie.

Silence, magnifique et inquiétant, de la nuit. Dans le fond, tout là-bas, de petites lumières semblent proches. En fait, elles sont bien loin. Il nous faudra quatre nouvelles heures pour les atteindre.

Qui sait comment rendre accessibles ces villages andins complètement coupés du monde, et qui vivent encore comme il y a plusieurs siècles ? Certains sont à trois jours de marche du prochain bourg. Quand il pleut, la piste est coupée. Pour deux, trois, voir cinq jours. Là-haut, il ne fait pas bon être malade. L'interrogation mes compagnons. « Que se passe-t-il si une intervention urgente est nécessaire ? » La réponse est sans ambiguïté : « Si l'homme est transportable, on vient le chercher en Land Rover, pourvu qu'il y ait un chemin carrossable. Sinon, les hommes l'emmènent à pied, en brancard. Si c'est impossible, on laisse faire la nature... »

(1) Le Pérou compte environ dix-sept millions d'habitants. Près de la moitié d'entre eux ont moins de quinze ans. Les moins de cinq ans sont plus de trois millions. Le taux de mortalité infantile atteint cent un pour mille. L'action de l'UNICEF au Pérou s'oriente en priorité vers les populations les plus défavorisées de l'Altiplano et des Andes. 130 centres de santé, 600 jardins scolaires, ont été implantés dans les communautés par l'UNICEF, qui, à ce jour, a déjà formé 850 « promoteurs d'éducation » et 650 « promoteurs de santé ».

## RHEINISHER MERKUR

### Le moineau, ce poids lourd

« Aussi léger qu'un moineau », cet adage n'est plus de mise, ainsi que le révèle le Rheinischer Merkur. Il écrit : « Voler la vitesse bléssée. C'est la dernière barrière entre votre œil et un canard passant à 14 tonnes ! ». Cet extrait des instructions pour les unités aériennes de la Bundeswehr n'est pas conçu comme une plaisanterie et il ne s'agit pas d'une coquille. Il est question de la menace émanant des oiseaux. Depuis que la propulsion à réaction permet de voler à des vitesses impressionnantes, tous les pilotes civils et militaires craignent une collision avec la concurrence envahissante. Et c'est surtout à cette époque de l'année où ils redoutent les oiseaux migrateurs.

Des biologistes de l'Institut de géophysique de l'armée, à Trier-Trarbach, qui se penchent depuis des années sur ce phénomène, ont calculé l'effet des collisions avec les oiseaux : en vol à basse altitude (150 à 500 m), la puissance d'impact d'un moineau, à une vitesse de 720 km/h, est de 1,4 tonne. L'impact d'une grue, à la même vitesse, correspond déjà à 320 tonnes. Et quand un cygne entre en collision avec un appareil lancé à basse altitude à 720 km/h, le force d'impact atteint bel et bien 480 tonnes.

Il ne s'agit pas de simple théorie : des étourneaux, des corbeilles et des canards sauvages ont déjà percé des cockpits en verre blindé, déchiré des carcasses, d'aluminium comme du papier et déformé ou crevé des ailes. Il y a quelques années, un tel projectile biologique, sous forme d'une buse, a percé le cockpit d'un Startfighter, la combinaison du pilote et blessé gravement l'homme assis au manche. Après un atterrissage de fortune, il fallut extraire les restes du volatile de la poltrone de l'infortuné pilote.

Le danger n'est pas moins grand pour l'aviation et ses occupants quand un oiseau est aspiré par les turbines. De tels accidents occasionnent chaque année des dommages de plusieurs millions de marks et ont déjà fait s'écraser au sol des appareils de la taille d'un Jumbo-Jet. On a déterminé que, près d'une base aérienne en Schleswig-Holstein, 50 % des accidents de vol étaient dus à des collisions avec des oiseaux. L'examen des restes prouve que ce sont surtout des étourneaux, des grives, des corbeilles, des vanneaux, des mouettes et des perdrix qui endommagent les avions à proximité des aéroports et des bases aériennes.

## TROUD

### Les privilèges des chiens

Les huit millions de chiens soviétiques sont dans la colline, accusés du crime la plus grave par les temps qui courent en U.R.S.S. : ils retiennent la nourriture de la bouche des travailleurs. Il y a deux ans, le conseil des ministres de la fédération de Russie avait déjà imposé aux chiens et aux chats une visite médicale annuelle, dont seuls sont dispensés... les animaux du K.G.B. (sécurité d'Etat). Les animaux domestiques sont dotés d'un véritable livret de santé, où figurent jusqu'à leur nom et adresse. S'ils sont surpris en flagrant délit de « vagabondage », c'est la condamnation à mort.

A présent, c'est le journal des syndicats, Troud, qui joue les procureurs. Il réclame des mesures énergiques et immédiates alors que, de la façon la plus sérieuse, le comité central du parti sera prochainement appelé à adopter un plan alimentaire spécial pour l'U.R.S.S.

En tête de ses préoccupations, le journal note le fait que les chiens mangent de la viande (aucun aliment spécial pour ani-

maux n'est commercialisé en U.R.S.S.). Or cette denrée est souvent rationnée et l'Etat la vend à perte. Selon les chiffres officiels, un Soviétique consomme moins de viande qu'un Polonais soumis à l'état de guerre. Pour donner un exemple, dans une ville comme Bakou (sud de l'U.R.S.S.), la ration mensuelle par personne est actuellement d'un kilo. Mais les chiens, eux, dévorent, selon Troud, des millions de tonnes de viande par an.

La solution proposée par Troud : limiter le nombre de chats et de chiens en instituant une taxe mensuelle sur les animaux selon divers critères... dont leur appétit. Déjà, un impôt annuel est à l'étude. Un chien serait taxé 200 roubles par an, selon un projet avancé. Mais des voix se sont élevées, faisant remarquer que, à ce prix-là (l'équivalent d'un trimestre de pension pour un vieillard), bon nombre de personnes âgées se retrouveront désespérément seules.

## LE SOIR

### Détecteur de vie

On trouve de tout à l'exposition internationale des inventions qui s'est ouverte récemment à New-York. Parmi les deux cents inventions présentées par cent trente exposants venus des quatre coins du monde, le quotidien Le Soir, de Bruxelles, a retenu tout particulièrement le « détecteur de

vie », proposé par un Mexicain. Il est constitué d'un ensemble de fils électriques reliant le corps d'un présumé défunt à un système d'alarme. Selon le fabricant, c'est le seul système au monde qui permette d'éviter d'être embaumé ou enterré vivant !

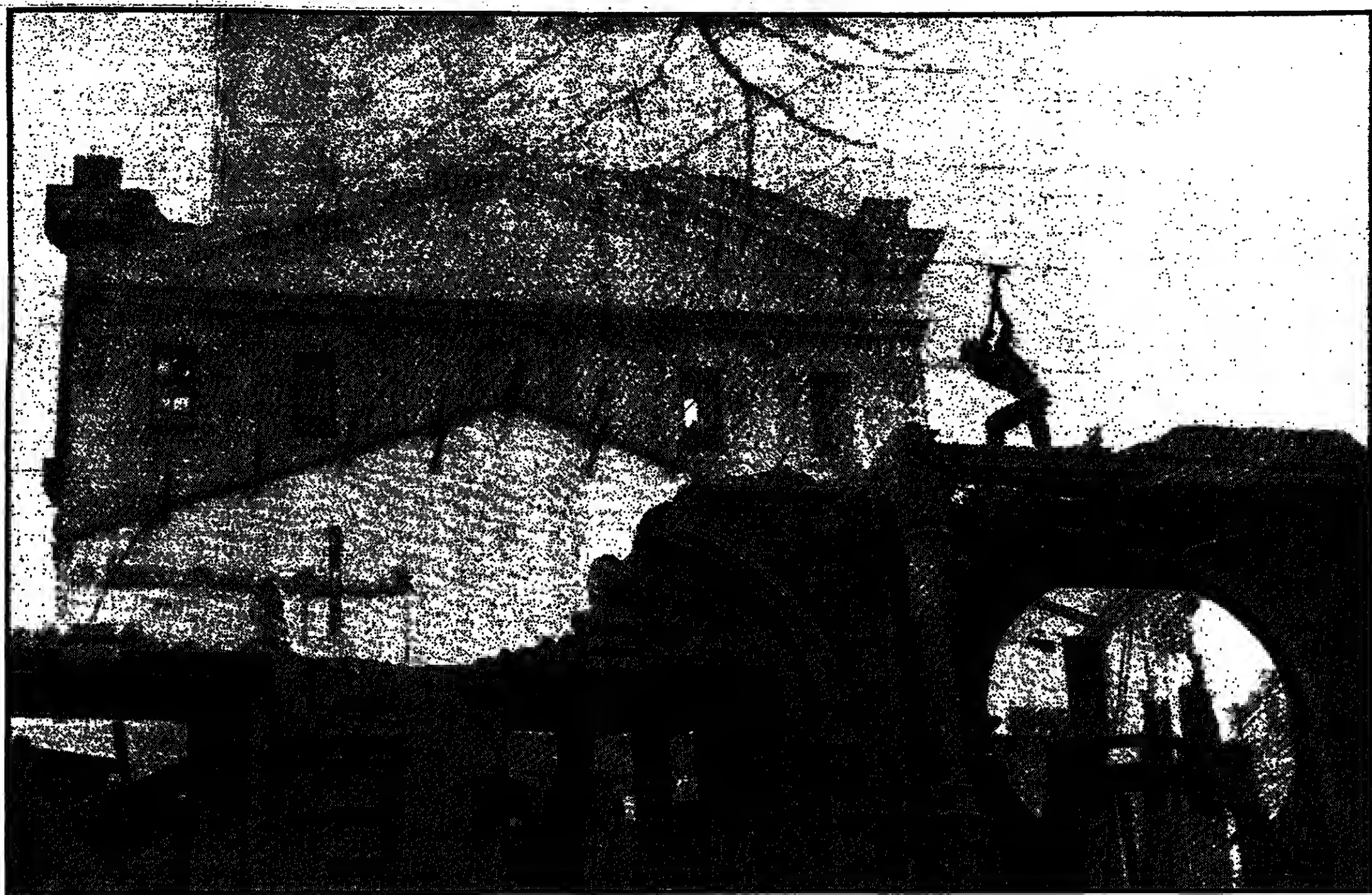
## FINANCIAL TIMES

### Assurances matrimoniales en R.D.A.

Chaque semaine, les Allemands de l'Est ont droit, pour 15 pfennig, à un hebdomadaire dont le « Une » ne réserve guère de surprise mais dont l'intérieur leur offre le rubrique très prisée des petites annonces personnelles. Le Financial Times se livrait récemment à une analyse de contenu de cette rubrique, où ni l'imagination, ni l'humour, ni la détresse affective des couples solitaires ne laissent généralement aux préoccupations matrimoniales des habitants de la R.D.A. La mention « aime les voyages », indique le quotidien, signifie généralement que la dame seule attend de son partenaire qu'il possède une voiture. Celle qui a le privilège de disposer d'une résidence secondaire le fait savoir en précisant qu'elle cherche un compagnon « qui s'intéresse au jardinage ». Typique de cette approche essay-

pragmatique, cette annonce récemment parue « cherche un compagnon (d'après) en désolité, capable de s'occuper d'un magasin d'appareils électriques à Dresde ». Certains parviennent à échapper à la censure en demandant une insertion non pas dans la rubrique « annonces matrimoniales » mais dans la rubrique « recherche de correspondants ». Ainsi cette jeune femme de Berlin-Est qui « cherche un correspondant qui s'intéresse... aux photos de nu ». Parfois enfin, rapporte le Financial Times, les annonces matrimoniales sont signées des initiales « m-l. W.A. » (marxiste-leninistische Weltanschauung), ce qui signifie que le cœur solitaire est membre du parti communiste et attend de son partenaire qu'il ou elle en fasse également partie.





RENÉ BURRI/MAGNUM

## Signes

# Rêver sa ville

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

LORSQUE la France eut à remettre debout les ruines de la guerre, puis à édifier ces innombrables ensembles urbains destinés à accueillir les migrants des campagnes et du tiers-monde, il appela qu'une race nouvelle de démiurges était née : celle des architectes et des urbanistes. De leur cerveau allaient surgir les dessins et les perspectives contenant tous les gestes de notre vie : intime et domestique, civique et spirituelle, sociale et professionnelle... Leurs interventions ne laissaient rien au hasard : de la couleur des boutons de porte à l'orientation des églises, de l'emplacement des évier à la conception des hôtels de ville et des centres culturels, ils avaient l'œil à tout, siégeant les moindres détails de notre environnement, prévoyant les façons dont nous allions cuisiner, circuler, flâner, nous rencontrer, jouer, travailler.

Notre confiance dans leur mission était d'autant plus grande que les bienfaits de leur action sautaient aux yeux. L'architecture concentrée et verticale permettait de donner à une foule de gens, vivant jusque-là dans des conditions sordides, des avantages auxquels ils n'osaient rêver : l'eau courante, l'air, le chauffage, la proximité des services et des commerces. Le confort et la santé — donc le bonheur...

Puis, le temps passant, un doute s'est installé. Il a semblé que toutes ces promesses mirifiques n'étaient pas tenues. On a parlé du malaise des grands ensembles et des villes nouvelles, des dangers de la promiscuité et de l'enfermement, des maux de l'isolement et de l'insécurité, de l'ennui des jeunes et de la frayeur des vieux. Certes, ces critiques pouvaient être réfutées : les inconvénients dénoncés ne provenaient-ils pas d'abord de l'incurie des services publics ou de la rapacité des promoteurs, du chômage ou de la crise de l'école ?

Pour pertinentes qu'elles soient, ces réponses ne semblent pas entièrement satisfaisantes. Elles paraissent trop simples, trop logiques. Il y a quelque chose d'autre, de plus insaisissable, qui tient à la nature — profondément irrationnelle — du lien entre l'individu et son environnement. Il est bien difficile de savoir pourquoi ou se trouve bien — ou non — là où on habite. Bien sûr, il y a des critères évidents qu'on peut lire dans la note du marché immobilier. Certains immeubles, certains quartiers, sont plus appréciés parce que plus confortables et mieux situés. Mais cela ne suffit pas à tout ex-

pliquer. Pourquoi, par exemple, deux quartiers apparemment identiques, par leur construction ou leur population, n'ont-ils pas la même réputation ? Ou, encore, pourquoi des habitants d'un même quartier peuvent-ils porter sur celui-ci des appréciations aussi divergentes — et en tout cas très différentes de celles des gens qui en sont extérieurs ?

Certains sociologues ont commencé à s'intéresser à ce phénomène et à tenter d'analyser ces curieuses relations entre l'homme et sa ville — en particulier ceux du Centre de sociologie urbaine de l'université des sciences sociales de Grenoble, dirigé par Pierre Sansot. Une récente étude, réalisée par deux membres de cette équipe — Yves Chalas et Henry Torque — parmi les habitants de la banlieue grenobloise d'Echirolles, montre en particulier à quel point une réalité urbaine, apparemment fort banale, peut être vécue de façon diverse et contradictoire (1). A croire que, selon les interlocuteurs, on ne parle pas des mêmes lieux.

Ces deux chercheurs ont retiré de cette enquête la conviction que la thèse selon laquelle la vie des gens était conditionnée par leur cadre de vie était une idée... d'urbaniste, qui ne correspond pas à la réalité. Les relations entre l'individu et la ville sont en fait beaucoup plus subjectives. Elles relèvent de l'imaginaire. Chacun construit sa façon de vivre à partir de sa vie personnelle, de son histoire, de ses rêves, de ses ambitions ou ses déceptions — de son petit cinéma intérieur.

C'est ce qui explique en particulier que les citoyens aient généralement si peu de chose à dire, lorsqu'on les interroge sur ce qu'ils souhaiteraient pour leur ville ou leur quartier. Mises à part les commodités élémentaires, ils se moquent du reste. Que les urbanistes fassent leur boulot. Eux se chargent de vivre à leur façon, dans le cadre qu'on leur aura fixé. C'est un problème à régler avec eux-mêmes. Quel que soit l'agencement des rues et des immeubles, les distances et les perspectives, c'est à eux qu'il reviendra finalement de faire que ce soit joyeux ou mortel. Personne ne sera triste ou heureux à leur place.

Il y a bien des façons de regarder par la fenêtre, de faire ses courses, de prendre l'autobus, d'accompagner ses enfants à l'école, de flâner le dimanche. L'idée qu'il y aurait des quartiers pour le

drame et d'autres pour la romance est bonne pour les cinéastes ou les touristes. On peut s'aimer dans les H.L.M. et s'assassiner dans les beaux quartiers. Les vieux ouvriers n'ont pas interrogés par le sociologue Jean Penneff évoquent avec nostalgie les anciens quartiers populaires : le soir, on s'asseyait devant la porte et on causait, tandis que les enfants jouaient dans la rue. C'était pauvre et insalubre, on était fatigué, mais il y avait de l'amitié (2).

On fait sa ville comme on fait sa vie, chacun avec ses moyens et ses fantasmes. Dans leur livre *Villes imaginaires*, Alain Pessin et Henry Torque distinguent six modèles d'habitants (3).

L'étranger. Pour lui, qui est à la fois en dedans et en dehors, la ville demeure éternellement indéchiffrable. Il ne la comprend pas. Elle ne lui parle pas. Il ne parviendra jamais à la pénétrer.

L'assiégé. Fasciné par la ville, il désire l'investir, la mettre à sa merci. La plier à sa fantaisie mais de façon purement symbolique. L'artiste, qui fera de la ville la figuration de son imaginaire personnel, le gangster et le policier, qui rêvent de la quadriller et d'en contrôler les moindres recoins, sont des assiégés.

L'éternel. Il voit la ville comme un vaste vide à combler, un lieu de perpétuelle surprise, où tout est sans cesse à revoir. Pour lui, la ville est toujours insaisissable, elle a toujours un secret à livrer. Mais, comme il va sans dire, il est le jouet des manipulations. Il se croit libre, mais il suit des circuits prévus. Il ne construit pas la ville, mais se contente d'en suivre les pentes.

L'acteur. Il veut à tout prix façonner, organiser, intervenir. Il rêve de transformer, d'adapter, de laisser son empreinte. Il est convaincu qu'on a besoin de lui. L'homme politique, le militant de base, l'animateur et évidemment l'urbaniste et son double honteux, le promoteur, sont des acteurs-types.

Le solitaire. Lui n'a besoin de personne pour régler ses affaires. Il a pris le parti de se fonder dans la ville, de disparaître en elle. Il a sélectionné quelques lieux qui lui conviennent et se contente de s'identifier à eux. Il ne demande rien d'autre à la ville, n'en attend rien. Il n'a pas de projet. Il souhaite seulement s'incruster dans la place qu'il s'est choisie.

Le barbare. Vouant la ville un désir plein de haine, il rêve de la marquer, de la détruire, de la brûler. Il voit dans la ville l'image de sa propre malediction et n'a de cesse de l'en punir. En ne signant pas ses méfaits — graffiti, bris de vitrines, détérioration d'objets publics, agressions sans motifs... — il se venge doublement, puisqu'il satisfait son agressivité et rend la ville invivable. Le forcené ou le monstre, qui par des crimes sordides et impunis font de la ville un enfer, sont des barbares très réussis.

On pourrait sans doute concevoir bien d'autres modèles, tant sont diverses les sources auxquelles s'alimente l'imaginaire de l'homme des villes. D'autant que — on s'en aperçoit de plus en plus — la ville n'est qu'une partie de la vie. C'est un espace en creux. Comme pour la création de l'empreinte qu'elle exerce sur nous, on cherche à la fuir, par la pensée ou physiquement. Les départs des week-

ends, ceux des vacanciers et des retraités, montrent que beaucoup de gens des villes n'ont qu'une envie : la quitter. L'urbain est un individu en transit, vivant, mentalement et matériellement, dans un espace flou, et ne sachant pas très bien ce qui — hormis les nécessités de la vie professionnelle — le retient là où il est.

Cet état d'entre-deux, ce sentiment du provisoire, expliquent en partie les déconvenues des militants de la vie locale ou associative, qui se plaignent de l'indifférence de leurs voisins. C'est qu'en fait ils sont là sans y être. Leur esprit est ailleurs. Les projets des autres — des gens organisés — ne sont pas les leurs. Eux, ont déjà assez de mal à vivre au jour le jour, à se reconnaître dans le mélange de la vie moderne, à se débrouiller avec leurs propres désirs, sans aller, en plus, s'occuper des problèmes de la cité. Si la France rurale est devenue, en trente ans, un pays urbain, les Français, eux, ne se sont pas métamorphosés pour autant. Par l'esprit, ils sont encore en chemin. Ni vraiment là-bas, ni tout à fait ici. Il faut du temps pour devenir un vrai citadin. Des générations, peut-être...

Les urbanistes et les architectes ont donné à la France l'eau courante et le gaz à tous les étages. Ils ne leur ont pas donné, avec la clef de leur F4, le mode d'emploi de la ville. L'imaginaire urbain se coule moins vite que le béton. C'est pourquoi, dans ces cités nouvelles, les étrangers, les errants et les barbares sont plus nombreux que les acteurs. Violents ou passifs, beaucoup en veulent à la ville d'être pour eux une énigme. Ce n'est pas tant son inconfort ou sa laideur qu'ils dénoncent que ses aspects incompréhensibles.

C'est son histoire qui donne à la ville son sens. Car une ville n'est pas faite seulement de pierre, mais d'hommes. Elle est le résultat d'une lente accumulation de gestes et de regards, d'habitudes et d'usages. Cela, nul architecte ne peut l'édifier. Ce sont les habitants, et non les urbanistes, qui construisent les villes. ■

(1) Yves Chalas et Henry Torque. *La Ville latente. Espaces et pratiques imaginaires d'Echirolles*. Equipe de sociologie urbaine. Université des sciences sociales. Palais de l'université. Place de Verdun 38000 Grenoble.

(2) Jean Penneff. *Autobiographies de militants C.G.T.U.-C.G.T.* Les cahiers du Lersco. Université de Nantes. N° 1, décembre 1979.

(3) Alain Pessin et Henry Torque. *Villes imaginaires*, 1980. Editions du champ urbain. 74, rue de la Fédération, 75015 Paris.



## CLEFS



BERNARD BOULLETTREAU

## Jürgen Habermas, défenseur de la « modernité éclairée »

Avec sa nouvelle somme de 1 200 pages, le philosophe allemand Jürgen Habermas tente de faire la théorie de la société moderne. En luttant sur deux fronts : la nouvelle droite et le « social-romantisme » des gauchistes.

JACQUES LE RIDER

On attendait depuis longtemps le nouveau livre du philosophe et sociologue Jürgen Habermas, qui avait laissé filtrer quelques éléments de ses réflexions récentes dans la préface au recueil *Situation intellectuelle de notre époque* (1), et dans son discours de septembre 1980, « La modernité, un projet inachevé » (2). Le bruit courait que se préparait un ouvrage majeur.

Une vraie provocation ! A l'heure où les démarches théoriques s'essouffent, où les essais d'humour supplantent les systèmes, où les éditeurs conseillent de faire court et « grand public », Jürgen Habermas publie d'un coup quelque mille deux cents pages ardues sous le titre rebaptisé de *Théorie de l'action communicationnelle*. Premier tome : *Pour une critique de la raison fonctionnaliste*. Deuxième tome : *Rationalité de l'action et rationalisation sociale*.

Chez Suhrkamp, l'éditeur de Francfort, on avait prudemment limité la première édition de cet éléphant philosophique à quatre mille exemplaires. Il fallut se hâter d'en retirer quatre mille... Puis encore quatre mille... Si grand est le prestige de Jürgen Habermas. A l'heure qu'il est, plus de dix mille personnes visitent le monument, et bien peu en ont achevé de tour complet. Voici un premier croquis d'orientation.

On trouve de tout dans ces deux tomes. Une impressionnante érudition, qui se traduit par trente-trois pages de bibliographie. Tantôt le style un peu soporifique d'un cours en amphi-

théâtre, tantôt la hardiesse improvisatrice d'un article d'actualité. Une grande patience pédagogique, mais qui s'adresse à des lecteurs déjà plus ou moins familiers de la tradition kantienne, de Hegel, de Max Weber, de Marx, de Lukács, de l'école de Francfort, sans compter quelques références moins attendues chez Habermas : Emile Durkheim, George Herbert Mead.

Sans doute n'est-il pas exagéré de comparer la somme de Jürgen Habermas aux célèbres livres d'Adorno et Horkheimer, *Dialectique de la raison et Eclipses de la raison*, écrits pendant la guerre et parus en 1947. Ces deux essais pessimistes démythifiaient la tradition prétendument libératrice des Lumières. Ils montraient que la rationalisation technocratique du monde avait permis de contrôler les forces naturelles, sans contribuer au progrès moral, ni à la justice sociale, ni tout simplement au bonheur.

Les fondateurs de l'école de Francfort n'avaient jamais surmonté, après 1945, ce scepticisme désespéré. Mais Jürgen Habermas appartient à une autre génération, qui a vécu différemment le choc du nazisme et pour qui l'après-guerre et les belles années de la République fédérale ont confirmé que les institutions de la démocratie pouvaient aider à la réalisation du programme des Lumières.

Pour Jürgen Habermas, « l'automne allemand » de la fin des années 70 a constitué un traumatisme historique comparable, toutes proportions gardées, au choc du nazisme pour Adorno et Horkheimer. Les réactions au terrorisme, puis la crise économique, ont mis en évidence la fragilité des acquis démocratiques.

Habermas est redevenu intellectuel engagé, après quelques années d'effacement. Et, contrairement à toutes les apparences, l'œuvre *Théorie de l'action communicationnelle* est un livre militant. Un acte de foi en la démocratie moderne.

### L'appauvrissement du monde vécu

Jürgen Habermas, qui se définit comme un partisan du « réformisme révolutionnaire » (3), lutte sur deux fronts. D'un côté contre la nouvelle droite qui parodie la critique des Lumières par Adorno et Horkheimer en idéologisant la modernité et le nihilisme, interventions de l'Etat et totalitarisme, critique du militarisme et connivence avec le communisme, féminisme et destruction de la famille, gauche et terrorisme. Ces nouveaux réactionnaires veulent faire table rase de toute modernité sociale, pour revenir aux sources du capitalisme, présentant la régression comme un progrès.

De l'autre côté, Habermas ne veut pas céder au « social-romantisme », des mouvements contestataires, écologistes, alternatifs, pacifistes... dont la coalition bigarrée représente près de 10 % de l'électorat de R.F.A. Il analyse, avec une évidente sympathie mais aussi beaucoup de sévérité, ces enfants terribles des Lumières, qui veulent mener à bien leur émancipation en coupant court à toute réflexion théorique. Ce spontanéisme ne peut, dans le meilleur des cas, que maintenir passagèrement des formes de vie frappées d'archaïsme.

Ces mouvements s'insurgent contre la « colonisation du monde vécu » qui constitue un des thèmes majeurs de l'ouvrage. Montrant l'actualité de Max Weber, qui décrivait le « désenchantement du monde » sous l'empire de la raison froidement instrumentale, Habermas rappelle qu'au départ les Lumières visaient la réconciliation de la technique avec la rationalité morale et les valeurs esthétiques. Bien au contraire, la rationalisation d'une culture des experts et des spécialistes appauvrit le monde vécu.

La modernisation sociale induite par les mécanismes de la croissance bouleverse l'écologie des formes de vie. « La rationalité économique et administrative envahit des domaines de l'existence où dominent les tâches de la tradition culturelle, de l'intégration sociale et de l'éducation, et qui relèvent d'autres critères : ceux d'une rationalité communicationnelle ».

On touche ici au cœur des deux volumes de cette *Théorie*. L'école de Francfort, même au temps de son exil américain, était restée coupée des grands courants de la philosophie anglo-saxonne. Or Habermas élargit son horizon théorique en exploitant la philosophie analytique et surtout le pragmatisme de George Herbert Mead.

### Transparence

La philosophie et l'anthropologie analytiques ont montré que toute culture, toute forme de vie, tout jeu de langage, constituent leurs propres critères de rationalité. Chez Mead, la théorie de l'interaction révèle que la tradition du pragmatisme recèle également une théorie de la rationalité. Enfin, Habermas réactualise Emile Durkheim, chez qui la société a par rapport à l'individu les attributs de la raison : relativement permanente et transcendante aux individus.

Synthétisant ces courants de pensée, Habermas réaffirme sa confiance en une rationalité qui assure le progrès de la communauté humaine. Et cette rationalité se présente comme indissociable du langage. L'utopie habermassienne d'une forme de vie « communicationnelle » se rapproche un instant de l'herméneutique de Hans Georg Gadamer (4), qui loge toute vérité dans le dialogue. Mais Habermas refuse de s'en tenir à la discipline herméneutique où le moment de l'autorité l'emporte sur celui de la critique.

La lourde machine de Jürgen Habermas relève le défi que la crise économique et psychologique de la démocratie moderne lance à la réflexion philosophique. A l'hypercomplexité de la société contemporaine correspond l'hypercomplexité d'un montage théorique proche de l'éclectisme. Habermas défend la « modernité éclairée » contre les réactions « post-modernes » et le romantisme antimoderniste. A droite, on se moquera de sa foi inébranlable en la raison, à gauche on le trouvera beaucoup trop sage.

« L'Etat moderne doit être la polis grecque sans l'esclavage », écrivait Horkheimer en 1942. A son tour, Jürgen Habermas rêve d'une transparence intersubjective qui reconcilierait socialisation et spontanéité, interdépendance et liberté, résistance et tolérance. Mais cette théorie du fonctionnement possible d'un consensus rationnel met cruellement en évidence combien nous sommes encore loin de l'achèvement du projet des Lumières...

(1) Compte rendu dans *Le Monde Dimanche* du 16 décembre 1979.

(2) Traduit par Gérard Raulet dans *Critique*, Numéro spécial *Vingt ans de pensée allemande*, septembre 1981.

(3) Interview de J. Habermas dans *Le Monde Dimanche* du 19 octobre 1980.

(4) Interview de H.G. Gadamer dans *Le Monde Dimanche* du 19 avril 1981.

• Jürgen Habermas, *Théorie de l'action communicationnelle*, 2 volumes, 534 p. et 634 p., éditions Suhrkamp, Francfort, 48 DM (rel. 98 DM).

## RELÈVE

## Felix Rohatyn : un banquier contre Reagan

Ancien gouverneur de la Bourse de New-York, associé de la banque Lazard Frères, Felix Rohatyn, a sauvé de la faillite la ville de New-York en 1975, grâce à la stratégie de la concertation. Il rêve d'appliquer cette thérapeutique à la nation tout entière, pour la sauver de la crise et de Reagan.

PIERRE DOMMERGUES

DÈS l'été 1980, lorsque la convention de Chicago avait choisi M. Ronald Reagan comme candidat du parti républicain à la présidence, Wall Street n'avait pas caché sa réticence à l'égard d'un programme économique considéré comme archaïque. Aujourd'hui, c'est un rejet franc et massif dans la communauté des grandes affaires.

La question de l'après-Reaganisme se pose — moins en terme de personnalités que de philosophie politique. Un virage plus à droite n'est pas à exclure, mais un retour à un libéralisme *new-look* paraît plus vraisemblable. Le grand patronat américain sait — aujourd'hui comme hier — que seule la paix sociale peut assurer la reprise durable des affaires.

Quels peuvent être les axes d'un néo-rooseveltisme dans un monde où la croissance est réduite, où la puissance américaine n'est plus ascendante, où la différence s'accroît entre les classes sociales et les nations ? L'Etat aura un rôle accru dans l'accumulation du capital. La concertation se développera dans le cadre de la décentralisation. Des sacrifices seront exigés de tous les partenaires sociaux. Mais sur quelles bases ?

Ancien gouverneur de la Bourse de New-York, associé de la banque Lazard Frères, administrateur de plusieurs sociétés américaines et étrangères, Felix Rohatyn a sauvé de la faillite la ville de New-York en 1975. La concertation est au cœur de sa stratégie. Réunis autour d'une table, sous sa présidence, les représentants des syndicats, des banques et des autorités de la ville et de l'Etat ont élaboré un nouveau « contrat social ». Une telle thérapeutique peut-elle être appliquée à l'écabellé de la nation ?

« On parle du déclin relatif de la puissance américaine sur le plan intérieur et extérieur. Quel est votre diagnostic sur l'état de la nation ? »

« L'économie américaine est très faible. Une relance temporaire n'est pas impossible. Mais je ne vois aucun signe d'amélioration à terme. Le taux d'intérêt va peut-être fléchir, mais trop tard et insuffisamment pour permettre la relance. La situation est la plus grave que j'aie connue depuis plus de trente ans que je suis dans les affaires. »

« Il y a des facteurs objectifs — tels que le taux d'intérêt, — mais il y a aussi une perte de confiance sans précédent. La menace d'un déficit budgétaire d'un demi-trillion de dollars au cours des prochaines années inquiète, au même titre que l'accroissement du budget militaire qui s'accompagne d'une baisse des revenus de l'Etat. Les gens ont peur. L'administration avait tant promis. Tous les problèmes devaient être réglés sans peine, comme par magie. Le président Reagan est le maître de la communication. Il a dit aux Américains ce qu'ils voulaient entendre. On l'a cru. Mais maintenant rien ne va plus. Reagan est en train de payer la rançon d'un système de télévision qui transforme les hommes en

béros, mais qui montre aussi les rois dans leur nudité. »

« Comment s'explique la grève de l'investissement, qui a commencé bien avant l'arrivée au pouvoir du président Reagan ? »

« Deux raisons essentielles : la faiblesse de la consommation intérieure et la pression de la concurrence étrangère. Il y a deux façons d'investir : ou bien vous empruntez, ou bien vous mettez de nouvelles actions sur le marché. Ce qui a constitué la force économique et industrielle de notre pays, c'est son marché des valeurs. Ce marché est mort il y a une dizaine d'années. Sauf dans quelques secteurs de croissance — comme l'énergie et les technologies de pointe. Mais les industries traditionnelles de l'acier ou de l'automobile ne sont plus capables de créer un capital d'actions. Par suite, leur capacité d'emprunt est limitée. Elles empruntent trop (Chrysler) ; ou pas assez, et finissent par tomber dans des difficultés financières. »

« Ajoutez à cela la récession et les réductions d'impôts. L'impôt sur les bénéfices n'a pas disparu, mais il a été fortement réduit. Un grand nombre de sociétés ne paient pratiquement plus d'impôts. Si vous avez de l'argent en banque, il est plus intéressant de le placer sur le marché financier, à 15 ou 16 % avant l'impôt. Nous avons créé des structures qui favorisent l'épargne, mais pas l'investissement. L'administration Reagan doit comprendre que l'épargne ne produit pas automatiquement l'investissement. On ne construit pas des usines parce qu'il y a des dégrèvements d'impôts, mais parce que la demande l'exige. Nous avons tué la demande. Nous avons créé une situation où les Américains épargnent alors qu'ils devraient consommer. »

### Sécurité à vie

« La dislocation de la coalition libérale, formée par Roosevelt à l'époque du New Deal, n'explique-t-elle pas, plus en amont, la dimension politique de la crise ? »

« Cette coalition regroupait les sudistes, les cols bleus, les Noirs, les hispaniques, les juifs, les citadins, les syndiqués — bref, ceux qui voulaient progresser dans la hiérarchie sociale. Le programme était centré sur le développement de la demande, et non de l'offre. L'alliance reposait sur la croissance, l'emploi et la sécurité. La sécurité, c'était la protection des dépôts bancaires et des hypothèques, et, sur le plan social, l'aide notamment aux personnes âgées. »

« Mais, avec la grande société du président Johnson, les exigences se sont accrues : « Nous voulons la sécurité à vie, l'assurance à 100 % contre la maladie, et contre la pauvreté. Le tout indexé au coût de la vie. » Les intentions étaient bonnes, mais certaines applications se sont avérées excessives : elles ont détruit l'esprit d'initiative, créé la confusion entre la notion d'égalité des chances et celle d'égalitarisme, et engendré la faillite. »



« C'est une des raisons du sentiment de la classe moyenne, persuadée que l'Etat gaspille son argent, soit en le donnant à des gens qui ne travaillent pas, soit en menant des guerres qu'elles ne veulent pas. »

« Un autre facteur de désintégration est le déclin des partis politiques. La télévision a sa part de responsabilité, puisqu'elle permet à un candidat de se faire élire sans base politique, sans programme, sans engagement envers son parti — à la seule condition qu'il dispose de l'argent nécessaire pour se faire connaître. Le président Carter, par exemple, ne représentait pas les démocrates. »

## Concertation

« Première métropole touchée par le fléau de la crise fiscale qui allait dévaster la plupart des cités américaines, New-York était, en 1975, au bord de la faillite. Vos amis, comme vos ennemis, reconnaissent que vous avez « sauvé » la ville. Votre stratégie de sortie de crise était fondée sur la volonté de concertation et le principe du partage des sacrifices. Vous avez jeté les bases d'un nouveau contrat social. Quelle a été votre démarche ? »

« Il fallait impliquer la responsabilité de chacun, et en particulier de l'Etat de New-York. Techniquement, nous avons institué deux organismes : le MAC (Municipal Assistance Corporation), composé de neuf personnalités privées, chargé de restaurer la situation financière de la ville. Le F.C.B. (Financial Control Board), composé de trois personnalités indépendantes et de quatre élus (le gouverneur, le maire, les contrôleurs financiers de l'Etat et de la ville), dont le rôle est d'accepter, refuser ou amender le budget. »

« Nous avons réuni — autour d'une même table — les forces essentielles de la ville, à savoir les syndicats des employés municipaux et les banques. Dans ces négociations, je représentais l'Etat de New-York. De fait, l'Etat, les syndicats et les banques ont négocié ce qu'on peut appeler un contrat social. Pour des raisons stratégiques, nous avons pensé — le gouverneur, ses adjoints et moi-même — que le seul type de solution crédible était d'intéresser les syndicats. Ces derniers disposent d'énormes fonds de retraite — 9 milliards en 1975, aujourd'hui 12, 13 ou 14 milliards. Je proposai donc aux syndicats de devenir co-investisseurs, presque à parité avec les banques. »

« Ensuite, il a fallu obtenir des concessions des uns et des autres. Pour les syndicats, la réduction de la force de travail, des salaires et des avantages sociaux en même temps que l'amélioration de la productivité. Pour les banques, des taux d'intérêt faibles et à long terme. Pour les politiciens, la suppression de la gratuité de l'enseignement supérieur (un acquis vieux de cent vingt ans) et l'augmentation du tarif des transports publics. Pour l'Etat de New-York, la prise en charge du coût de fonctionnement des tribunaux et du système pénitentier. »

« La négociation n'a pas été facile. Les salaires ont été gelés pendant deux ans. Les syndicats ont apporté 2,5 milliards de dollars, les banques 1,8 milliard et nous avons réussi à trouver en tout 8 milliards au cours des six ou sept dernières années. Après quoi, nous sommes allés à Washington, puis à New-York, c'était une première. Et nous avons dit au gouverneur fédéral : « Vous n'avez peut-être pas envie de nous aider, mais si la ville s'écroule, c'est l'Etat de New-York tout entier qui s'écroule avec elle. Au lieu d'un problème de 12 milliards de dollars, vous en aurez un de 35 milliards. Voyez où est votre intérêt. » Le gouverneur nous a apporté son soutien financier. »

« Le bilan est globalement positif. En ce qui concerne les syndicats, la concertation a permis de maintenir le niveau de désaccord au point le plus bas que nous ayons connu dans cette ville. Le dialogue permanent entre le syndicat et la banque est assuré grâce à un organisme, M.U.F.L. (Municipal Unions and Financial Lenders), qui organise, tous les mois ou tous les deux mois, une rencontre entre les leaders syndicaux et les leaders financiers de la ville. »

« Cette stratégie locale de sortie de crise — fondée sur la négociation entre les partenaires sociaux et impliquant la responsabilité accrue des pouvoirs publics — peut-elle être reprise sur le plan national ? »

« La stratégie est plus difficile à réaliser sur le plan national. Mais, il y a des solidarités. La nation, comme New-York, est divisée en zones riches et pauvres, et les différences de classes sont très marquées. L'ensemble du pays, comme New-York, a perdu de très nombreux emplois par suite du déclin de la productivité et de l'augmentation des charges sociales. L'Amérique tout entière doit sortir du déséquilibre budgétaire par la croissance. »

« Le gouvernement a non seulement le droit — mais le devoir — d'intervenir afin de réduire les déséquilibres et créer une certaine stabilité. Mais la planification nationale n'est pas la solution et l'Etat doit créer des emplois par l'intermédiaire du secteur privé. »

« Je propose que soit créée une banque d'investissement d'Etat, comparable au Reconstruction Finance Corporation des années 30. Fonctionnant selon les principes de MAC, cet organisme doit être géré par des représentants du secteur privé, nommés par le président, confirmés par le Sénat, et responsables devant ces instances. Pas de présence politique, ni syndicale dans cette banque. Cet organisme devrait avoir trois fonctions. »

« 1) Sur le plan de l'investissement, soutenir les industries qui ont besoin de capitaux (comme l'automobile et l'acier), mais en exigeant en contrepartie une réorganisation sérieuse des coûts sociaux, de la gestion et de la productivité. »

« 2) Sur le plan économique et social, rééquilibrer les régions et créer des emplois dans le cœur des villes. Nous devons apporter le travail dans les ghettos et instaurer un lien plus étroit entre l'école et l'usine. »

« 3) Favoriser les négociations ponctuelles avec les syndicats et les pouvoirs publics. »

« Dans le moodé où nous vivons, le capital va continuer à être rare. Les inégalités auront tendance à se renforcer. La société entière risque d'exploser. Un des problèmes les plus importants est celui de la justice dans la redistribution de la richesse et dans l'égalité des chances. Les efforts devront être exigés de tous. Je ne crois pas qu'on puisse, en démocratie, légiférer des sacrifices, sauf dans la brutalité, l'injustice et à court terme. Seule, la négociation permet d'éviter les tensions sociales les plus graves. »

« Je considère également qu'il importe d'opérer secteur par secteur, région par région. J'ai toujours été favorable à une politique des revenus fondée sur l'impôt. Mais aujourd'hui les problèmes sont si complexes que je suis revenu à une approche plus humble, plus ponctuelle, plus informelle. Cette méthode ne résout peut-être que 50 % des problèmes, mais c'est mieux que rien. »

## Socialisme à la française

« Si vous étiez européen, à quelle famille de pensée appartenez-vous ? »

« En Allemagne, je serais sans doute social-démocrate. Mais je me sens également assez proche des Japonais, bien que je sois favorable à une intervention beaucoup plus directe de l'Etat. J'admire leur réussite sur le plan de la productivité, de l'inflation et de la sécurité de l'emploi. Leur système d'éducation forme des personnes efficaces. Ils savent limiter la gratification de leurs besoins immédiats en échange d'une certaine participation à la vie de leur entreprise et de leur nation. Mais à quel prix ! Voyez l'impact, sur leur psychisme, de la compétition et de l'agressivité. Je n'aimerais pas vivre au Japon. L'Allemagne et le Japon ont beau jeu d'atteindre de tels objectifs, lorsqu'ils abandonnent aux Etats-Unis l'essentiel du coût de la défense occidentale. »

« Que pensez-vous du socialisme à la française ? »

« J'ai beaucoup d'estime pour les objectifs de M. Mitterrand, »



« bien que je me situe à sa droite en ce qui concerne la façon de les atteindre. J'ai en particulier une opinion très différente en ce qui concerne les nationalisations. Je n'ai aucune objection à ce que l'Etat ait des intérêts dans une entreprise considérée comme stratégiquement importante. Mais je pense que la nationalisation à 100 % est une erreur. »

« Pour avoir travaillé avec la régie Renault, je sais qu'une entreprise nationalisée peut être efficace et qu'elle peut préserver son indépendance vis-à-vis de l'Etat. Pourtant, je considère que la tentation bureaucratique est plus grande que lorsqu'une partie des actions demeure dans le secteur privé. Les syndicats ont tendance à court-circuiter le patron et à s'adresser directement au ministre. Et puis, tout bêtement, l'Etat français aurait pu faire de grandes économies. Elf, le C.F.P. fonctionnent parfaitement. Les mêmes résultats auraient pu être atteints en prenant moins de risques. »

« Quelle image a-t-on de la France dans les milieux d'affaires américaines ? »

« A dire vrai, dans ces milieux, la France n'est pas une priorité dans la liste des préoccupations. Le sentiment général est que M. Mitterrand a beaucoup mieux réussi qu'on ne le pensait. Deux interrogations demeurent néanmoins : la France va-t-elle se replier sur elle-même pour résoudre certains de ses problèmes économiques intérieurs et pencher vers un certain protectionnisme ? L'autre interrogation, d'ordre idéologique, concerne, aujourd'hui encore, la participation des communistes au gouvernement. »

## Tiers-monde

« Comment évaluez-vous les orientations politiques de la France en ce qui concerne le tiers-monde ? »

« Le président Mitterrand est un grand homme d'Etat. C'est une des rares personnalités qui ait une vision historique des problèmes. Il a beaucoup réfléchi et il sait où il va. Pour ce qui est du tiers-monde, il y a des limites à »

ce qui peut être fait, mais, en gros, je souscris à sa façon d'aborder les problèmes. Je suis convaincu que la meilleure façon de nous aider est d'aider le tiers-monde. Nous avons besoin des marchés du tiers-monde et nos clients doivent être solvables. Il faut réduire la dette, et accroître la stabilité. L'idée réaganienne, selon laquelle cet objectif peut être atteint par l'extension de la libre entreprise dans le tiers-monde, est une absurdité. Il ne faut pourtant pas être romantique : le général de Gaulle ne disait-il pas que les nations n'ont pas d'amis, seulement des intérêts. Il est difficile de s'embarquer dans un très vaste programme d'assistance financière quand on a près de 10 % de chômeurs dans son propre pays. »

« Je crois qu'il faut commencer par sortir de nos problèmes, ce qui ne veut pas dire que nous devons recourir à une aide multilatérale d'un type nouveau. Il va falloir également éviter la tentation des axes exclusifs — pour nous, Américains, l'axe Nord-Sud dans notre propre continent — au détriment de l'axe Est- »

## Généalogie

# L'Etat civil en Grande-Bretagne

PIERRE CALLERY

L'ANGLETERRE et la France sont tous deux pays de vieille civilisation. La création de l'état civil apparaît de façon nette, dans l'un et l'autre pays, à peu près à la même date : 1538 (1) pour l'Eglise d'Angleterre et 1539 (2) pour le clergé français. L'état civil dressé par l'Etat fut institué en Grande-Bretagne à partir de 1837 (3). Il l'avait été en France dès 1792 (4).

Il semblerait donc, à première vue, que la recherche généalogique chez nos voisins d'outre-Manche soit à peu près analogue à celle que nous menons en France et que le résultat en soit du même ordre.

En fait, de notables différences rendent la comparaison particulièrement intéressante. Aussi bien chez les Anglais que chez nous subsiste le cas exceptionnel et ponctuel du plus vieux document d'état civil. Un petit village du Derbyshire (Crick) possède des actes remontant à 1344. Celui de Givry (Saône-et-Loire) commence en 1334.

Toutefois ces minutes sont lacunaires quelques dizaines d'années plus tard. Une autre tentative eut lieu en Ille-et-Vilaine à Roz-Landrieux, de »

1451 à 1528 mais fut également interrompue ensuite.

Les documents anglais furent d'abord écrits sur des feuilles de papier très fin. Se rendant compte de leur grande fragilité, les responsables décidèrent en 1598 qu'ils seraient reproduits sur des registres en parchemin. Malheureusement, le texte royal le prescrivant indiquait de recopier depuis le début — et particulièrement depuis la première année du règne de Sa Majesté — (Elisabeth I<sup>re</sup>), en 1558.

On en conclut évidemment dans les paroisses anglaises que les minutes antérieures à 1558 n'avaient pas à être recopiées ! Elles ne le furent que très rarement et ont souvent été détruites. C'est de cet acte de 1598 que date l'obligation d'une copie annuelle des minutes à l'intention des archives de l'évêché.

En France, la tenue d'un double exemplaire ne fut prescrite et appliquée que progressivement (5).

De même, les minutes de catholicité, elles-mêmes, mirent un certain temps à apparaître, surtout en allant vers le sud du pays. Le délai fut plus long, semble-t-il, que dans les paroisses anglicanes. Toutefois on trouve des registres de catholicité, commençant au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle et se poursuivant sans solution de continuité jusqu'à nos jours, sans que le cas soit réellement exceptionnel. (Ainsi, pour »

donner un exemple au pied levé, les minutes de la paroisse de la Couture, au Mans, commencent en 1552...).

Les registres anglais seraient donc apparus plus régulièrement, et le chercheur français qui découvre une référence en Angleterre à cette toute première période a quelques chances d'obtenir satisfaction. Mais la plupart des registres paroissiaux sont lacunaires de 1642 à 1660, période terriblement perturbée par la guerre civile.

## L'incendie de Londres

Mais, direz-vous, les Anglais n'ont pas connu, sur leur territoire métropolitain, ces guerres destructrices de nombreuses archives que subit la France. Il reste que le grand incendie de Londres qui détruisit tous les registres paroissiaux de la capitale britannique en 1666 eut lieu deux siècles avant les incendies de la Commune révolutionnaire parisienne... Ajoutons enfin que les nombreux bombardements de la période 1940-1945 sont responsables également de nombreuses destructions d'archives.

Les registres paroissiaux français ne concernent que les catholiques, les registres anglais que les anglicans. Autant il est rare de retrouver des minutes relatives aux protestants dans l'état civil catholique français (il faut effectuer toute une recherche des sources lorsque l'on étudie des protestants), autant les registres anglicans dressèrent souvent des actes de dissidents.

Néanmoins, les registres des catholiques anglais furent toujours tenus séparément. Par ailleurs, tant d'un côté que de l'autre, la recherche de l'ascendance juive est presque toujours irréalisable.

Les registres paroissiaux anglais se retrouvent soit au bureau du Record Office du »

Ouest, Japon-Etats-Unis-Europe, par exemple.

« Un plan Marshall à l'échelle planétaire est-il concevable ? »

« L'aide au tiers-monde implique de gros capitaux qu'il faudra trouver dans les pays qui les ont accumulés et qui n'en font pas un usage très productif. Je pense bien sûr à l'OPEP. Le dialogue Nord-Sud dépend de l'Ouest, mais aussi des pays producteurs de pétrole et de l'Union soviétique. »

« Si le plan Marshall a réussi, c'est que l'argent a été investi dans des pays qui possédaient déjà une infrastructure culturelle, éducative et politique, capable de multiplier la mise de fond. Déverser de l'argent dans des pays sans infrastructure ne sert qu'à accroître la corruption et la richesse d'une minorité. Bien sûr, il faut explorer des voies nouvelles. L'aide économique, c'est comme la danse : il faut être deux partenaires pour réussir. Le processus est délicat : si vous posez des conditions, on vous accuse d'intervenir dans les affaires intérieures du pays. Si vous ne le faites pas, l'argent est gaspillé. »

« Quel avenir pour les Etats-Unis ? Après le réaganisme, l'Amérique sera-t-elle prête à accueillir une nouvelle version du New-Deal, un néo-rooseveltisme, fondé sur une croissance réduite ou nulle, un nouveau contrat social susceptible de réduire l'instabilité nationale et internationale ? »

« L'alternative n'est certes pas le retour aux solutions de la grande société du président Johnson. Ou bien nous restons à droite et même nous renforçons le virage à droite — ce qui n'est pas impossible s'il y avait, disons, des troubles raciaux cet été dans nos grandes villes. Ou bien, effectivement, nous optons pour une voie franchement plus modérée — avec des objectifs philosophiques bumbles, comme ceux que j'ai suggérés. Et nous procédons de façon pragmatique, au coup par coup. »

« Aujourd'hui, il faut prendre les problèmes, les uns après les autres. Il faut créer des conditions de stabilité — pour cinq, six... ou dix ans au mieux. Je ne crois pas aux solutions définitives, ni communes pour tous. On ne peut pas légiférer sur tout. Les lois devraient devenir caduques au bout de dix ans. Les circonstances changent si vite qu'il faut savoir changer avec elles. » ■

comité en question (équivalent anglais du dépôt des Archives départementales françaises), soit au Public Record Office (6), à Londres, pour les registres des Eglises dissidentes.

La tenue de l'état civil n'est plus confessionnelle en France depuis la Révolution. L'Angleterre et le pays de Galles n'ont connu cette réforme qu'en 1837.

Le bureau central est situé à Londres (7). Son entrée est gratuite et aucune pièce d'identité n'est requise. Des registres trimestriels, alphabétiques et par catégories (naissances, mariages ou décès), sont disposés sur des étagères d'accès libre mais l'on ne peut consulter qu'un seul registre à la fois.

Les données ne contiennent pas plus que les tables décennales françaises : nom, prénoms, lieux et références. L'ambiguïté des homonymes demeure donc toujours monnaie courante.

Pour en savoir plus, il est alors nécessaire de remplir un formulaire et de payer. Le certificat est remis ou envoyé par la poste quelques jours plus tard. Le prix demandé fait maugréer les généalogistes britanniques : plus de 44 francs par copie intégrale (8). C'est là, sans doute, que réside la grande différence entre les recherches en Angleterre et en France (9) ! ■

(1) Ordonnance du 5 septembre 1538.

(2) Ordonnances royales de Villers-Cotterêts d'août 1539.

(3) Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1837.

(4) Décret de l'Assemblée nationale du 20 septembre 1792.

(5) Ordonnance de Blois de mai 1579, rappelée et complétée dans l'ordonnance d'avril 1667 et par la déclaration du 9 avril 1736.

(6) Public Record Office, Chancery Lane, London WC2A 1HP.

(7) St-Catherine's House, Kingsway, London WC2B 6JP.

(8) 4,60 livres sterling : 9 livres sterling par correspondance.

(9) La copie intégrale d'un acte est fournie gratuitement en France. Il suffit de joindre le montant de l'affranchissement de la réponse.



POESIE

# Joseph GUGLIELMI

Joseph Guglielmi est né à Marseille en 1929. Il a notamment publié *l'Éveil* (E.F.R. 1977), *Le Maïs trop blanc* (Orange export, 1977), *la Préparation des titres* (Flammarion, 1980). Il est également l'auteur d'essais : *Ponge et la lumière critique*, *le Dégagement multiple*, *la Ressemblance impossible* : Edmond Jabès. Au début, à la fin, il y a des lectures et, entre elles, la musique du vers, de la voix rythmée. Dans son désir de figurer une unité, le poète dessine la carte tendre d'un pays du manque. Le sens, qui n'est jamais a priori, se perd et renait au plaisir de la bouche. Il excède toute prosodie au gré des emprunts les plus divers, d'Hölderlin à Lao Tseu. Cette opération classique croise la réflexion sur la poésie, sur les langues voluptueuses.

CHRISTIAN DESCAMPS.

## Fins de vers

Oh j'ai tremblé et pareil  
Au nuage-lune je m'en vais  
Le voyageur dans le matin  
Humide sa main elle écoute  
La plaine et la mer brillante  
Posées les montagnes de bois  
Sur les épaules l'eau  
Des brisants sous les jambes  
En tailleur là est la lumière  
Et les soupirs elle couchée  
Nue sur le dos avec passion  
Fous les hommes et les mères  
Sonneils de cape et d'épée  
Sourire chanter et rire  
Être au monde et à l'envers  
Sur l'écran mouvant du fleuve  
L'écran béant tissé de couleurs  
Le mûrier au travers de l'été  
Brûlât sa dernière feuille  
Au retour de Cerveteri  
Pointes de feu  
Sagesse ronde du miroir  
Tes cuisses sont parfaites  
Comme le maquillage coup  
Coupe la vie en deux  
Acte à la fois superbe  
Et terrible le poète  
Lumineux comme le poil d'Hélène  
Le fleuve coule cette voir  
Qui n'est pas la connaissance  
Mais la chèvre qui chante  
Hölderlin  
Une poignée de notes calcaires  
Ou vert suspendu dans le vert  
Du vent clair  
Contre les pierres  
Les genoux la rive en cheveux  
La montagne des gestes  
Où le sang coule comme le vent  
Manger l'oiseau une jambe nue  
Lever le ciel à ses lèvres  
Dans le souffle baiser  
Baiser la bouche  
Plier le ventre de platane  
Avec la main  
La pensée de toucher

ACTUELLES

### Une guerre inutile

« Les nations commerçantes de l'Europe moderne, industrielles, civilisées, placées sur un sol assez étendu pour leurs besoins, ayant avec les autres peuples des relations dont l'interruption devient un désastre, n'ont rien à espérer des conquêtes. Une guerre inutile est donc aujourd'hui le plus grand oisiveté qu'un gouvernement puisse commettre : elle ébranle, sans compensation, toutes les garanties sociales. Elle met en péril tous les genres de liberté, blesse tous les intérêts, trouble toutes les sécurités, pèse sur toutes les fortunes, combine et autorise tous les modes de tyrannie intérieure et extérieure. Elle introduit dans les formes judiciaires une rapidité destructrice de leur sainteté, comme de leur but ; elle tend à représenter tous les hommes que les agents de l'autorité voient avec méfiance comme des complices de l'ennemi étranger ; elle déprave les générations naissantes ; elle divise le peuple en deux parts, dont l'une méprise l'autre, et passe volontiers du mépris à l'injustice ; elle prépare des destructions futures par des destructions passées ; elle ôche par les malheurs du présent les malheurs de l'avenir. »

Au chapitre XV, intitulé : « Résultats du système guerrier à l'époque actuelle », du petit livre de Benjamin Constant, *De l'esprit de conquête*, écrit en novembre 1813, paru en janvier 1814 à Paris. Notons que Roger Caillois l'avait republié en 1944, au profit du Comité français de secours aux victimes de la guerre, à Buenos-Aires, Argentine.

JEAN GUICHARD-MEILL.

# marcel legaut

Devenir soi  
et rechercher  
le sens de  
sa propre vie.

Un livre chaud de vie  
profonde et riche,  
témoignage d'une  
expérience spirituelle  
hors du commun.

AUBIER 19, QUAI DE CONTI  
75001 PARIS

JEUX

# En morceaux

BERNARD SPITZ ET OLIVIER CHAZOULÉ

QUELQUE peu malmenés au royaume des jeux de patience par l'invasion des cubes, anneaux et autres casse-tête en tout genre, les puzzles font peau neuve. A côté des sempiternels paysages en fleurs et des reproductions de tableaux de maître, apparaissent des motifs résolument plus modernes : science-fiction, bandes dessinées, cinéma et même un brin d'érotisme.

Cette évolution est d'autant plus remarquable que le puzzle a souvent été caractérisé par une certaine tendance au conservatisme dans les thèmes abordés, comme nous le rappelle Linda Hannas dans le livre qu'elle a consacré à l'histoire de ce passe-temps (1). Né vers 1760 dans l'atelier d'un petit imprimeur londonien, un certain John Spilsbury, sous la forme de cartes géographiques gravées et coloriées à la main sur des planches d'acajou découpées ensuite, le puzzle n'évolua en effet que très lentement. Il fallut attendre vingt ans pour que l'on eût l'idée de représenter autre chose que ces cartes, destinées à inculquer quelques notions de géographie aux têtes blondes fortunées de l'époque. Mais l'audace en la matière fut vite contenue : morale, poésie, religion, histoire... le didactisme régna jusqu'à la moitié du dix-neuvième siècle.

alphabet, apprendre l'histoire de leur pays, étudier la faune animale, voire même parfaire leur catéchisme, grâce à ces petites pièces appelées ici « images morcelées » et là « puzzles ».

Mais des thèmes plus proches de l'actualité firent également leur apparition. Les grands événements, catastrophes, guerres... eurent droit à leurs puzzles. Ceux-ci jouèrent même un rôle de propagande important pendant le premier conflit mondial. Le domaine des transports fut cependant celui qui bénéficia de la plus large utilisation. La passion avec laquelle nos contemporains suivent les progrès du chemin de fer, de l'automobile ou de l'aviation se retrouve dans le grand nombre de modèles consacrés à ces drôles de machines. C'était là une façon amusante de découvrir les nouveaux engins, d'apprendre les noms techniques des pièces, mais aussi un passe-temps particulièrement apprécié pour occuper les longues heures de voyage. Linda Hannas a retrouvé un article, écrit en 1924 dans le *Daily Mail*, où il est dit qu'une bonne moitié des voyageurs des trains Pullman s'adonnaient ainsi aux plaisirs du puzzle, et même qu'il était fourni, au moment des repas, des petites pancartes *Prière de ne pas toucher* pour protéger les précieux travaux.

## Educatif

Entre-temps, les techniques évoluèrent. Le recours à des bois plus légers en Europe, au carton et au contre-plaqué aux États-Unis, l'utilisation de matrices permettant la fabrication en séries industrielles, l'emploi de nouveaux systèmes d'impression permirent aux fabricants de donner libre cours à leur imagination. Quelques-unes des plus importantes firmes de l'industrie actuelle du jouet, comme Milton Bradley (le fabricant du Simon) ou Parker Brothers (éditeur du Monopoly), assurèrent leur prospérité d'abord grâce au puzzle.

En Angleterre, comme outre-Atlantique, la gamme des sujets traités s'élargit considérablement. Les modèles « éducatifs » assez intemporels continuaient d'être en vogue. C'est ainsi que les enfants purent réviser leur

On n'en est plus là aujourd'hui, même si le puzzle, longtemps chassé gardée des Anglo-Saxons, a connu en France une expansion spectaculaire dans les années 70. Ce sont en effet quatre à quatre millions et demi de coffrets qui sont vendus chaque année dans l'hexagone.

Un peu plus de la moitié d'entre eux sont destinés aux enfants : ce sont les modèles de moins de 500 pièces, selon la classification adoptée par les éditeurs. Parmi les thèmes proposés : beaucoup d'animaux, d'images sportives, de cartes géographiques. Des scènes de la vie quotidienne ont introduit un nouvel aspect à la fonction didactique du puzzle. Ainsi la série « Didacta » de Ravensburger propose, en moins de 50 pièces, *Circulation routière* ou *En faisant des commissions*. Dans le même ordre d'idées, Nathan édite en boîtes de 60 pièces *Retrons chez nous* ou *A la petite école*.

Mais c'est la bande dessinée qui l'emporte largement dans les productions destinées aux plus jeunes. Et d'abord, dans toutes les tailles, sur tous les matériaux et dans toutes les présentations possibles, l'univers de Walt Disney : pas moins de trente-huit modèles dans le catalogue Nathan. Une innovation récente, cependant, offre au jeune public quelques superbes coffrets : la science-fiction. Nathan propose en 250 pièces un extrait du *Trou noir* et, en 800 pièces, un vaisseau spatial qui ne manque pas d'allure. Pour les plus grands, Dujardin a réalisé en 1 500 pièces un somptueux *Les Envahisseurs*. Enfin, les puzzles des séries *Projections* et *Galaxy* offrent, en 551 et 200 pièces, des images de mondes inquiétants et de combats intersidéraux qui raviront tous les amateurs de « SF ».

## Cinéma

Pour les adultes, les fabricants ont fait un effort esthétique qui se traduit par l'enrichissement de la gamme des tableaux classiques, avec l'introduction, notamment, d'artistes contemporains comme Escher ou Vasarely. Autre nouveauté : le cinéma fait ebez tous les fabricants une entrée en force. Ainsi Nathan a mis sur les affiches célèbres, entre autres *les Temps modernes* et *Autant en emporte le vent* en 1 000 et 500 pièces. La boutique Jeux Descartes (2) propose une série de six puzzles représentant de grandes vedettes — Bogart, Marilyn, Chaplin... — dans un montage graphique stylisé rappe-

lant leurs plus fameux rôles, en 1 500 pièces. Citons enfin Stars, également chez Dujardin, en 1 000 pièces, sans célébrer cette fois, mais avec un esthétisme provocateur, sur le thème de la femme-objet qui ne manque pas de saveur.

Les adultes, comme les enfants, ont leurs images favorites. Chez les uns, elles avaient pour nom Mickey, Donald ou Pluto ; chez les autres, elles s'appellent Marion ou Laura et, sans doute par timidité, se réfugient derrière des titres au flou aussi artistique que les photos : *Filles aux bouquets*, *Confidences*, *Dans les dunes*. David Hamilton a ainsi pris le relais de Disney, envahissant le catalogue Ravensburger, tandis que chez Dujardin, sur le thème « Rêve et esthétique », on s'est contenté de s'inspirer du célèbre photographe en prenant tout de même soin de dénuder un peu plus les modèles.

Audacieux ou didactique, le puzzle ne mérite toutefois jamais autant son nom que lorsqu'il dépasse la simple reconstitution d'une image pour devenir un véritable défi à la patience et à l'intelligence. Historiquement, le premier du genre est peut-être le Double Decker, un puzzle anglais en trois dimensions. Aujourd'hui, des astuces ont permis de sophistication le jeu : ainsi cette idée de constituer le puzzle autour d'un miroir métallique qui renvoie une image normale, mais sans lequel le jeu n'offre qu'une image anamorphosée du motif à représenter. Le comble du raffinement est aussi celui de la simplicité : un puzzle tout blanc, comme celui auquel joue Laurence Olivier dans *Jeux* (3), est bien finalement le puzzle le plus difficile du monde.

## CONTE FROID

### Le puritanisme

Les mots sales lui faisaient tellement horreur que, malgré ses sentiments religieux, il refusait d'aller à la confesse.

JACQUES STERNBERG.

- (1) *Le Livre du puzzle*, par Linda Hannas, Éditions Fernand Nathan. Richement documenté, l'ouvrage se présente sous la forme originale d'un coffret comprenant d'une part le livre, d'autre part deux grands classiques du puzzle : le *Queen Mary* et *Tom Kitten*, le chat.
- (2) Club Jeux Descartes, 5, rue de la Baume, 75008 Paris.
- (3) En français, *le Limier*.

à crédit  
cette ravissante bague ?

Exact : crédit MP  
10% comptant  
(minimum 500 F)

Bague composée d'un  
très beau saphir de 1 et 99  
entouré de 10 diamants  
37900 F  
emportez-la avec 3790 F  
le solde jusqu'à 24 mois  
dont de 3 à 6 mois  
de crédit gratuit  
après acceptation du dossier

MP

4, pl. de la Madeleine 260.31.44  
86, rue de Rivoli  
138, rue La Fayette

CREDIT MP la façon facile d'acheter un beau bijou

Catalogue couleur gratuit sur demande

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

CHATEAU SAINT-ESTÈVE  
Propriétaire-récoltant.  
UCHAUX - 84100 ORANGE  
Vin fin des Côtes du Rhône.  
Grande réserve 1979  
12 bouteilles : 267 F franco.  
Tél. : (90) 34-34-04.

Découvrez un HAUT-MEDOC  
LE CHATEAU DILLON  
Vente directe - Prix franco.  
Lycée agricole départemental.  
33290 BLANQUEFORT. Tél. 35-02-27.

GRAND VIN DE BORDEAUX  
Appellation origine contrôlée FRONSAC  
Château les Trois-Croix  
Guillev Kérédan - Viticulteur  
33126 Fronsac. Tél. : 84-32-09



DE L'APÉRITIF  
AU DESSERT...  
OFFREZ ET DÉGUSTEZ DU  
MONBAZILLAC  
de la CAVE COOPÉRATIVE  
de MONBAZILLAC

Documentation et tarif  
sur simple demande à :  
CAVE COOPÉRATIVE  
DE MONBAZILLAC  
24240 MONBAZILLAC  
Tél. : (53) 57-06-38

# ANNE LOESCH

le soleil  
derrière  
la vitre



« Un ton vif, haletant, qui secoue. » PATRICK GRAMVILLE / V.S.D.

« Anne Loesch pose sans fard les questions importantes sur le couple. Un livre qui résonne longtemps dans la mémoire. » GÉRARD-HUBERT GOURY / RIBA

« Roman aux accents autobiographiques... quelques traits corrosifs, des portraits subtils... » JÉRÔME GARCIN / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« Un livre totalement sincère... » FRANÇOISE XÉNASIS / LE MATIN DE PARIS

CALMANN-LÉVY

# SERVICES

# Pres : des abonnés

Les abonnés de la presse ont des droits. Ils ont le droit de s'exprimer, de faire valoir leurs opinions, de participer à la vie de la presse. Ils ont le droit de choisir leur presse, de la lire, de la garder, de la vendre, de la donner, de la prêter, de la louer, de la détruire. Ils ont le droit de se faire entendre, de se faire connaître, de se faire respecter. Ils ont le droit de vivre, de travailler, de s'épanouir, de contribuer à la vie de la société. Ils ont le droit de la presse.

La presse est un service. Elle est au service de la société, de la culture, de l'éducation, de l'information, de la communication, de la démocratie. Elle est au service de tous. Elle est au service de la vie. Elle est au service de la liberté. Elle est au service de la justice. Elle est au service de la paix. Elle est au service de l'humanité.

# ASSOCIATIONS

Les associations ont des droits. Elles ont le droit de s'exprimer, de faire valoir leurs opinions, de participer à la vie de la société. Elles ont le droit de choisir leur association, de la lire, de la garder, de la vendre, de la donner, de la prêter, de la louer, de la détruire. Elles ont le droit de se faire entendre, de se faire connaître, de se faire respecter. Elles ont le droit de vivre, de travailler, de s'épanouir, de contribuer à la vie de la société. Elles ont le droit de la presse.

La presse est un service. Elle est au service de la société, de la culture, de l'éducation, de l'information, de la communication, de la démocratie. Elle est au service de tous. Elle est au service de la vie. Elle est au service de la liberté. Elle est au service de la justice. Elle est au service de la paix. Elle est au service de l'humanité.

Les associations ont des droits. Elles ont le droit de s'exprimer, de faire valoir leurs opinions, de participer à la vie de la société. Elles ont le droit de choisir leur association, de la lire, de la garder, de la vendre, de la donner, de la prêter, de la louer, de la détruire. Elles ont le droit de se faire entendre, de se faire connaître, de se faire respecter. Elles ont le droit de vivre, de travailler, de s'épanouir, de contribuer à la vie de la société. Elles ont le droit de la presse.

مركز ابن زليخا



# SERVICES

## CONSUMMATION

### Livres : des abonnés malgré eux

Sept millions et demi de lecteurs ont dépensé deux milliards de francs en 1980 pour acheter romans, essais ou encyclopédies par voie de catalogues et de prospectus. La vente de livres par correspondance se porte bien, à tel point qu'elle en arrive à réaliser le quart du chiffre d'affaires de l'édition.

Pourtant, la quinzaine de grandes entreprises qui se partagent ce secteur n'aiment guère qu'on parle d'elles : « Cette forme d'édition a mauvaise réputation, au moins auprès de ceux qui font les réputations », expliquent les responsables. Il est vrai qu'elle touche bien des susceptibilités et qu'elle suscite encore bon nombre de polémiques. Certains reproches apparaissent aujourd'hui peu fondés. D'autres conservent malheureusement toute leur actualité.

C'est la nature même du produit vendu — le livre, objet culturel et presque sacré — qui a provoqué les plus anciennes controverses. Les professionnels admettent qu'ils se sont contentés, pendant longtemps, d'éditer prudemment les grands classiques pour « remplir les bibliothèques » de volumes à vocation plus esthétique que réellement littéraire.

En 1982, Balzac et Victor Hugo voisinent sur les catalogues avec des collections heureusement plus riches et plus éclectiques. Pourtant, on continue de reprocher à la vente par correspondance de céder à la facilité, puisqu'elle se cantonne dans l'édition de titres au succès acquis d'avance : on ne publie Marguerite Yourcenar qu'à l'occasion de son entrée à l'Académie, on prolonge éternellement le succès d'Agatha Christie, on attend le verdict d'Apostrophes pour un auteur réputé plus difficile. Sans parler des encyclopédies de vulgarisation

ou, pire, de la vogue des « digests », ces livres au rabais qui proposent la lecture d'œuvres amputées du « superflu ». Les spécialistes de ces condensés précisent cependant qu'ils n'agissent qu'avec l'accord express des auteurs ou de leurs ayants droit auxquels ils procurent un supplément de diffusion apprécié.

Quoi qu'il en soit, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un mauvais procès. Qu'on le déplore ou non, l'édition en V.P.C. ne se donne pas pour mission de découvrir de nouveaux talents. La plupart des entreprises s'adressent à une clientèle composée en majorité de cadres moyens et d'employés qui osent s'avouer peu familiarisés avec le monde de la lecture et déconcertés par la profusion de titres disponibles. A ceux-ci — et aux autres — les catalogues proposent des sélections de romans à des prix compétitifs, des ouvrages scientifiques ou historiques conçus avec rigueur et sérieux,

dont certains sont même d'une qualité remarquable.

« Nous donnons aux gens le goût de la lecture, se félicite un éditeur. Trente-neuf pour cent de nos clients déclarent lire plus grâce à cette formule. »

#### Cadeaux dangereux

Cette profession de foi serait sans doute plus convaincante si elle s'accompagnait de méthodes commerciales irréprochables. Ce n'est malheureusement pas le cas et, pour l'équipe juridique de l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.-Que Choisir), le livre possède un triste record : il devance, par le nombre de protestations qu'il suscite, tous les autres secteurs de produits commercialisés de cette façon.

Bien plus que de rares cas de malbonneté professionnelle, c'est la nature même des formules de vente qui est à l'origine de ces différends.

Il faut savoir que la vente d'un livre isolé ne peut faire vivre une entreprise de V.P.C. Avec une commande moyenne de 40 F, un client ne devient « rentable » qu'à partir de son second achat. Pour conserver leurs prix compétitifs et éviter d'envoyer les invendus au pilon, les éditeurs ont impérativement besoin de prévoir leurs tirages et de pouvoir tabler sur des séries régulières. Aussi s'efforcent-ils constamment de démarcher de nouveaux lecteurs et de « fidéliser » cette clientèle.

Sans doute le marketing de certains apparaît-il d'autant plus

racoleur qu'il s'applique à vendre un produit « culturel ». Pour recruter un candidat, certains n'hésitent pas à annoncer des offres promotionnelles fracassantes, à promettre des conditions avantageuses pour les réponses rapides, à jouer sur le registre de la culpabilisation ou de l'intérêt financier : combien de consommateurs se sont-ils plaints de trouver dans leurs boîtes aux lettres ces publicités qui imitent à s'y méprendre un procès-verbal de contravention ou un mandat postal de 200 000 F ? L'essentiel est que le client ouvre l'enveloppe, admet un éditeur.

Dès cet instant, on propose au correspondant involontaire de souscrire à une série de formules compliquées, qui ont toutes un objectif commun : le faire adhérer à un processus de vente automatique qui le dispensera par la suite d'avoir à demander expressément un ouvrage pour le recevoir. C'est ainsi, explique-t-on à l'U.F.C., que bien des gens se retrouvent liés par des engagements qu'ils n'auraient jamais acceptés s'ils en avaient compris la portée.

Cela commence avec le livre que l'on commande « à l'essai » pour une dizaine de jours. Un « cadeau » dangereux qui a conduit nombre de consommateurs à acquiescer des ouvrages plus par inertie ou négligence que par réel intérêt littéraire. Un client a même eu la surprise de

Responsable de la rubrique : JOSEPH DOYÈRE

#### Savoir acheter par correspondance

— Lisez avec la plus grande attention les clauses de l'engagement auquel vous souscrivez : durée de validité, rythme des envois, possibilités de renoncement...

— Dans toute votre correspondance, indiquez clairement vos références. Conservez dans un dossier tous les éléments de ce courrier (offres publicitaires, réponses de l'éditeur...).

— Lorsque vous demandez l'examen gratuit d'un livre pendant plusieurs jours, méfiez-vous des délais. Si vous décidez de refuser l'offre, vous pouvez vous faire rembourser les frais de retour par l'éditeur : l'offre étant « gratuite », elle n'est supposée entraîner aucune dépense de votre part.

— Si vous êtes poursuivi pour des factures injustifiées, exigez de la part de l'entreprise une photocopie du bon de commande signé de votre main. Seul l'existence de ce document constitue la preuve de votre dette.

— Vous pouvez, à tout moment, vous faire rembourser des factures d'adresses des entreprises, pour éviter de recevoir des publicités par la poste. Demandez un « bon de radiation » au Syndicat des entreprises de vente par correspondance, 80, rue La Boétie, 75006 Paris.

— En cas de litige, adressez-vous à une association de consommateurs et signalez votre problème au Syndicat de la V.P.C. Celui-ci tente le plus souvent de trouver une solution amiable auprès de ses adhérents.

recevoir, trois jours avant le terme de cet examen gratuit, une lettre de l'éditeur le félicitant pour avoir « décidé de conserver cette magnifique encyclopédie ».

Le nouvel « abonné » adhère alors à un système de vente par série (il reçoit régulièrement des livres avec la possibilité d'accepter ou de refuser chaque proposition), ou encore à un club : dans ce cas, il s'engage à acheter un minimum de livres dans l'année. S'il dépasse la date limite de commande, on considère qu'il a « choisi » la sélection du mois. Faute d'avoir réellement assimilé le processus, il se retrouve submergé par des envois qu'il n'a pas l'impression d'avoir commandés, et poursuivi par des rappels de paiement menaçants.

Lorsque, à ces malentendus courants dans le secteur du livre, viennent s'ajouter des impondérables (inhérents au système V.P.C. lui-même), les problèmes deviennent apparemment insolubles :

retards postaux, colis égarés ou anomalies de facturation achèvent d'exasperer toute une frange de consommateurs déjà mal à l'aise.

Certains éditeurs mettent, il est vrai, leur point d'honneur à expliquer les formules qu'ils proposent, et ils vont jusqu'à contre-interroger le client par écrit pour s'assurer qu'il adhère en toute connaissance de cause.

N'est-ce pas là, finalement, la preuve que tous les intéressés gagneraient à une simplification de ces contrats ? Il ne suffit pas de reprocher au client sa mauvaise interprétation des clauses. Encore faut-il que celles-ci soient aisément compréhensibles. Un simple problème de communication, sans doute. La difficulté du dialogue ne constitue-t-elle pas l'écueil majeur en matière de vente par correspondance ?

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

## ASSOCIATIONS

### Actualités

#### Habiter en groupe

Les habitants qui veulent prendre en charge collectivement leurs logements ont une association : « Mouvement habitat groupé autogéré » (M.H.G.A.). « Concevoir soi-même son logement, choisir son environnement, son terrain, ses voisins, se retrouver entre copains, entre personnes d'un même club, d'une même profession... » Puis « dessiner les plans avec l'architecte, faire des appels d'offres aux entreprises, se passer de promoteur, d'agence immobilière, d'intermédiaire en général... tel est le vœu de la pratique des groupes qui se créent pour habiter autrement ».

« Entre l'isolement du pavillon bien délimité et l'anonymat du grand collectif, nous écrit cette association, le groupe est le point fort de la vie urbaine, sous les formes les plus diverses. Maisons groupées, constructions autoconçues en groupe, appartements réaménagés, location en commun : toutes ces formes sont utilisées. Chaque groupe a une taille limitée permettant une connaissance mutuelle et une prise de décision collective. La vie de groupe se développe grâce à un pourcentage important de la surface habitée (10 à 20 %) affectée à des locaux communs, qui permettent aussi la formation de liens avec la vie sociale du quartier ou de la commune. Dans le domaine de l'habitat social, des opérations de plus grande envergure peuvent se réaliser, conçues comme des fédérations de plusieurs groupes de base. » Le M.H.G.A. publie une revue trimestrielle, « Habitants », et un bulletin intérieur.

\* Mouvement Habitat groupé autogéré, 29, rue Alphonse-Berthelin, 75013 Paris. Tél. 332-03-69.

#### Les coulisses de la création

L'Association nationale pour le développement des loisirs

culturels se propose de « faire découvrir la France... autrement ! ». Avec le concours de créateurs (artistes, metteurs en scène, écrivains, musiciens), d'historiens, muséologues, elle veut ouvrir au public « les coulisses de la création » et favoriser la rencontre entre celui-ci et les créateurs.

L'Association organise des journées, des week-ends ou des séjours de plus longue durée ; elle a deux animatrices à mi-temps. Du 13 au 18 juillet, un séjour musical est organisé en Provence à l'occasion des festivals. Escapes à Aix, Orange, Vaison-la-Romaine, Avignon, Sénanque ; un muséologue servira de guide en permanence.

\* Association nationale pour le développement des loisirs culturels, Nouveaux week-ends, 24, rue Nungesser-et-Coli, 75016 Paris. Tél. 605-21-00.

#### Culture d'aujourd'hui

Un « collectif » d'universitaires, de pédagogues et d'écrivains a créé « Actual » (Association pour la culture, la technologie, l'urbanisme, les arts et les lettres), une association qui s'intéresse à la diffusion de la « civilisation contemporaine ». Cela veut dire aussi bien la culture générale (pensée moderne, littérature et peinture contemporaines...) que des techniques modernes : informatique, vidéo, lecture rapide, marketing... Actual organise des stages pour les personnels d'entreprise (formation permanente) et apporte son concours (conseil et réalisation) à d'autres associations ou services d'animation culturelle.

\* Actual, 271, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

#### INITIATIVES

##### L'enfant, d'abord !

« L'enfance ne peut plus longtemps demeurer la plus silencieuse des minorités et doit devenir une priorité nationale » : tel est le credo du Groupe de recherche et d'action pour la petite enfance (GRAPE). Cette

association milite « pour améliorer les conditions d'accueil des jeunes enfants ; pour valoriser le travail et la vie des adultes en prise directe avec les enfants ; pour faire évoluer positivement les relations adultes-enfants dans une optique de respect et d'échange pour découvrir tout ce que nous avons à apprendre ensemble. » Elle édite un journal mensuel (l'Enfant d'abord !), le numéro spécial de janvier 1982 est un Guide des assistantes maternelles, des parents et des services employeurs (12 F). Du lundi au vendredi, de 14 heures à 18 heures, fonctionne une écoute téléphonique gratuite : « A l'11 h petite enfance » (tél. 295-22-85). Le GRAPE organise des stages de formation et effectue un travail de recherche. Des journées nationales ont eu lieu les 13 et

14 mai à Lille sur « décentralisation et enfance ».

\* GRAPE, 70, Galerie Vivienne, 75002 Paris. Tél. 296-22-32.

#### Accueillir un enfant en vacances

Près de deux millions d'enfants ne partent pas en vacances, estime le Secours populaire français, qui est à la recherche de cinq mille familles d'accueil pour cet été, afin d'aider cent mille enfants à changer d'air. En 1981, le Secours populaire a aidé 34 465 personnes à partir en vacances, dont 3 871 personnes âgées et 30 794 enfants ; 2 198 familles avaient accueilli un enfant gratuitement.

## CONSEIL

### LES APPORTS DE BIENS

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ne reconnaît pas aux associations de droit de recevoir des dons et des legs. Cependant les fondateurs ou leurs ayants droit ont pu bénéficier de la loi de 1901 en participant aux différentes étapes du développement. Ils peuvent dans ce cas faire appel à la technique de l'apport.

L'apport consiste à transférer à une personne morale — ou l'occurrence une association déclarée — un bien mobilier ou immobilier, avec affectation à l'objet social défini dans les statuts, en se réservant le droit d'en exercer la reprise, pour soi-même ou pour des ayants droit (sauf lors de la dissolution soit dans telle autre circonstance déterminée dans l'acte d'apport). L'article 15 du décret du 16 août 1901 prévoit expressément la reprise des apports en cas de dissolution ou de dévolution des biens.

L'apport peut avoir lieu en jouissance ; dans ce cas, il est assimilé à un usufruit et soumis aux mêmes conditions de durée : trente ans quand il n'est pas accordé à un particulier (article 619 du code civil). Il peut avoir lieu en pleine propriété, c'est-à-dire que l'association bénéficiaire peut en disposer librement sans réserve maternellement ou développement de son objet social.

Sur le plan fiscal, les apports sont soumis à une imposition particulière. Pour les apports mobiliers, la perception d'un droit de 1 % est fixée par le code général des impôts (article 813). Pour les apports immobiliers, le régime d'imposition varie selon la nature des personnes en présence (C.G.I. article 809, paragraphe 2).

Cette technique de l'apport, qui permet aux associations déclarées de résoudre leurs problèmes mobiliers ou immobiliers, n'est pas avantageuse pour les associations — notamment celles qui sont reconnues d'utilité publique — qui échappent dans certains cas aux droits de mutation à titre gratuit (article 795 du C.G.I.). Mais, dans tous les cas, elle n'entraîne pas d'appauvrissement de l'apporteur, qui dispose à ce titre d'un véritable droit de créance. Reste à fournir la preuve de l'apport. Lorsque'il est fait à titre initial (lors de la création de l'association), il peut figurer dans les statuts et à un certain caractère constitutif ; lorsqu'il est fait au cours de l'existence, il est généralement opéré par acte notarié, surtout s'il s'agit de biens ou de droits immobiliers.

\* Cette rubrique est rédigée par Service associations, 24, rue de Frény, 75017 Paris. Tél. : 380-34-09.

Le Secours populaire prend en charge les frais de transport et d'organisation ; il souscrit une assurance pour l'enfant et la famille d'accueil. Pour financer cette opération, l'Association lance une souscription, « les bons de soleil » (carnet de dix bons de 15 F numérotés donnant droit à une distribution de cadeaux).

\* Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. 278-50-48.

#### Doc' à la carte

Trois documentalistes ont fondé en janvier une association, « Eurêka doc ». Pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'avoir un centre de documentation intégré, pour ceux qui manquent de temps ou ne savent pas où diriger leurs recherches, Eurêka doc se présente comme une « agence de recherches documentaires ». Elle peut « répondre rapidement à des questions précises », établir des bibliographies, constituer des dossiers, faire des recherches iconographiques, des revues de presse, etc.

\* Eurêka doc, 29, rue Darcau, 75014 Paris. Tél. 535-08-15.

## PUBLICATIONS

#### La vie associative sur Antiope

Le programme de télétexte Antiope diffusé chaque matin sur Antenne 2 comporte maintenant une rubrique sur les associations, diffusée chaque samedi vers 10 h 45 : « Vie associative 82 ». Ce magazine comprend des actualités, des informations pratiques et juridiques, la présentation d'activités d'associations. Les associations sont invitées à s'adresser à A 2 Antiope, en envoyant régulièrement leurs informations, publications, etc., avec la présentation de l'Association.

\* A 2 Antiope, « Vie associative 82 », 158, rue de l'Université, 75007 Paris.

## RENDEZ-VOUS

#### Le tiers-monde au-delà du tourisme

Faire connaître les pays du tiers-monde au-delà des seuls aspects touristiques est la vocation du Centre d'échanges et de voyages internationaux pour études de développement (CEVEDI). Cette association, agréée par le secrétariat d'Etat au tourisme, organise des voyages dans divers pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ils sont « fondés sur l'échange avec les hommes et les femmes des pays visités ».

« Les populations sont rencontrées dans leur vie quotidienne, mais aussi à partir des actions qu'elles mènent dans leur vie quotidienne mais aussi à partir des actions qu'elles mènent dans leur lutte pour le développement. Viennent ensuite les contacts avec les responsables syndicaux, politiques, religieux, éconómistes, sociologues capables de faciliter une découverte d'ensemble des problèmes du pays. L'échange entrepris sur place est normalement appelé à être poursuivi au retour sous différentes formes que chacun réalise à sa manière (correspondances, envoi de documents, accueil en contrepartie et éventuellement soutien à des projets à portée collective) ». Les futurs participants à un voyage doivent le préparer en équipe. Le CEVEDI édite d'autre part un bulletin de liaison destiné à ses adhérents, « Voyages-informations ».

\* CEVEDI, 19, rue Vauban, 69006 Lyon. Tél. (7) 865-05-77.

#### Art populaire breton

Le Centre breton d'art populaire organise du 28 juin au 4 juillet, à Brest, un stage comportant divers ateliers : harpe celtique, cornemuse, bombarde, tin whistle, flûte traversière en bois, danse contemporaine bretonne. Les ateliers sont animés par des spécialistes. Prix (hébergement non compris) : entre 150 F et 350 F pour cinq jours, selon les disciplines.

\* Centre breton d'art populaire, 37 bis, rue Victor-Hugo, 29200 Brest. Tél. (98) 46-05-85.



## La télévision, second souffle de l'édition vidéo

Après avoir largement puisé dans la production cinématographique, l'édition vidéo va-t-elle maintenant se tourner vers la télévision ? C'est ce que suggère un certain nombre d'initiatives présentées lors du dernier Marché international des programmes de télévision (MIP-TV) qui s'est tenu à Cannes du 24 au 30 avril dernier.

Le mariage entre les deux secteurs est d'ailleurs affaire de raison. Les coûts de production télévisuelle sont très élevés aujourd'hui qu'il faut être assuré de vendre dramatiques et séries sur le marché international pour continuer à produire. Demain, la diffusion vidéo représentera une source d'amortissement non négligeable pour un certain type de production. De l'autre côté, l'édition vidéo, lorsqu'elle sort du domaine cinématographique, coûte tout aussi cher. Elle trouve donc dans la télévision soit un partenaire exploitant à moindre coût.

Mais, pour si prometteuse que soit cette union, elle n'est pas sans pas moins de sérieux difficultés. Au premier chef, l'imbroglio juridique : le ombre et la diversité des ayants droit sont tels sur la plupart des émissions que toute tentative d'édition prend des allures de « quête du Graal ». Plus psychologique, le second obstacle est tout aussi gênant : les spectateurs n'ont jamais reconnu aux émissions de télévision, quelle que soit leur qualité, ce statut culturel qu'ils accordent volontiers au cinéma.

Même le vocabulaire des professionnels trahit cette curieuse dépréciation : ainsi, au MIP-TV, on s'échange pas des œuvres, mais des heures d'antenne. Comment, dans ce cas, justifier de la pérennité indissoluble à l'édition vidéo ?

Dans le cadre de sa mission de diffusion culturelle, l'Institut national de l'audiovisuel a tenté de lever l'hypothèque en éditant un catalogue de vidéocassettes destinées aux réseaux institutionnels de l'éducation et de l'animation. Sept cents émissions de télévision disponibles en location et classées en quelques grandes catégories (histoire, sciences, littérature, théâtre, etc.). On y trouve aussi bien les grandes dramatiques de Lorenzi ou de Blumel que les reportages de « Cinq colonnes à la une » ou les séries documentaires de Pascal Breugnot ou Jean-Claude Bringuier.

De la grande télévision, qui mérite mieux qu'une diffusion éphémère, et dont on peut espérer que la vidéocassette lui confère enfin ce statut d'œuvre que, curieusement, la télévision lui a toujours refusé. Mais, pour réussir cette métamorphose culturelle, l'INA doit dépasser les réseaux institutionnels et convaincre le grand public. Ainsi cette année, « Les trois mousquetaires », feuilleton adapté par Marcel Julien de l'œuvre de Maurice Druon, apparaissent en trois cassettes dans le catalogue Adès. De son côté, R.C.V. annonce une nouvelle collection « Les grandes

heures de la télévision », dirigée par Armand Panigel.

Les émissions pour la jeunesse, elles, ne cherchent pas de cautions culturelles. Elles bénéficient de la fidélité inconditionnelle du jeune public et, surtout, d'un environnement promotionnel redoutable (magazines, test-bis, ou autres gadgets). Aussi l'édition vidéo-cassette de Goldorak, *Emilie ou Ulysse 31* s'inscrit-elle tout naturellement dans un système de droits dérivés déjà parfaitement rodés. Chaque éditeur a aujourd'hui dans son catalogue une ou plusieurs de ces séries d'animation, dont le succès commercial est assuré par l'impact télévisuel.

Dans un tout autre domaine, les émissions musicales ont à leur crédit l'engouement récent des téléspectateurs et le précédent de l'édition phonographique. En revanche, leur exploitation commerciale est assurée par l'impact télévisuel. Dans un tout autre domaine, les émissions musicales ont à leur crédit l'engouement récent des téléspectateurs et le précédent de l'édition phonographique. En revanche, leur exploitation commerciale est assurée par l'impact télévisuel.

La dernière initiative est sans doute la plus audacieuse. Elle émane d'une société cinématographique, La Guéville, dirigée par Danielle Delorme, et son principe est simple : l'édition vidéo n'est-elle pas le meilleur moyen de conserver le témoignage vivant des grandes personnalités qui ont marqué leur temps. La vidéocassette allie alors la séduction de l'audiovisuel et la valeur du livre de référence. Pour son premier numéro, la collection « Témoins », la collection Jean Genet de se raconter pour la première fois devant la caméra d'Antoine Bourseiller. Elle poursuit ensuite son travail d'édition avec des valeurs sûres : Mikis Théodorakis, Caroly Carlson, Philippe Soupault, Oscar Niemeyer, etc.

L'entreprise a reçu le soutien du ministère de la culture mais aussi, ce qui est plus important, de FR 3, qui accepte de partager les risques financiers. Les cassettes sortiront dès septembre prochain simultanément à leur diffusion sur l'antenne.

De la diffusion de son propre patrimoine jusqu'à la production originale, la télévision peut apporter un sang neuf à l'édition vidéo. Pour cela, il faut qu'elle sorte du ghetto juridique, financier et esthétique où l'a enfermée la seule programmation des antennes nationales. La création par la nouvelle loi sur l'audiovisuel d'une société chargée de commercialiser les programmes montre bien que l'époque n'a pas échappé aux pouvoirs publics.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Vidéocassettes sélection

### Cours de piano

Apprendre le piano devant un petit écran ? Voilà de quoi faire frémir les professeurs de conservatoire et sourire les sceptiques. Pourtant, Jacqueline Massel, auteur-productrice et interprète de cette vidéocassette, n'en est pas à sa première réussite déconcertante.

Depuis deux ans, elle enseigne à plus de deux cent cinquante adultes le piano... par correspondance ! Muni d'une méthode écrite, l'élève enregistre pour son professeur ses exercices et ses interprétations sur une simple cassette. Jacqueline Massel la lui renvoie après avoir enregistré sur la seconde face ses corrections et ses conseils. La formule a conquis d'emblée tous ceux qui n'ont « pas la temps », ceux qui, en province, ont du mal à trouver un professeur, ceux aussi qui n'ont pas peur de qu'ils se croient trop âgés. Beaucoup de femmes ont ainsi découvert, après la quarantaine, qu'on peut pratiquer la musique sans être enfant prodige.

Mais la piano n'est pas qu'une affaire d'oreille. Il faut encore respecter des doigts corrects et savoir lire les notes. Aussi, l'image s'impose. Ce premier cours sur vidéocassette est destiné aux débutants. Il équilibre tout d'abord et le fait intelligemment l'apprentissage du solfège et la découverte du clavier. En vingt leçons, on va tranquillement de l'étude de la portée et de la position des mains jusqu'aux accords et au passage du pouce pour finir sur un petit menuet en ré mineur de Jean-Philippe Rameau.

La caméra va régulièrement de la partition au clavier avec des cadrages simples et précis. Pas d'effets ni d'esthétisme gra-

visé : l'image est ici simplement pédagogique et, par là, efficace. Ceux qui auront profité de ces premières leçons découvriront en septembre une seconde vidéocassette destinée à leur donner les premiers éléments d'une technique pianistique et à les guider dans leurs premières interprétations.

« Le Cours de piano » de Jacqueline Massel, en vente dans toutes les FNAC ou sur commande à Petite Académie de musique, 47, rue de Boulavilliers, 75016 Paris (prix : 600 francs T.T.C.).

### 1981, l'année choc

Le choc de l'année 1981 ? Voyons : l'attente contre le péage ? L'attentat contre la nef spatiale ? Le voyage de François Mitterrand le 10 mai à 20 heures sur les écrans de télévision ? Ne cherchez pas, elles sont toutes là, toutes ces images qui ont fait la « une » des journaux ou les coups de actualités télévisées. Et ne cherchez pas non plus dans cette vidéocassette un dossier analytique, un recul critique ou une mise en perspective. Non, simplement des images dans leur développement chronologique implacable. C'est ça la choc.

On oublie vite la voix off qui légende les photos de l'agence Gamma ou les extraits de reportages. On tente vainement de retrouver une part de l'émotion originelle, de l'impact premier de telle ou telle image. On renonce même au sens. Il ne reste plus que ça : kaléidoscope géant, cette bousculade monstrueuse. Les morts succèdent aux morts, les hommes politiques répondent à d'autres hommes politiques, le sourire de la star s'efface sur la charnière d'un tremblement de terre. Très vite, jusqu'à l'écoulement.

Alors, pourquoi cette fascination ? Sans doute parce que « 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » - Une coproduction Gamma-Chand 80, diffusée par R.C.V. Vidéo.

## Films

Parmi les grands classiques :

Les Bas-Fonds, de Jean Renoir, d'après Maxime Gorki, avec Jean Gabin et Louis Jouvet. Edité par Cinéthèque et diffusé par G.C.R.

Les Jeux sont faits, de Jean Delannoy, d'après Jean-Paul Sartre, avec Micheline Presle. Edité par Cinéthèque et diffusé par G.C.R.

Dans la catégorie des films policiers :

Plaisir Soliel, de René Clément, avec Alain Delon. Collection « Série noire ». Edité par G.C.R. et diffusé par G.C.R.

L'Équipe spéciale, de Domenico Paolella, avec Marcel Bozzuffi. Edité par U.G.C. Vidéo et diffusé par R.C.V.

Pour les amateurs de films musicaux :

Summer holiday, de Peter Yates, avec Cliff Richard. Edité par Thorn EMI Vidéo et diffusé par R.C.V.

Bongo man, de Stefan Paul, avec Jimmy Cliff. Edité par A.M.V. et diffusé par R.C.V.

Et encore :

Le Rempart des béguines, de Guy Casani, avec Nicole Courcel et Anicée Alvina. Edité par Cinéthèque et diffusé par G.C.R.

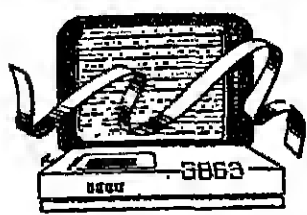
La Mémoire courte, de Eduardo de Gregorio, avec Nathalie Baye et Philippe Léotard. Edité par Prosopée éditions.

Las Zozoc, de Pascal Thomas. Distribué par R.C.V.

J.F.L.

## PRATIQUES

### VIDÉO



### Un « parcmètre » pour vos cassettes

Dans un avenir très proche, peut-être dès le mois d'octobre, les cassettes que vous louerez à votre vidéo-club habituel posséderont éventuellement un nouveau dispositif : un compteur. Ce compteur digital ne vous servira à rien, il se bornera à enregistrer combien de fois la cassette a été visionnée. Pourquoi tenir une telle comptabilité ? Lorsque les éditeurs de vidéocassettes préenregistrées autorisent un point de vente ou un vidéo-club à louer au public leurs cassettes, il est, en général, prévu un droit locatif que le détaillant doit reverser à l'éditeur pour chaque location. Or les éditeurs, dans leur ensemble, se plaignent amèrement de percevoir des droits très inférieurs à la réalité et recherchent un moyen d'évaluer la situation, c'est-à-dire de pouvoir contrôler les rotations de leurs cassettes.

La mesure de locations étant pratiquement impossible, on s'oriente donc vers un contrôle plus simple à réaliser : celui du nombre de visionnages. Le compteur incorporé à la cassette se déclenchera automatiquement chaque fois que la bande sera lue par le magnétoscope. Conséquence immédiate : de telles cassettes ne seront plus louées au public pour une certaine période seulement mais seront facturées selon leur utilisation. C'est évidemment le moyen le plus simple de mettre un peu d'ordre dans une pratique souvent anarchique. Il reste à espérer que la public ne paiera pas trop cher ces innovations juridiques-techniques.

### Encore plus petit

Les Japonais ont décidé d'une grande passion pour la miniaturisation. Après le Flat-T.V. de Sony et autres merveilles illipidiennes, Matsushita annonce pour ce printemps aux États-Unis et peu après en Europe la sortie d'une TV couleur dont

l'écran mesure 5 cm de diagonale. Une prouesse technique, certes, mais est-ce vraiment l'écran idéal pour y admirer la finale du Mundial ou les cheveux grêlés de John Wayne dans les grands espaces ?

### Nouvelles cassettes : prudence

En attendant la mise en service des nouvelles usines de vidéocassettes, on voit apparaître depuis quelque temps sur le marché des marques « inconnues », souvent importées de Hongkong par des grossistes avisés qui trouvent là un créneau rentable, face à la pénurie actuelle. Toutes ces cassettes aux noms peu familiers ne sont pas forcément de mauvaise qualité, certes, mais on ne peut cependant que recommander à l'utilisateur une certaine circonspection. Il est préférable de faire un test sur une cassette avant d'en acheter une lot. D'autant qu'une bande de mauvaise qualité ne se borne pas à vous donner un enregistrement déplorable, elle risque aussi d'endommager sérieusement les têtes de votre magnétoscope.

### Connections

Si vous avez déjà tenté de relier votre magnétoscope à votre téléviseur à d'autres appareils audiovisuels (un autre magnétoscope, une chaîne hi-fi, etc.), vous avez pu constater que la chose n'est guère facile avec les câbles d'origine. Surtout si les deux appareils ne sont pas de même marque. C'est pour pallier cet inconvénient que 3 M propose maintenant sa gamme R.S. 80 : une série complète de cordons de raccordement en pas à vous ainsi qu'un « kit » universel qui permettent de relier entre eux à peu près tous les appareils audiovisuels actuellement disponibles. De plus, 3 M édite un catalogue très clair et précis qui vous permettra de choisir la ou les solutions les plus adaptées à vos besoins.

MICHEL CAEN.

### HI-FI

### Les bras tangentiels

Dans la chaîne haute fidélité, la platine tourne-disque est le seul élément qui ne soit pas totalement affranchi des contraintes mécaniques héritées de ses glorieux ancêtres. L'amat-

tre différentes techniques pour l'entraînement du plateau, le recours ou non à l'automatisme, ou la forme du bras.

En théorie, le bras tangentiel est la solution la plus satisfaisante pour lire convenablement le sillon, car le déplacement de la pointe de lecture suit très exactement le chemin tracé par le sillon gravé lors de la fabrication de la matrice du disque. Cette disposition rend l'erreur de piste pratiquement nulle si on compare ce système aux platines équipées de bras conventionnels, qu'ils soient droits ou en « S ». Le système de compensation de la force centrifuge - parfois appelé « anti-skating » - disparaît pour cause d'indutité, améliorant ainsi l'équilibre des voies stéréophoniques. Enfin la rectitude et la longueur modérée du bras réduisent considérablement les phénomènes de résonances.

Toutes ces performances sous-entendent que les déplacements du bras s'effectuent avec une très grande précision nécessitant des techniques de positionnement perfectionnées. Dans la matière, le haut de gamme, l'asservissement du moteur est souvent effectué à l'aide d'un microprocesseur couplé à des détecteurs optiques ou infrarouges. Caux-ci peuvent mesurer la moindre déviation et faire réajuster l'ensemble en conséquence. Cette osculation permanente de la surface du disque permet, sur certains modèles, le repérage précis des plages musicales et la mise en place de l'écouteur à l'endroit choisi.

On trouve des platines à bras tangentiel dans une gamme de prix allant de 1 500 F, pour les tourne-disques assortis aux mini-chaînes, à plus de 4 000 F pour les ensembles plus sophistiqués.

PHILIPPE PELAPRAT.

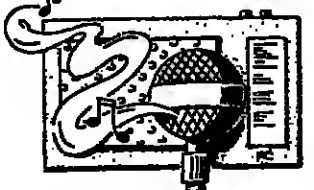
### RADIO

### Publicité ou mécénat ?

Publicité ou non, il faudra bien que le gouvernement précise sa position concernant le financement des radios libres. Plusieurs solutions sont envisageables : petites annonces, « sponsoring », mais aussi mécénat des entreprises...

En effet, selon l'article 238 du Code général des impôts, les entreprises peuvent consacrer un pour mille de leur chiffre d'affaires, déductible de leur bénéfice imposable, à des organismes dont l'objet est d'intérêt

général, de caractère philanthropique, social, éducatif, scientifique et culturel. De là, pour les amateurs de radios libres en quête de fonds, à entrevoir par ce biais une source possible de financement... il n'y a qu'un pas, que le ministère de la communication se refuse à laisser franchir. Selon l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, que préside M. Jacques Rigaud, le mécénat est un moyen de communication, une des voies par lesquelles l'entreprise s'exprime dans des conditions qui, si elles profitent directement à la culture, les secteurs privilégiés ont été traditionnellement les arts plastiques et la musique, plus récemment le théâtre et le cinéma, servant aussi par l'effet répété d'une signature discrète, directement ses propres intérêts.



Il ne s'agit donc pas d'un acte de pure philanthropie, et le nom de l'entreprise qui accepte d'octroyer quelques fonds à une radio libre pour financer un programme précis (concerts, documentaires...) doit pouvoir être prononcé à l'antenne. Publicité ? Il ne s'agit pourtant pas de la promotion d'une marque, ni de celle d'un produit, mais de l'Admical se refuse, en l'absence d'un feu vert du ministère, à exposer les entreprises à la moindre poursuite. Aux États-Unis, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, et depuis peu aux Pays-Bas, la règle joue par les entreprises en matière de culture et de communication va croissant. L'Admical estime que le mécénat des entreprises françaises pourrait, lui aussi, avoir un bel avenir, et surtout dans les régions si défavorisées en matière de culture.

\* Admical : 1-3, avenue Gabriel, 75008 Paris.

ANNICK COJEAN.

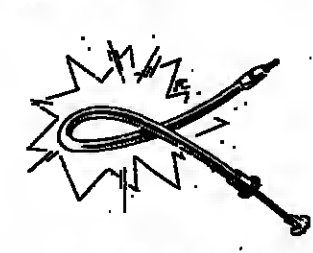
### PHOTO

### Zooms grands-angulaires

L'avantage essentiel des appareils reflex 24 x 36 réside

dans la possibilité d'utiliser des objectifs interchangeables. L'équipement le plus courant est constitué, outre l'objectif normal de 50 mm de focale, d'un grand angulaire de 35 mm qui permet de photographier dans un champ plus large (63° au lieu de 46°) et d'un téléobjectif de 100 ou de 135 mm qui, à l'inverse, embrasse un champ plus étroit (24° ou 18°).

De plus en plus, les opticiens proposent aussi des objectifs à focale variable (les zooms) qui permettent de modifier la focale (et donc l'angle de champ embrassé). Ainsi, un zoom dont la focale peut varier de 35 à 100 mm couvre-t-il un champ de 63° à 24° et peut-il remplacer les trois objectifs classiques de 35, 50 et 100 mm. Mais un zoom n'est pas sans défauts. Il est généralement plus gros qu'un objectif à focale fixe, souvent moins lumineux et, parfois, de moins bonne qualité. Cependant, les progrès de l'optique permettent de réduire ces inconvénients, et les zooms sont des objectifs de plus en plus appréciés.



La tendance actuelle est à la réduction sensible de l'encombrement et à l'élargissement des focales vers le zone grand-angulaire (difficile à réaliser, les courbes focales exigent, notamment, plus de lentilles que les téléobjectifs). Dans cet éventail de focales de moins de 50 mm, de nouveaux objectifs, tous japonais, ont été commercialisés ou annoncés ces dernières semaines. Chez Tokina, tout d'abord, ce sont trois zooms compacts. 1 : 4 - 4,6 de 28 à 135 mm avec mise au point descendant à 5 cm ; 1,4 de 25 à 50 mm avec mise au point à 50 cm et 1 : 3,5 - 4,5 de 35 à 200 mm.

Chez Makinon, un zoom couvre les focales de 28 à 80 mm avec mise au point sur 28 cm. Tamron, enfin, propose un objectif similaire 1 : 2,8 - 4 de 28 à 80 mm et un zoom 1 : 3,5 - 4,5 de 35 à 135 mm. Cet objectif est également commercialisé par Sigma. Il permet une mise au point à 30 cm.

ROGER BELLONE.

## Classique

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » - Une coproduction Gamma-Chand 80, diffusée par R.C.V. Vidéo.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.

« 1981, l'année choc » pousse à l'extrême l'effet dévastateur de notre information audiovisuelle. Cet album de photos, convulsivement feuilleté, c'est notre vision quotidienne du monde. La fausse évidence de l'image y tient lieu de vérité et nous laisse passivement dans une sérénité blessée. Souvenez-vous de Fabrice Del Dongo cherchant sans succès un sens à la bataille de Waterloo en galopant après les armées de Napoléon. Ici, rien de tel : le monde est tout entier offert, ordonné dans une parodie de rationalité pour cette parodie de démocratie qu'est le télé-spectateur confortablement assis dans son fauteuil.



# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### « Parsifal » l'enfant du miracle

Hans Jürgen Syberberg avait souhaité utiliser pour son film sur Parsifal (le Monde du 20 mai) l'enregistrement de Pierre Boulez à Bayreuth en 1970 (5 disques DG, 2740.143), mais il se heurta au veto de Wolfgang Wagner, furieux du film-interview réalisé avec sa mère Winifred par le cinéaste. Non sans audace, Daniel Tossan du Parsifal, directeur de Gaumont, proposa alors de faire une nouvelle version confiée à Erato.

Perplexité de Michel Garcin, directeur d'Erato : comment lutter contre Kneppertbusch, Boulez et Karajan ? Avec crainte et tremblement fut cependant enregistré l'enfant du miracle, car qui aurait eu l'idée de faire une œuvre aussi chargée de souvenirs et de tabous avec l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, sous la direction d'Armin Jordan (malgré la réussite de leur récent Parsifal) ?

Le résultat est étonnant : un tissu orchestral allégué, transparent, d'une couleur parfois presque impressionniste, avec cette direction toujours sous tension, profondément dramatique, et cependant libre et lumineuse, d'une ferveur comme lavée par la lumière méditerranéenne de ses empennements trop germaniques.

La réussite n'est pas moins grande avec les chanteurs réunis par Jean-Pierre Brosseman, directeur adjoint de l'Opéra de Lyon : Reinhold Kuhnert est (mis à part Vickers, personnage hors série) le plus beau Parsifal qu'on ait entendu depuis longtemps, voix de flamme, jeune, flexible, virile, incarnant le « chevalier-glaçon » que nous offre Syberberg, mais sans l'ombre de cette rusticité vulgaire où se complaisent certains *heldentenor* ; Yvonne Minton (Kundry) déploie de façon incomparable ses « vœux libérés » et mystérieux comme un miroir où les cris jaillissent du tréfonds de l'être, comme ces ténorasses d'un timbre chatoyant qui portaient d'ambiguïtés mystiques et sensuelles ; Aage Haugland comme un étonnant Klingsor, possesseur, gommant, et d'une séduction irrésistible.

Grands personnages aussi l'Amfortas de Wolfgang Schöne, fouillé par la douleur où il puise une souveraine grandeur, le poids d'humanité de chacun de ces mots qu'il savoure amèrement, comme le Gurnemanz de Robert

Lloyd, admirable de piété, de compassion fraternelle, portant sur ses robustes épaules tout le drame et l'espoir de Montsalvat, sans oublier le puissant Titirel d'Hans Tschammer, des écuyers et filles-fleurs tels que Britt Marie Aruhn, Hanne Schaefer, Eva Savova, Jocelyne Chamonin, et le magnifique Chœur philharmonique de Prague. (5 disques Erato, NUM 750.105, ou 4 cassettes, MCE 750.105 ; un disque d'extrait, NUM 75.037, ou une cassette, MCE 75.037.)

JACQUES LONCHAMPT.

### « La Traviata » par Riccardo Muti

La discographie n'est pas avare de Traviata : celles des chefs (Toscanini, Giulini, Kiehl), celles des divas (Sills, Cabell, Sutherland), et, légendaires, celles de Callas, plus ou moins bien entourée et dirigée, en plus ou moins bonne forme vocale, mais ayant rendu le rôle à son univers romantique et dramatique, dont les sopranos pépites l'avaient retiré. Tout semblait dit, et voici que Muti remet tout en question : l'ordonnance des temps, qu'il bouscule et accélère, créant une urgence et une fièvre qui emportent l'œuvre ; le détail des couleurs qu'il puise jusqu'à la sophistication, reflet idéal du monde clos et décadent qu'il décrit.

Sous sa direction, ni étrangère ni surajoutée mais au contraire complexe et disciplinée (aucune note aléatoire *ad libitum*, mais toutes les reprises), une équipe de vétérans démontre l'autorité de l'expérience : Alfredo Kraus, dont le chant n'est qu'éclatance du style (son Alfredo ressemble à un portrait de Lamartine), et dont la technique sans faille sert le bel-canto de l'œuvre ; Renato Bruson, avec sa profondeur de baryton-Verdi et sa souveraineté de phrase, transformant un rôle conventionnel en grande figure noble ; Renata Scotto enfin, le vibrato essoré, l'ajou rassuré, chantant dans un *fil di voce* des phrases pathétiques, composant tout en demi-teintes un personnage au destin scellé dès le début du drame, d'une passion se muant en sacrifice.

Avec la Philharmonia Orchestra et les Chœurs Ambrosiani, une interprétation qui fera date, fondue dans une direction d'une magis-

trale cohérence (3 d. EMI, 187-43127 9).

ALAIN ARNAUD.

### « Les Feux d'artifice royaux » de Haendel

La version musicologique des *Feux d'artifice royaux* manquait au catalogue. La voici, enregistrée par l'Academy of Ancient Music, qui, d'emblée, se pose en concurrente très sérieuse pour les meilleures approches traditionnelles comme Lippard et Mariner. Le grand atout est ici la variété de timbres qu'apporte un orchestre d'instruments d'époque, avec la réjouissante verdure des bois et des cuivres, surtout où brillent d'innombrables trompettes et cors naturels.

C'est un disque sans arrière-pensée, d'une interprétation qui se veut divertissement, dans le plus pur esprit des fastes du dix-huitième siècle. Rien de radical donc dans le style de Christopher Hogwood et de sa formation, mais une mécanique baroque qui respire dans une atmosphère vibrante et enjouée, à l'image de la fête historique que la musique reassemble (la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748).

Complétée, entre autres, par la *Sonate pour flûte en la mineur*, la séduction tout italienne, cette vision euphorisante du populaire chef-d'œuvre d'impressionnisme de la discographie. Et c'est à ses rythmes virtuoses et sonorités incisives que les haendéliens et les autres demanderont désormais la vérité dynamique du *famose Sassone* (Oiseau-Lyre-Barclay, 595151).

ROGER TELLART.

### « La Damnation de Faust » par Solli

On est d'abord fasciné par le chatoiement de l'orchestre, ses irisations, ses envolées de ligne. On se sent bercé par la vie ! Et puis, avec la minutie maniaque que donne l'écoute patiente, on relève un rien d'emphase, de sophistication. C'est Sir Solli qui se laisse emporter par ses excès. On se prend à regretter la rigueur de Colin Davis, la subtilité d'André Cluytens. Il faut peut-être plus de sobriété, plus d'effacement pour aborder ce récit d'une douleur. Mais, on finit par se laisser emporter par cette fougue, submerger par cette splendeur de sons et de couleurs. La passion est communicative, l'it-elle inmodeste !

Dans une discographie sans version pleinement satisfaisante, une des plus éminemment orchestrales, mais sans réponse définitive, à la question de Faust.

Avec Kenneth Riegel, José Van Dam, Frederica von Stade, Malcolm King, les chœurs et l'Orchestre symphonique de Chicago (3 d. Decca, 591.239, BA-321).

A. A.

### Un précurseur : Giacinto Scelsi

En l'absence de disques de musique contemporaine de tout premier rayon, il faut attirer l'attention sur celui-ci, qui a la mérite de sortir de l'ombre un compositeur considéré par beaucoup de membres de la nouvelle génération comme une sorte de père spirituel. Né à La Spezia en 1905, Giacinto Scelsi s'est orienté à partir de 1952 vers des solutions radicales teintées parfois d'ésotérisme ou de mysticisme, et qui font que sa reconnaissance en lui aussi bien un Ligeti qu'un Feldman, que des moins de quarante ans.

Il fut un des premiers à tirer les conséquences de l'épuisement du sérialisme, et le démarrage de ses *Quatre pièces sur une note*, pour orchestre de chambre de vingt-six musiciens, a été tellement reprise, que, si l'on n'en connaissait pas la date (1959), on accuserait vite Scelsi de plagiat. *Frangin* il pour neuf instruments (1973), *Okanagan* pour harpe, tam-tam et contrebasse amplifiés (1988), et *Kya* pour clarinette solo et sept instruments (1959), sont les autres facettes d'un talent auquel l'Ensemble 2a2m, dirigé par Luca Pfaff, rend ici un hommage mérité (R.C.A., FY 103).

MARC VIGNAL.

## Rock Variétés

### ICI PARIS

#### « Allé le monde... Ici Paris »

Le premier album de ce groupe parisien ne valait pas même l'entre qu'on aurait pu dépenser pour le citer. Les progrès que traduit celui-ci en sont d'autant plus étonnants. Voilà un disque original et pas seulement à un niveau français. Un disque patchwork constitué de morceaux qui sont autant de petits scénarios autonomes mis en musique et en couleurs avec goût, et un humour qui suffit à combler certaines lacunes. Car si Ici Paris n'est pas toujours à la hauteur de ses ambitions, il en a au moins le mérite, et c'est déjà suffisant pour qu'on s'y attache.

L'inspiration est diversifiée, l'imagination constamment renouvelée, c'est ainsi que l'on s'envole vers les arabesques de Bagdad, qu'on entre en contact avec les hommes-robots par l'intermédiaire de la voix qui double Kirk Douglas, qu'on s'accroche au volant de la Cadillac de l'enfer et qu'on succombe aux charmes particuliers de l'homme-éléphant. Au terme de ce voyage organisé par la voix espiègle, sensuelle et mutine de la chanteuse, on est véritablement séduit par ce rock senti qui ne se prend pas au sérieux et ne craint pas les cimes d'ail, comme ce morceau, que l'on doit jouer en 45 tours, et qui évoque, avec force piquettes et grand orchestre, les musiques de dessins animés. « Allé, Ici Paris... le monde a entendu votre appel » (Gaumont Musica, Distr. WEA, 753811).

### BLONDIE

#### « The Hunter »

La sortie de ce nouveau disque de Blondie met un terme aux rumeurs qui ont couru pendant un temps sur la séparation du groupe s'appuyant sur les disques solo de Debby Harry, produit par Chic, et de Jimmy Destri, au demeurant tout aussi décevants. Blondie, on le sait, n'a depuis longtemps que peu de rapport avec le petit groupe new-yorkais qui entrait dans la « new-wave », émanation de ces compositions adoucies, et ce disque en est évidemment la juste raflée, celui du groupe « top », champion des hit-parades internationales, qui, passé à la moulinette du show-business, satisfait les exigences de sa fonction. Une production tentaculaire, toujours celle de Mike Chapman, qui englobait les compositions dans un son émaculé, dont les échos résonnent de plus en plus dangereusement dans les goudrons de la variété internationale.

Au sein de l'usine Blondie, le couple Deborah Harry-Chris Stein ne trouve plus grand place pour éponger son esprit d'aventure entre les cadences infernales d'un rock manufacturé. Les interventions insidieuses et acérées de Chris Stein à la guitare sont pratiquement absentes. Quant à Debby Harry, elle s'entête à chanter de cette voix haut perchée qui a fait son succès, alors qu'elle n'est jamais aussi bonne et expressive que lorsqu'elle redescend dans les graves.

Pas un mauvais disque, mais un disque qui ne sert à rien, sans risque, perdu là-bas dans les sphères de la grande consommation. Un disque de routine comme on va au boulot, par habitude plus que par passion (RCA, CDL 1384).

### MOON MARTIN « Mystery Ticket »

Moon Martin est un mélodiste talentueux qui a le don, en quel-

ques harmonies bien choisies et une percussive d'effete, de concocter des chansons cossues et joliment agencées. C'est ce que l'on appelle ordinairement l'efficacité. Moon Martin en a fait la preuve en composant des titres qui ont été des succès en d'autres bouches, comme le *Cadillac Walk* de Mink DeVille et le *Bad Case Of Loving You* de Robert Palmer. Evidemment, qu'on ne qualifie pas de bon pour l'occasion, Robert Palmer a produit le nouveau disque de Moon Martin.

Or, plus qu'un enregistrement de celui-ci, à s'agit d'un enregistrement de celui-là, dont l'omniprésence enveloppe chacune des plages. Les mélodies sont accablées du son rigide des synthétiseurs — dont Palmer fait un emploi abusif ces derniers temps — qui se prête mal à la sensibilité de Moon Martin. Sa voix fragile ne trouve pas un terrain suffisamment aéré pour être mise en valeur. Enfin, et pour ne pas l'accabler davantage, on n'insistera pas sur cette composition, *Firing Line*, qui ne se distingue de *Bad Case Of Loving You* que par le texte (Pethé-Merconi, 2C 068 40087).

### JOHN HATT

#### « All of a Sudden »

Evidemment la ressemblance avec Graham Parker est frappante à bien des égards. Le même registre de voix, le timbre noir, cassé, qui fonctionne à l'arrache sur un rock musclé à la frontière du rhythm'n blues et du boogie. Comme Graham Parker, John Hatt n'a pas su faire son trou de plusieurs années, ne réussissant pas à imposer une image, un gimmick, susceptibles d'écrocher le public. Il a pour lui sa voix et l'authenticité de sa création, des compositions sans détours, presque à l'état brut, ici un peu plus stylisées qu'à l'habitude par la production de Tony Visconti, dont on a pu vérifier l'habileté aux manettes à diverses reprises avec David Bowie (CBS, GEF 85580).

### STEVIE WONDER

#### « Original Musiquarium I »

« Original Musiquarium I » est un double album qui réunit la plupart des grands succès de Stevie Wonder depuis 1972. De *You Are The Sunshine Of My Life* à *Master Blaster*, en passant par *Superstition* ou *Living For The City*, le disque retracé dix ans d'une carrière discographique irréprochable menée par l'un des plus grands compositeurs de notre temps. Quatre titres inédits (*Ribbon In The Sky*, *That Girl*, *Front Line*, *Do I Do*) ont été enregistrés pour la circonstance, tandis que les autres compositions ont été remixées spécialement par les soins de Stevie Wonder (Vogue, 428009).

### STATUS QUO

#### « 1982 »

Cet album fête le vingtième anniversaire de Status Quo, une existence pratiquement unique dans le domaine du rock et d'une carrière dont le succès ne s'est jamais démenti, avec un rock qui tient autant du hard que du boogie. Les albums se sont suivis au fil des années, se ressemblant les uns les autres. Celui-ci n'échappe pas à la règle et ressemble déjà à ceux qu'ils enregistreront dans vingt ans. Reste à savoir qui, du public ou du groupe, craquera le premier. Mieux sur le groupe (Phonogram, B302189).

ALAIN WAIS.

## Jazz

### RED RODNEY :

#### « Live at the Village Vanguard »

Ils ont au bien de la chance, les noctambules du Village, en ces soirs de 1980 où l'on recevait Red Rodney, Ira Sullivan et trois rythmicistes remarquables, dont le drummer Tom Whitely, un de ces milliers de musiciens comme en abrite et en révèle constamment New-York. Red Rodney, plus brillant, plus acrobatique qu'autrefois (*Lodgellian Mode*), Ira Sullivan, calme, rêveur, au bugle (*A Time For Love*), jouent aussi bien l'un que l'autre, et, souvent, s'affrontent, rivalisant de puissance et d'adresse.

*Blues in the Guts* est l'apothéose de l'ensemble, avec son introduction de trompette et de ténor très dissimulée, en triton, son thème d'ensemble, pas comme du tout à articuler, mais que les deux hommes ont dû maîtriser en un tournemain, et, enfin, son duo post-bop improvisé qui démontre à la fois, musique joyeuse, vigoureuse, éclatante comme il en est peu (Muee MR 5209 Distribution Wae).

### STAN GETZ :

#### « The Steamer »

L'invention jazzique paraît toujours liée, chez les grands, à l'invention d'un son. Epele chez Hawkins, léger chez Young, il est, aussi, léger chez Getz. Il est, mais alors, sans brume. Getz a su capter, au contraire, une éblouissante lumière. C'est ce son, en

premier lieu, qui nous frappe. Per lui Getz se donne comme le plus original des « Brothers », à savoir : Sims, Steward, Gifford, auxquels on doit appeler Al Cohn.

La critique s'est perdue en découpages de cheveux en quatre lorsqu'elle a voulu distinguer des sonorités chaudes et diaphanes, froides en dedans, ou froides en apparence, chaudes en réalité. Il y a des timbres travaillés, comme celui de Getz, qui bissent net ces spéculations mandarinales. Tempéré, mais radieux de part en part, le chant de Getz est un chant d'élégance que Lou Levy, Leroy Vinnegar, Stan Levey, qui l'accompagnent en cette séance, ont, manifestement, contracté (Verve-Polydor 2304 523).

### FLETCHER HENDERSON :

#### « Indispensable »

De l'époque où les musiciens de Harlem se présentaient cravatés, en costumes chic et souliers bicolores, on écoute ces trente-six plages, qui ont trente-six qualités. Fletcher eut, de 1927 à 1938, un orchestre de vedettes, avec Joe Smith, Red Allen, Roy Eldridge, Jimmy Harrison, Jay Higginbotham, Coleman Hawkins, Chew (et non Chu) Berry, Buster Bailey, Omar Simon, John Kirby, Sydney Caslett, pour ne citer que quelques noms de ceux que l'on retrouve en un double album qui comporte une plage inédite, un *Singin' the Blues* inspiré de « Bix end Trem ».

Bill Challis a harmonisé, pour trois « sexes », l'exposé de

Trumbauer. Rex Stewart reprend le solo de cornet de Balderbecke et Russel Procope, clarinette, celui de Jimmy Dorsey. Un orchestre noir rend ainsi hommage au meilleur groupement blanc des années vingt, et à Bix surtout, « young man with the horn », qui avait apporté au jazz un climat poétique et un pathétisme nouveaux (R.C.A. Collection Jazz Tribune, PM 43 691).

### LUCIEN MALSON.

#### MICHEL GRALLIER

#### « Dream Drops »

Des pianistes de cette classe, même l'Amérique n'en regorge pas. Alors, vous panachez, en France ! Et pourtant, le nom de Michel Grallier n'est encore guère connu hors du cercle des noctambules qui fréquentent les clubs parisiens où il galère depuis plus de dix ans, toujours impeccablement. Il n'avait jusqu'à présent qu'un seul disque à son actif, en solo (« Toutes ces choses », Open II), très prometteur. Celui-ci, conçu et enregistré avec le plus grand soin, varié dans ses compositions et ses formules, représente sans aucun doute une étape décisive dans sa carrière. L'instrumentiste est en pleine possession de ses moyens, son toucher allie magnifiquement délicatesse et puissance.

Plus important : c'est un style qui se révèle ici, en solo, ou diéloguant avec lui-même au synthétiseur, avec la trompette fournie de Chet Baker, avec le pia-

niste Michel Petrucci ou le contrebassiste J.F. Jenny Clark, un maître, et le batteur Aldo Romano. Le titre, une fois n'est pas coutume, résume parfaitement sa musique. Ce sont bien des « gouttes de rêve » que Michel Grallier distille avec une sensibilité exquise, jamais mièvre : grave et passionnée comme chez Bill Evans, qu'il suit sans une ombre de servilité. Meilleur disque publié jusqu'ici par un producteur, Jean-Jacques Pussiau, amoureux du piano, cet album franchira les frontières (Owl Records 028).

MICHEL CONTAT.

Musique originale de HANS SYBERBERG

# PARSIFAL

RICHARD WAGNER

YVONNE WINTON - ARNEX GOLDBERG - ROBERT LLOYD  
ANGE HAUGLAND - HANS TSCHAMMER - WOLFRANG SCHÖNE  
LES CHŒURS PHILHARMONIQUES DE MONTE-CARLO

ARMIN JORDAN

5 DISQUES ERATO 2740.143



**A**VEC mon père, j'ai perdu mon lecteur le plus attentif : le plus exigeant aussi. Il ne lira pas ces quelques bribes de souvenirs, et c'est peut-être mieux ainsi ; il m'aurait sans doute encouragé à les écrire, tout en me mettant en garde contre l'apitoiement facile ; aux épanchements du cœur, il préférerait l'humour. Il était tout, sauf sentimental. Il ne s'exprimait d'ailleurs librement qu'en compagnie de gens dégagés de toute opinion et placés comme lui au point de vue d'une bienveillante ironie universelle.

Il est mort le jour de mes quarante ans. Il était arrivé à l'âge où l'on n'a plus d'âge et n'a, inexorablement, tout nous rappelle que nous approchons de la station terminale. Le voyage achevé, il est temps de mourir, c'est-à-dire de rentrer chez soi.

Depuis le début de l'année, ses forces déclinaient. Par orgueil, il inventait mille subterfuges pour masquer la terrible lassitude qui précède la mort ; il la narguait par la discipline qu'il s'imposait quotidiennement et, par cette volonté inflexible de vivre encore chaque instant et de le chérir.

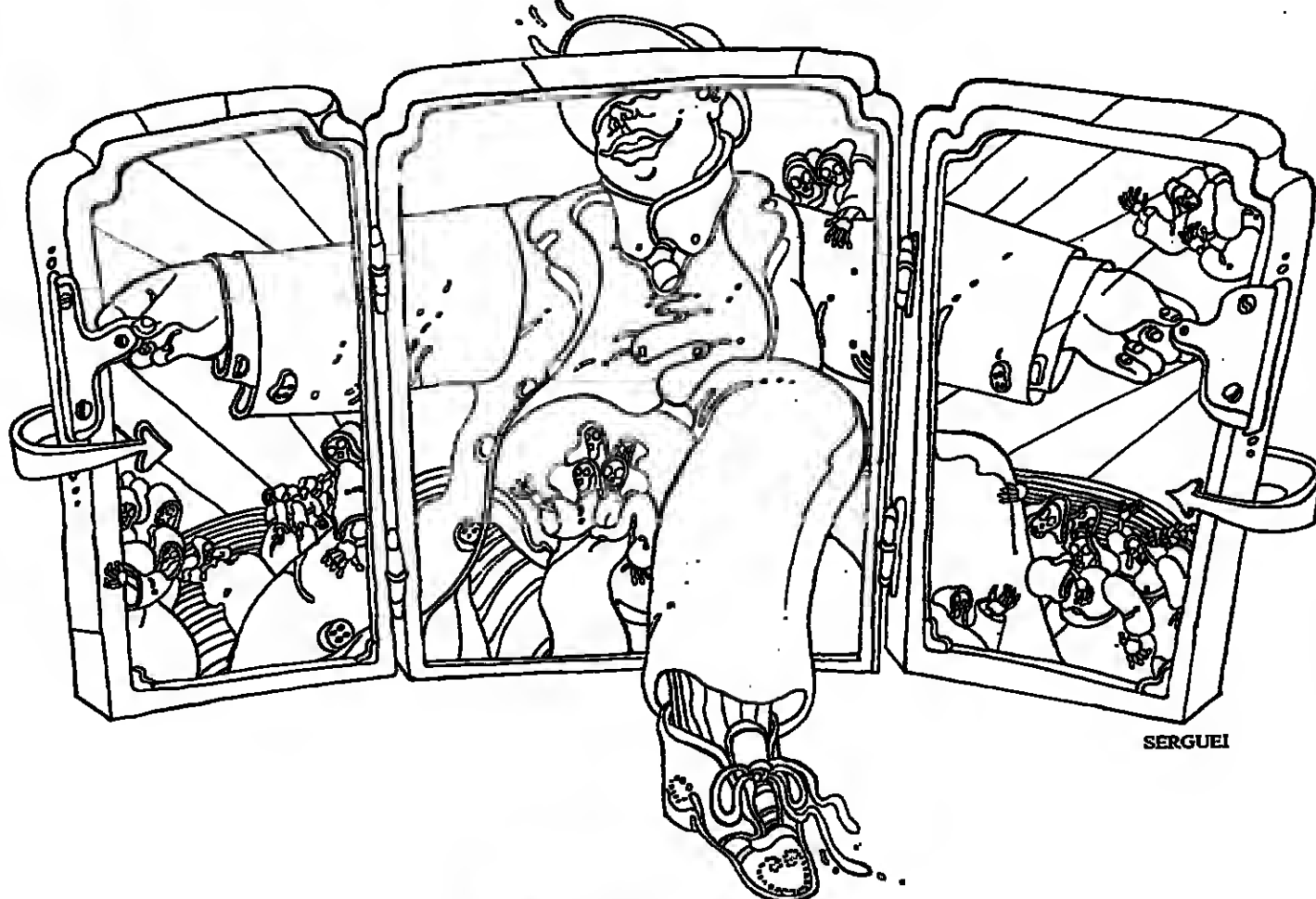
Il redoutait cependant de devenir un poids pour son entourage. Dans ses articles, il professait un aimable stérilisme. Jamais je ne l'ai entendu se plaindre. En revanche, il ne cachait pas que le jour où la somme des désagréments l'emporterait sur celle des plaisirs, il demanderait à son médecin de l'aider à mourir.

Dans mon for intérieur, je craignais qu'il n'accordât pas ses actes à ses paroles. Je voulais pouvoir être fier de lui jusqu'au bout. Il le savait. Et c'est sans doute pourquoi il a dû considérer que cette mort volontaire, la plus belle selon Montaigne, serait le plus précieux cadeau qu'il pût encore m'offrir pour mes quarante ans. Par son geste, il voulait m'enseigner à vaincre la peur de la mort et m'insuffler un peu de ce courage qui, parfois, me fait défaut.

Je ne me souviens pas avoir jamais eu l'impression de lui. Il s'était construit une citadelle intérieure dans laquelle il vivait en paix. Il n'éprouvait guère le besoin d'en sortir pour communiquer avec autrui. Seule la compagnie des femmes l'amusaient encore. Il contemplait le spectacle du monde avec un tel détachement — détachement serene d'ailleurs, et jamais méprisant — que rien ne semblait plus pouvoir l'émouvoir. Les événements politiques le distraient de même que les matches de football. Il était socialiste, mais par conviction que par générosité. Quelques jours avant d'entrer en clinique, il me téléphona, non pas pour m'apprendre sa décision, mais pour commenter la politique de Mitterrand. Il la jugeait habile. C'est la dernière fois que j'entendis sa voix.

Son principal défaut, nous le connaissions tous, et lui-même n'en faisait pas mystère : c'était la vanité. Il attachait un soin minutieux à son apparence physique. Rien ne lui importait tant que de séduire. Il avait été diplomate, mais il aurait pu être acteur. Avec son crâne rasé, sa lippe sensuelle et ses yeux bleus d'officier prussien, il ressemblait d'ailleurs étrangement à Eriq von Stroheim. Une soirée où il n'avait pas brillé, c'était une soirée ratée. Il parlait d'abondance, hrodant sur les thèmes les plus divers, mais ne se livrait jamais. J'ai souvent regretté d'en savoir si peu sur son existence.

Nos rapports, sans être tendus, étaient plutôt froids. Il évitait la compagnie des



SERGUEI

## Mon père

par Roland Jaccard

hommes et, lorsque, par hasard nous nous retrouvions dans le même restaurant, seuls l'un et l'autre, nous occupions des tables différentes. Il était dépourvu d'esprit de famille à un point rare et, peu avant sa mort, il m'avait recommandé de toujours agir en homme libre, c'est-à-dire indifférent aux liens du sang. Il ne souhaitait même pas, avait-il ajouté, que j'assiste à son incinération. Il me conseillait d'être toujours plus égoïste, ce qui signifiait dans son esprit de me détourner de tout ce qui était pénible ou douloureux et, surtout, de ne jamais renoncer à un plaisir au profit d'un devoir. Quand j'étais enfant, il me répétait volontiers que je devais considérer chaque jour comme le jour de mon anniversaire. Carpe diem était un de ses mots favoris.

L'avait été journaliste et professeur, mais seule la carrière diplomatique l'avait vraiment comblé. Il avait dû renoncer, dans le déshonneur, à la suite d'un drame absurde. Alors qu'il était en mission à Cologne, une femme juive avait tiré sur lui à bout portant. En l'espace de quelques secondes, il avait perdu un rein, la rate et son poste au département politique. A Berne, on ne badine pas avec la moralité. Il continuait cependant à traiter les femmes avec une indulgence amusée, comme s'il se fut agi d'enfants irresponsables. Il lui eût répugné de tenir des propos misogynes, mais toute son attitude témoignait à leur égard d'une condescendance seigneuriale. C'est sans doute pourquoi elles recherchaient tant sa compagnie.

Mon père était fier que j'écrive dans les journaux. Il ne me le disait pas, mais j'apprenais par ma mère. Ainsi, quand, à quinze ans, je publiai dans la *Gazette de Lausanne* mon premier article sur le bouddhisme, il en acheta une quinzaine d'exemplaires qu'il glissa subrepticement dans les boîtes à

lettres de ses amis les plus proches.

Souvent, il m'encourageait à écrire plus librement, à ne pas me dissimuler derrière des travaux universitaires et à ne pas me limiter à des critiques d'ouvrages psychanalytiques ou psychiatriques. Pourtant, sans me l'avouer vraiment, j'étais persuadé qu'il me faudrait attendre sa mort pour m'exprimer plus spontanément. Non seulement, je redoutais son jugement, mais je le tenais pas à ce qu'il eût une connaissance trop précise de ma vie. Or, ne concevant pas la littérature autrement que comme la découverte de vérités qui font mal, je me montrais furtif elliptique dans les quelques fragments autobiographiques qu'il m'arriva de publier de son vivant.

Dans les *Chemins de la désillusion*, j'avais tracé son portrait et il en avait été flatté. Mais il regretta que je n'aie pas plus profond dans la voie de l'introspection. A vrai dire, nous nous faisions à l'un et à l'autre le même reproche : celui d'avancer masqués. Ce dialogue qui n'a pas eu lieu de son vivant, je tente de le poursuivre solitairement au fil de ces pages que je remplis de souvenirs, amertume et amour mêlés, comme s'il m'y invitait.

La dernière fois que je l'ai vu, c'était au mois d'août dans un grand hôtel au-dessus de Montreux, surplombant magnifiquement le lac Léman. Je revenais du Japon. Nous nous étions installés dans un petit café et, après m'avoir questionné sur mon voyage, il me fit un article qu'il destinait à une revue d'étudiants. Il y était question d'un vieux sage qu'il avait rencontré alors qu'il était adolescent et qui, d'évidence, n'était autre que lui-même. Ce vieux sage discourait sur l'existence et prodiguait de ces judicieux conseils qu'un d'autant plus de plaisir à entendre qu'on ne les suit jamais.

Mon père avait été marqué par la philosophie d'Alain et ses propos sur le bonheur constituaient une arme contre la pe-

santeur de la vie. Je l'écouais la gorge nue, indifférent aux lieux communs qu'il alignait (je précise que je ne méprise pas les lieux communs : les cimetières aussi sont des lieux communs), mais sensible aux ravages exercés par le temps. Lorsqu'il eut achevé sa lecture, il me demanda mon opinion. Je le félicitai, il ne fut pas dupe et me retourna qu'il m'était difficile, compte tenu de mon état, de le critiquer.

Il m'étonna lorsqu'il me confia qu'il ne pensait jamais au passé, il vivait chaque instant avec le maximum d'intensité, ébassant de son esprit toute trace de nostalgie, il goûtait modérément aux sombres plaisirs d'un cœur mélancolique. Je savais qu'il était au bord du gouffre, mais il y avait encore une telle tenue chez lui que l'espace d'un instant, je le crus immortel. Lorsque je voulus l'aider à traverser la route en lui tenant le bras — il était presque aveugle, — il se dégagea brusquement. La faiblesse, l'infirmité, lui faisaient horreur. Il refusa toujours de se promener avec sa canne blanche.

Les effusions sentimentales n'étaient pas précisément son genre. Il supportait mal qu'un homme le touche ou l'embrasse. A cet égard, les derniers mots qu'il prononça sont significatifs. Le médecin qui avait accepté de l'aider à quitter ce monde aussi dignement qu'il est possible, lui caressa l'épaule et les bras après lui avoir injecté de fortes doses de morphine. Ma mère était présente. Elle savait, bien sûr, le plaisir que lui procuraient ces attouchements si attentifs, mais elle n'osait pas intervenir. Quand le médecin quitta la pièce, mon père se tourna vers elle et, avec un sourire complice et ironique, lui dit : « As-tu observé comme il me caresse ? C'est certainement un homosexuel... » Ce furent ses dernières paroles.

Il avait laissé un cahier avec des indications très précises sur tout ce qu'il convenait de faire après son décès. Il voulait un

cercueil israélite dans le bois le plus simple. Il voulait être incinéré et que ses cendres fussent dispersées. Il voulait que la presse ne mentionnât pas sa mort. Il ne voulait pas de cérémonie religieuse. « Toute la vie d'un homme se résume à un bol de cendres », dit un proverbe bouddhiste.

Lorsque je revins du crématoire, je m'installai à la terrasse d'un café. « L'Escale », dont nous étions tous deux des habitués. Je l'ai déjà écrit : je venais d'avoir quarante ans. Mon père ne lirait plus jamais mes articles. Et pourtant, j'avais l'impression que le temps s'était arrêté, qu'il était là, à mes côtés, et qu'il m'encourageait. C'était un vieux lutteur, et il m'incitait à persévérer, à ne pas me laisser envahir par le doute, la lassitude, la dépression. A tenir bon, quoi qu'il pût m'en coûter. Et, lorsque le moment serait venu, à suivre son exemple. Sans pathos. Sans regrets. Heureux de m'être donné entièrement à la vie de telle sorte que la mort n'ait plus rien à prendre.

Oui, je l'entendais, je l'approuvais. Mais je songeais aussi à Stefan Zweig cherchant une compagnie qui « le libérerait de la solitude de la dernière seconde ». Zweig l'avait trouvée en la personne de Lotte Altmann, lorsqu'il se suicida à Pétersbourg, le 22 février 1942. Cette compagnie, je veux croire que je la rencontrerai aussi.

J'étais encore à la terrasse de « L'Escale », lorsque j'aperçus à une table proche de la mienne une lycéenne dont le profil, la coiffure à la chienne, ainsi que la voix, me rappelèrent le visage de Van. Van que j'avais vu vingt ans auparavant ici même pour la première fois. Je l'avais aimée, et je l'avais perdue. Le destin ne le hasard me permettait en cet instant précis de contempler ce qui avait été le plus chatoyant de mes jardins intérieurs et qui n'était plus qu'un ossuaire.

Je n'insisterai pas sur les sombres pensées qui traversèrent mon esprit, mais elles tour-

naient toutes autour d'un thème unique : comment avoir le courage, la force d'affronter les quelques années qui, vraisemblablement, me restent à vivre ? Peut-être, pour persévérer dans l'existence, faut-il éviter de se poser ce genre de questions. Et puis, si mon père avait tenu bon, peut-être tiendrais-je bon aussi.

Lorsque je quittai « L'Escale », j'étais dans le même état d'esprit que ce personnage de Sherwood Anderson dont la mère vient de mourir : « Dans un léger haut-le-cœur, il se voit simple feuille que le vent chasse par les rues du village. Il sait qu'en dépit de ce que racontent les autres il devra vivre et mourir dans l'incertitude, chose balayée par les vents, chose destinée comme le grain à se dessécher au soleil. Il frissonne et regarde autour de lui avec avidité. Déjà, il entend la mort qui appelle. De tout son cœur, il veut s'approcher d'un être humain, toucher quelqu'un de ses mains, être touché par la main d'un autre. S'il préfère que cet autre soit une femme, c'est qu'il pense qu'une femme sera douce, qu'elle comprendra. »

J'aurais aimé m'approcher de cette lycéenne, j'aurais aimé reconnaître Van, j'aurais aimé que le temps fût vraiment aboli. Elle m'aurait embrassé, je lui aurais proposé d'aller au cinéma Atlantic voir *la Sinfonia* de Mal d'Orson Welles ; ensuite, nous aurions peut-être dîné chez nos parents. Comme la mort semble inattendue, invraisemblable, quand elle ne frappe pas ! Comme le passé semble beau quand il est aboli ! Nous nous apitoyons sur des fantômes que nous n'aimons pas et nous resuscitons les morts pour mieux nous délecter du charme morbide du présent. Ce n'est pas la vie qui est sordide ou attrayante, ce sont les tableaux que nous en tirons. On ne se méfierait jamais assez de la littérature.

**O**n ne se méfierait jamais assez de son non plus. Mon père, qui était coquet, passait des heures à s'observer dans la glace du vestibule. Il essayait divers chapeaux, divers vestons. Il posait. Moi aussi, je pose. Je ne pense pas qu'il faille se le reprocher. L'authenticité est un leurre. « Le premier devoir de l'homme est d'être aussi artificiel que possible », disait Oscar Wilde. Personne n'a encore découvert quel était le second.

La nuit tombe. Ma mère m'apporte la lettre de condoléances du médecin qui a assisté mon père. Il a une écriture beurrée et sensible qui me rappelle celle de Cioran. Il écrit : « Cette fin de souffrances tant souhaitée laisse, pour nous, un immense vide. Mais nous avons tout de même la consolation d'avoir pu soutenir et offrir aux souhaits les plus intimes de cette fin de vie, une vie si courageuse ces dernières années, si admirable dans ce souci de ne pas peser sur les autres. Ce fut ma tâche privilégiée d'avoir pu accompagner jusqu'au bout ce courage, cette acceptation et ce sourire reconnaissant de votre époux. » Je rends la lettre à ma mère. J'aimerais être seul pour pleurer. Je me borne à dire : « C'est beau. » Je songe aux vers de Hugo : « Mon père, ce héros au sourire si doux... » Je serai incapable de dire en ce moment précis si je l'ai vraiment aimé, ni ce qu'il représentait pour moi. Mais je sais que je suis fier de lui. Je me contemple dans son image. Il me laisse en héritage sa vanité. Son courage, il le faudra que je le gagne.

La prise de  
par les command  
est annoncée

L'U.E.A. demande  
de cesser ses activités

EI G

**POST**  
Le mensuel de la  
ou cinema  
**30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**

**OFFRE D'ABONNEMENT**

Mouvement Culturel  
1, rue de la République 75001 Paris